

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 1896

ACCIDENTS du travail, responsabilité et organisation de l'assurance obligatoire. V. loi 18.

AIN. — Emprunt de 450.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 179. — Imposition extraordinaire (0 c. 80). V. loi 272.

AISNE. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 191. — Imposition extraordinaire (0 fr. 01). V. loi 282.

ALGÉRIE. — M. Émile Labiche dépose le rapport de la Commission chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et dans l'organisation des divers services de l'Algérie (Colonisation) [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59; I. 19).

ALLÈGRE. Martinique. — Vice-président de la Commission de la marine (J.O., p. 544; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réforme de l'impôt des boissons [15 juin] (A., t. II, p. 70; J.O., c.r., p. 470). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 26, 27, 32, 60; J.O., p. 511, 544, 1556, 1595, 1738, 3856).

ALLEMAND. Haute-Loire. — Dépose son rapport et en donne lecture,

sur l'élection de M. Rambourgt, du département de l'Aube [30 juin] (A., t. II, p. 235; J.O., c.r., p. 603).

ALLIER. — Emprunt de 180.000 francs. V. loi 178. — Emprunt de 500.000 francs (Asile d'aliénés de Sainte-Catherine). V. loi 296.

ALLOCUTIONS. — M. Loubet, élu Président du Sénat, prononce une allocution en prenant possession du fauteuil de la présidence [20 janvier] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 7).

ALPES (Basses). — Emprunt de 34.615 francs. V. loi 114. — Imposition extraordinaire (1 c. 50) (Chemin de fer d'intérêt général). V. loi 295.

ALPES (Hautes). — Emprunt de 41.500 francs. V. loi 85.

AMIDONS ET GLUCOSES. — Leur régime. V. loi 45.

ANGLÈS. Var. — Nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de résolution présenté par M. Ouvrier, tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 20 du Règlement du Sénat (J.O., p. 1615; F. 28). — Dépose, de concert avec M. Bayol, un projet de résolution relatif à la revision des lois constitutionnelles. Demande l'urgence et développe son projet de résolution [24 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 393). — Est entendu dans la discussion [28 avril] (A., t. I, p. 483; J.O., c.r., p. 400). — Retrait, par son auteur, du projet de résolution que M. Labiche reprend [30 avril] (A., t. I, p. 487; J.O., c.r., p. 404). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 11, 16, 26, 27, 28, 43; J.O., p. 369, 511, 744, 1035, 1556, 1595, 1965, 3094).

ANIMAUX. — Modification à la loi du 31 juillet 1895 sur la police sanitaire des. V. loi 96.

ANNECY. — Emprunt de 232.500 francs. V. loi 153.

ARAGO (Emmanuel). Pyrénées-Orientales. — Membre d'une Commission (F. 57; J.O., p. 3741).

ARDÈCHE. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 266.

ARMÉE. — Modifications aux lois : des 18 mars 1889 et 25 juillet 1893, relatives aux rengagements des sous-officiers; du 17 décembre

1892, relative à l'augmentation du nombre des décorations accordées aux armées de terre et de mer; des cadres du 25 juillet 1893. V. loi 165. — Mode de nomination aux emplois réservés aux sous-officiers rengagés par la loi du 18 mars 1889. V. loi 166. — Modification de la loi du 24 juillet 1873 (Organisation générale de l'armée). V. loi 291.

ARMÉE COLONIALE. — Réorganisation de l'infanterie et de l'artillerie de marine et création d'une. V. loi 82.

ARIÈGE. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 255.

ASSURANCE obligatoire et responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. V. loi 18.

ASTOR. Finistère. — Membre de Commissions (F. 6, 26, 43; J.O., p. 511, 1556, 3094.

AUBE. — Emprunt de 29.000 francs. V. loi 11.

AUDE. — Emprunts et imposition extraordinaire. V. loi 87. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 254. — Imposition extraordinaire (Chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun). V. loi 275.

AUDREN DE KERDREL. Morbihan. — Vice-président de la Commission de la marine (J.O., p. 544; F. 7). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables (J.O., p. 3135; F. 44). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 43, 44; J.O., p. 511, 544, 3094, 3135).

AVEYRON. — Emprunt de 78.700 francs. V. loi 2. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 199.

AX-LES-THERMES. — Surtaxe à son octroi. V. loi 310.

BADUEL. Cantal. — Secrétaire de la 3^e Commission des pétitions (J.O., p. 1668; F. 29). — Lit, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, une déclaration par laquelle ils ne sauraient s'asso-

cier à une nouvelle interpellation qui reproduit, sous une forme plus vive, la question déjà portée à la tribune par M. Bardoux sur la politique du Gouvernement [3 avril] (A., t. I, p. 454; J.O., c.r., p. 376). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution tendant à l'ajournement du vote des crédits pour la solde et la relève des troupes de Madagascar, jusqu'au remplacement du Ministère au pouvoir [21 avril] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 382). — Membre de Commissions (F. 6, 26, 29; J.O., p. 511, 1556, 1668).

BARBEY. Tarn. — Président de la Commission de la marine (J.O., p. 544; F. 7). — Demande un congé [30 janvier] (J.O., c.r., p. 33) [3 février] (J.O., c.r., p. 58). — Demande qu'il soit procédé à la nomination de la Commission des finances [17 mars] (A., t. I, p. 314; J.O., c.r., p. 261). — Demande que le Sénat fixe le jour pour la nomination de la Commission des finances [26 mars] (A., t. I, p. 411; J.O., c.r., p. 342). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [28 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 415). — Dépose et donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, amendé par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant organisation du corps des officiers de la marine et du corps des équipages de la flotte [9 juin] (A., t. II, p. 19; J.O., c.r., p. 430; I. 125). — Président de la Commission des finances (J.O., p. 3254; F. 46). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [26 juin] (A., t. II, p. 210; J.O., c.r., p. 583). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 45, 46; J.O., p. 511, 544, 3213 3254).

BARDOUX. Inamovible. — Est entendu, en qualité de président de la Commission, dans la discussion, en 2^e délibération, du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [28 janvier] (A., t. I, p. 27; J.O., c.r., p. 26) [30 janvier] (A., t. I, p. 50; J.O., c.r. p. 45). — Adresse une question à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, sur sa politique extérieure [31 mars] (A., t. I, p. 429; J.O., c.r., p. 356). — Nommé rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la constitution des Universités (J.O., p. 3124; F. 43). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 60; J.O., c.r., p. 462). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la remise aux départements de l'entretien et de la construction des routes nationales (art. 65 et 66 détachés du projet de loi du budget général de l'exercice 1896) [18 juin] (A., t. II, p. 112; J.O., c.r.,

p. 505; I. 143). — Dépose un 2^e rapport sur le projet de loi relatif à la constitution des Universités [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; I. 146). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [25 juin] (A., t. II, p. 187; J.O., c.r., p. 564). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la constitution des Universités [7 juillet] (A., t. II, p. 289; J.O., c.r., p. 648). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 43, 45; J.O., p. 511, 1035, 3107, 3124, 3229).

BARODET. Seine. — M. Dumon dépose son rapport et en donne lecture. Est proclamé sénateur [23 avril] (A., t. I, p. 468; J.O., c.r., p. 389). — Fait une rectification au procès-verbal [26 juin] (A., t. II, p. 193; J.O., c.r., p. 569).

BARRIERE. Puy-de-Dôme. — Élu Secrétaire [16 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Demande un congé [30 mars] (J.O., c.r., p. 351) — Membre d'une Commission (F. 26; J.O., p. 1556).

BARTHE (Marcel). Basses-Pyrénées. — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [3 février] (A., t. I, p. 57; J.O., c.r., p. 50). — Retire un amendement qu'il avait présenté sur l'article premier de cette proposition de loi, son auteur se réservant de le reproduire au cours de la 2^e délibération [4 février] (A. t. I, p. 73; J.O., c.r., p. 74). — Présente, sur cette proposition, un contre-projet qu'il développe et qui n'est pas adopté [14 février] (A., t. I, p. 140; J.O., c.r., p. 117). — Dépose un contre-projet au cours de la discussion en 1^{re} délibération du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152). — Développe son contre-projet et en demande le renvoi à la Commission. Cette proposition n'est pas adoptée [27 février] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 159) [2 mars] (A., t. I, p. 224; J.O., c.r., p. 187). — Présente et développe sur l'article premier un amendement qui n'est pas pris en considération [13 mars] (A., t. I, p. 278; J.O., c.r., p. 232). — Demande un congé [23 avril] (J.O., c.r., p. 392). — Demande à interpeller M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur l'application des articles 3 et 9 de la loi sur les Syndicats professionnels [11 juin] (A., t. II, p. 25; J.O., c.r., p. 435). — Président de la 6^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3782; F. 58). — Demande à interpeller M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

sur la nécessité de faire appliquer aux Syndicats professionnels qui violent les dispositions de la loi du 21 mars 1884, les peines prévues et punies par l'article 9 de cette loi [2 juillet] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 617). — Accepte le délai d'un mois que lui propose M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, pour la discussion de son interpellation [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 631). — Membre de Commissions (F. 38, 57, 58; J. O., p. 2367, 3741, 3782).

BASTIDE. Seine-et-Marne. — Rapport de M. Rambaud sur son élection. Est proclamé sénateur [24 avril] (A., t. I, p. 477; J.O., c.r., p. 396). — Membre d'une Commission (F. 43; J.O., p. 3094).

BANLIEUE DE PARIS. — Prorogation de surtaxes à l'octroi de la V. loi 91.

BAUDENS. Hautes-Pyrénées. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présente sur l'article premier un amendement qui n'est pas adopté [20 mars] (A., t. I, p. 341; J.O., c.r., p. 285). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Fréchet-Aure (Hautes-Pyrénées) [23 mars] (A., t. I, p. 354; J.O., c.r., p. 295). — Secrétaire de la 5^e Commission des pétitions (J.O., p. 3135; F. 44). — Est entendu dans la discussion de la question adressée par M. Le Provost de Launay à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, transformée en interpellation par M. Combes, relative aux sommes qui ont été engagées pour dépenses de constructions scolaires, à titre de subvention de l'État [4 juin] (A., t. II, p. 15; J.O., c.r., p. 426). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à autoriser la concession à la Chambre de commerce de Dunkerque de l'établissement et de l'exploitation de magasins publics sur les quais de ce port (J.O., p. 3871; F. 64). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Fréchet-Aure [10 juillet] (A., t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 669). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 43, 44, 60, 61; J.O., p. 511, 1035, 3094, 3135, 3856, 3871).

BAYOL. Var. — M. Labrousse dépose son rapport et en donne lecture. Est proclamé sénateur [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 188). — Dépose, de concert avec M. Anglès, un projet de résolution tendant à

la revision des lois constitutionnelles [24 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 393). — Membre d'une Commission (F. 57; J. O., p. 3741).

BÉJARRY (de). Vendée. — Membre de Commissions (F. 16, 26; J.O., p. 1035, 1556).

BELLE. Indre-et-Loire. — Dépose une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juillet 1845 sur la police des chemins de fer [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 211; I. 52). — Président de la 3^e Commission des pétitions (J.O., p. 1668; F. 29). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 26, 29; J.O., p. 369, 1035, 1556, 1668).

BENAZET. Indre. — Dépose une proposition de loi complémentaire portant modification de l'article 29 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères [14 février] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 115; I. 30). — Est entendu dans la discussion de sa proposition de loi [27 février] (A., t. I, p. 185; J.O., c.r., p. 155). — Dépose et donne lecture de son rapport sur l'élection de M. le comte de Maillé dans le département de Maine-et-Loire [2 mars] (A., t. I, p. 221; J.O., c.r., p. 185). — Membre de Commissions (F. 6, 43, 45; J.O., p. 511, 3094, 3213).

BENOIST. Seine-et-Marne. — Fait une rectification au procès-verbal [3 février] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 47). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 149). — Membre de Commissions (F. 4, 16; J.O., p. 369, 1035).

BÉRAL. Lot. — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1035).

BÉRENGER. Inamovible. — Élu Vice-Président [16 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Élu Vice-Président chargé de présider la Haute-Cour de Justice en cas d'empêchement du Président. Préside une partie de la séance [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13, 14). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [28 janvier] (A., t. I, p. 22; J.O., c.r., p. 21). — Présente et développe un contre-projet, qui est renvoyé, après un scrutin à la tribune, à l'examen de la Commission [30 janvier] (A., t. I, p. 48; J.O., c.r., p. 43). — Propose de rendre hommage à la Commission chargée de la discussion de la loi sur les accidents du travail, qui vient de se retirer, de lui témoigner hautement les sentiments d'estime que la persévérance de ses efforts

a excités parmi nous, et particulièrement à son rapporteur, qui a montré dans une discussion aussi laborieuse une vaillance et un talent qui lui font le plus grand honneur. Demande, sans retard, la réunion des bureaux pour la nomination d'une Commission nouvelle [3 février] (A., t. I, p. 55; J.O., c.r., p. 48). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire (J.O., p. 744; F. 11). — Présente, de concert avec M. Volland, à la suite de la discussion de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Garde des Sceaux, sur les chemins de fer du Sud, un ordre du jour ainsi conçu : « Le Sénat, confirmant son ordre du jour du 11 février dernier, passe à l'ordre du jour » [15 février] (A., t. I, p. 171; J.O., c.r., p. 142). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices [28 février] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 179) [2 mars] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 186) [13 mars] (A., t. I, p. 280; J.O., c.r., p. 233). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [17 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 260) [19 mars] (A., t. I, p. 324; J.O., c.r., p. 271). — Est nommé rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de résolution présenté par M. Ouvrier, tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 20 du Règlement (J.O., p. 1615; F. 28). — Dépose le rapport sur le projet de résolution tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 20 du Règlement [20 mars] (A., t. I, p. 348; J.O., c.r., p. 291; F. 80). — Prend part à la discussion de ce projet de résolution. Parle sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail [23 mars] (A., t. I, p. 363; J.O., c.r., p. 302). — Demande un congé [18 juin] (J.O., c.r., p. 491). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juillet] (A., t. II, p. 312; J.O., c.r., p. 665). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la compétence des juges de paix [10 juillet] (A., t. II, p. 320; J.O., c.r., p. 671). — Membre de Commissions (F. 11, 21, 27, 28, 60; J.O., p. 744, 1306, 1595, 1695, 3856).

BERNARD. Doubs. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [28 janvier] (A., t. I, p. 32; J.O., c.r., p. 30). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'Etat et les Compagnies de chemins de fer. Demande le renvoi de cette proposition de loi à la Commission. Le renvoi est rejeté au scrutin [4 février] (A., t. I, p. 86;

J.O., c.r., p. 72). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider la situation financière et exécuter un programme de travaux publics [8 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 96). — Dépose, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, un ordre du jour motivé à la suite de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Garde des Sceaux, sur les conditions dans lesquelles l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud a été enlevée à M. le juge d'instruction Rempier pour être confiée à M. le juge Le Poittevin [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 111). — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi ayant pour objet l'interdiction des coalitions dans les chemins de fer et dans les services de l'État. Rejet de la demande de renvoi à la Commission de l'article premier [14 février] (A., t. I, p. 143; J.O., c.r., p. 120). — Demande, avec plusieurs de ses collègues, l'ordre du jour pur et simple à la suite de la discussion de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Garde des Sceaux, sur les chemins de fer du Sud [15 février] (A., t. I, p. 170; J.O., c.r., p. 142). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [13 mars] (A., t. I, p. 292; J.O., c.r., p. 243). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux responsabilités dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présente sur l'article premier un amendement qui est rejeté au scrutin [19 mars] (A., t. I, p. 325; J.O., c.r., p. 271). — Présente et développe sur l'article premier un amendement qui n'est pas adopté [20 mars] (A., t. I, p. 338; J.O., c.r., p. 284). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution tendant à l'ajournement du vote des crédits pour la solde et la relève des troupes de Madagascar jusqu'au remplacement du Ministère au pouvoir [21 avril] (A., t. I, p. 463; J.O., c.r., p. 384) [24 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 393). — Prend part à la discussion de deux projets de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles [28 avril] (A., t. I, p. 483; J.O., c.r., p. 401) [30 avril] (A., t. I, p. 487; J.O., c.r., p. 404). — Parle dans la discussion du projet de loi sur la réforme des boissons. Présente un contre-projet [16 juin] (A., t. II, p. 79; J.O., c.r., p. 489). — Demande la priorité, dans la discussion, en faveur de son contre-projet [19 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 517). — Développe son contre-projet [22 juin] (A., t. II, p. 133; J.O., c.r., p. 524). — Prend part à la discussion. Rejet, au scrutin, du premier paragraphe de son contre-projet [23 juin] (A., t. II, p. 154; J.O., c.r., p. 537) [26 juin] (A., t. II, p. 197; J.O., c.r., p. 582) [29 juin] (A., t. II, p. 221; J.O., c.r., p. 591). — Prend part à la discussion de la prise en considération de la proposition portant modification de la loi du 31 juillet 1895, sur la police

sanitaire des animaux [2 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 623). — Parle dans la discussion relative à la fixation du jour de l'interpellation que M. Le Provost de Launay a adressée à M. le Ministre des Colonies, sur la situation de Madagascar [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 626). — Membre de Commissions (F. 6, 13, 60; J.O., p. 511, 824, 3856).

BERTHELOT. Inamovible. — Demande par lettre une rectification au procès-verbal [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française (J.O., p. 3871; F. 61). — Membre de Commissions (F. 43, 60, 61; J.O., p. 3094, 3856, 3871).

BEURRE. — Fraude dans le commerce du. V. loi 147.

BILLOT (Général). Inamovible. — Président de la Commission de l'armée (J.O., p. 544; F. 7). — Demande la déclaration de l'urgence au début de la discussion de la proposition de loi complémentaire portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères [27 février] (A., t. I, p. 185; J.O., c.r., p. 155). — Membre de Commissions (F. 67; J.O., p. 511, 544).

BIRÉ (Alfred). Vendée. — Membre d'une Commission (F. 21; J.O., p. 1306).

BISSEUIL. Charente-Inférieure. — Demande un congé [11 février] (J.O., c.r., p. 112). — Dépose des pétitions des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 122 signatures des habitants des communes de Cognac, La Rochelle et Saint-Pierre, et 103 signatures de visiteurs de l'exposition de Bordeaux [27 février] (J.O., c.r., p. 168). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. Milliard et plusieurs de ses collègues, sur la politique extérieure du Gouvernement. Demande l'ajournement de la discussion, qui est repoussé [3 avril] (A., t. I, p. 450; J.O., c.r., p. 373). — Présente et développe une motion préjudicielle au cours de la discussion générale sur la réforme de l'impôt des boissons, tendant à l'ajournement de cette discussion jusqu'après le vote de la loi sur la réforme des octrois [11 juin] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 436). — Prend part à la discussion de l'impôt sur les boissons [16 juin] (A., t. II, p. 79; J.O., c.r., p. 479). —

Prend part à la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réforme des boissons [18 juin] (A., t. II, p. 107; J.O., c.r., p. 501). — Présente et développe sur l'article 2 un amendement qui est rejeté au scrutin [22 juin] (A., t. II, p. 138; J.O., c.r., p. 524) [23 juin] (A., t. II, p. 165; J.O., c.r., p. 546). — Présente et développe sur l'article 13 un amendement qui est rejeté au scrutin. Présente un autre amendement qui est renvoyé à la Commission des octrois [25 juin] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 559) [26 juin] (A., t. II, p. 196; J.O., c.r., p. 582). — Présente et défend, sur l'article 19, un amendement qui est rejeté au scrutin [29 juin] (A., t. II, p. 224; J.O., c.r., p. 594).

BIZOT DE FONTENY. Haute-Marne. — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Joseph Fabre sur le fonctionnement parlementaire en temps de guerre, en remplacement de M. le général Billot (J.O., p. 3719; F. 56). — Président de la même Commission (J.O., p. 3741; F. 57). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 56, 57, 60; J.O., p. 511, 1035, 3717, 3741, 3856).

BLANC (Philippe). Loire. — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Gap (Hautes-Alpes); le 2^e, à l'octroi de Salanches (Haute-Savoie); le 3^e, à l'octroi d'Embrun (Hautes-Alpes); le 4^e, à l'octroi d'Hyères (Var) [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 16, n^{os} 44, 45, 46, 47). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser le département de la Charente à contracter un emprunt de 57.600 francs; le 2^e, tendant à autoriser le département du Var à contracter un emprunt de 49.600 francs; le 3^e, tendant à approuver un engagement de la ville de Versailles [11 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 112; Fa. 26, n^{os} 71, 72, 73). — Dépose quatre rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Fécamp (Seine-Inférieure); le 2^e, à l'octroi de Lisieux (Calvados); le 3^e, à l'octroi de Saint-Maixent (Deux-Sèvres); le 4^e, à l'octroi de la Souterraine (Creuse) [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa. 36, n^{os} 89, 90, 91, 92). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt d'une somme de 122.500 francs [19 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 265; Fa. 56, n^o 127). — Membre de Commissions (F. 4, 26, 38, 57, 60; J.O., p. 369, 1556, 2367, 3741, 3856).

BLANC (Xavier). Hautes-Alpes. — Est nommé président de la Commission chargée de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre la réhabilitation applicable aux condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine (J.O., p. 1739; F. 32). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [9 juin] (A., t. II, p. 18; J.O., c.r., p. 429). — Membre de Commissions (F. 6, 31, 32; J.O., p. 511, 1722, 1739).

BLAVIER. Maine-et-Loire. — Est entendu dans la discussion, en 2^e délibération, du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [28 janvier] (A., t. I, p. 30; J.O., c.r., p. 28). — Fait une rectification au procès-verbal [3 février] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 47). — Dépose une pétition de la Société industrielle et agricole d'Angers et de Maine-et-Loire [4 février] (J.O., c.r., p. 75). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [6 février] (A., t. I, p. 93; J.O., c.r., p. 78). — Prend part à la discussion du projet de loi portant régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 84). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices [28 février] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 177) [13 mars] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 234). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [17 mars] (A., t. I, p. 314; J.O., c.r., p. 261). — Présente sur un des paragraphes de l'article premier un amendement qui a été adopté [19 mars] (A., t. I, p. 330; J.O., c.r., p. 275) [20 mars] (A., t. I, p. 334; J.O., c.r., p. 279). — Présente et développe trois amendements qui ne sont pas adoptés [23 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 299). — Est entendu dans la discussion et retire l'amendement qu'il avait présenté [24 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 323). — Est entendu dans la discussion de la question adressée par M. Le Provost de Launay à M. Le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, transformée en interpellation par M. Combes, relative aux sommes qui ont été engagées pour dépenses de constructions scolaires à titre de subvention de l'État [4 juin] (A., t. II, p. 15; J.O., c.r., p. 425). — Prend part à la discussion générale du projet de

loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 59; J.O., c.r., p. 461). — Parle dans la même discussion. Dépose une pétition des membres du Comice du canton de Candé [18 juin] (J.O., c.r., p. 505). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réforme de l'impôt des boissons [22 juin] (A., t. I, p. 134; J.O., c.r., p. 524) [23 juin] (A., t. II, p. 161; J.O., c.r., p. 543) [25 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 563) [26 juin] (A., t. II, p. 204; J.O., c.r., p. 578). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1895 et 1896; l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes. Parle sur la réforme de l'impôt des boissons [29 juin] (A., t. II, p. 215; J.O., c.r., p. 587). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1035).

BLIDA (Ville de) (Algérie). — Emprunt de 22.540 francs. V. loi 175.

BLOIS (Comte de). Maine-et-Loire. — Dépose une pétition des cultivateurs de la commune de Saint-Paul-du-Bois (Maine-et-Loire) [30 janvier] (J.O., c.r., p. 46). — Dépose une pétition du Syndicat agricole d'Anjou à Angers (Maine-et-Loire) [14 février] (J.O., c.r., p. 127). — Est entendu dans la discussion, en 2^e délibération, sur le projet de loi relatif aux responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présente, de concert avec M. Le Breton, un amendement, qu'il retire, satisfaction lui ayant été donnée [20 mars] (A., t. I, p. 334; J.O., c.r., p. 286). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Présente, sur l'article 2, un amendement qui est rejeté au scrutin [22 juin] (A., t. II, p. 143; J.O., c.r., p. 529). — Membre de Commissions (F. 26, 43; J.O., p. 1556, 3094, 3107).

BLOIS (Ville de). — Emprunt de 2.240.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 176.

BOIS-COLOMBES. — Section distraite de la commune de Colombes pour l'ériger en commune distincte. V. loi 55.

BOISSONS. — Réforme de l'impôt des. V. loi 112.

BOLBEC. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 243.

BONNEFOY-SIBOUR. Gard. — Secrétaire de la Commission de l'ar-

mée (J.O., p. 544; F. 7). — Membre de Commissions (F. 6, 7; J.O., p. 511, 544).

BORDEAUX. — Approbation d'un engagement. V. loi 242.

BOUCHER (Henry), député, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu en 1895 à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène [1^{er} juin] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 417). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 44; J.O., c.r., p. 449).

BOUILLIEZ. Pas-de-Calais. — Demande un congé [30 janvier] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 46). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente sur l'article 13, de concert avec plusieurs de ses collègues, un amendement qui n'est pas adopté [25 juin] (A., t. II, p. 179; J.O., c.r., p. 557). — Présente et développe, sur l'article 39, un amendement qui est rejeté au scrutin [30 juin] (A., t. II, p. 239; J.O., c.r., p. 606).

BOULANGER. Meuse. — Vice-président de la Commission des finances (J.O., p. 3254; F. 46). — Donne lecture, comme rapporteur, de l'avis de la Commission des finances dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention du 16 mai 1895, entre l'État et la Compagnie du Nord [11 juin] (A., t. II, p. 26; J.O., c.r., p. 435). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 60; J.O., c.r., p. 462). — Membre de Commissions (F. 6, 27, 45, 46; J.O., p. 511, 1595, 3213, 3254).

BOULOGNE. — Modification du chemin de fer du Portel à Boulogne, à Bonningues et à Tournehem. V. loi 110. — Approbation d'un engagement de cette ville. V. loi 125.

BOURGANEL. Loire. — Est nommé secrétaire de la 3^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1595; F. 27). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, des chemins de fer d'intérêt local à voie étroite de Villefranche à Tarare et de Villefranche à Mousols [15 juin] (A., t. II,

p. 64; J.O., c.r., p. 465; I. 136). — Membre de Commissions (F. 6, 26, 27; J.O., p. 511, 1556, 1595).

BOURGEOIS, député, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. —

Répond à l'interpellation de M. de Lamarzelle, adressée au Gouvernement, le 18 décembre dernier, sur les suites qu'il compte donner à la lettre de M. Ribot, lui demandant d'exercer des poursuites contre l'ancien secrétaire du directeur de la sûreté Dupas [24 janvier] (A., t. I, p. 17; J.O., c.r., p. 18). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [4 février] (A., t. I, p. 73; J.O., c.r., p. 62). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Monis, adressée à M. le Garde des Sceaux, sur les conditions dans lesquelles l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud a été enlevée à M. le juge d'instruction Rempier pour être confiée à M. le juge Le Poittevin [11 février] (A., t. I, p. 129). — Parle dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet l'interdiction des coalitions dans les chemins de fer et dans les services publics de l'État [14 février] (J.O., c.r., p. 118). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Garde des Sceaux sur les chemins de fer du Sud [15 février] (A., t. I, p. 169; J.O., c.r., p. 141). — A la suite de la déclaration faite par M. Demôle, au nom de MM. Le Royer, Franck Chauveau et au sien, déclare ne relever qu'un seul mot: celui de provocation, qui n'est ni dans ses intentions ni dans les faits [21 février] (A., t. I, p. 176; J.O., c.r., p. 145). — Prie M. Trarieux de vouloir bien consentir à la remise de la question qu'il se propose de lui adresser au sujet d'une convocation faite par M. le maire de Marseille à tous ses collègues des Bouches-du-Rhône [13 mars] (A., t. I, p. 291; J.O., c.r. p. 242). — Est nommé Ministre des Affaires étrangères, en remplacement de M. Berthelot, démissionnaire [29 mars] (J.O., c.r., p. 1758). — M. Bardoux adresse à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question sur sa politique extérieure [31 mars] (A., t. I, p. 430; J.O., c.r., p. 357). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de MM. Milliard, Bernard Lavergne, Demôle et Franck Chauveau, sur la politique extérieure du Gouvernement [3 avril] (A., t. I, p. 451; J.O., c.r., p. 374). — Prend part à la discussion du projet de résolution tendant à l'ajournement du vote des crédits de Madagascar jusqu'au remplacement du Ministère au pouvoir [21 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 382).

BRIENS. Manche. — Demande un congé [9 mars] (J.O., c.r., p. 225). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 511).

BRIVE (Ville de). — Emprunt de 150:000 francs. V. loi 277.

BROCANTEUR. — Loi relative au commerce de. V. loi 240.

BROTHIER. Charente. — Demande un congé [17 mars] (J.O., c.r., p. 262). — Membre d'une Commission (F. 57; J.O., p. 3741).

BRUEL. Allier. — Membre de Commissions (F. 4, 26; J.O., p. 369, 1556).

BRUGNOT. Vosges. — Dépose, de concert avec MM. Kiener et Frogier de Ponlevoy, une pétition des industriels cotonniers de la région de l'Est [25 février] (J.O., c.r., p. 153). — Demande un congé [30 avril] (J.O., c.r., p. 409). — Fait une rectification au procès-verbal [29 juin] (A. t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 585).

BRUN (Lucien). Inamovible. — Fait une rectification au procès-verbal [3 février] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 47) [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r. p. 245).

BRUNET. Indre. — Dépose des pétitions des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 63 signatures d'habitants, commerçants, propriétaires, etc., de la commune de Villentroy (Indre), et 93 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux [27 février] (J.O., c.r., p. 168). — Dépose une pétition des notaires de l'arrondissement d'Issoudun (Indre) [11 juin] (J.O., c.r., p. 446). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 43, 60; J.O., p. 511, 1035, 3094, 3856).

BRUNON. Loire. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [9 juillet] (A., t. II, p. 310; J.O., c.r., p. 663).

BRUSSET. Haute-Saône. — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Thézard, relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière [24 janvier] (A., t. I, p. 18; J.O., c.r., p. 19; I. 8). — Vice-président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Thézard, relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière (J.O., p. 744; F. 11). — Membre de Commissions (F. 6, 11, 16, 21; J.O., p. 511, 744, 1035, 1306).

BUDGETS DE L'ÉTAT. — Règlement définitif du budget de l'exercice 1888. V. loi 154.

BUFFET. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics. Demande le renvoi à lundi de l'ouverture de la discussion. Le renvoi est repoussé au scrutin. Présente sur l'article premier un amendement tendant à réduire l'emprunt à 43 millions. Cet amendement est également repoussé [8 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 89). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices [27 février] (A., t. I, p. 199; J.O., c.r., p. 162, 166) [28 février] (A., t. I, p. 214; J.O., c.r., p. 178) [2 mars] (A., t. I, p. 227; J.O., c.r., p. 190). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'admettre aux conditions de la législation en vigueur au jour de leur embarquement, les grains étrangers embarqués directement pour un port français antérieurement au 28 novembre 1886 [5 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 205). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production et de consommation [13 mars] (A., t. I, p. 280; J.O., c.r., p. 234). — Parle dans la discussion, en 2^e délibération, sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [20 mars] (A., t. I, p. 335; J.O., c.r., p. 281). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [30 mars] (A., t. I, p. 423; J.O., c.r., p. 351). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Tours à emprunter une somme de 10.053.740 francs et à s'imposer extraordinairement. Présente un amendement qui n'est pas adopté [31 mars] (A., t. I, p. 427; J.O., c.r., p. 354). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Garonne et du Gers, d'un chemin de fer local à voie étroite [2 avril] (A., t. I, p. 443; J.O., c.r., p. 367) [3 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 372). — Prend part à la discussion générale du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900. Présente un projet de résolution qui est rejeté au scrutin [12 juin] (A., t. II, p. 53; J.O., c.r., p. 456). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réforme des boissons [18 juin] (A., t. II, p. 98; J.O., c.r., p. 505) [19 juin] (A., t. II, p. 124; J.O., c.r., p. 514). — Présente et développe sur l'article 13 un amendement qui n'est pas adopté [25 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 562) [29 juin] (A., t. II, p. 230; J.O., c.r., p. 599). —

Demande que dans l'intervalle des deux délibérations relatives à la réforme de l'impôt des boissons, le projet qui vient d'être adopté soit communiqué à la Commission des finances [3 juillet] (A., t. II, p. 264; J.O., c.r., p. 629). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la constitution des Universités. Présente une disposition additionnelle dont la prise en considération est rejetée [7 juillet] (A., t. II, p. 299; J.O., c.r., p. 656). — Est entendu dans la discussion du projet de loi déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent, colonie française [11 juillet] (A., t. II, p. 352; J.O., c.r., p. 698). — Membre de Commissions (F. 6, 60; J.O., p. 511, 3856.)

BUREAU DÉFINITIF.

Président : M. Loubet. *Vice-Présidents* : MM. Bérenger, Peytral, Magnin, Scheurer-Kestner. *Secrétaires* : MM. Durand-Savoyat, Barrière, Pazat, Merlet, Morel, Ollivier, Godin, Lecomte (Maxime). *Questeurs* : MM. Cazot, Gayot, Tolain [16 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5).

BUREAU PROVISOIRE.

Président d'âge : M. Wallon. *Secrétaires* : MM. de Lamarzelle, Prevet, Dellestable, Gérente, Ratier, Savary [14 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1).

BUREAUX.

DU 14 JANVIER.

Premier bureau. — MM. Bérenger; Blanc (Philippe), Loire; Bonnefoy-Sibour, Gard; Boulanger, Meuse; Brun (Lucien); Calvet, Charente-Inférieure; Casabianca (de), Corse; Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Combes, Charente-Inférieure; Dufoussat, Creuse; Dutreil, Mayenne; Fallières, Lot-et-Garonne; Gadaud, Dordogne; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Géry-Légrand, Nord; Grivart, Ille-et-Vilaine; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Kiener, Vosges; Le Play, Haute-Vienne; Leroux, Aisne; Levray, Haute-Saône; Martell, Charente; Milliard, Eure; Nioche, Indre-et-Loire; Pauliat, Cher; Rambaud, Doubs; Rémusat (de), Haute-Garonne; Savary, Finistère; Spuller, Côte-d'Or; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Thurel, Jura; Velten, Bouches-du-Rhône; Villard, Creuse.

Deuxième bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Astor, Finistère; Benazet, Indre; Béral, Lot; Bernard, Doubs; Buvignier, Meuse; Clacys,

Nord; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Dauphin, Somme; Dellestable, Corrèze; Demôle, Saône-et-Loire; Deschanel; Diancourt, Marne; Durand, Lot-et-Garonne; Fresneau, Morbihan; Guérin, Vaucluse; Guichard, Yonne; Jacques, Oran; Le Royer, Ollivier, Côtes-du-Nord; Parissot, Eure; Poirrier, Marne; Poriquet, Orne; Régismanset, Seine-et-Marne; Rey, Isère; Scheurer-Kestner; Tèzenas, Aube; Thévenet, Rhône; Trystram, Nord; Turgis, Calvados; Vignancour, Basses-Pyrénées; Voisins-Lavernière (de); Volland, Meurthe-et-Moselle.

Troisième bureau. — MM. Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Blavier, Maine-et-Loire; Brunet, Indre; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Depreux, Nord; Dethou, Yonne; Dulac, Saône-et-Loire; Dumon; Folliet, Haute-Savoie; Gaillard, Puy-de-Dôme; Gauthier, Aude; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Goujon, Ain; Halléguen, Finistère; Lesueur, Constantine; Macherez, Aisne; Marcère (de); Marquis, Meurthe-et-Moselle; Pajot; Peaudecerf, Cher; Perras, Rhône; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Rozière (de), Lozère; Saisy (Hervé de); Sal (de), Corrèze; Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Silhol, Gard; Théry; Tillaye, Calvados; Trarieux, Gironde; Tribert; Verninac (de), Lot; Vinet, Eure-et-Loir.

Quatrième bureau. — MM. Barbey, Tarn; Bisseuil, Charente-Inférieure; Borriglione, Alpes-Maritimes; Briens, Manche; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Combescure, Hérault; Coste, Yonne; Demoulins de Riols, Landes; Desmons, Gard; Dufay, Loir-et-Cher; Fleury, Orne; Girault, Cher; Gravin, Savoie; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Lamarzelle (de), Morbihan; Laporte-Bisquit, Charente; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Lebreton, Mayenne; Legludic, Sarthe; Luro; Maret, Seine-et-Oise; Monier, Bouches-du-Rhône; Monsservin, Aveyron; Morellet, Ain; Gérente, Alger; Prevet, Seine-et-Marne; Roger, Dordogne; Scrépel, Nord; Séblin, Aisne; Simon (Jules); Soustre, Basses-Alpes; Thézard, Vienne; Waldeck-Rousseau, Loire.

Cinquième bureau. — MM. Baduel, Cantal; Bardoux; Béjarry (de), Vendée; Biré, Vendée; Bourganel, Loire; Brothier, Charente; Brunon, Loire; Camparan, Haute-Garonne; Chesnelong; Deandreis, Hérault; Decauville, Seine-et-Oise; Drumel, Ardennes; Duchesne-Fournet, Calvados; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Dusolier, Dordogne; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Gayot, Aube; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Halgan, Vendée; Isaac, Guadeloupe; Lefèvre, Seine; Leporché, Sarthe; Mazeau, Côte-d'Or; Mercier, Ain; Monis, Gironde; Pauliac, Lot; Pradal, Ardèche; Ranc, Seine; Ringot, Pas-de-Calais; Veron (amiral), Ille-et-Vilaine; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine; Vissagnet, Haute-Loire; Wallon.

Sixième bureau. — MM. Belle, Indre-et-Loire; Benoist, Seine-et-

Marne; Berthelot; Billot (général); Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Bruel, Allier; Brusset, Haute-Saône; Constans, Haute-Garonne. Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Darbot, Haute-Marne; Delobeaup, Finistère; Déprez, Pas-de-Calais; Devès, Cantal; Fabre, Aveyron; Fayard, Drôme; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Grévy (général), Jura; Guindey, Eure; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Hébrard, Haute-Garonne; Jouffrault, Deux-Sèvres; Labiche (Émile), Eure-et-Loire; Labiche (Jules), Manche; Labrousse, Corrèze; Lesouëf, Seine-Inférieure; Loubet, Drôme; Millaud, Rhône; Mir, Aude; Montesquiou-Fézensac (duc de), Gers; Pazat, Landes; Peytral, Bouches-du-Rhône; Tolain, Seine.

Septième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Anglès, Var; Audifret-Pasquier (duc d'), Audren de Kerdrel, Morbihan; Barbedette, Charente-Inférieure; Barrière, Puy-de-Dôme; Baudens, Hautes-Pyrénées; Bernot, Somme; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Bouilliez, Pas-de-Calais; Brugnot, Vosges; Buffet; Couteaux, Vienne; Cuvinot, Oise; Denormandie; Durand-Savoyat, Isère; Francoz, Haute-Savoie; Galtier, Hérault; Grévy (Albert); Hugot, Côte-d'Or; Huguet, Pas-de-Calais; Labbé, Orne; Lacave-Laplagne, Gers; Merlet, Maine-et-Loire; Morel, Manche; Oudet, Doubs; Pénicaud, Haute-Vienne; Reymond, Loire; Rousseau, Finistère; Salomon, Vicnuc; Tassin, Loir-et-Cher; Vilar, Pyrénées-Orientales.

Huitième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Caduc, Gironde; Casimir-Perier, Seine-Inférieure; Cazot; Chauveau (Frank), Oise; Chovet, Oise; Clamageran; Cochery, Loiret; Coillot, Haute-Saône; Cordier; Delpech, Ariège; Develle, Meuse; Drouhet, la Réunion; Dupouy, Gironde; Faye, Lot-et-Garonne; Froment, Somme; Fruchier, Basses-Alpes; Gailly, Ardennes; Gomot, Puy-de-Dôme; Guyot, Rhône; Hamel, Seine-et-Oise; Haulon, Basses-Pyrénées; Laurens, Drôme; Lecomte (Maxime), Nord; Magnin; Malézieux, Aisne; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Munier, Rhône; Poirrier, Seine; Roussel (Théophile), Lozère; Saint-Prix, Ardèche; saint-Romme, Isère.

Neuvième bureau. — MM. Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Cabart-Danneville, Manche; Camescasse, Pas-de-Calais; Chadois (colonel de); Chantemille, Allier; Chiris, Alpes-Maritimes; Cordelet, Sarthe; Cornil, Allier; Farinole, Corse; Floquet, Seine; Forest, Savoie; Fousset, Loiret; Freycinet (de), Seine; Frézoul, Ariège; Girard (Alfred), Nord; Godin (Jules), Inde française; Gouin; Hébrard (Jacques), Corse; Japy (général), Belfort; Krantz; Lavergne (Bernard), Tarn; Lavertujon, Gironde; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Lelièvre, Jura; Lourties, Landes; Ouvrier, Aveyron; Ratier, Indre; Rolland, Tarn-et-Garonne; Rouland, Seine-Inférieure; Taulier, Vaucluse; Tirman, Ardennes; Waddington, Seine-Inférieure (J.O., c.r., p. 2).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. Thurel; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour. 2^e bureau : *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Dollestable. 3^e bureau : *Président*, M. Pajot; *Secrétaire*, M. Gilbert Gaillard. 4^e bureau : *Président*, M. Barbey; *Secrétaire*, M. de Lamarzelle. 5^e bureau : *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Duchesne-Fournet. 6^e bureau : *Président*, M. le général Grévy; *Secrétaire*, M. le duc de Montesquiou-Fezensac. 7^e bureau : *Président*, M. Audren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. Francoz. 8^e bureau : *Président*, M. Emmanuel Arago; *Secrétaire*, M. Félix Martin. 9^e bureau : *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Taulier (J.O., p. 369).

Le 5^e bureau (formation de juin 1884) a nommé membre de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative aux fraudes tendant à faire passer pour français des produits fabriqués à l'étranger ou en provenant : M. Trystram, en remplacement de M. Dietz-Monnin, décédé.

Le 6^e bureau (formation de juin 1884) a nommé membre de la même Commission M. Ouvrier, en remplacement de M. Teisserenc de Bort, décédé (J.O., p. 775; F. 12).

Le 1^{er} bureau (formation de mai 1890) a nommé membre de la Commission des douanes M. Lourties, en remplacement de M. Jules Ferry, décédé.

Le 2^e bureau (formation de mai 1890) a nommé membres de la Commission des douanes MM. Bernard et Monsservin, en remplacement de MM. Dietz-Monnin et Brossard, décédés.

Le 5^e bureau (formation de mai 1890) a nommé membre de la Commission des douanes M. Drumel, en remplacement de M. le comte de la Monneraye, démissionnaire.

Le 7^e bureau (formation de mai 1890) a nommé membre de la Commission des douanes M. Deandreis, en remplacement de M. Griffe, décédé.

Le 9^e bureau (formation de mai 1890) a nommé membre de la Commission des douanes M. Morel, en remplacement de M. Loubet (J.O., p. 824; F. 13).

DU 14 FÉVRIER.

Premier bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Béral, Lot; Borri-glione, Alpes-Maritimes; Chesnelong; Coillot, Haute-Saône; Cuvinot. Oise; Dauphin, Somme; Delobeaup, Finistère; Denormandie; Diancourt, Marne; Drumel, Ardennes; Gailly, Ardennes; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Girault, Cher; Guyot, Rhône; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Hébrard (Adricn), Haute-Garonne; Japy (général), Belfort; Labiche (Jules), Manche; Levrey, Haute-Saône; Millaud, Rhône; Nioche, Indre-

et-Loire; Poirrier (Alfred), Marne; Poirrier, Seine; Rémusat (de), Haute-Garonne; Rousseau, Finistère; Rousseau (Théophile), Lozère; Sal (de), Corrèze; Salomon, Vienne; Tassin, Loir-et-Cher; Verninac (de), Lot; Vinet, Eure-et-Loir; Wallon.

Deuxième bureau. — MM. Astor, Finistère; Barbedette, Charente-Inférieure; Berthelot; Briens, Manche; Cazot; Claeys, Nord; Constans, Haute-Garonne; Cordelet, Sarthe; Darbot, Haute-Marne; Duchesne-Fournet, Calvados; Dutreil (Paul), Mayenne; Farinole, Corse; Guérin, Vaucluse; Hamel, Seine-et-Oise; Huguet, Pas-de-Calais; Jacques, Oran; Jouffrault, Deux-Sèvres; Laporte-Bisquit, Charente; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Lefèvre, Seine; Le Play, Haute-Vienne; Milliard, Eure; Monier, Bouches-du-Rhône; Monsservin, Aveyron; Munier, Rhône; Ollivier, Côtes-du-Nord; Poriquet, Orne; Pradal, Ardèche; Roland, Tarn-et-Garonne; Tolain, Seine; Vilar, Pyrénées-Orientales; Vis-saguet, Haute-Loire; Waddington, Seine-Inférieure.

Troisième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Brunet, Indre; Buffet; Casimir-Perier, Seine-Inférieure; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chovet, Oise; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Demoullins de Riols, Landes; Depreux, Nord; Dulac, Saône-et-Loire; Fabre, Aveyron; Francoz, Haute-Savoie; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Hugot, Côte-d'Or; Laurens, Drôme; Lesueur, Constantine; Loubet, Drôme; Luro; Martell, Charente; Mazeau, Côte-d'Or; Montesquiou-Fezensac (duc de), Gers; Parissot, Eure; Prevet, Seine-et-Marne; Régismanset, Seine-et-Marne; Rouland, Seine-Inférieure; Saint-Prix, Ardèche; Séblin, Aisne; Simon (Jules); Spuller, Côte-d'Or; Trystram, Nord; Velten, Bouches-du-Rhône; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine.

Quatrième bureau. — MM. Bardoux; Benazet, Indre; Bouilliez, Pas-de-Calais; Boulanger, Meuse; Brusset, Haute-Saône; Buvignier, Meuse; Chantemille, Allier; Cochery, Loiret; Coste, Yonne; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Durand, Lot-et-Garonne; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Folliet, Haute-Savoie; Fousset, Loiret; Gadaud, Dordogne; Gauthier, Aude; Géry-Legrand, Nord; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Labbé, Orne; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Lecomte (Maxime), Nord; Lelièvre, Jura; Marcère (de); Ouvrier, Aveyron; Pajot; Gérente, Alger; Pénicaud, Haute-Vienne; Perras, Rhône; Peytral, Bouches-du-Rhône; Rey, Isère; Traricuz, Gironde; Vignancour, Basses-Pyrénées; Villard, Creuse.

Cinquième bureau. — MM. Barbey, Tarn; Blanc (Philippe), Loire; Bourganet, Loire; Bruel, Allier; Brunon, Loire; Calvet, Charente-Inférieure; Chauveau (Franck), Oise; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Devès, Cantal; Dufoussat, Creuse; Durand-Savoyat, Isère; Fallières,

Lot-et-Garonne; Faye, Lot-et-Garonne; Fleury, Orne; Galtier, Hérault; Godin, Inde; Gomot, Puy-de-Dôme; Labrousse, Corrèze; Lamarzelle (de), Morbihan; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Mercier, Ain; Morel, Manche; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Ranc, Seine; Reymond, Loire; Saint-Romme, Isère; Savary, Finistère; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Tézenas, Aube; Thévenet, Rhône; Thézard, Vienne; Tillaye, Calvados.

Sixième bureau. — MM. Baduel, Cantal; Belle, Indre-et-Loire; Benoist, Seine-et-Marne; Bernard, Doubs; Billot (général); Biré, Vendée; Brothier, Charente; Camparan, Haute-Garonne; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Casabianca (de), Corse; Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Delpoch, Ariège; Déprez, Pas-de-Calais; Deschanel; Develle, Meuse; Fayard, Drôme; Freycinet (de), Seine; Fruchier, Basses-Alpes; Gayot, Aube; Goujon, Ain; Halléguen, Finistère; Lavergne (Bernard), Tarn; Lesouëf, Seine-Inférieure; Malézieux, Aisne; Oudet, Doubs; Pauliac, Lot; Peaudecerf, Cher; Ringot, Pas-de-Calais; Roger, Dordogne; Scrépel, Nord; Soustre, Basses-Alpes; Tirman, Ardennes.

Septième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'); Audren de Kerdrel, Morbihan; Bérenger; Brugnot, Vosges; Camescasse, Pas-de-Calais; Chiris, Alpes-Maritimes; Clamageran; Cordier; Dellestable, Corrèze; Demôle, Saône-et-Loire; Dumon; Forest (Charles), Savoie; Froment, Somme; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Grivart, Ile-et-Vilaine; Halgan, Vendée; Hébrard (Jacques), Corse; Krantz; Lacave-Laplague, Gers; Lavertujon (André), Gironde; Leroux (Aimé), Aisne; Macherez, Aisne; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Merlet, Maine-et-Loire; Pauliat, Cher; Rambaud (Alfred), Doubs; Silhol, Gard; Taulier, Vaucluse; Théry; Tribert; Veron (amiral), Ile-et-Vilaine; Waldeck-Rousseau, Loire.

Huitième bureau. — MM. Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Béjarry (de), Vendée; Bisseuil, Charente-Inférieure; Bizot de Fonteny; Haute-Marne; Blavier, Maine-et-Loire; Bonnefoy-Sibour, Gard; Cabart-Danneville, Manche; Caduc, Gironde; Chadois (colonel de); Combes, Charente-Inférieure; Combescure (Clément), Hérault; Couteaux, Vienne; Desmons, Gard; Dethou, Yonne; Frézoul, Ariège; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme; Girard (Alfred), Nord; Gouin; Grévy (Albert); Guindey, Eure; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Isaac, Guadeloupe; Legludic, Sarthe; Le Royer; Lourtès, Landes; Magnin; Monis, Gironde; Pazat, Landes; Ratier, Indre; Rozière (de), Lozère; Scheurer-Kestner; Volland, Meurthe-et-Moselle.

Neuvième bureau. — MM. Anglès, Var; Barrière, Puy-de-Dôme; Baudens, Hautes-Pyrénées; Bernot, Somme; Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Brun (Lucien); Cornil,

Allier; Deandreis, Hérault; Decauville, Seine-et-Oise; Drouhet, la Réunion; Dufay, Loir-et-Cher; Dupouy, Gironde; Dusolier, Dordogne; Fresneau, Morbihan; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Gravin, Savoie; Grévy (général), Jura; Guichard, Yonne; Haulon, Basses-Pyrénées; Kiener, Vosges; Le Breton, Mayenne; Leporché, Sarthe; Maret, Seine-et-Oise; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Mir, Aude; Morellet, Ain; Saisy (Hervé de); Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Thurel, Jura; Turgis, Calvados; Voisins-Lavernière (de) (J.O., p. 129.)

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. Denormandie; *Secrétaire*, M. Drumel. 2^e bureau : *Président*, M. Munier; *Secrétaire*, M. Lefèvre. 3^e bureau : *Président*, M. Buffet; *Secrétaire*, M. le duc de Montesquiou-Fezensac. 4^e bureau : *Président*, M. le général comte Espivent de la Villesboisnet; *Secrétaire*, M. Maxime Lecomte. 5^e bureau : *Président*, M. le baron de Lareinty; *Secrétaire*, M. Bourganuel. 6^e bureau : *Président*, M. Belle; *Secrétaire*, M. Baduel. 7^e bureau : *Président*, M. Audren de Kerdel; *Secrétaire*, M. Dellestablé. 8^e bureau : *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour. 9^e bureau : *Président*, M. Thurel; *Secrétaire*, M. Théodore Girard (J.O., p. 1035.)

Le 5^e bureau (formation d'avril 1893) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux habitations ouvrières, M. Lesouëf, en remplacement de M. Dietz-Monnin, décédé.

Le 6^e bureau (formation d'avril 1893) a nommé membre de la même Commission M. Dufoussat, en remplacement de M. Gaudy, décédé (J.O., p. 1246; F. 19).

DU 16 MARS.

Premier bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Astor, Finistère; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Béral, Lot; Bérenger; Bernot, Somme; Brun (Lucien); Dauphin, Somme; Drumel, Ardennes; Dusolier, Dordogne; Dutreil, Mayenne; Fousset, Loiret; Fruchier, Basses-Alpes; Guichard, Yonne; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Hébrard (Jacques), Corse; Labiche (Jules), Manche; Lefèvre, Seine; Loubet, Drôme; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Milliard, Eure; Monier, Bouches-du-Rhône; Pauliat, Cher; Pazat, Landes; Prevet, Seine-et-Marne; Ratier, Indre; Roger, Dordogne; Roussel (Théophile), Lozère; Saisy (Hervé de); Silhol, Gard; Tassin, Loir-et-Cher; Thurel, Jura; Veron (amiral), Ile-et-Vilaine.

Deuxième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Audren de Kerdel, Morbihan; Bayol, Var; Berthelot; Bisseuil, Charente-Inférieure; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Brunet, Indre; Buvignier, Meuse; Chiris,

Alpes-Maritimes; Claeys, Nord; Drouhet, la Réunion; Gomot, Puy-de-Dôme; Guibourd de Luzinais, Loire-Inférieure; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Halléguen, Finistère; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Lesueur, Constantine; Levrey, Haute-Saône; Lourties, Landes; Pajot; Parissot, Eure; Peaudecerf, Cher; Saint-Prix, Ardèche; Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Scheurer-Kestner; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Thévenet, Rhône; Thézard, Vienne; Tillaye, Calvados; Velten, Bouches-du-Rhône; Vinet, Eure-et-Loir; Volland, Meurthe-et-Moselle; Waldcck-Rousseau, Loire.

Troisième bureau. — MM. Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Bouilliez, Pas-de-Calais; Buffet; Camescasse, Pas-de-Calais; Combes, Charente-Inférieure; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Dellestable, Corrèze; Develle, Meuse; Devès, Cantal; Dufoussat, Creuse; Dupouy, Gironde; Froment, Somme; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Girard (Alfred), Nord; Goujon, Ain; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Lecomte (Maxime), Nord; Legludic, Sarthe; Lelièvre, Jura; Le Play (Albert), Haute-Vienne; Luro; Mazcau, Côte-d'Or; Montesquiou-Fezensac (duc de), Gers; Pénicaud, Haute-Vienne; Ranc, Seine; Raymond, Loire; Savary, Finistère; Soustre, Basses-Alpes; Taulier, Vaucluse; Tézenas, Aube; Tolain, Seine; Trystram, Nord; Voisins-Lavernière (de).

Quatrième bureau. — MM. Baduel, Cantal; Barbey, Tarn; Blavier, Maine-et-Loire; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Casimir-Périer, Seine-Inférieure; Chadois (colonel de); Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Decauville, Seine-et-Oise; Dufay, Loir-et-Cher; Dumon; Durand-Savoyat, Isère; Frézoul, Ariège, Garrisson, Tarn-et-Garonne; Géry-Légrand, Nord; Girault, Cher; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Japy (général), Belfort; Krantz; Labbé, Orne; Laporte-Bisquit, Charente; Lavergne (Bernard), Tarn; Lesouëf, Seine-Inférieure; Magnin; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Marcère (de); Maret, Seine-et-Oise; Monservin, Aveyron; Munier, Rhône; Ollivier, Côtes-du-Nord; Gérente, Alger; Rambaud, Doubs; Rousseau (Armand), Finistère; Théry.

Cinquième bureau. — MM. Baudens, Hautes-Pyrénées; Belle, Indre-et-Loire; Benazet, Indre; Boulanger, Meuse; Calvet, Charente-Inférieure; Chesnelong; Constans, Haute-Garonne; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Coutcaux, Vienne; Delpech, Ariège; Demoullins de Riols, Landes; Depreux, Nord; Dethou, Yonne; Dulac, Saône-et-Loire; Fayard, Drôme; Forest, Savoie; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme; Godin, Inde; Gravin, Savoie; Grivart, Ille-et-Vilaine; Guindey, Eure; Kioner, Vosges; Lamarzelle (de), Morbihan; Laurens, Drôme; Le Breton, Mayenne; Macherez, Aisne; Mercier, Ain; Rouland, Seine-Inférieure; Saint-Romme, Isère; Sal (de), Corrèze; Simon (Jules); Trarieux, Gironde; Vilar, Pyrénées-Orientales.

Sixième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Bardoux; Barrière, Puy-de-Dôme; Briens, Manche; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Casabianca (de), Corse; Coillot, Haute-Saône; Coste, Yonne; Desmons, Gard; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées; Farinole, Corse; Fougérol, Ardèche; Francoz, Haute-Savoie; Fresneau, Morbihan; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Grévy (Albert); Hamel, Seine-et-Oise; Hébrard (Adrien), Haute-Garonne; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord; Merlet, Maine-et-Loire; Millaud (Édouard), Rhône; Mir, Aude; Monis, Gironde; Morel, Manche; Nioche, Indre-et-Loire; Poirrier, Seine; Rémusat (de), Haute-Garonne; Salomon, Vienne; Séblin, Aisne; Turgis, Calvados; Villard, Creuse; Waddington, Seine-Inférieure.

Septième bureau. — MM. Béjarry (de), Vendée; Billot (général); Brugnot, Vosges; Chantemille, Allier; Chauveau (Franck), Oise; Clamageran; Cordelot, Sarthe; Cordier, Demôle, Saône-et-Loire; Deschanel; Diancourt, Marne; Duchesne-Fournet, Calvados; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Fallières, Lot-et-Garonne; Fleury, Orne; Galtier, Hérault; Gauthier, Aude; Gayot, Aube; Haulou, Basses-Pyrénées; Hugot, Côte-d'Or; Isaac, Guadeloupe; Labrousse, Corrèze; Leporché, Sarthe; Malézieux, Aisne; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Ouvrier, Aveyron; Perras, Rhône; Peytral, Bouches-du-Rhône; Poirrier (Alfred), Marne; Scrépel, Nord; Tirman, Ardennes; Tribert; Wallon.

Huitième bureau. — MM. Barbedette, Charente-Inférieure; Bernard, Doubs; Biré, Vendée; Blanc (Philippe), Loire; Bonnefoy-Sibour, Gard; Borriglione, Alpes-Maritimes; Brunon, Loire; Cabart-Danneville, Manche; Camparan, Haute-Garonne; Darbot, Haute-Marne; Deandreis, Hérault; Déprez, Pas-de-Calais; Freycinet (de), Seine; Gadaud, Dordogne; Gouin; Grévy (général), Jura; Guérin, Vaucluse; Hugnet, Pas-de-Calais; Lacave-Laplagne, Gers; Lavertujon, Gironde; Leroux, Aisne; Morellet, Ain; Oudet, Doubs; Pauliac, Lot; Poriquet, Orne; Pradal, Ardèche; Rey, Isère; Ringot, Pas-de-Calais; Rousseau (Gervais), Creuse; Rozière (de), Lozère; Verninac (de), Lot; Vignancour, Basses-Pyrénées; Vissaguet, Haute-Loire.

Neuvième bureau. — MM. Anglès, Var; Audiffret-Pasquier (duc d'); Bourganel, Loire; Brothier, Charente; Bruel, Allier; Brusset, Haute-Saône; Caduc, Gironde; Cazot; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chovet, Oise; Cochery, Loiret; Combescure, Hérault; Cornil, Allier; Cuvinot, Oise; Delobean, Finistère; Denormandie; Durand, Lot-et-Garonne; Fabre (Joseph), Aveyron; Faye, Lot-et-Garonne; Folliet, Haute-Savoie; Gailly, Ardennes; Guyot, Rhône; Halgan, Vendée; Jacques, Oran; Jouffrault, Deux-Sèvres; Le Royer; Martell, Charente; Ponlevoy (Frogier

de), Vosges; Régismanset, Seine-et-Marne; Rolland, Tarn-et-Garonne; Spuller, Côte-d'Or; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine (J.O., c.r., p. 249; F. 25).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Prevet. 2^e bureau : *Président*, M. Audren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. Tillaye. 3^e bureau : *Président*, M. Buffet; *Secrétaire*, M. Dellestable. 4^e bureau : *Président*, M. Bernard Lavergne; *Secrétaire*, M. le comte de Blois. 5^e bureau : *Président*, M. Mercier; *Secrétaire*, M. de Lamarzelle. 6^e bureau : *Président*, M. Emmanuel Arago; *Secrétaire*, M. Théodore Girard. 7^e bureau : *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Gauthier. 8^e bureau : *Président*, M. Poriquet; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour. 9^e bureau : *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Bourganel (J.O., p. 1556; F. 26).

Le 1^{er} bureau (formation de janvier 1893) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 843 du Code civil (Rapports à successions), M. Pradal, en remplacement de M. Benoist.

Le 2^e bureau (formation de janvier 1893) a nommé membre de la même Commission M. Dufoussat, en remplacement de M. Le Guen.

Le 6^e bureau (formation de janvier 1893) a nommé membre de la même Commission M. Paul Devès, en remplacement de M. Merlin.

Le 8^e bureau (formation de janvier 1893) a nommé membre de la même Commission M. Paul Fleury, en remplacement de M. Griffe (J.O., p. 1799; F. 33).

Le 3^e bureau (de juin 1884) a nommé membre de la Commission relative aux fraudes tendant à faire passer pour français des produits fabriqués à l'étranger ou en provenant M. Buvignier, en remplacement de M. Kiener (J.O., p. 1824; F. 34).

DU 21 AVRIL.

Premier bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Anglès, Var; Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Bruel, Allier; Cazot; Chaix (TYPRIEN), Hautes-Alpes; Chiris, Alpes-Maritimes; Cornil, Allier; Dellestable, Corrèze; Demôle, Saône-et-Loire; Diancourt, Marne, Farinole, Corse; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Gravin, Savoie; Guichard, Yonne; Jacques Hébrard, Corse; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Lelièvre, Jura; Lesouëf, Seine-Inférieure; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Marquis Meurthe-et-Moselle; Mir, Aude; Ollivier, Côtes-du-Nord; Gérente, Alger; Pazat, Landes; Prevet, Seine-et-Marne; Rolland, Tarn-et-Garonne; Saint-Prix, Ardèche; Savary, Finistère; Spuller, Côtes-d'Or; Thézard, Vienne; Thurel, Jura; Villard, Creuse.

Deuxième bureau. — MM. Baduel, Cantal; Blanc (Philippe), Loire; Borriglione, Alpes-Maritimes; Brugnot, Vosges; Brusset, Haute-Saône; Caduc, Gironde; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Chauveau (Franck), Oise; Claeys, Nord; Dauphin, Somme; Dufoussat, Creuse; Dupouy, Gironde; Faye, Lot-et-Garonne; Fougeirol, Ardèche; Hébrard (Adrien), Haute-Garonne; Hugot, Côte-d'Or; Labrousse, Corrèze; Le Breton, Mayenne; Legludic, Sarthe; Le Royer; Marcère (de); Millaud (Edouard), Rhône; Monier, Bouches-du-Rhône; Montesquiou-Fezenzac (duc de), Gers; Perras, Rhône; Régismanset, Seine-et-Marne; Ringot, Pas-de-Calais; Roger, Dordogne; Saint-Romme, Isère; Silhol, Gard; Soustre, Basses-Alpes; Théry; Trystram, Nord.

Troisième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Audren de Kerdrel, Morbihan; Bardoux; Baudens, Hautes-Pyrénées; Bayol, Var; Billot (général); Briens, Manche; Brunet, Indre; Chadois (colonel de); Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Chesnelong; Coste, Yonne; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Drumel, Ardennes; Dulac, Saône-et-Loire; Dumon; Durand-Savoyat, Isère; Fayard, Drôme; Frézoul, Ariège; Girard (Alfred), Nord; Goujon, Ain; Guyot, Rhône; Halléguen, Finistère; Huguet, Pas-de-Calais; Japy (général), Belfort; Lamarzelle (de), Morbihan; Magnin; Poirrier (Alfred), Marne; Poirrier, Seine; Rey, Isère; Voisins-Lavernière (de); Waldeck-Rousseau; Loire.

Quatrième bureau. — MM. Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Belle, Indre-et-Loire; Bisseuil, Charente-Inférieure; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Buvignier, Meuse, Cabart-Danneville, Manche; Casabianca (de), Corse; Casimir-Perier, Seine-Inférieure; Combescure, Hérault; Cordier; Darbot, Haute-Marne; Deandréis, Hérault; Denoix, Dordogne; Deschanne; Devès, Cantal; Dufay, Loir-et-Cher; Fabre (Joseph), Aveyron; Fousset, Loiret; Fresneau, Morbihan; Gayot, Aube; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Gouin; Guérin, Vaucluse; Guibourd de Luzinais, Loire-Inférieure; Guindey, Eure; Hamel, Seine-et-Oise, Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Le Play, Haute-Vienne; Rambaud, Doubs; Rousseau (Gervais), Creuse; Tribert; Turgis, Calvados; Veron (amiral), Ille-et-Vilaine.

Cinquième bureau. — Audiffret-Pasquier (duc d'); Barodet, Seine; Bérenger; Bonnefoy-Sibour, Gard; Brun (Lucien); Buffet; Clamageran; Cochery, Loiret; Decauville, Seine-et-Oise; Durand, Lot-et-Garonne; Fallières, Lot-et-Garonne; Francoz, Haute-Savoie; Galtier, Hérault; Géry-Légrand, Nord; Haulon, Basses-Pyrénées; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Jacques, Oran; Labbé, Orne; Labiche (Jules), Manche; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord; Levrey, Haute-Saône; Luro; Milliard, Eure; Monsservin, Aveyron; Oudet, Doubs; Pénicaud, Haute-

Vienne; Rémusat (de), Haute-Garonne; Scheurer-Kestner; Séblin, Aisne; Simon (Jules); Verninac (de), Lot; Vissaguet, Haute-Loire; Volland, Meurthe-et-Moselle.

Sixième bureau. — MM. Béjarry (de), Vendée; Bernard, Doubs; Biré (Alfred), Vendée; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Bourganel, Loire; Cordelet, Sarthe; Delobeau, Finistère; Delpech, Ariège; Drouhet, la Réunion; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Forest, Savoie; Freycinet (de), Seine; Gauthier, Aude; Grévy (général), Jura; Halgan, Vendée; Lavergne (Bernard), Tarn; Lavertujon, Gironde; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Leporché, Sarthe; Leroux, Aisne; Malet, Seine-et-Oise; Morel, Manche; Nioche, Indre-et-Loire; Pauliat, Cher, Peaudecarf, Cher; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Ranc, Seine; Sal (de), Corrèze; Taulier, Vaucluse; Thévenet, Rhône; Tolain, Seine; Villegontier (comte de la), Ile-et-Vilaine; Wallon.

Septième bureau. — MM. Barrière, Puy-de-Dôme; Bernot, Somme; Bouilliez, Pas-de-Calais; Boulanger, Meuse; Calvet, Charente-Inférieure; Camescasse, Pas-de-Calais; Coillot, Haute-Saône; Desmons, Gard; Dethou, Yonne; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Girault, Cher; Godin, Inde; Gomot, Puy-de-Dôme; Grévy (Albert); Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Hérissou, Nièvre; Lacave-Laplagne, Gers; Lecomte (Maxime), Nord; Lourties, Landes; Macherez, Aisne; Martell, Charente; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Mazeau, Côte-d'Or; Merlet, Maine-et-Loire; Morellet, Ain; Peytral, Bouches-du-Rhône; Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Scrépel, Nord; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Tillaye, Calvados; Trarieux, Gironde; Vinet, Eure-et-Loir.

Huitième bureau. — MM. Astor, Finistère; Benazet, Indre; Blavier, Maine-et-Loire; Brothier, Charente; Brunon, Camparan, Haute-Garonne; Chovet, Oise; Combes, Charente-Inférieure; Cuvinot, Oise; Demoullins de Riols, Landes; Depreux, Nord; Froment, Somme; Gadaud, Dordogne; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme; Jouffrault, Deux-Sèvres; Krantz; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Laporte-Bisquit, Charente; Laurens, Drôme; Lefèvre, Seine; Lesueur, Constantine; Loubet, Drôme; Mercier, Ain; Pajot; Pradal, Ardèche; Ratier, Indre; Rousseau (Armand), Finistère; Rozière (de), Lozère; Salomon, Vienne; Tirman, Ardennes; Velten, Bouches-du-Rhône; Vilar, Pyrénées-Orientales.

Neuvième bureau. — MM. Barbedette, Charente-Inférieure; Barbey, Tarn; Béral, Lot; Berthelot; Chantemille, Allier; Constans, Hautes-Garonne; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Couteaux, Vienne; Denormandie; Déprez, Pas-de-Calais; Develle, Meuse; Duchesne-Fournet, Calvados; Dusolier, Dordogne; Dutreil, Mayenne; Fleury, Orne; Folliet,

Haute-Savoie; Fruchier, Basses-Alpes; Gailly, Ardennes; Grivart, Ille-et-Vilaine; Isaac, Guadeloupe; Malézieux, Aisne; Monis, Gironde; Munier, Rhône; Ouvrier, Aveyron; Parissot, Eure; Pauliac, Lot; Poriquet, Orne; Reymond, Loire; Rouland, Seine-Inférieure; Roussel (Théophile), Lozère; Saisy (Hervé de), Tassin, Loir-et-Cher; Vignancour, Basses-Pyrénées (J.O., c.r., p. 386; F. 37).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. le comte de Maillé; *Secrétaire*, M. Prevet. 2^e bureau : *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Dufoussat. 3^e bureau : *Président*, M. Audren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. Drumel. 4^e bureau : *Président*, M. Gouin; *Secrétaire*, M. le comte de Blois. 5^e bureau : *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Francoz. 6^e bureau : *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Gauthier. 7^e bureau : *Président*, M. Boulanger; *Secrétaire*, M. Lourties. 8^e bureau : *Président*, M. Émile Labiche; *Secrétaire*, M. Ratier. 9^e bureau : *Président*, M. Gailly; *Secrétaire*, M. Monis (J.O., c.r., p. 2367; F. 38).

DU 28 MAI.

Premier bureau. — MM. Anglès, Var; Barodet, Seine; Belle, Indre-et-Loire; Béral, Lot; Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Bruel, Allier; Brunon, Loire; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Casabianca (de), Corse; Cazot; Chiris, Alpes-Maritimes; Constans, Haute-Garonne; Darbot, Haute-Marne; Dethou, Yonne; Duchesne-Fournet, Calvados; Farinole, Corse; Fayard, Drôme; Fleury (Paul), Orne; Folliet, Haute-Savoie; Francoz, Haute-Savoie; Galtier, Hérault; Grévy (Albert); Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Lesueur, Constantine; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Maret, Seine-et-Oise; Mir, Aude; Peytral, Bouches-du-Rhône; Rémusat (de), Haute-Garonne; Saint-Prix, Ardèche; Séblin, Aisne; Tillaye, Calvados; Trystram, Nord; Vilar, Pyrénées-Orientales.

Deuxième bureau. — MM. Astor, Finistère; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Baudens, Hautes-Pyrénées; Billot (général); Brusset, Haute-Saône; Buvignier, Meuse; Cabart-Danneville, Manche; Caduc, Gironde; Dellestable, Corrèze; Deschanel; Desmons, Gard; Durand-Savoyat, Isère; Fallières, Lot-et-Garonne; Fougeirol, Ardèche; Frézoul, Ariège; Gayot, Aube; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Hugot, Côte-d'Or; Jacques, Oran; Labiche (Jules), Manche; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Levrey, Haute-Saône; Macherez, Aisne; Morellet, Ain; Nioche, Indre-et-Loire; Pajot; Peaudecerf, Cher; Ratier, Indre; Reymond, Loire; Rousseau (Armand), Finistère; Thévenet, Rhône; Thurel, Jura; Vinet, Eure-et-Loir.

Troisième bureau. — MM. Barbedette, Charente-Inférieure; Bernot,

Somme ; Bizot de Fonteny, Haute-Marne ; Briens, Manche ; Campanan, Haute-Garonne ; Coillot, Haute-Saône ; Cordier ; Demôle, Saône-et-Loire ; Déprez, Pas-de-Calais ; Drumel, Ardennes ; Dutreil, Mayenne ; Godin, Inde ; Legludic, Sarthe ; Malézieux, Aisne ; Monier, Bouches-du-Rhône ; Monis, Gironde ; Monsservin, Aveyron ; Pazat, Landes ; Perras, Rhône ; Pradal, Ardèche ; Régismanset, Seine-et-Marne ; Ringot, Pas-de-Calais ; Rouland, Seine-Inférieure ; Rousseau (Gervais), Creuse ; Rozière (de), Lozère ; Saint-Romme, Isère ; Savary, Finistère ; Silhol, Gard ; Spuller, Côte-d'Or ; Tassin, Loir-et-Cher ; Taulier, Vaucluse ; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne ; Waddington (Richard), Seine-Inférieure.

Quatrième bureau. — MM. Allègre, la Martinique ; Bastide, Seine-et-Marne ; Bonnefoy-Sibour, Gard ; Brothier, Charente ; Brun (Lucien) ; Cordelet, Sarthe ; Cuvinot, Oise ; Delpèch, Ariège ; Dufay, Loir-et-Cher ; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées ; Dusolier, Dordogne ; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure ; Faye, Lot-et-Garonne ; Fresneau, Morbihan ; Froment, Somme ; Fruchier, Basses-Alpes ; Gomot, Puy-de-Dôme ; Grévy (général), Jura ; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme ; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord ; Labbé, Orne ; Lamarzelle (de), Morbihan ; Le Breton, Mayenne ; Lelièvre, Jura ; Le Royer ; Martin (Félix), Saône-et-Loire ; Mercier, Ain ; Pauliac, Lot ; Théry ; Thézard, Vienne ; Verninac (de), Lot ; Villard, Creuse ; Villegontier (comte de la), Ile-et-Vilaine.

Cinquième bureau. — MM. Bardoux ; Béjarry (de), Vendée ; Blois (comte de), Maine-et-Loire ; Buffet ; Calvet, Charente-Inférieure ; Clamageran ; Cornil, Allier ; Danelle-Bernardin, Haute-Marne ; Demoullins de Riols, Landes ; Denoix, Dordogne ; Denormandie ; Devès, Cantal ; Durand, Lot-et-Garonne ; Fabre (Joseph), Aveyron ; Gadaud, Dordogne ; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme ; Garran de Balzan, Deux-Sèvres ; Gravin, Savoie ; Lacave-Laplagne, Gers ; Laurens, Drôme ; Lecomte (Maxime), Nord ; Le Play, Haute-Vienne ; Luro ; Millaud, Rhône ; Montesquiou-Fezensac (duc de), Gers ; Pénicaud, Haute-Vienne ; Ponlevoy (Frogier de), Vosges ; Rambaud, Doubs ; Rey, Isère ; Rolland, Tarn-et-Garonne ; Tribert ; Volland, Meurthe-et-Moselle ; Waldeck-Rousseau, Loire.

Sixième bureau. — MM. Audren de Kerdrel, Morbihan ; Bayol, Var ; Bisseuil, Charente-Inférieure ; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes ; Chauveau (Frank), Oise ; Combes, Charente-Inférieure ; Courcel (baron de), Seine-et-Oise ; Decauville, Seine-et-Oise ; Dufoussat, Creuse ; Dumon ; Géry-Légrand, Nord ; Girault, Cher ; Gouin ; Guichard, Yonne ; Guindey, Eure ; Halgan, Vendée ; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord ; Loubet, Drôme ; Magnin ; Marcère (de) ; Martell, Charente ; Morel, Manche ;

Oudet, Doubs; Ouvrier, Aveyron; Roussel (Théophile), Lozère; Sal (de), Corrèze; Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Scrépel, Nord; Tirman, Ardennes; Trarieux, Gironde; Vignancour, Basses-Pyrénées; Voisins-Lavernière (de); Wallon.

Septième bureau. — MM. Bernard, Doubs; Berthelot; Biré, Vendée; Casimir-Perier, Seine-Inférieure; Chantemille, Allier; Chovet, Oise; Coste, Yonne; Couteaux, Vienne; Davelle, Meuse; Diancourt, Marne; Dupouy, Gironde; Fousset, Loiret; Freycinet (de), Seine; Girard, Nord; Grivart, Ille-et-Vilaine; Hérisson, Nièvre; Isaac, Guadalupe; Jacques Hébrard, Corse; Krantz; Labrousse, Corrèze; Laporte-Bisquit, Charente; Lavertujon, Gironde; Leroux, Aisne; Lesouëf, Seine-Inférieure; Lourties, Landes; Mazeau, Côte-d'Or; Merlet, Maine-et-Loire, Poirrier (Alfred), Marne; Poirrier, Seine; Ranc, Seine; Roger, Dordogne; Soustre, Basses-Alpes; Vissaguet, Haute-Loire.

Huitième bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Audiffret-Pasquier (duc d'); Baduel, Cantal; Barbey, Tarn; Barrière, Puy-de-Dôme; Blanc (Philippe), Loire; Blavier, Maine-et-Loire; Bouilliez, Pas-de-Calais; Boulanger, Meuse; Brugnot, Vosges; Brunet, Indre; Camescasse, Pas-de-Calais; Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Dauphin, Somme; Delobeaup, Finistère; Drouhet, la Réunion; Gailly, Ardennes; Gauthier, Aude; Goujon, Ain; Guyot, Rhône; Japy (général), Belfort; Jouffrault, Deux-Sèvres; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Lefèvre, Seine; Leporché, Sarthe; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Munier, Rhône; Parisot, Eure; Gérente, Alger; Saisy (Hervé de); Scheurer-Kestner; Turgis, Calvados; Veron (amiral), Ille-et-Vilaine.

Neuvième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Benazet, Indre; Bérenger; Borriiglione, Alpes-Maritimes; Bourganet, Loire; Chadois (colonel de); Chesnelong; Claeys, Nord; Cochery, Loiret; Combescure, Hérault; Deandreis, Hérault; Depreux, Nord; Dulac, Saône-et-Loire; Forest (Charles), Savoie; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Guérin, Vaucluse; Hailéguen, Finistère; Hamel, Seine-et-Oise; Haulon, Basses-Pyrénées; Hébrard, Haute-Garonne; Huguet, Pas-de-Calais; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Lavergne (Bernard), Tarn; Milliard, Eure; Ollivier, Côtes-du-Nord; Pauliat, Cher; Poriquet, Orne; Prevet, Seine-et-Marne; Salomon, Vienne; Simon (Jules); Tolain, Seine; Velten, Bouches-du-Rhône (J.O., c.r., p. 416; F. 42).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. Xavier Blanc; *Secrétaire*, M. Vilar. 2^e bureau : *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Thévenet. 3^e bureau : *Président*, M. Demôle; *Secrétaire*, M. Savary. 4^e bureau : *Président*, M. le général Espivent de la Villesboisnet; *Secré-*

taire, M. de Lamarzelle. 5^e bureau : *Président*, M. Buffet; *Secrétaire*, M. le comte de Blois. 6^e bureau : *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Le Provost de Launay. 7^e bureau : *Président*, M. Dupouy, *Secrétaire*, M. Labrousse. 8^e bureau : *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Gauthier. 9^e bureau : *Président*, M. Bernard Lavergne; *Secrétaire*, M. Prevet (J.O., p. 3094; F. 43).

Le 5^e bureau (du 28 mai 1896) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la constitution des Universités, M. Bardoux.

Le 5^e bureau (du 28 mai 1896) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables, M. le comte de Blois (J.O., p. 3107; F. 43).

Le 1^{er} bureau (formation de janvier 1896) a nommé membre de la Commission de l'armée, en remplacement de M. Rambaud, M. Gadaud.

Le 2^e bureau (formation de janvier 1896) a nommé membre de la Commission de l'armée, en remplacement de M. Tézenas, M. Benazet.

Le 6^e bureau (formation de janvier 1896) a nommé membre de la Commission de l'armée, en remplacement de M. le général Billot, M. Guyot-Lavaline (J.O., p. 2213; F. 45).

Le 8^e bureau (formation de mars 1892) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman M. Dulac, en remplacement de M. Xavier Blanc, décédé (J.O., p. 3327; F. 48).

Le 6^e bureau (de mai 1890) a nommé membre de la Commission relative aux droits civils des femmes, M. Trarieux, en remplacement de M. Xavier Blanc, décédé (J.O., p. 3392; F. 50).

Le 4^e bureau (d'octobre 1895) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de M. Joseph Fabre, sur le fonctionnement parlementaire en temps de guerre, M. Frogier de Ponlevoy, en remplacement de M. Tézenas.

Le 7^e bureau (d'octobre 1895) a nommé membre de la même Commission M. Bizot de Fonteny, en remplacement de M. le général Billot.

Le 8^e bureau (d'octobre 1895) a nommé membre de la même Commission M. Dufoussat, en remplacement de M. Floquet (J.O., p. 3719; F. 56).

DU 29 JUIN.

Premier bureau. — MM. Bastide, Seine-et-Marne; Bayol, Var; Belle, Indre-et-Loire; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Brugnot, Vosges; Bu-

vignier, Meuse; Chantemille, Allier; Cordier; Develle, Meuse; Froment, Somme; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme; Gomot, Puy-de-Dôme; Grévy (général), Jura; Hugot, Côte-d'Or; Huguet, Pas-de-Calais; Labbé, Orne; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Laurens, Drôme; Mir, Aude; Morel, Manche; Morellet, Ain; Gérente, Alger; Pazat, Landes; Perras, Rhône; Prevet, Seinc-et-Marne; Saint-Prix, Ardèche; Sébligne, Aisne; Silhol, Gard; Tillaye, Calvados; Tirman, Ardennes; Vignancour, Basses-Pyrénées; Waddington (Richard), Seine-Inférieure; Wallon.

Deuxième bureau. — MM. Barrière, Puy-de-Dôme; Bisseuil, Charente-Inférieure; Bourganel, Loire; Cuvinot, Oise; Decauville, Seinc-et-Oise; Demoulins de Riols, Landes; Desmons, Gard; Dumon; Durand, Lot-et-Garonne; Durand-Savoyat, Isère; Gadaud, Dordogne; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Hérisson, Nièvre; Japy (général), Belfort; Labiche (Jules), Manche; Le Play, Haute-Vienne; Lesueur, Constantine; Marcère (de), Martell, Charente; Nioche, Indre-et-Loire; Peaudcerf, Cher; Poirrier, Seine; Poriquet, Orne; Ranc, Seine; Ringot, Pas-de-Calais; Rousseau (Gervais), Creuse; Sal (de), Corrèze; Thévenet, Rhône; Velten, Bouches-du-Rhône; Vilar, Pyrénées-Orientales; Waldeck-Rousseau, Loire.

Troisième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Billot (général); Biré, Vendée; Cabart-Danneville, Manche; Camescasse, Pas-de-Calais; Camparan, Haute-Garonne; Deandreis, Hérault; Delles-table, Corrèze; Denormandie; Dusolier, Dordogne; Fallières, Lot-et-Garonne; Gauthier, Aude; Godin, Inde française; Guyot, Rhône; Jouffrault, Deux-Sèvres; Lacave-Laplagne, Gers; Lavertujon, Gironde; Lecomte (Maxime), Nord; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Luro; Mazeau, Côte-d'Or; Milliard, Eure; Pajot; Pauliat, Cher; Ratier, Indre; Rouland, Seine-Inférieure; Saint-Romme, Isère; Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Spuller, Côte-d'Or; Taulier, Vaucluse; Théry; Voisins-Lavernière (de).

Quatrième bureau. — MM. Barbey, Tarn; Bernard, Doubs; Buffet; Chadois (colonel de); Chovet, Oise; Claeys, Nord; Clamageran; Coillot, Haute-Saône; Dauphin, Somme; Denoix, Dordogne; Depreux, Nord; Drouhet, la Réunion; Drumel, Ardennes; Fabre (Joseph), Aveyron; Fougeirol, Ardèche; Frézoul, Ariège; Guichard, Yonne; Halléguen, Finistère; Hamel, Seine-et-Oise; Isaac, Guadeloupe; Jacques Hébrard, Corse; Lavergne (Bernard), Tarn; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Maret, Seine-et-Oise; Ollivier, Côtes-du-Nord; Ouvrier, Aveyron; Peytral, Bouches-du-Rhône, Rémusat (de), Haute-Garonne; Reymond, Loire; Rousseau (Armand), Finistère; Tassin, Loir-et-Cher; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Thézard, Vienne.

Cinquième bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Bonnefoy-Sibour, Gard; Bouilliez, Pas-de-Calais; Casimir-Perier, Seine-Inférieure; Cornil, Allier; Coste, Yonne; Darbot, Haute-Marne; Delpech, Ariège; Demôle, Saône-et-Loire; Dulac, Saône-et-Loire; Folliet, Haute-Savoie; Fousset, Loiret; Gailly, Ardennes; Géry-Légrand, Nord; Girard (Alfred), Nord; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Goujon, Ain; Gravin, Savoie; Grévy (Albert); Guérin, Vaucluse; Guibourg de Luzinai, Loire-Inférieure; Krantz; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord; Leroux, Aisne; Le Royer; Monsservin, Aveyron; Pradal, Ardèche; Régismanset, Seine-et-Marne; Rolland, Tarn-et-Garonne; Soustre, Basses-Alpes; Trystram, Nord; Turgis, Calvados.

Sixième bureau. — MM. Astor, Finistère; Audiffret-Pasquier (duc d'); Baduel, Cantal; Bégarry (de), Vendée; Berthelot; Bizot de Fonteny, Haute-Marne, Briens, Manche; Bruel, Allier; Brunet, Indre; Calvet, Charente-Inférieure; Casabianca (de), Corse; Cazot; Chesnelong; Chiris, Alpes-Maritimes; Combes, Charente-Inférieure; Constans, Haute-Garonne; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Deschanel; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Fleury (Paul), Orne; Halgan, Vendée; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Jacques, Oran; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Laporte-Bisquit, Charente; Lefèvre, Seine; Levrey, Haute-Saône; Malézieux, Aisne; Montesquiou-Fezensac (duc de), Gers; Munier, Rhône; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Tolain, Seine; Veron (amiral), Ile-et-Vilaine.

Septième bureau. — MM. Anglès, Var; Audren de Kerdrel, Morbihan; Barbedette, Charente-Inférieure; Baudens, Hautes-Pyrénées; Béral, Lot; Blavier, Maine-et-Loire; Boulanger, Meuse; Caduc, Gironde; Chauveau (Franck), Oise; Combescure Hérault; Couteaux, Vienne; Delobeau, Finistère; Déprez, Pas-de-Calais; Devès, Cantal; Diancourt, Marne; Dufoussat, Creuse; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées; Farinole, Corse; Francoz, Haute-Savoie; Fresneau, Morbihan; Freycinet (de), Seine; Fruchier, Basses-Alpes; Leporché, Sarthe; Loubet, Drôme; Monier, Bouches-du-Rhône; Pénicaud, Haute-Vienne; Rey, Isère; Saisy (Hervé de); Thurel, Jura; Verninac (de), Lot; Villard, Creuse; Vinet, Eure-et-Loir.

Huitième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Bardoux; Barodet, Seine; Benazet, Indre; Bérenger; Bernot, Somme; Blanc (Philippe), Loire; Borriglione, Alpes-Maritimes; Carné marquis de), Côtes-du-Nord; Chaix, Hautes-Alpes; Cordelet, Sarthe; Dupouy, Gironde; Dutreil, Mayenne; Fayard, Drôme; Galtier, Hérault; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Gayot Aube; Girault, Cher; Hébrard (Adric), Haute-Garonne; Labrousse, Corrèze; Le Breton, Mayenne; Lelièvre, Jura; Martin

(Félix), Saône-et-Loire; Millaud, Rhône; Monis, Gironde; Pauliac, Lot; Poirrier (Alfred), Marne; Salomon, Vienne; Scheurer-Kestner; Tribert; Vissaguet, Haute-Loire; Volland, Meurthe-et-Moselle.

Neuvième bureau. — MM. Brothier, Charente; Brun (Lucien); Brunon, Loire; Brusset, Haute-Saône; Challemol-Lacour, Bouches-du-Rhône; Cochery, Loiret; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Duchesne-Fournet, Calvados; Dufay, Loir-et-Cher; Forest, Savoie; Gouin; Grivart, Ille-et-Vilaine; Guindoy, Eure; Haulon, Basses-Pyrénées; Lamarzelle (de), Morbihan; Legludic, Sarthe; Lesouéf, Seine-Inférieure; Lourties, Landes; Macherez, Aisne; Magnin; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Mercier, Ain; Merlet, Maine-et-Loire; Oudet, Doubs; Parissot, Eure; Rambaud, Doubs; Roger, Dordogne; Roussel (Théophile), Lozère; Savary, Finistère; Scrépel, Nord; Trarieux, Gironde; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine (J.O., c.r., p. 602.)

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Tillaye. 2^e bureau : *Président*, M. Guyot-Lavaline; *Secrétaire*, M. Durand-Savoyat. 3^e bureau : *Président*, M. Théry; *Secrétaire*, M. Gauthier. 4^e bureau : *Président*, M. Bernard-Lavergne; *Secrétaire*, M. Thézard. 5^e bureau : *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Théodore Girard. 6^e bureau : *Président*, M. le général comte Espivent de la Villesboisnet; *Secrétaire*, M. le duc de Montesquiou-Fezensac. 7^e bureau : *Président*, M. Audren de Kerdréol; *Secrétaire*, M. Francoz. 8^e bureau : *Président*, M. Tribert; *Secrétaire*, M. Félix Martin. 9^e bureau : *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. de Lamarzelle (J.O., p. 374).

BUVIGNIER. Meuse. — Membre d'une Commission (F. 34; J.O., p. 1824.)

CABART-DANNEVILLE. Manche. — Dépose une proposition de loi tendant à la réorganisation de l'infanterie et de l'artillerie de marine et à la création d'une armée coloniale dépendant du Ministère de la Marine [11 février] (A., t. I, p. 119; J.O., c.r., p. 101; I. 29). — Dépose une proposition de loi tendant à abroger les dispositions du paragraphe 7 de l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872, et à rendre au département de la Marine les hommes qui ont fait leur service dans les équipages de la flotte et qui passent dans l'armée territoriale [26 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 337; I. 94). — Membre de Commissions (F. 26, 32, 57; J.O., p. 1556, 1738, 3741).

CADUC. Gironde. — Demande un congé [4 juin] (J.O., c.r., p. 426). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 369).

CAISSE D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — M. Gouin, *président de la Commission*, dépose le rapport sur cette Caisse [9 juin] (A., t. II, p. 19; J.O., c.r., p. 430).

CAISSE D'ASSURANCES. — Autorisation en cas de décès de faire des assurancés mixtes. V. loi 141.

CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS. — Modification de l'article 11 de la loi du 29 juin 1894 sur les. — V. loi 157.

CAISSE NATIONALE des retraites pour la vieillesse. — Sont élus : MM. Guyot, Cuvinot [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 149).

CALVADOS. — Emprunts de 112.700 francs et de 450.800 francs et imposition extraordinaire. V. loi 24.

CALVET. Charente-Inférieure. — Dépose, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, une proposition de loi tendant à organiser la représentation officielle de l'agriculture par des chambres départementales et un conseil supérieur électif [28 janvier] (A., t. I, p. 33; J.O., c.r., p. 30; I. 11). — Demande un congé [3 février] (J.O., c.r., p. 58). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [19 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 516). — Présente et développe sur l'article 2 un amendement qu'il ne maintient pas [23 juin] (A., t. II, p. 164; J.O., c.r., p. 545). — Membre de Commissions (F. 18, 38; J.O., p. 1030, 2367).

GAMESCASSE. Pas-de-Calais. — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à la réglementation des Halles centrales de Paris [17 mars] (A., t. I, p. 302; J.O., c.r., p. 252; I. 72). — Est entendu dans la discussion de la même proposition de loi. Parle sur le règlement de l'ordre du jour [1^{er} juin] (A., t. II, p. 5; J.O., c.r., p. 418). — Présente et développe, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, deux amendements sur le projet de loi relatif à la réforme de l'impôt sur les boissons: le 1^{er}, sur l'article 54, qui est rejeté; le 2^e, sur les articles 55 et 56, mais que leurs auteurs déclarent retirer [2 juillet] (A., t. II, p. 252; J.O., c.r., p. 619). — Membre de Commissions (F. 11, 31, 38, 43, 57, 60; J.O., p. 744, 1722, 2367, 3094, 3741, 3856).

CAMPARAN. Haute-Garonne. — Membre d'une Commission (F. 38 ; J.O., p. 2367).

CANTAL. — Emprunt pour travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 128.— Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 192. — Emprunt de 85.861 fr. et imposition extraordinaire (0 c. 292). V. loi 246.

CARCASSONNE. — Emprunt de 685.000 francs et imposition extraordinaire (8 c. 56). V. loi 222.

CARNÉ (marquis de). Côtes-du-Nord. — Présente sur l'article unique, dans la discussion de la proposition de loi portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relatif au service de deux frères, un amendement qui est adopté [27 février] (A., t. I, p. 186 ; J.O., c.r., p. 157). — Membre d'une Commission (F. 6 ; J.O., p. 511).

CASIMIR-PERIER. Seine-Inférieure. — Membre d'une Commission (F. 4 ; J.O., p. 369).

CASSEL. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 76.

CATUSSE, *directeur général des contributions indirectes, Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi sur la réforme des boissons [16 juin] (A., t. II, p. 79 ; J.O., c.r., p. 483) [18 juin] (A., t. II, p. 101 ; J.O., c.r., p. 504) [26 juin] (A., t. II, p. 205 ; J.O., c.r., p. 579) [29 juin] (A., t. II, p. 227 ; J.O., c.r., p. 597) [30 juin] (A., t. II, p. 243 ; J.O., c.r., p. 611) [2 juillet] (A., t. II, p. 259 ; J.O., c.r., p. 619).

CAVAIGNAC (Godefroy), député, Ministre de la Guerre. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [4 février] (A., t. I, p. 70 ; J.O., c.r., p. 59). — Prend part à la discussion de la proposition complémentaire portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères [27 février] (A., t. I, p. 188 ; J.O., c.r., p. 157).

CAZOT (Jules). Inamovible. — Élu Questeur [16 janvier] (A., t. I, p. 4 ; J.O., c.r., p. 5). — Élu membre de la Commission d'instruction de la

Haute-Cour de Justice [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 9). — Déclare, en sa qualité de président de la Commission, que cette dernière repousse la disposition additionnelle présentée par M. Géry-Légrand au cours de la discussion de la proposition de loi sur les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [4 février] (A., t. I, p. 73; J.O., c.r., p. 74) [14 février] (J.O., c.r., p. 122). — Nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le paragraphe 8 de l'article 15 du décret du 21 février 1852, qui prive de leurs droits électoraux les officiers ministériels destitués (J.O., p. 3799; F. 59). — Membre de Commissions (F. 31, 32, 43, 57, 59; J.O., p. 1722, 1738, 3094, 3741, 3799).

CHAIX (Cyprien). Hautes-Alpes. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 369).

CHAMBÉRY (ville de). — Emprunt de 290.000 francs. V. loi 184.

CHAMBRES DE COMMERCE ET CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES. — Loi relative aux. V. loi 107.

CHANDÈZE, *Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondances des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et métiers [9 mars] (A., t. I, p. 261; J.O., c.r., p. 217).

CHANTEMILLE. Allier. — Demande un congé [11 février] (J.O., c.r., p. 112). — Membre de Commissions (F. 4, 43; J.O., p. 369, 3094).

CHARENTE. — Emprunt de 57.600 francs. V. loi 66. — Modification à l'affectation d'une imposition extraordinaire. V. loi 276.

CHARENTE-INFÉRIEURE. — Imposition extraordinaire (Assistance médicale). V. loi 193. — Emprunt de 150.800 francs. V. loi 229. — Imposition extraordinaire (Cantonniers des routes départementales, passages d'eaux départementaux). V. loi 314.

CHARTRES. — Emprunt de 1.502.500 francs. V. loi 27.

CHATEAUDUN. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 41.

CHATEAU-GONTIER. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 77.

CHATEAULIN. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 159.

CHATELAILLON (section de). — Distraite de la commune d'Angoulins pour l'ériger en commune distincte. V. loi. 221.

CHAUVEAU (Franck). Oise. — Élu membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 9). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; I. 21). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi [8 février] (A., t. I, p. 109; J.O., c.r., p. 92). — Prend part à la discussion de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Garde des Sceaux, sur les chemins de fer du Sud [15 février] (A., t. I, p. 170; J.O., c.r., p. 141). — Parle dans la discussion de l'interpellation adressée par plusieurs de ses collègues à M. le Ministre des Affaires étrangères sur la politique extérieure du Gouvernement. Présente, de concert avec plusieurs de ses amis, un ordre du jour motivé, qui est adopté [3 avril] (A., t. I, p. 451; J.O., c.r., p. 374). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution tendant à l'ajournement du vote des crédits pour la solde et la relève des troupes de Madagascar, jusqu'au remplacement du Ministère au pouvoir [21 avril] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 382). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits au Ministre de la Guerre, au titre du compte spécial de Madagascar [23 avril] (A., t. I, p. 468; J.O., c.r., p. 389; I. 111). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion de ce projet de loi [24 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 394). — Vice-Président de la Commission des finances (J.O., p. 3254; F. 46). — Déclare, comme rapporteur, que la Commission des finances ne s'oppose pas à l'adoption de la proposition de loi tendant à l'unification des soldes aux colonies [11 juin] (A., t. II, p. 26; J.O., c.r., p. 436). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [26 juin] (A., t. II, p. 210; J.O., c.r., p. 583). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895 et 1896; l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes [29 juin] (A., t. II, p. 217; J.O., c.r., p. 589).

— Membre de Commissions (F. 32, 38, 44, 46, 60; J.O., p. 1738, 2367, 3135, 3254, 3856).

CHEMINS DE FER. — Établissement dans le département de l'Aisne d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Mézières-sur-Oise à Vendeuil. V. loi 104. — Modification dans Boulogne et aux abords de cette ville du chemin de fer d'intérêt local du Portel à Boulogne, à Bonningues et à Tournehem. V. loi 110. — Déclaration d'utilité publique dans le département de la Haute-Savoie de l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à crémaillère, de Chamonix à Montanvert. V. loi 122. — Déclaration d'utilité publique dans les départements de la Haute-Garonne et du Gers d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse. V. loi 123. — Modification de la loi du 23 juillet 1845 sur la police des chemins de fer. V. loi 130. — Chemin de fer d'Étampes à Beaune-la-Rolande. V. loi 131. — Établissement dans le département du Rhône des chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Villefranche à Tarare et de Villefranche à Monsols. V. loi 134. — Établissement à titre d'intérêt général d'un chemin de fer de Saint-Sever à Hagetmau. V. loi 135. — Établissement de la section du chemin de fer d'Orange au Buis, comprise entre Vaison et le Buis. V. loi 136. — Prolongement jusqu'à Dijon de la ligne d'Épinac à Velars et concession de ce prolongement à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. V. loi 137. — Avenant à la convention du 5 janvier 1889, annexée à la loi du 29 juillet 1889, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Dompierre-sur-Besbre à la Palisse. V. loi 138. — Modification de l'article premier de la loi du 28 juillet 1881, portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Nontron à Sarlat avec embranchement d'Hautefort au Burg (Corrèze), ligne de Limoges à Brive. V. loi 143. — Dérogations à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845 en ce qui concerne les clôtures et barrières de chemins de fer. V. loi 150. — Établissement dans le département du Nord d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Louches à Cambrai. V. loi 151. — Établissement à Lyon, entre la gare de Saint-Jean et la place de Fourvière, d'un embranchement du chemin de fer funiculaire d'intérêt local de Lyon au faubourg Saint-Just. V. loi 173. — Établissement dans le département de l'Isère d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Hilaire-de-Brens à Jallieu. V. loi 303. — Établissement sur le territoire de la ville de Lyon d'un chemin de fer d'intérêt local de la place Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse. V. loi 304. —

Établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre, à titre d'intérêt général. V. loi 305. — Établissement du chemin de fer d'Anduze à Saint-Jean-du-Gard, à titre d'intérêt général. V. loi 306. — Établissement dans le département de la Loire de chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Saint-Héand à Pélussin et de Roanne à Boën. V. loi 307. — Établissement dans le département de la Mayenne d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite. V. loi 311.

CHER. — Imposition extraordinaire (0 c. 50). V. loi 251.

CHESNELONG. Inamovible. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Parleboscq (Landes) [24 mars] (J.O., c.r., p. 328).

CHIRIS. Alpes-Maritimes. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 369).

CHOVET. Oise. — Élu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 14). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Compiègne (Oise) à emprunter 727.000 francs [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 18, n° 51). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Noyon (Oise) [11 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 112; Fa. 27, n° 74). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Colombes (canton de Courbevoie, arrondissement de Saint-Denis, département de la Seine) la section de Bois-Colombes, pour l'ériger en commune distincte [5 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 197; Fa. 41, n° 161). — Membre de Commissions (F. 4, 6; J.O., p. 369, 511).

CLAMECY. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 53.

COALITIONS formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer. V. loi 44. — Dans les services publics de l'État. V. lois 44, 59.

COCHERY. Loiret. — Président de la Commission des chemins de fer (J.O., p. 544; F. 7). — Est nommé président de la Commission des douanes, en remplacement de M. Loubet (J.O., p. 1306; F. 21).

— Parle sur le règlement de l'ordre du jour [23 mars] (A., t. I, p. 371; J.O., c.r., p. 310). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Calvet et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la représentation officielle de l'agriculture par des chambres départementales et par un conseil supérieur électif (J.O., p. 2381; F. 39). — Nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi sur le secret des lettres (J.O., p. 3871; F. 61). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juillet] (A., t. II, p. 312; J.O., c.r., p. 665). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 21, 38, 39, 45, 60, 61; J.O., p. 511, 544, 1306, 2367, 2381, 3213, 3856, 3871).

COCHERY (Georges), député, Ministre des Finances. — Demande de suspendre la séance pendant quelques instants et d'attendre, pour la lever en signe de deuil, que le projet de loi soumis au vote de la Chambre soit arrivé pour célébrer aux frais de l'État les funérailles de M. Jules Simon, décédé. Dépose, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture, de M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire célébrer aux frais de l'État les funérailles de Jules Simon. En donne lecture [9 juin] (A., t. II, p. 21; J.O., c.r., p. 432; I. 127). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme du régime des boissons [11 juin] (A., t. II, p. 28; J.O., c.r., p. 438) [18 juin] (A., t. II, p. 99; J.O., c.r., p. 494) [19 juin] (A., t. II, p. 126; J.O., c.r., p. 516) [22 juin] (A., t. II, p. 142; J.O., c.r., p. 527) [23 juin] (A., t. II, p. 162; J.O., c.r., p. 543) [25 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 561) [26 juin] (A., t. II, p. 209; J.O., c.r., p. 582) [29 juin] (A., t. II, p. 221; J.O., c.r. p. 593).

CODE CIVIL. — Modification de l'article 310 (Divorce). V. loi 121.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Application en matière de presse de l'article 368 du V. loi 100.

CODE PÉNAL. — Modification de la 1^{re} section du chapitre 1^{er} du livre III (art. 77, 78, 80, 81, 82) du V. loi 325.

COILLOT. Haute-Saône. — Membre de Commissions (F. 6, 38; J.O.; p. 511, 2367).

COLONIES. — Unification des soldes aux. V. loi 142.

COMBES. Charente-Inférieure. — Dépose un décret tendant à l'annulation d'une somme de 100.000 francs sur le crédit inscrit au budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes pour l'exercice 1895, et à l'ouverture au chapitre 58 de la même somme sur le même budget et exercice [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r. p. 47; I. 15). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures [9 mars] (A., t. I, p. 256; J.O., c.r., p. 224). — Demande, avant le départ en vacances, la nomination de la Commission chargée d'examiner la loi sur les Universités [31 mars] (A., t. I, p. 436; J.O., c.r., p. 362). — Demande à transformer en interpellation la question adressée par M. Le Provost de Launay à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, relative aux sommes qui ont été engagées pour dépenses de constructions scolaires à titre de subvention de l'État [4 juin] (A., t. II, p. 13; J.O., c.r., p. 424). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la constitution des Universités [6 juillet] (A., t. II, p. 280; J.O., c.r., p. 640).

COMBESCURE. Hérault. — Dépose, de concert avec MM. Deandreis et Galtier, une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département de l'Hérault [20 janvier] (J.O., c.r., p. 11). — Demande un congé [23 avril] (J.O., c.r., p. 392).

COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT. — Décret désignant M. Nicolas, *conseiller d'État, directeur du commerce et de l'industrie*, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dans la discussion du projet de loi sur les accidents du travail [24 janvier] (A., t. I, p. 18; J.O., c.r., p. 19). — Décrets désignant : M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion des projets de lois portant ouverture et annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires; MM. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, et Delatour, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des fonds*, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics; M. Armand Rousseau, *sénateur, chargé d'une mission temporaire en Indo-Chine française, où il exerce les fonctions de Gouverneur général*, pour assister M. le Ministre des Colonies dans la discussion du même projet de loi [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 82).

89). — Décret désignant M. Nicolas, *conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie*, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes dans la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et sur le contrat de participation aux bénéfices [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152). — Décret désignant M. Chandèze, *directeur du commerce*, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dans la discussion des propositions de lois relatives aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures [9 mars] (A., t. I, p. 256; J.O., c.r., p. 214). — Décrets désignant : MM. de Selves, *directeur général des postes et des télégraphes*, et Raymond, *administrateur des postes et des télégraphes*, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dans la discussion du projet de loi relatif à l'établissement de communications télégraphiques sous-marines entre la France, l'Amérique du Nord et les Antilles [24 mars] (A., t. I, p. 376; J.O., c.r., p. 314). — Décret désignant M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes [31 mars] (A., t. I, p. 426; J.O., c.r., p. 353). — Décret désignant M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1888 [2 avril] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 364). — Décret désignant M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au Ministère de la Guerre, au titre du compte spécial de Madagascar [24 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 393). — Décret désignant M. Catusse, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des contributions indirectes*, pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi relatif au régime des boissons [11 juin] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 436). — Décrets désignant : MM. Roujon, *directeur des beaux-arts, délégué à la section des beaux-arts*, Picard, *commissaire général*, et Bouvard, *directeur des services d'architecture*, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphie et M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, dans la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 41; J.O., c.r., p. 447). — Décrets désignant : MM. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, et Boutin,

conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des contributions directes, pour assister M. le Ministre des Finances; Buisson, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur de l'enseignement primaire*, pour assister M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes; le contrôleur général de 1^{re} classe de l'administration de l'armée Prioul, pour assister M. le Ministre de la Guerre; de Lavaissière de Lavergne, *directeur de la comptabilité et des services pénitentiaires au Ministère des Colonies*, pour assister M. le Ministre des Colonies dans la discussion du projet de loi concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896; 3^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4^o l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586). — Décret désignant M. Liard, *directeur de l'enseignement supérieur*, pour assister M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes dans la discussion du projet de loi relatif aux Universités [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 634). — Décret désignant M. Boutin, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des contributions directes*, pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1897 [11 juillet] (A., t. II, p. 330; J.O., c.r., p. 681).

COMMISSION relative aux routes nationales (nommée le 27 janvier).— 1^{er} bureau, M.M. Pauliat, Gadaud. 2^o bureau, MM. Demôle, Tézenas. 3^o bureau, MM. Folliet, Dulac. 4^o bureau, MM. Maret, Séblinc. 5^o bureau, MM. Bardoux, Pradal. 6^o bureau, MM. Millaud, Brusset. 7^o bureau, MM. Cuvinot, Buffet. 8^o bureau, MM. Faye, Saint-Prix. 9^o bureau, MM. de Freycinet, Krantz (J.O., p. 511; F. 6). *Président*, M. Krantz; *Secrétaire*, M. Folliet (J.O., p. 544; F. 7).

COMMISSIONS.

La Commission des douanes a nommé président M. Cochery, en remplacement de M. Loubet.

La Commission des douanes a nommé rapporteur de la proposition de loi relative au régime des amidons et glucoses, M. Dauphin (J.O., p. 1306; F. 21).

La Commission des douanes a nommé M. Séblinc, vice-président (J.O., p. 1337; F. 25).

La Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Joseph Fabre sur le fonctionnement parlementaire en temps de

guerre a nommé M. Bizot de Fonteny président, en remplacement de M. Floquet (J.O., p. 3741; F. 57).

COMMISSION DE L'ARMÉE.

Nommée le 27 janvier. — 1^{er} bureau, MM. Bonnefoy-Sibour, Alfred Rambaud. 2^e bureau, MM. Tézenas, Bernard, 3^e bureau, MM. le marquis de Carné, Goujon. 4^e bureau, MM. Thézard, baron de Lareinty. 5^e bureau, MM. Baduel, Lefèvre. 6^e bureau, MM. le général Billot, le général Grévy. 7^e bureau, MM. Labbé, Anglès. 8^e bureau, MM. Develle, Coillot. 9^e bureau, MM. de Freycinet, général Japy (J.O., p. 511; F. 6). *Président*, M. le général Billot; *Vice-Présidents*, MM. le général Grévy, le général Japy; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour (J.O., p. 544; F. 7).

1^{er} bureau (janvier). M. Gadaud, en remplacement de M. Rambaud, nommé Ministre de l'instruction publique.

2^e bureau (janvier). M. Benazet, en remplacement de M. Tézenas, décédé.

6^e bureau (janvier). M. Guyot-Lavaline, en remplacement de M. le général Billot, nommé Ministre de la Guerre (J.O., p. 3213; F. 45). *Président*, M. de Freycinet (J.O., p. 3254; F. 46).

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

Nommée le 27 janvier. — 1^{er} bureau, MM. Boulanger, Gadaud. 2^e bureau, MM. Ollivier, Dellestable. 3^e bureau, MM. de Sal, Xavier Blanc. 4^e bureau, MM. Prevet, Roger. 5^e bureau, MM. Drumel, Bourganel. 6^e bureau, MM. Emile Labiche, Jouffrault. 7^e bureau, MM. Baudens, Reymond. 8^e bureau, MM. Cochery, Poirrier (Seine). 9^e bureau, MM. Krantz, Waddington (J.O., p. 511; F. 6). *Président*, M. Cochery; *Vice-Président*, M. Labiche; *Secrétaire*, M. Prevet (J.O., p. 544; F. 7).

COMMISSION DE COMPTABILITÉ.

Nommée le 27 janvier. — 1^{er} bureau, M. Dufoussat. 2^e bureau, M. Vignancour. 3^e bureau, M. Marquis. 4^e bureau, M. Coste. 5^e bureau, M. Monis, 6^e bureau, M. Guyot-Lavaline. 7^e bureau, M. Reymond. 8^e bureau, M. Haulon. 9^e bureau, M. Ratier (J.O., p. 511; F. 6). *Président*, M. Marquis; *Secrétaire*, M. Ratier (J.O., p. 544; F. 7).

COMMISSION DES FINANCES.

Nommée le 9 juin. — 1^{er} bureau, MM. Séblin, Mir, Constans. 2^e bureau, MM. Hugot, Thévenet, Ratier. 3^e bureau, MM. Pazat, Jules

Godin, Silhol. 4^e bureau, MM. Dupuy, Faye, Cordelet. 5^e bureau, MM. Bardoux, Millaud, Gadaud. 6^e bureau, MM. Morel, Decauville, Franck Chauveau. 7^e bureau, MM. Poirrier (Seine), Develle, Fousset. 8^e bureau, MM. Barbey, Boulanger, Guyot. 9^e bureau, MM. Cochery, Guérin, Prevet (J.O., p. 3213, 3135, 3229; F. 44, 45). *Président*, M. Barbey; *Vice-Présidents*, MM. Boulanger, Franck Chauveau; *Secrétaires*, MM. Ratier, Prevet, Decauville, Séblin (J.O., p. 3254; F. 46).

COMMISSIONS D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

Première Commission (formation du 20 janvier). — 1^{er} bureau, MM. Gadaud, Pauliat. 2^e bureau, MM. Vignancour, Rey. 3^e bureau, MM. Gilbert Gaillard, Trarieux. 4^e bureau, MM. Morellet, Gravin. 5^e bureau, MM. Isaac, Dusolier. 6^e bureau, MM. Delobbeau, Darbot. 7^e bureau, MM. Labbé, Anglès. 8^e bureau, MM. Caduc, Hamel. 9^e bureau, MM. Lavertujon, Chantemille (J.O., p. 369; F. 4). *Président*, M. Lavertujon; *Secrétaire*, M. Pauliat (J.O., p. 464; F. 6).

Deuxième Commission (formation de février). — 1^{er} bureau, MM. Gailly, de Verninac. 2^e bureau, MM. Ollivier, Munier. 3^e bureau, MM. Francoz, Danelle-Bernardin. 4^e bureau, MM. Brusset, Villard. 5^e bureau, MM. Dufoussat, baron de Lareinty. 6^e bureau, MM. Roger, Peaudecerf. 7^e bureau, MM. Halgan, Macherez. 8^e bureau, MM. Bizot de Fonteny, Desmons. 9^e bureau, MM. Anglès, Baudens (J.O., p. 1035; F. 16). *Président*, M. Munier; *Secrétaire*, M. Francoz (J.O., p. 1096; F. 17).

Troisième Commission (formation du 17 mars). — 1^{er} bureau, MM. Roger, Drumel. 2^e bureau, MM. Volland, le comte de Savigny de Moncorps. 3^e bureau, MM. Devès, Froment. 4^e bureau, MM. Rambaud, le comte de Blois. 5^e bureau, MM. de Sal, Delpech. 6^e bureau, MM. Francoz, Théodore Girard. 7^e bureau, MM. Paul Fleury, Perras. 8^e bureau, MM. Gadaud, le général Grévy. 9^e bureau, MM. Bruel, Bourganel (J.O., p. 1556; F. 26). *Président*, M. le général Grévy; *Secrétaire*, M. Bourganel (J.O., p. 1595; F. 27).

Quatrième Commission (formation du 23 avril). — 1^{er} bureau, MM. Pazat, Thézard. 2^e bureau, MM. Perras, Franck Chauveau. 3^e bureau, MM. Huguet, Alfred Poirrier. 4^e bureau, MM. Le Play, Devès. 5^e bureau, MM. Decauville, Fallières. 6^e bureau, MM. Bernard Lavergne, Peaudecerf. 7^e bureau, MM. Camescasse, Coillot. 8^e bureau, MM. Émile Labiche, Gervais Rousseau. 9^e bureau, MM. Dusolier, Develle (J.O., p. 2367; F. 38). *Président*, M. Émile Labiche; *Secrétaire*, M. Decauville (J.O., p. 2381; F. 39).

Cinquième Commission (formation du 1^{er} juin). — 1^{er} bureau, MM. Anglès, Édouard Vilar. 2^e bureau, MM. Macherez, Ratier. 3^e bureau,

MM. Godin, Savary. 4^e bureau, MM. Bastide, Guyot-Lavaline. 5^e bureau, MM. Maxime Lecomte, le comte de Blois. 6^e bureau, MM. Morel, Le Provost de Launay. 7^e bureau, MM. Roger, Chantemille. 8^e bureau, MM. Brunet, Camescasse. 9^e bureau, MM. Haulon, Benazet (J.O., p. 3094; F. 3). *Président*, M. Haulon; *Secrétaire*, M. Le Provost de Launay (J.O., p. 3135; F. 4).

Sixième Commission (formation du 30 juin). — 1^{er} bureau, MM. Perras, Gilbert Gaillard. 2^e bureau, MM. Vilar, Gadaud. 3^e bureau, MM. Cabart-Danneville, Taulier. 4^e bureau, MM. Hamel, Joseph Fabre. 5^e bureau, MM. Marcel Barthe, Folliet. 6^e bureau, MM. Huon de Penanster, Munier. 7^e bureau, MM. Delobeau, Devès. 8^e bureau, MM. Poirrier (Marne), Galtier. 9^e bureau, MM. Forest, Marquis (J.O., p. 3741; F. 57). *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Taulier (J.O., p. 3782; F. 58).

COMMISSIONS D'INTÉRÊT LOCAL.

Première Commission (formation du 20 janvier). — 1^{er} bureau, M. Philippe Blanc. 2^e bureau, M. Dellestable. 3^e bureau, M. Dulac. 4^e bureau, M. Cyprien Chaix. 5^e bureau, M. Lefèvre. 6^e bureau, M. Brucl. 7^e bureau, M. Salomon. 8^e bureau, M. Chovet. 9^e bureau, M. Ratier (J.O., p. 369; F. 4). *Président*, M. Dulac; *Secrétaire*, M. Lefèvre (J.O., p. 464; F. 6).

Deuxième Commission (formation de février). — 1^{er} bureau, M. Théophile Roussel. 2^e bureau, M. Lefèvre. 3^e bureau, M. Dulac. 4^e bureau, M. Lelièvre. 5^e bureau, M. Labrousse. 6^e bureau, M. Ringot. 7^e bureau, M. Dellestable. 8^e bureau, M. Pazat. 9^e bureau, M. Hervé de Saisy (J.O., p. 1035; F. 16). *Président*, M. Dulac; *Secrétaire*, M. Dellestable (J.O., p. 1096; F. 17).

Troisième Commission (formation du 17 mars). — 1^{er} bureau, M. Lefèvre. 2^e bureau, M. Levrey. 3^e bureau, M. Dellestable. 4^e bureau, M. Théry. 5^e bureau, M. Dulac. 6^e bureau, M. Barrière. 7^e bureau, M. Haulon. 8^e bureau, M. Philippe Blanc. 9^e bureau, M. Durand (J.O., p. 1556; F. 26). *Président*, M. Haulon; *Secrétaire*, M. Dellestable (J.O., p. 1595; F. 27).

Quatrième Commission (formation du 23 avril). — 1^{er} bureau, M. Dellestable. 2^e bureau, M. Philippe Blanc. 3^e bureau, M. Dulac. 4^e bureau, M. Fousset. 5^e bureau, M. Galtier. 6^e bureau, M. Forest. 7^e bureau, M. Tillaye. 8^e bureau, M. Vilar. 9^e bureau, M. Folliet (J.O., p. 2367; F. 38). *Président*, M. Dulac; *Secrétaire*, M. Folliet (J.O., p. 2381; F. 39).

Cinquième Commission (formation du 1^{er} juin). — 1^{er} bureau, M. le comte de Maillé. 2^e bureau, M. Deschanel. 3^e bureau, M. Silhol. 4^e bureau, M. Théry. 5^e bureau, M. Pénicaud. 6^e bureau, M. Vignancour.

7^e bureau, M. Labrousse. 8^e bureau, M. Hervé de Saisy. 9^e bureau, M. Dulac (J.O., p. 3094; F. 43). *Président*, M. Silhol; *Secrétaire*, M. Labrousse (J.O., p. 3135; F. 44).

Sixième Commission (formation du 30 juin). — 1^{er} bureau, M. Gérante. 2^e bureau, M. Durand. 3^e bureau, M. Emmanuel Arago. 4^e bureau, M. le comte de Maillé. 5^e bureau, M. Dulac. 6^e bureau, M. Émile Labiche. 7^e bureau, M. Dufoussat. 8^e bureau, M. Philippe Blanc. 9^e bureau, M. Haulon (J.O., p. 3741; F. 57). *Président*, M. Haulon; *Secrétaire*, M. Durand (J.O., p. 3782; F. 58).

COMMISSIONS DES CONGÈS.

Première Commission (formation du 20 janvier). — 1^{er} bureau, M. Savary. 2^e bureau, M. Parissot. 3^e bureau, M. Hervé de Saisy. 4^e bureau, M. Laporte-Bisquit. 5^e bureau, M. Leporché. 6^e bureau, M. Belle. 7^e bureau, M. Merlet. 8^e bureau, M. Casimir-Perier. 9^e bureau, M. Chiris (J.O., p. 369; F. 4).

Deuxième Commission (formation de février). — 1^{er} bureau, M. Édouard Millaud. 2^e bureau, M. Darbot. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Durand. 5^e bureau, M. de Lamarzelle. 6^e bureau, M. Halléguen. 7^e bureau, M. Rambaud. 8^e bureau, M. Legludic. 9^e bureau, M. Cornil (J.O., p. 1035; F. 16).

Troisième Commission (formation du 17 mars). — 1^{er} bureau, M. Pazat. 2^e bureau, M. Le Cour Grandmaison. 3^e bureau, M. Ranc. 4^e bureau, M. Labbé. 5^e bureau, M. Laurens. 6^e bureau, M. Farinole. 7^e bureau, M. Scrépel. 8^e bureau, M. Ringot. 9^e bureau, M. Anglès (J.O., p. 1556; F. 26).

Quatrième Commission (formation du 23 avril). — 1^{er} bureau, M. Dellestable. 2^e bureau, M. Théry. 3^e bureau, M. de Lamarzelle. 4^e bureau, M. Marcel Barthe. 5^e bureau, M. Durand. 6^e bureau, M. Ranc. 7^e bureau, M. Teisserenc de Bort. 8^e bureau, M. Camparan. 9^e bureau, M. Munier (J.O., p. 2367; F. 38).

Cinquième Commission (formation du 1^{er} juin). — 1^{er} bureau, M. Farinole. 2^e bureau, M. Dellestable. 3^e bureau, M. Legludic. 4^e bureau, M. Mercier. 5^e bureau, M. Danelle-Bernardin. 6^e bureau, M. Dufoussat. 7^e bureau, M. Laporte-Bisquit. 8^e bureau, M. Le Cour Grandmaison. 9^e bureau, M. Milliard (J.O., p. 3094; F. 43).

Sixième Commission (formation du 30 juin). — 1^{er} bureau, M. Bayol. 2^e bureau, M. Thévenet. 3^e bureau, M. Pauliat. 4^e bureau, M. Isaac. 5^e bureau, M. Régismanset. 6^e bureau, M. Halgan. 7^e bureau, M. Monier. 8^e bureau, M. Labrousse. 9^e bureau, M. Brothier (J.O., p. 3741; F. 57).

COMMISSION DE LA MARINE.

Nommée le 27 janvier. — 1^{er} bureau, MM. Velten, Levrey. 2^e bureau, MM. Astor, Benazet. 3^e bureau, MM. de Verninac, Brunet. 4^e bureau, MM. Barbey, Briens. 5^e bureau, MM. Ranc, Isaac. 6^e bureau, MM. Delo-beau, Bizot de Fonteny. 7^e bureau, MM. Allègre, Audren de Kerdrel. 8^e bureau, MM. Haulon, Chovet. 9^e bureau, MM. Rouland, Taulier (J.O., p. 511; F. 6). *Président*, M. Barbey; *Vice-Présidents*, MM. Audren de Kerdrel et Allègre; *Secrétaires*, MM. Isaac et Taulier (J.O., p. 544; F. 7).

COMMISSIONS DES PÉTITIONS.

Première Commission (formation du 20 janvier). — 1^{er} bureau, M. Dufoussat. 2^e bureau, M. Guérin. 3^e bureau, M. Folliet. 4^e bureau, M. Le Breton. 5^e bureau, M. l'amiral Veron. 6^e bureau, M. Benoist. 7^e bureau, M. Pénicaut. 8^e bureau, M. Taulier (J.O., p. 369; F. 4). *Président*, M. Le Breton; *Secrétaire*, M. Guérin (J.O., p. 464; F. 6).

Deuxième Commission (formation de février). — 1^{er} bureau, M. Béral. 2^e bureau, M. Hamel. 3^e bureau, M. Brunet. 4^e bureau, M. Labbé, 5^e bureau, M. Teisserenc de Bort. 6^e bureau, M. Benoist. 7^e bureau, M. Taulier. 8^e bureau, M. de Béjarry. 9^e bureau, M. Hervé de Saisy (J.O., p. 1035; F. 16). *Président*, M. Hervé de Saisy; *Secrétaire*, M. Taulier (J.O., p. 1096; F. 17).

Troisième Commission (formation du 17 mars). — 1^{er} bureau, M. Dauphin. 2^e bureau, M. Teisserenc de Bort. 3^e bureau, M. Savary. 4^e bureau, M. Baduel. 5^e bureau, M. Belle. 6^e bureau, M. Le Provost de Launay. 7^e bureau, M. de Béjarry. 8^e bureau, M. Huguet. 9^e bureau, M. Rolland (J.O., p. 1556; F. 26). *Président*, M. Belle; *Secrétaire*, M. Baduel (J.O., p. 1668; F. 29).

Quatrième Commission (formation du 23 avril). — 1^{er} bureau, M. le baron de Lareinty. 2^e bureau, M. Saint-Romme. 3^e bureau, M. Fayard. 4^e bureau, M. Rambaud. 5^e bureau, M. Léon Labbé. 6^e bureau, M. Lavertujon. 7^e bureau, M. Scrépel. 8^e bureau, M. Gervais Rousseau. 9^e bureau, M. Denormandie (J.O., p. 2367; F. 38). *Président*, M. Denormandie; *Secrétaire*, M. Rambaud (J.O., p. 2440; F. 40).

Cinquième Commission (formation du 1^{er} juin). — 1^{er} bureau, M. Lesueur. 2^e bureau, M. Baudens. 3^e bureau, M. Régismanset. 4^e bureau, M. Dufay. 5^e bureau, M. Luro. 6^e bureau, M. Martell. 7^e bureau, M. de Freycinet. 8^e bureau, M. Alexandre Lefèvre. 9^e bureau, M. Forest (J.O., p. 3094; F. 43). *Président*, M. Lefèvre; *Secrétaire*, M. Baudens (J.O., p. 3135; F. 44).

Sixième Commission (formation du 30 juin). — 1^{er} bureau, M. Cordier. 2^e bureau, M. Jules Labiche. 3^e bureau, M. Fallières. 4^e bureau, M. Dauphin. 5^e bureau, M. Le Provost de Launay. 6^e bureau, M. Deschanel. 7^e bureau, M. Hervé de Saisy. 8^e bureau, M. Le Breton. 9^e bureau, M. Duchesne-Fournet (J. O., p. 3741; F. 57).

COMMUNICATIONS par M. le Président, d'une lettre de M. le général Duchesne, commandant en chef l'expédition de Madagascar, relative aux témoignages de sympathie donnés par le Sénat au corps expéditionnaire [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 48). — Par M. le Président, d'une lettre de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, relative à la nomination de deux membres de la Commission de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [14 février] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 115). — D'une lettre de M. l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, rappelant au Gouvernement de la République qu'une Exposition nationale s'ouvrira le 2 mai à Budapest, en l'honneur du millénaire de l'existence du royaume de Hongrie, et que son Gouvernement attacherait un grand prix à ce que les représentants de la nation française voulussent bien rehausser cette solennité de leur présence [21 avril] (A., t. I, p. 459; J.O., c.r., p. 381). — D'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations que cette Commission doit remettre chaque année sur la situation morale et matérielle de cet établissement. M. le président de cette Commission désire connaître le jour où le Sénat voudra bien recevoir, en séance publique, le dépôt de ce rapport [4 juin] (A., t. II, p. 9; J.O., c.r., p. 421). — D'une lettre annonçant que les obsèques de M. Munier, sénateur du Rhône, auront lieu jeudi, à dix heures du matin. On se réunira à la maison mortuaire, 19, rue Oudinot. D'une autre lettre de M. le Président de la République lui faisant connaître qu'une revue aura lieu le 14 juillet, sur l'hippodrome de Lonchamp, en le priant d'inviter MM. les Sénateurs à y assister; des places spéciales leur seront réservées [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 649).

COMPAGNIES DE COLONISATION. — Leur constitution privilégiée. V. loi 26.

COMPIÈGNE (ville de) (Oise). — Emprunt de 727.000 francs. V. loi 14. — Emprunt de 190.000 francs et imposition extraordinaire (5 c. 5). V. loi 289.

CONGÈS. — MM. Roger, Ringot, Vissaguet, Delpech, Lesouëf, Monis, Barbey, Bouilliez, Théophile Roussel, Barbey, Calvet, Froment, Reymond, Ringot, Richard Waddington, Le Cour Grandmaison, Bisseuil, Chantemille, Gilbert Gaillard, Cordier, Huguet, Roussel (Théophile), Hamel, Pauliat, Roger, Leporché, Briens, Brothier, Danelle-Bernardin, Maxime Lecomte, Barrière, Pajot, Magnin, Froment, Spuller, Roger, Durand-Savoyat, Barthe (Marcel), Combes-cure, Brugnot, Frogier de Ponlevoy, Gomot, de Sal, Caduc, de Rozières, Diancourt, Huguet, Leporché, Fougeirol, Bérenger, Hamel, Legludic, Prevot, Roger, Freycinet (de), Leroux, Leporché, Leroux.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS. — Application de l'article 41 de la loi du 5 avril 1884. V. loi 152.

CONSTANS. Haute-Garonne. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des conventions de délimitation et de commerce signées à Pékin, le 20 juin 1895, entre la France et la Chine (J.O., p. 1096; F. 17). — Est nommé vice-président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. André Lavertujon, concernant la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation (J.O., p. 1799; F. 33). — Membre de Commissions (F. 16, 17, 32, 33, 45; J.O., p. 1035, 1096, 1738, 1799, 3213).

CONTRIBUTIONS DIRECTES et taxes y assimilées de l'exercice 1897. V. loi 318.

CONVENTIONS. — Entre l'État et la ville de Melun en vue de la création de nouvelles casernes. V. loi 17. — Approbation des conventions de délimitation et de commerce entre la France et la Chine. V. loi 81. — Avenant à la convention du 5 janvier 1889, annexée à la loi du 29 juillet 1889, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Dompierre-sur-Beสบre à la Palisse. V. loi 138. — Approbation de la convention passée, le 16 mars 1895, entre l'État et la Compagnie du Chemin de fer du Nord, pour l'exploitation du service maritime postal entre Calais et Douvres. V. loi 168. — Approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman. V. loi 280.

CORDELET. Sarthe. — Élu membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 9).

— Président de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet la protection de la santé publique, en remplacement de M. Berthelot, nommé Ministre (J.O., p. 336; F. 3). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du régime fiscal des successions, donations et ventes de meubles [9 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 663; I. 171). — Membre de Commissions (F. 3, 11, 45; J.O., p. 336, 744, 3213).

CORDIER. Inamovible. — Demande un congé [21 février] (J.O., c.r., p. 145) [25 février] (J.O., c.r., p. 152). — Membre d'une Commission (F. 57; J.O., p. 3741).

CORNIL: Allier. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [1^{er} juin] (A., t. II, p. 7; J.O., c.r., p. 420). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [19 juin] (A., t. II, p. 121; J.O., c.r., p. 514). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1035).

CORRÈZE. — Emprunt de 68.400 francs et imposition extraordinaire (0 c. 30). V. loi 86. — Emprunt de 20.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 120. — Emprunt de 6.040 francs et imposition extraordinaire (0 c. 03). V. loi 158. — Emprunt de 26.200 francs et imposition extraordinaire (0 c. 12). V. loi 203. — Imposition extraordinaire pour les dépenses des aliénés (1 c. 75). V. loi 212.

CORSE (Département). — Emprunt de 70.000 francs et imposition extraordinaire (1 c. 13) (Prison de Corte). V. loi 302.

COSTE. Yonne. — Membre de Commissions (F. 6, 11, 26; J.O., p. 511, 744, 1556).

COTES-DU-NORD (Département). — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 256.

CRÉDIT AGRICOLE et organisation de l'assurance. V. loi 19.

CRÉDITS.

Ministère des Colonies. — Ouverture, sur l'exercice 1895, d'un crédit extraordinaire de 4.500.000 francs pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam. V. loi 227.

Ministère de l'Intérieur. — Ouverture d'un crédit de 30.000 francs sur l'exercice 1896, pour venir en aide aux victimes de la catastrophe du puits Fontanes (Gard). V. loi 197. — Ouverture, sur l'exercice 1896, d'un crédit supplémentaire de 315.000 francs. V. loi 320.

Ministère des Finances. — Concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 48. — Avec modification par la Chambre, concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 155. — 1° Ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1895 et 1896; 2° ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 163. — Ouverture, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire au chapitre 26 du Ministère de la Guerre (Viande fraîche). V. loi 171. — 1° Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1895; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1896; 3° ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 239. — Ouverture, sur l'exercice 1896, de crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853). V. loi 309. — Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1896; ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; ouverture de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 321.

Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes. — Ouverture d'un crédit de 10.000 francs, sur l'exercice 1895, pour participation de l'État aux souscriptions publiques pour l'érection d'un monument à la mémoire de Louis Pasteur. V. loi 16. — Annulation d'un crédit de 100.000 francs sur le chapitre 54 et ouverture d'un crédit de même somme sur le chapitre 58. V. loi 58.

Ministère des Affaires étrangères. — Ouverture, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire d'un million de francs pour les dépenses de la France au couronnement de S. M. l'Empereur de Russie. V. loi 109.

Ministère de la Guerre. — Ouverture et annulation de crédits au titre du compte spécial de Madagascar. V. loi 169. — Ouverture, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire au chapitre 26 du budget du Ministère de la Guerre (Viande fraîche). V. loi 171.

Ministère de la Marine. — Ouverture d'un crédit extraordinaire de 2.462.401 francs pour l'armement pendant neuf mois, en supplément des prévisions budgétaires, de trois bâtiments de la division navale de l'Extrême-Orient et de deux bâtiments de la division navale de la Cochinchine. V. loi 57.

Ministère des Travaux publics. — Portant : 1° ratification du décret rendu le 27 décembre 1895, en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882, qui a ouvert au Ministre des Travaux publics, au titre du budget annexe du chemin de fer de l'État, pour l'exercice 1895, un crédit supplémentaire de 309.297 fr. 16; 2° annulation d'une somme de 165.000 francs sur le chapitre 68 (Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État) du budget du Ministre des Travaux publics pour l'exercice 1895. V. loi 252.

CREUSE. — Emprunt de 59.600 francs. V. loi 65.

CRIMES ET DÉLITS. — Publicité dans l'instruction préalable en matière de. V. loi 33. — Concernant la défense nationale. V. loi 324.

CUVINOT. Oise. — Élu membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 149). — Dépose le rapport : 1° sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 11 de la loi du 29 juin 1894 sur les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs; 2° sur la proposition de loi de M. de Ramel, modifiant l'article 12 de la même loi [30 juin] (A., t. II, p. 235; J.O., c.r., p. 603; I. 160). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 511).

DANELLE-BERNARDIN. Haute-Marne. — Demande un congé [20 mars] (J.O., c.r., p. 291). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à autoriser la concession à la Chambre de commerce de Dunkerque, l'établissement et l'exploitation de magasins publics sur les quais de ce port (J.O., p. 3871; F. 61). — Membre de Commissions (F. 16, 43, 60, 61; J.O., p. 1035, 3094, 3856; 3871).

DARBOT. Haute-Marne. — Dépose une proposition de loi portant modification à la loi du 31 juillet 1895 sur la police sanitaire des animaux [14 février] (A., t. I, p. 152; J.O., c.r., p. 126; I. 32) — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Darbot, portant modi-

fication à la loi du 31 juillet 1895 sur la police sanitaire des animaux [24 mars] (A., t. I, p. 375; J.O., c.r., p. 313; I. 87). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Présente sur l'article premier un amendement qui n'est pas adopté [22 juin] (A., t. II, p. 134; J.O., c.r., p. 521). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion de la prise en considération de la proposition de loi portant modification à la loi du 31 juillet 1895, sur la police sanitaire des animaux [2 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 622). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 60; J.O., p. 369, 1035, 3856).

DARLAN, député, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. — Donne lecture de la déclaration du Gouvernement [30 avril] (A., t. I, p. 485; J.O., c.r., p. 403). — Donne lecture du décret déclarant la session ordinaire close [11 juillet] (A., t. II, p. 360; J.O., c.r., p. 705).

DAUPHIN. Somme. — Est nommé rapporteur de la proposition de loi relative au régime des amidons et des glucoses (J.O., p. 1306; F. 21). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, relative au régime des amidons et des glucoses [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 245; I. 67). — Fait une rectification au procès-verbal. Parle sur le régime des amidons et des glucoses [26 mars] (A., t. I, p. 403; J.O., c.r., p. 336). — Membre de Commissions (F. 21, 26, 57; J.O., p. 1306, 1556, 3741).

DEANDREIS. Hérault. — Dépose, avec MM. Galtier et Combescuré, une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département de l'Hérault [20 janvier] (J.O., c.r., p. 11). — Dépose une pétition de la Chambre de commerce de Montpellier (Hérault) [30 janvier] (J.O., c.r., p. 46). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Dépose, avec plusieurs de ses collègues, un amendement sur l'article 13, qui n'est pas adopté [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 554). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juillet] (A., t. I, p. 312; J.O., c.r., p. 665). — Dépose une proposition de loi ayant pour objet de décider qu'aucune Faculté nouvelle ne pourra être créée que par une loi [11 juillet] (A., t. II, p. 326; J.O., c.r., p. 677; I. 179). — Membre de Commissions (F. 13, 43; J.O., p. 824, 3094).

DECAUVILLE (Paul). Seine-et-Oise. — Secrétaire de la 4^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 2381; F. 39). — Secrétaire de

la Commission des finances (J.O., p. 2354; F. 46). — Membre de Commissions (F. 38, 39, 44, 46; J.O., p. 2367, 2381, 3135, 3254).

DÉCÈS. — MM. Laubespain (comte de), sénateur de la Nièvre, Dietz-Monnin (inamovible), Charles Floquet (Seine), Benoist (Seine-et-Marne), Kiener (Vosges), Tézenas (Aube), Xavier Blanc (Hautes-Alpes), Jules Simon (inamovible), de Rozière (Lozère), Dethou (Yonne), Munier (Rhône), Brunon (Loire).

DÉCLARATION. — Faite par M. Demôle, au nom de MM. Le Royer, Franck Chauveau et au sien : Après la déclaration de M. le Président du Conseil à la Chambre des Députés, sur les droits que confère aux deux Chambres la loi constitutionnelle, en ce qui concerne la responsabilité ministérielle vis-à-vis du Sénat, il n'y a plus lieu de maintenir une interpellation annoncée, qui n'a plus de raison d'être et à laquelle l'attitude du Ministère a refusé d'avancer sa sanction constitutionnelle. Le Ministère entend gouverner sans le Sénat, il a cru pouvoir en appeler d'une Chambre à l'autre, il prétend que la responsabilité ministérielle ne peut être évoquée devant vous, nous protestons contre l'atteinte portée aux dispositions précises de la loi constitutionnelle ; nous entendons conserver intact le dépôt que la Constitution républicaine a remis entre nos mains ; nous affirmons de nouveau notre droit de contrôle et la responsabilité des Ministres devant les deux Chambres [21 février] (A., t. I, p. 175 ; J.O., c.r., p. 145).

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT lue par M. Darlan, *député, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [30 avril] (A., t. I, p. 485 ; J.O., c.r., p. 403).

DÉCORATIONS. — Accordées à l'occasion des Expositions internationales de Bordeaux et d'Amsterdam, du Centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène. V. loi 167.

DELLESTABLE. Corrèze. — Secrétaire provisoire du bureau [14 janvier] (A., t. I, p. 1 ; J.O., c.r., p. 1). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Tulle (Corrèze) ; le 2^e, à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir) [3 février] (A., t. I, p. 54 ; J.O., c.r., p. 47 ; Fa. 10, n^o 26, 27). — Est nommé secrétaire de la 2^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 1096 ; F. 17). — Est nommé secrétaire de la 3^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 1595 ; F. 27). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à

autoriser : le 1^{er}, le département du Cantal à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun ; le 2^e, le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 68.400 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 30) [23 mars] (A., t. I, p. 355 ; J.O., c.r., p. 296 ; Fa. 58, n^{os} 129, 130). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 6.040 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 03) [26 mars] (A., t. I, p. 410 ; J.O., c.r., p. 341 ; Fa. 68, n^o 142). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 16, 17, 26, 27, 38, 43 ; J.O., p. 369, 511, 1035, 1096, 1556, 1595, 2367, 3094).

DELOBEAU. Finistère. — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicable en matière de presse l'article 368 du Code d'instruction criminelle [23 mars] (A., t. I, p. 355 ; J.O., c.r., p. 296 ; I. 82). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 21, 31, 57 ; J.O., p. 369, 511, 1306, 1722, 3741).

DELPECH. Ariège. — Demande un congé [24 janvier] (J.O., c.r., p. 19). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi complémentaire portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères [27 février] (A., t. I, p. 185 ; J.O., c.r., p. 157). — Dépose, de concert avec M. Gervais Rousseau, un projet de résolution tendant à la révision intégrale des lois constitutionnelles [21 avril] (A., t. I, p. 460 ; J.O., c.r., p. 381 ; I. 110). — Prend part à la discussion. Retrait par ses auteurs de ce projet de résolution, qui est repris par M. Émile Labiche [30 avril] (A., t. I, p. 491 ; J.O., c.r., p. 408). — Membre de Commissions (F. 11, 26 ; J.O., p. 744, 1556).

DÉMANTÈLEMENT. — D'Antibes. V. loi 290. — D'Auxonne. V. loi 315.

DEMÔLE. Saône-et-Loire. — Élu membre de la Commission d'initiative de la Haute-Cour de Justice [20 janvier] (A., t. I, p. 7 ; J.O., c.r., p. 9). — Demande la mise à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à l'interdiction des coalitions dans les chemins de fer et dans les services publics de l'État [28 janvier] (A., t. I, p. 32 ; J.O., c.r., p. 29). — Est entendu dans la discussion de cette proposition de loi [4 février] (A., t. I, p. 78 ; J.O., c.r., p. 66) [14 février] (A., t. I, p. 141 ; J.O., c.r., p. 118). — Déclare qu'un certain nombre de ses collègues et lui se disposaient à déposer une demande d'interpellation sur l'interpréta-

tion que le Ministre entend donner à l'article 6 de la loi du 2 février 1875, relative à la responsabilité ministérielle devant les Chambres, mais en présence du vote émis par le Sénat, à la suite de la discussion de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Garde des Sceaux sur les chemins de fer du Sud, ce projet est ajourné, en attendant les résolutions que ce vote aura inspirées au Gouvernement [15 février] (A., t. I, p. 171; J.O., c.r., p. 142). — Fait, au nom de MM. Le Royer, Franck Chauveau et au sien, la déclaration suivante : Après les déclarations de M. le Président du Conseil à la Chambre des Députés sur les droits que confère à ces deux Chambres la loi constitutionnelle, en ce qui concerne les responsabilités ministérielles vis-à-vis du Sénat, il n'y a plus lieu de maintenir une interpellation annoncée, qui n'a plus de raison d'être et à laquelle l'attitude du Ministère a refusé d'avance sa sanction constitutionnelle. Le Ministère entend gouverner sans le Sénat; il prétend que la responsabilité ministérielle ne peut être évoquée devant vous, nous protestons contre l'atteinte portée aux dispositions précises de la loi constitutionnelle, nous entendons conserver intact le dépôt que la Constitution républicaine a remis entre nos mains; nous affirmons de nouveau notre droit de contrôle et la responsabilité des Ministres devant les deux Chambres [21 février] (A., t. I, p. 175; J.O., c.r., p. 145). — Dépose des pétitions des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 57 signatures de commerçants et habitants du Creusot, et 264 signatures de visiteurs de l'exposition de Bordeaux [5 mars] (J.O., c.r., p. 209). — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi relatif aux responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [20 mars] (A., t. I, p. 335; J.O., c.r., p. 283). — Présente et développe, avec plusieurs de ses collègues, un amendement sur l'article 2, qui est adopté [24 mars] (A., t. I, p. 379; J.O., c.r., p. 316). — Prend part à la discussion de la proposition de loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile. Présente, sur l'article 7, un amendement qui est renvoyé à la Commission [30 mars] (A., t. I, p. 420; J.O., c.r., p. 349). — La Commission n'ayant pas adopté cet amendement mis aux voix par M. le Président, est également repoussé par le Sénat [31 mars] (A., t. I, p. 436; J.O., c.r., p. 301). — Comme suite au vote de l'ordre du jour motivé qui a été adopté, à la suite de l'interpellation adressée au Gouvernement sur sa politique extérieure, propose au Sénat de lever la séance et de s'ajourner au 21 avril [3 avril] (A., t. I, p. 435; J.O., c.r., p. 377). — Dépose, au nom de MM. Franck Chauveau, Barbey et au sien, un projet de résolution

tendant à l'ajournement du vote des crédits de Madagascar, pour la solde et la relève des troupes, présentés par le Gouvernement, jusqu'au remplacement du Ministère actuel, qui ne possède plus sa confiance [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [4 juin] (A., t. II, p. 16; J.O., c.r., p. 427). Dépose une pétition de plusieurs propriétaires-éleveurs et fermiers de diverses communes du département de Saône-et-Loire [18 juin] (J.O., c.r., p. 505). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [29 juin] (A., t. II, p. 222; J.O., c.r., p. 597). — Membre de Commissions (F. 6, 26, 31; J.O., p. 511, 1556, 1722).

DEMOULINS DE RIOLS. Landes. — Membre de Commissions (F. 38, 60; J.O., p. 2367, 3856).

DENOIX. Dordogne. — Rapport de M. Dufoussat sur son élection. Est proclamé sénateur [23 avril] (A., t. I, p. 467; J.O., c.r., p. 389).

DENORMANDIE. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Thézard, relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière (J.O., p. 744; F. 11). — Président de la 4^e Commission des pétitions (J.O., p. 2440; F. 40). — Membre de Commissions (F. 11, 38, 40; J.O., p. 744, 2367, 2440).

DÉPREZ (André). Pas-de-Calais. — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi sur la réforme des boissons [11 juin] (A., t. II, p. 34; J.O., c.r., p. 442). — Membre d'une Commission (F. 11; J.O., p. 744).

DESCHANEL. Inamovible. — Membre de Commissions (F. 43, 57; J.O., p. 3094, 3741).

DESMONS. Gard. — Fait une rectification au procès-verbal [3 février] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 47). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1035).

DETHOU. Yonne. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [22 juin] (A., t. II, p. 132; J.O., c.r., p. 519).

DEVELLE. Meuse. — Élu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [24 janvier] (A., t. I, p. 12,

J.O., c.r., p. 14). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Darbot, portant modification de la loi du 3 juillet 1895 sur la police sanitaire des animaux (J.O., p. 3871; F. 61). — Membre de Commissions (F. 6, 18, 38, 45, 60, 61; J.O., p. 511, 1130, 2367, 3213, 3856, 3871).

DEVÈS (Paul). Cantal. — Dépose un rapport supplémentaire sur une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil (Divorce) [1^{er} juin] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 419; I. 119). — Est entendu dans la discussion de cette proposition de loi [3 juillet] (A., t. II, p. 266; J.O., c.r., p. 630) [9 juillet] (A., t. II, p. 310; J.O., c.r., p. 663). — Membre de Commissions (F. 26, 33, 38, 57; J.O., p. 1556, 1799, 2367, 3741).

DIANCOURT. Marne. — Dépose le rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 11 et à compléter l'article 5 de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché [19 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 265; I. 74). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi [23 mars] (A., t. I, p. 357; J.O., c.r., p. 298). — Demande un congé [4 juin] (J.O., c.r., p. 426). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au commerce de brocanteur (J.O., p. 3782; F. 58). — Membre de Commissions (F. 57, 58; J.O., p. 3741, 3782).

DIETZ-MONIN. Inamovible. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 janvier] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 2).

DIJON (Ville de). — Emprunt de 172.000 francs (Conversion d'emprunts). V. loi 317.

DIVORCE. — Modification de l'article 310 du Code civil. V. loi 121.

DOMAINES CONGÉABLES. — Modification de la loi du 6 août 1791 sur les. V. loi 172.

DORDOGNE (département de la). — A été désigné par le sort pour élire un sénateur en remplacement de M. Dietz-Monnin, sénateur inamovible, décédé [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8). — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 257.

DOUANES. — Établissement d'un droit d'entrée sur le plomb, ses

minerais enrichis et ses dérivés divers. V. loi 195. — Relèvement des droits sur les tabacs importés en Algérie. V. loi 292.

DOUARNENEZ (Finistère). — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 102.

DOUBS. — Imposition extraordinaire (0 fr. 03). V. loi 194.

DOUMER, député, Ministre des Finances. — Demande au Sénat de vouloir bien siéger exceptionnellement samedi prochain, afin de pouvoir commencer sans retard la discussion du projet de loi concernant l'emprunt du Tonkin et de l'Annam [6 février] (A., t. I, p. 93; J.O., c.r., p. 78). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois : le 1^{er}, portant régularisation de décrets rendus en Conseil d'État, l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895, l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes; le 2^e, ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics [8 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 84, 90). — Proteste contre l'attitude et le langage tenu par M. Monis à l'égard du Gouvernement, en dénonçant le péril de l'invasion de la politique dans la justice en voyant des magistrats fournir des documents inexacts à un Ministère [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 117). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfiques [27 février] (A., t. I, p. 200; J.O., c.r., p. 161). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'admettre aux conditions de la législation en vigueur, au jour de leur embarquement, les grains étrangers embarqués directement pour un port français antérieurement au 28 novembre 1886 [5 mars] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 206). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Tours à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [31 mars] (A., t. I, p. 428; J.O., c.r., p. 355).

DROITS ÉLECTORAUX. — Modification du paragraphe 8 de l'article 15 du décret du 21 février 1852, concernant les officiers ministériels destitués. V. loi 198.

DROME. — Emprunt de 970.000 francs et imposition extraordinaire.

V. loi 64. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale.
 V. loi 267. — Emprunt de 100.000 francs (Pont suspendu de Valence sur le Rhône). V. loi 285.

DROUHET (Théodore). La Réunion. — Membre d'une Commission (F. 16; p. 1035).

DRUMEL (Ernest). Ardennes. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Thézard, relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière (J.O., p. 744; F. 11). — Dépose et donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département de l'Aisne d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Mézières-sur-Oise à Vendeuil [28 février] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 169; I. 43). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la publicité du mariage par la mention en marge de l'acte de naissance (J.O., p. 1377; F. 22). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention passée, le 16 mai 1895, entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Nord, pour l'exploitation du service maritime postal entre Calais et Douvres [30 avril] (A., t. I, p. 492; J.O., c.r., p. 408; I. 117) — Demande, comme rapporteur, la déclaration de l'urgence dans la discussion de ce projet de loi [11 juin] (A., t. II, p. 25; J.O., c.r., p. 435). — Membre de Commissions (F. 6, 11, 13, 21, 22, 26, 43. 60; J.O., p. 511, 744, 824, 1306, 1177, 1556, 3094, 3856).

DUCHESNE-FOURNET. Calvados. — Dépose, de concert avec M. Turgis, une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département du Calvados [24 mars] (J.O., c.r., p. 328). — Dépose, de concert avec M. Turgis, une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département du Calvados [11 juin] (J.O., c.r., p. 446). — Membre de Commissions (F. 32, 57; J.O., p. 1738, 3741).

DUFAY. Loir-et-Cher. — Membre d'une Commission (F. 43; J.O., p. 3094).

DUFOUSSAT. Creuse. — Est nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux habitations ouvrières, en remplacement de

M. Gaudy, décédé (J.O., p. 1246; F. 19). — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur l'élection de M. Denoix, du département de la Dordogne [23 avril] (A., t. I, p. 467; J.O., c.r., p. 389). — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Joseph Fabre sur le fonctionnement parlementaire en temps de guerre, en remplacement de M. Charles Floquet, décédé (J.O., p. 3719; F. 56). — Nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi sur le secret des lettres (J.O., p. 3871; F. 61). — Dépose les rapports sur neuf projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite : le 1^{er}, le département de la Nièvre; le 2^e, le département des Hautes-Pyrénées; le 3^e, le département de la Sarthe; le 4^e, le département de l'Ardèche; le 5^e, le département de la Drôme; le 6^e, le département des Landes; le 7^e, le département de la Haute-Loire; le 8^e, le département de l'Orne; le 9^e, le département du Tarn [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 130, 131, nos 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325). — Des rapports sur treize projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Tarn à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Dépenses d'intérêt départemental; le 2^e, le département de l'Allier à contracter un emprunt de 500.000 francs (Asile d'aliénés de Sainte-Catherine); le 3^e, le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement; le 4^e, le département des Basses-Alpes à s'imposer extraordinairement (1 c. 50) (Chemins de fer d'intérêt local); le 5^e, le département de la Corse à contracter un emprunt de 70.000 francs et à s'imposer extraordinairement (1 c. 3) (Prison de Corte); le 6^e, le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement (0 c. 30) (Chemins vicinaux de grande communication); le 7^e, le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03) (Chemins vicinaux de grande communication); le 8^e, le département des Landes à s'imposer extraordinairement (0 fr. 05) (Chemins vicinaux); le 9^e, le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement (1 c. 70) (Réseau de tramways départementaux); le 10^e, le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement (1 c. 66) (Chemins vicinaux d'intérêt commun); le 11^e, le département de la Somme à s'imposer extraordinairement (4 c. 84) (Chemins de fer d'intérêt local); le 12^e, le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement (1 c. 50); le 13^e, le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement (Cantonniers des routes départementales, passages d'eaux départementaux [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 670; Fa. 139, 140, 141, 142, nos 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362). — Membre de Commissions (F. 4, 6,

16, 20, 32, 33, 43, 56, 57, 60, 61; J.O., p. 369, 511, 1035, 1246, 1738, 1799, 3094, 3717, 3741, 3856, 3871).

DULAG. Saône-et-Loire.— Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, la ville de Chartres (Eure-et-Loir) à emprunter une somme de 1.502.500 fr.; le 2^e, la création de surtaxes à l'octroi d'Épernay (Marne) [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; Fa. 2, n^{os} 5, 6). — Président de la 1^{re} Commission d'intérêt local (J.O., p. 464; F. 6). — Dépose les rapports sur cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Landévenec (Finistère); le 2^e, à l'octroi de Saint-Léonard (Haute-Vienne); le 3^e, à l'octroi de Saint-Quentin (Aisne); le 4^e, à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Savoie); le 5^e, à l'octroi de Clamecy (Nièvre) [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 11, 12, n^o 28, 29, 30, 31, 32). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi des Échelles (Savoie); le 2^e, à l'octroi de la Seyne (Var); le 3^e, à l'octroi de Neufchâteau (Vosges); le 4^e, à l'octroi de Tréboul (Finistère) [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59; Fa. 13, n^{os} 33, 34, 35, 36). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi d'Yvetot (Seine-Inférieure); le 2^e, à l'octroi de Saint-Raphaël (Var); le 3^e, à l'octroi de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 27, n^{os} 48, 49, 50). — Dépose cinq rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Château-Gontier (Mayenne); le 2^e, à l'octroi de Cassel (Nord); le 3^e, à l'octroi de Lambezellec (Finistère); le 4^e, à l'octroi de Saint-Amand (Nord); le 5^e, à l'octroi de Rumilly (Haute-Savoie) [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 81; Fa. 20, n^{os} 53, 54, 55, 56, 57). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, la ville d'Orléans (Loiret) à changer l'affectation d'une imposition extraordinaire; le 2^e, le département de la Creuse à contracter un emprunt de 59.600 francs [11 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 112; Fa. 25, n^{os} 69, 70). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser le département de la Nièvre à contracter un emprunt de 84.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 11); le 2^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi du Havre (Seine-Inférieure) [14 février] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 115; Fa. 30, n^{os} 79, 80). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à autoriser le département de l'Hérault à

contracter un emprunt de 169.031 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 17); le 2^e, à approuver un engagement de la ville de Nantes (Loire-Inférieure) [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 150; Fa. 31, n^{os} 81, 82). — Président de la 2^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 1096; F. 17). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Jura à contracter un emprunt de 3.530.000 francs et à s'imposer extraordinairement [28 février] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 181; Fa. 34, n^o 86). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de l'Hérault à contracter un emprunt de 3.575.000 francs et à s'imposer extraordinairement (3 c. 20); le 2^e, le département du Calvados à contracter deux emprunts de 112.700 francs et de 450.800 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 50); le 3^e, le département de la Haute-Savoie à contracter un emprunt pour les chemins vicinaux [2 mars] (A., t. I, p. 232; J.O., c.r., p. 194; Fa. 37, 39, n^{os} 93, 94, 97). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, la ville de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) à contracter un emprunt de 602.500 fr.; le 2^e, le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt de 41.500 francs [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212; Fa. 45, n^{os} 106, 107). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt de 34.615 francs; le 2^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Douarnenez (Finistère) [10 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 227; Fa. 49, n^{os} 115, 116). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de l'Aude à contracter des emprunts de 170.000 francs et de 90.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 63); le 2^e, le département de la Savoie à contracter un emprunt de 38.500 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 18); le 3^e, le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt de 120.000 francs [13 mars] (A., t. I, p. 292; J.O., c.r., p. 243; Fa. 51, n^o 119, 120). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de la Lozère à contracter un emprunt de 32.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 21); le 2^e, le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt de 46.800 francs [16 mars] (A., t. I, p. 297; J.O., c.r., p. 246; Fa. 52, n^{os} 121, 122). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à approuver un engagement de la ville de Nîmes (Gard); le 2^e, à autoriser le département de la Manche à

contracter un emprunt de 71.700 francs [19 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 265; Fa. 55, n^{os} 125, 126). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de la Drôme à contracter un emprunt de 970.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, la ville de Tours (Indre-et-Loire) à emprunter une somme de 10.053.740 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 20); le 3^e, la ville d'Annecy (Haute-Savoie) à emprunter une somme de 232.500 francs [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 318; Fa. 61, 62, n^{os} 133, 134, 135). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Guipavas, canton de Landerneau, arrondissement de Brest (Finistère), la section de Rélecq pour l'ériger en commune distincte [26 mars] (A., t. I, p. 401; J.O., c.r., p. 334; Fa. 65, n^o 138). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Châteaulin (Finistère); le 2^e, à l'octroi de Saint-Marcellin (Isère); le 3^e, à l'octroi du Faou (Finistère) [27 mars] (A., t. I, p. 416; J.O., c.r., p. 346; Fa. 70; n^{os} 144, 145, 146). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Reims (Marne) à emprunter une somme de 480.000 francs et à s'imposer extraordinairement [31 mars] (A., t. I, p. 436; J.O., c.r., p. 361; Fa. 71, n^o 147). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à autoriser le département de l'Ain à contracter un emprunt de 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, à autoriser le département de l'Allier à contracter un emprunt de 120.000 francs; le 3^e, à autoriser le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt de 300.000 francs. Demande la déclaration de l'urgence et donne lecture de ces rapports [24 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 395; Fa. 75, n^{os} 158, 159, 160). — Président de la 4^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 2381; F. 39). — Dépose les rapports sur six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 02) (Service des enfants assistés); le 2^e, la ville de Blois (Loir-et-Cher) à emprunter une somme de 2.400.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 3^e, la ville de Blida (département d'Alger) à emprunter une somme de 22.540 francs; le 4^e, le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03) (Chemins vicinaux à subventionner); le 5^e, le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Chemins vicinaux de grande communication — nouveau réseau); le 6^e, le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Chemins vicinaux de grande communication) [15 juin] (A., t. II,

p. 64; J.O., c.r., p. 466; Fa. 81, 82, n° 174, 175, 176, 177, 178, 179). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Catellou (canton du Cateau, arrondissement de Cambrai, département du Nord) les hameaux du Rejet-de-Beaulieu, de la Louvière, du Petit-Cambrésis et de la Laurette pour les ériger en commune distincte sous le nom de Rejet-de-Beaulieu [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477; Fa. 83, n° 180). — Dépose les rapports sur cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1^{er}, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la section de Limousis, commune d'Estables (Lozère); le 2^e, tendant à autoriser le département du Doubs à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03); le 3^e, tendant à approuver un engagement pris par la ville de Bordeaux (Gironde); le 4^e, relatif à un échange de terrains boisés entre l'État et M. le comte de Greffulhe; le 5^e, ayant pour objet d'approuver un échange de terrains entre l'État et la Société anonyme des produits chimiques et soudière de la Meurthe [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553, Fa. 102, 103, n°s 227, 228, 229, 230, 231). — Dépose les rapports sur sept projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1^{er}, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Bolbec (Seine-Inférieure); le 2^e, tendant à autoriser le département de Lot-et-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, tendant à autoriser le département de la Somme à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 4^e, tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 5^e, tendant à autoriser le département du Var à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 6^e, tendant à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 7^e, tendant à autoriser le département de Vaucluse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 585; Fa. 107, 109, 110, n°s 238, 243, 244, 245, 246, 247, 248). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser: le 1^{er}, le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01); le 2^e, le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03); le 3^e, le département de la Manche à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01); le 4^e, la prorogation de surtaxes à l'octroi de Mayenne (Mayenne) [2 juillet] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 617; Fa. 112, n°s 252, 253, 254, 255). — Dépose les rapports sur quatre projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser: le 1^{er}, le département de

la Nièvre à s'imposer extraordinairement (2 c. 50); le 2^e, la ville de Voiron (Isère) à emprunter une somme de 50.000 francs et à s'imposer extraordinairement (2 c. 50); le 3^e, le département du Nord à s'imposer extraordinairement (0 c. 88); le 4^e, le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 318.408 francs et à s'imposer extraordinairement (1 c. 37) [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 120, nos 282, 283, 284, 285). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03); le 2^e, le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement (0 c. 80); le 3^e, le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement (0 fr. 04) [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 129; nos 314, 315, 316). — Dépose les rapports sur cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département du Cher à s'imposer extraordinairement (0 c. 50); le 2^e, le département de la Charente à modifier l'affectation d'une imposition extraordinaire autorisée par la loi du 20 juillet 1891; le 3^e, le département des Vosges à s'imposer extraordinairement (0 c. 28) pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication; le 4^e, le département du Loiret à s'imposer extraordinairement (8 c. 50); le 5^e, le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement (0 fr. 04) pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun [9 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 663; Fa. 132, nos 326, 327, 328, 329, 330). — Dépose les rapports sur six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de la Vendée à contracter un emprunt de 88.500 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 18); le 2^e, la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 222.500 francs et à s'imposer extraordinairement; le 3^e, la ville de Brive (Corrèze) à emprunter une somme de 150.000 francs; le 4^e, le département de la Somme à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01); le 5^e, le département du Tarn à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Maisons d'école); le 6^e, la ville de Compiègne (Oise) à emprunter une somme de 190.000 francs et à s'imposer extraordinairement [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 668; Fa. 136, 137, n° 342, 343, 344, 345, 346, 347). — Dépose les rapports sur huit projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, la ville de Perpignan (Pyrénées-Orientales) à changer l'affectation de fonds d'emprunt; le 2^e, la ville de Poitiers (Vienne) à emprunter une somme de 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 05); le 3^e, la ville de Dijon (Côte-d'Or) à emprunter une somme de 172.500 francs (Conversion d'emprunt); le 4^e, la ville de Saint-Omer (Pas-de-Calais) à contracter un emprunt de 222.000 fr. ;

le 5^e, le démantèlement d'Auxonne (Côte-d'Or); le 6^e, le démantèlement d'Antibes (Alpes-Maritimes); le 7^e, le département de la Manche à modifier l'affectation d'une imposition extraordinaire; le 8^e, le département de la Drôme à contracter un emprunt de 100.000 francs (Pont suspendu de Valence sur le Rhône) [11 juillet] (A., t. II, p. 324; J.O., c.r., p. 676; Fa. 145, 146, n^{os} 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 16, 17, 26, 31, 38, 39, 43, 48, 57; J.O., p. 369, 464, 1035, 1096, 1556, 1722, 2367, 2381, 3094, 3327, 3741).

DUMON. Inamovible. — Dépose le rapport et en donne lecture, sur l'élection de M. Barodet, dans le département de la Seine [23 avril] (A., t. I, p. 467; J.O., c.r., p. 389).

DUNKERQUE. — Concession à la Chambre de commerce de l'établissement et de l'exploitation de magasins publics sur les terre-pleins des quais de ce port. V. loi 224.

DUPUY (Jean). Hautes-Pyrénées. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [4 février] (A., t. I, p. 85; J.O., c.r., p. 72). — Dépose le rapport supplémentaire sur : 1^o la proposition de loi de M. Constans et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et de délits; 2^o le projet de loi ayant pour objet d'introduire le débat contradictoire et certains éléments de publicité dans l'instruction préalable en matière de crimes et de délits [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 318; I. 90). — Membre d'une Commission (F. 45; J.O., p. 3213).

DURAND. Lot-et-Garonne. — Secrétaire de la 6^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 3782; F. 58). — Membre de Commissions (F. 16, 26, 38, 57, 58; J.O., p. 1035, 1556, 2367, 3741, 3782).

DURAND-SAVOYAT (Émile). Isère. — Elu Secrétaire [16 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Dépose le rapport sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce; 2^o la proposition de loi de M. Emile Durand-Savoizat et plusieurs de ses collègues, relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures [25 février] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 149; I. 35). — Est entendu dans la discussion de ces deux propositions de lois [9 mars] (A., t. I, p. 258; J.O., c.r., p. 215)

[26 mars] (A., t. I, p. 406; J.O., c.r., p. 338). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [29 juin] (A., t. II, p. 221; J.O., c.r., p. 591).

DUSOLIER, Dordogne. — Elu membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [20 janvier] (A. t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 9). — Membre de Commissions (F. 4, 38; J.O., p. 369, 2367).

DUTREIL (Paul), Mayenne. — Fait une rectification au procès-verbal [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 211). — Membre d'une Commission (F. 32; J.O., p. 1738).

ÉCHANGE. — Entre l'État et la Société anonyme des produits chimiques et soudière de la Meurthe. V. loi 187. — De terrains boisés entre l'État et M. le comte Greffulhe. V. loi 219.

ÉCHELLES (Savoie). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 60.

ELBEUF (Seine-Inférieure). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 88.

ÉLECTION. — Modification à la loi du 2 août 1875 (Élection des Sénateurs). V. loi 132.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES. — MM. Maillé (comte de) (Maine-et-Loire), Bayol (Var), Le Provost de Launay (Côtes-du-Nord), Rousseau (Gervais) (Creuse), Fougérol (Ardèche), Hérisson (Nièvre), Denoix (Dordogne), Barodet (Seine), Bastide (Seine-et-Marne), Rambourgt (Aube), Parisot (Vosges).

EMBRUN (Hautes-Alpes). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 40.

ÉPERNAY (Marne). — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 28.

ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (général comte), Loire-Inférieure. — Dépose une pétition, de concert avec M. le baron de Larcinty, de 149 inscrits maritimes des communes suivantes : Courcron, Pellerin, Saint-Nazaire, Mesquer, Nantes, Noirmoutier, Redon, Donges, Basse-Indre et Haute-Indre (Loire-Inférieure) [11 juillet] (J.O., c.r., p. 672).

ÉTAT CIVIL DES FEMMES majeures jouissant de leurs droits civiques, réclamant le droit d'être témoins dans les actes de. V. loi 56.

ÉVIAN-LES-BAINS (ville d') (Haute-Savoie). — Emprunt de 1 million 18.638 francs et imposition extraordinaire (60 c. 50). V. loi 218.

EXPLOITATION. — Entretien et exploitation de communications télégraphiques entre la France, l'Amérique du Nord et les Antilles. V. loi 129.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900. V. loi 145.

FABRE (Joseph). Aveyron. — Fait une rectification au procès-verbal [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 211) [11 juin] (A., t. II, p. 25; J.O., c.r., p. 435). — Membre d'une Commission (F. 57; J.O., p. 3741).

FACULTÉ. — Il ne pourra être créé aucune Faculté nouvelle que par une loi. V. loi 323.

FALLIÈRES. Lot-et-Garonne. — Membre de Commissions (F. 38, 43, 57; J.O., p. 2367, 3094, 3741).

FAOU (Finistère). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 149.

FARINOLE. Corse. — Membre de Commissions (F. 26, 43; J.O., p. 1556, 3094).

FAYARD. Drôme. — Membre d'une Commission (F. 38; J.O., p. 2367).

FAYE. Lot-et-Garonne. — Est entendu dans la discussion de la question adressée par M. Le Provost de Launay, à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, transformée en interpellation par M. Combes, relative aux sommes qui ont été engagées pour dépenses de constructions scolaires à titre de subvention de l'État [4 juin] (A., t. II, p. 14; J.O., c.r., p. 425). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juin] (A., t. II, p. 22; J.O., c.r., p. 433). — Prend part, comme président de la Commission, à la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [18 juin] (A., t. II, p. 96; J.O., c.r., p. 498) [29 juin] (A., t. II, p. 222; J.O., c.r., p. 593) [2 juillet] (A., t. II, p. 253; J.O., c.r., p. 622) [3 juillet] (A., t. II, p. 266; J.O., c.r., p. 629). — Membre de Commissions (F. 6, 11, 45; J.O., p. 511, 744, 3213).

FÉCAMP (Seine-Inférieure). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 94.

FEMME MAJEURE jouissant de ses droits civiques, réclame le droit d'être témoin dans les actes de l'état civil. V. loi 56.

FEMME MARIÉE. — 1° Assurer la libre disposition des fruits de son travail; 2° Protection contre certains abus de la puissance maritale. V. loi 113.

FÈRE (La) (Aisne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 7. — Prorogation des surtaxes perçues à son octroi. V. loi 101.

FINISTÈRE. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 200.

FLEURY (Paul). Orne. — Est entendu dans la discussion générale de la réforme des boissons [11 juin] (A., t. II, p. 29; J.O., c.r., p. 436) — Membre de Commissions (F. 26, 33; J.O., p. 1556, 1799).

FLOQUET. Seine. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [20 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8).

FOLLIET. Haute-Savoie. — Secrétaire de la Commission relative à la remise aux départements de l'entretien et de la construction des routes nationales (Budget de 1896) (J.O., p. 544; F. 7). — Secrétaire de la 4^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 2381; F. 39). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente sur l'article 13 un amendement qui n'est pas adopté [25 juin] (A. t. II, p. 183; J.O., c.r., p. 561). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 7, 38, 39, 57; J.O., p. 369, 511, 544, 2367, 2381, 3741).

FOREST (Charles). Savoie. — Membre de Commissions (F. 32, 38, 43, 57; J.O., p. 1738, 2367, 3094, 3741).

FOUGEIROL. Ardèche. — Rapport de M. Francoz sur son élection. En donne lecture [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 262). — Est proclamé sénateur [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296). — Demande un congé [15 juin] (J.O., c.r., p. 475).

FOUSSET. Loiret. — Membre de Commissions (F. 38, 45, 60; J.O., p. 2367, 3213, 3856).

FRANCOZ. Haute-Savoie. — Secrétaire de la 3^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1096; F. 17). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicable en matière de presse l'article 368 du Code d'instruction criminelle (J.O., p. 1377; F. 22). — Dépose le rapport sur l'élection sénatoriale du département de l'Ardèche [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 251). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur l'élection de M. Fougeirol, dans le département de l'Ardèche [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 262). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (J.O., p. 1799; F. 33). — Membre de Commissions (F. 16, 17, 21, 22, 26, 32, 33; J.O., p. 1035, 1096, 1306, 1177, 1556, 1738, 1799).

FRAUDE. — Sa répression dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine. V. loi 147.

FRÉCHET-AURE (commune de) (Hautes-Pyrénées). — Imposition extraordinaire et d'office sur cette commune. V. loi 133.

FREYCINET (de). Seine. — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'Exposition universelle de 1900 (J.O., p. 1739; F. 32). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Lavertujon, concernant la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation (J.O., p. 1799; F. 33). — Président de la Commission de l'armée (J.O., p. 3254; F. 46). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A. t. II, p. 54; J.O., c.r., p. 457). — Demande un congé [6 juillet] (J.O., c.r., p. 642). — Membre de Commissions (F. 6, 31, 32, 33, 43, 46; J.O., p. 511, 1722, 1738, 1739, 1799, 3094, 3254).

FROMENT. Somme. — Demande un [congé [4 février] (J.O., c.r., p. 74) [23 avril] (J.O., c.r., p. 392). — Membre d'une Commission (F. 26; J.O., p. 1556).

FRUCHIER. Basses-Alpes. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux Sociétés coopératives de production, de crédit et de

consommation et sur le contrat de participation aux bénéfiques [2 mars] (A., t. I, p. 228; J.O., c.r. p. 188).

FUNÉRAILLES. — Célébration, aux frais de l'État, des funérailles de M. Jules Simon. V. loi 196.

GADAUD (Antoine). Dordogne. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, modifiant les lois des 18 mars 1889 et 25 juillet 1893 relatives au rengagement des sous-officiers, ainsi que la loi du 17 décembre 1892 relative à l'augmentation du nombre des décorations accordées aux armées de terre et de mer; la loi des cadres du 25 juillet 1893; le 2^e, relatif au mode de nomination aux emplois réservés aux sous-officiers rengagés par la loi du 12 mars 1889 [15 juin] (A., t. II, p. 75; J.O., c.r., p. 475; I. 138, 139). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, à Lyon, entre la gare de Saint-Jean et la place de Fourvière, d'un embranchement du chemin de fer funiculaire d'intérêt local de Lyon au faubourg Saint-Just [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477; I. 140). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement de la section de chemin de fer d'Orange au Buis, comprise entre Vaison et le Buis [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; I. 151). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi relatif à la constitution des Universités [6 juillet] (A., t. II, p. 273; J.O., c.r., p. 634). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 18, 26, 27, 32, 45, 57, 60; J.O., p. 369, 511, 1130, 1556, 1595, 1738, 3213, 3229, 3741, 3856).

GAILLARD (Gilbert). Puy-de-Dôme. — Demande un congé [14 février] (J.O., c.r., p. 126). — Membre de Commissions (F. 4, 38, 57; J.O., p. 369, 2367, 3741).

GAILLY. Ardennes. — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur l'élection de M. Le Provost de Launay dans le département des Côtes-du-Nord [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189). — Membre de Commissions (F. 16, 31; J.O., p. 1035, 1722).

GALTIER. Hérault. — Dépose, de concert avec MM. Combescure et Deandreis, une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département de l'Hérault [20 janvier] (J.O., c.r., p. 11). — Fait une rectification au procès-verbal [3 février] (A., t. I, p. 53;

J.O., c.r., p. 47). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [25 juin] (A., t. II, p. 183; J.O., c.r., p. 561). — Présente et développe, sur l'article 37, un amendement qu'il ne maintient pas [30 juin] (A., t. II, p. 239; J.O., c.r., p. 606). — Membre de Commissions (F. 38, 57; J.O., p. 2367, 3741).

GAP (Hautes-Alpes). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 39.

GARD. — Emprunts pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 118.

GARONNE (Haute). — Emprunt de 400.000 francs. V. loi 117. — Déclaration d'utilité publique, dans les départements de la Haute-Garonne et du Gers, d'un chemin, de fer d'intérêt local à voie étroite, de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse. V. loi 123. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 258.

GARRAN DE BALZAN. Deux-Sèvres. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [20 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à l'interdiction des coalitions dans les chemins de fer et dans les services publics de l'État [14 février] (A., t. I, p. 141; J.O., c.r., p. 118).

GARRISSON. Tarn-et-Garonne. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [1^{er} juin] (A., t. II, p. 7; J.O., c.r., p. 420).

GAUTHIER. Aude. — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Calvet et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la représentation officielle de l'agriculture par des chambres départementales et par un conseil supérieur électif (J.O., p. 2381; F. 39). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des boissons [16 juin] (A., t. II, p. 88; J.O., c.r., p. 486) [23 juin] (A., t. II, p. 158; J.O., c.r., p. 541) [29 juin] (A., t. II, p. 226; J.O., c.r., p. 595). — Membre de Commissions (F. 38, 39; J.O., p. 2367, 2381).

GAYOT (Émile). Aube. — Élu Questeur [16 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Bourguignons (Aube) [28 janvier] (J.O., c.r., p. 30). — Dépose une pétition des propriétaires et vigneronniers des communes de Pargues et Vaudes (Aube) [14 février] (J.O., c.r., p. 127). —

Dépose une pétition d'un grand nombre d'habitants des communes de Bréviandes, Chenegy, Courteron, Channes et Marolles-les-Bailly (Aube) [21 février] (J.O., c.r., p. 146). — Dépose une pétition d'un certain nombre de propriétaires de vignes et vigneronns de diverses communes du département de l'Aube [16 mars] (J.O., c.r., p. 248). — Dépose des pétitions d'un certain nombre d'habitants des communes de Courtenot, Virey-sous-Bar et Vitry-le-Croisé (Aube) [20 mars] (J.O., c.r., p. 292). — Dépose une pétition des propriétaires et vigneronns de la ville de Bar-sur-Seine (Aube) [23 mars] (J.O., c.r., p. 310). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la ville d'Arcis-sur-Aube (Aube) [31 mars] (J.O., c.r., p. 362). — Dépose des pétitions d'un grand nombre de propriétaires de vignes et vigneronns des communes de Gyé-sur-Seine, Bourguignons et Chervey (Aube) [3 avril] (J.O., c.r., p. 377). — Dépose une pétition d'un certain nombre de propriétaires de vignes et vigneronns de la commune des Riceys (Aube) [1^{er} juin] (J.O., c.r., p. 420).

GÉRENTE (Paul). Alger. — Secrétaire provisoire [14 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Membre d'une Commission (F. 57; J.O., p. 3741).

GERS. — Le tirage au sort a désigné le département pour élire un sénateur en remplacement de M. Jules Simon, sénateur inamovible, décédé [15 juin] (A., t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 465).

GÉRY-LEGRAND. Nord. — Présente et développe une disposition additionnelle, qu'il ne maintient pas, sur quelques observations de M. le Rapporteur dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [4 février] (A., t. I, p. 88; J.O., c.r., p. 74). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution tendant à l'ajournement du vote des crédits pour la solde et la relève des troupes de Madagascar, jusqu'au remplacement du Ministère au pouvoir [21 avril] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 382).

GIRARD (Alfred). Nord. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire la coalition dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer. Présente un article additionnel qui n'est pas pris en considération [14 février] (A., t. I, p. 142; J.O., c.r., p. 127).

GIRARD (Théodore). Deux-Sevres. — Demande le renvoi de la discus-

sion du projet de loi relatif à la tenue d'audiences foraines, son intention étant d'intervenir dans la discussion [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la tenue, par les juges de paix, d'audiences foraines [5 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 197). — Dépose une pétition de M. Albert Bouchou, demeurant à Royan (Charente-Inférieure) [16 mars] (J.O., c.r., p. 248). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Jules Godin et plusieurs de ses collègues, sur la compétence des juges de paix (J.O., p. 1595; F. 27). — Nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le paragraphe 8 de l'article 15 du décret du 21 février 1852, qui prive de leurs droits électoraux les officiers ministériels destitués (J.O., p. 3799; F. 59). — Membre de Commissions (F. 21, 26, 27, 57, 59; J.O., p. 1306, 1556, 1595, 3741, 3799).

GIRAULT. Cher. — Fait une rectification au procès-verbal [21 février] (A., t. I, p. 175; J.O., c.r., p. 145). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées [11 juillet] (A., t. II, p. 331; J.O., c.r., p. 681).

GIRONDE. — Emprunt de 100.000 francs. V. loi 3.

GODIN (Jules). Inde. — Elu Secrétaire [16 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Dépose une proposition de loi sur la compétence des juges de paix [8 février] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 81; I. 22). — Demande le renvoi de la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil, en attendant l'impression et la distribution du nouveau texte adopté par la Commission [10 mars] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 229). — Est nommé secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'unification des soldes aux colonies (J.O., p. 1595; F. 27). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'unification des soldes aux colonies [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 318; I. 89). — Demande l'ajournement de la discussion de cette proposition de loi [30 mars] (A., t. I, p. 419; J.O., c.r., p. 348). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des expositions internationales qui ont eu lieu en 1895, à Bordeaux et à Amsterdam, de l'exposition du Centenaire de la lithographie et de l'exposition d'hygiène [1^{er} juin] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 417). — Demande, comme

rapporteur, la déclaration de l'urgence dans la discussion de la proposition de loi relative à l'unification des soldes aux colonies [11 juin] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 436) — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Godin et plusieurs de ses collègues sur la compétence des juges de paix [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477; I. 141). — Demande, au nom de M. Thézard, absent, la remise de la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 310 du Code civil, relatif au divorce. Prend part, comme rapporteur, à la discussion de la proposition de loi sur la compétence des juges de paix [9 juillet] (A., t. II, p. 310; J.O., c.r., p. 664) [10 juillet] (A., t. II, p. 320; J.O., c.r., p. 671). — Membre de Commissions (F. 26, 27, 31, 38, 43, 45; J.O., p. 1556, 1595, 1722, 2367, 3094, 3213).

GOUIN. Inamovible. — Est entendu, comme président de la Commission, dans la discussion du projet de loi relatif aux Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfiques [28 février] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 177) [2 mars] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 186) [10 mars] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 228) [13 mars] (A., t. I, p. 281; J.O., c.r., p. 234). — Adresse à M. le Président du Sénat une lettre par laquelle il demande de vouloir bien lui faire connaître le jour où le Sénat désire recevoir, en séance publique, le dépôt du rapport sur la situation morale et matérielle de la Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations [4 juin] (A., t. II, p. 9; J.O., c.r., p. 421). — Dépose le rapport sur la situation de la Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations [9 juin] (A., t. II, p. 19; J.O., c.r., p. 430).

GOUJON. Ain. — Membre de Commissions (F. 6, 43; J.O., p. 511, 3094).

GRAINS ÉTRANGERS embarqués directement pour un port français. V. loi 108.

GRAVIN. Savoie. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 369).

GRÉVY (général). Jura. — Vice-président de la Commission de l'armée (J.O., p. 544; F. 7). — Est nommé président de la 3^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1595; F. 27). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 11, 26, 27, 38; J.O., p. 511, 544, 744, 1556, 1595, 2367).

GRIVART. Ille-et-Vilaine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de

consommation et sur les contrats de participation aux bénéfices [13 mars] (A., t. I, p. 286; J. O., c. r., p. 238). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables [2 juillet] (A., t. II, p. 259; J. O., c. r., p. 623; I. 162). — Membre de Commissions (F. 11, 18, 31, 43, 57; J. O., p. 744, 1130, 1732, 3094, 3741).

GRUES (commune de) (Vendée). — Imposition extraordinaire d'office sur cette commune. V. loi 293.

GUÉRIN (Eugène). Vaucluse. — Dépose une pétition des représentants des 10.000 titres restant encore à liquider sur l'emprunt portugais de 1832 [20 janvier] (J. O., c. r., p. 11). — Secrétaire de la 1^{re} Commission des pétitions (J. O., p. 464; F. 6). — Dépose, de concert avec M. Taulier, une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Grillon, Gigendas, Lauris, Jonquières, Sabiet, Camaret, Trauillaan et Bedoin (Vaucluse) [6 février] (J. O., c. r., p. 78). — Dépose, de concert avec M. Taulier, une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département de Vaucluse [21 février] (J. O., c. r., p. 146). — Dépose, de concert avec M. Taulier, une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Saint-Pantaleon, Grillon, Piolenc, Suzette, Lagnes, Crestet, Lagarde, Bonnieux, Monieux, Saint-Marcellin et Pernes (Vaucluse) [27 février] (J. O., c. r., p. 168). — Dépose, de concert avec M. Taulier, une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : l'Isle, Monteux, Velleron, Saint-Romain-en-Viennois, Visan, Saint-Pierre-de-Vassols, Cabrières-d'Aigues et Valréas (Vaucluse) [16 mars] (J. O., c. r., p. 248). — Dépose et donne lecture du rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire au chapitre 26 du budget du Ministère de la Guerre (Viande fraîche) [3 avril] (A., t. I, p. 447; J. O., c. r., p. 371; I. 107). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 11, 26, 45; J. O., p. 369, 464, 744, 1556, 3213).

GUIBOURD DE LUZINAIS. Loire-Inférieure. — Fait une rectification au procès-verbal [14 février] (A., t. I, p. 137; J. O., c. r., p. 115). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la constitution des Universités. Présente, avec M. Le Cour Grandmaison, sur l'article 3, un amendement qu'ils ne maintiennent pas [7 juillet] (A., t. II, p. 302; J. O., c. r., p. 658).

GUIEYSSE, député, Ministre des Colonies. — Est entendu dans la dis-

cussion de deux projets de lois : le 1^{er}, portant régularisation de décrets rendus en Conseil d'État, l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895, l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes ; le 2^e, ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics [8 février] (A., t. I, p. 108 ; J.O., c.r., p. 85, 92).

GUINDEY. Eure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'admettre aux conditions de la législation en vigueur, au jour de leur embarquement, les grains étrangers embarqués directement pour un port français antérieurement au 28 novembre 1886 [5 mars] (A., t. J, p. 242 ; J.O., c.r., p. 208). — Dépose une pétition, de concert avec M. Parissot, d'un certain nombre d'habitants de la vallée de l'Iton [1^{er} juin] (J.O., c.r., p. 420).

GUIPAVAS (territoire de). — A diviser en deux communes distinctes. V. loi 156.

GUYOT. Rhône. — Élu membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [25 février] (A., t. I, p. 180 ; J.O., c.r., p. 149). — Dépose une pétition des membres du Syndicat de la boucherie lyonnaise [11 juin] (J.O., c.r., p. 446). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente, sur l'article 21, une disposition additionnelle qui n'est pas adoptée, et, sur l'article 22, un amendement que son auteur retire [29 juin] (A., t. II, p. 227 ; J.O., c.r., p. 596). — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1897) [11 juillet] (A., t. II, p. 350 ; J.O., c.r., p. 696 ; I. 189). — Membre de Commissions (F. 32, 45 ; J.O., p. 1738, 3213).

GUYOT-LAVALINE. Puy-de-Dôme. — Membre de Commissions (F. 6, 16, 43, 45, 60 ; J.O., p. 511, 1035, 3094, 3213, 3856).

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Modification à la loi du 30 novembre 1894 sur les. V. loi 111.

HALGAN. Vendée. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant régularisation de décrets rendus en Conseil d'État, l'ouverture

et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895, l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 86). — Prend part à la discussion générale du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 58; J.O., c.r., p. 460). — Membre de Commissions (F. 16, 57; J.O., p. 1035, 3741).

HALLÉGUEN. Finistère. — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1035).

HALLES CENTRALES. — Réglementation des. V. loi 119.

HAMEL (Ernest). Seine-et-Oise. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Levallois-Perret (Seine) à emprunter une somme de 778.044 francs et à s'imposer extraordinairement (8 c. 30) [11 février] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 101; Fa. 21, n° 58). — Demande un congé [27 février] (J.O., c.r., p. 168). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre applicable au Conseil municipal de Paris l'article 41 de la loi du 5 avril 1884 (J.O., p. 1739; F. 32). — Propose au Sénat, à la suite de l'éloge funèbre de M. Jules Simon, faite par M. le Président, de lever la séance en signe de deuil [9 juin] (A., t. II, p. 21; J.O., c.r., p. 432). — Demande un congé [22 juin] (J.O., c.r., p. 534). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 31, 32, 38, 57; J.O., p. 369, 1035, 1722, 1739, 2367, 3741).

HANOTAUX, *Ministre des Affaires étrangères.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent, colonie française [11 juillet] (A., t. II, p. 354; J.O., c.r., p. 700).

HAULON. Basses-Pyrénées. — Est nommé président de la 3^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 1595; F. 27). — Est nommé président de la Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3135; F. 44). — Président de la 6^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 3782; F. 58). — Dépose les rapports sur huit projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite : le 1^{er}, le département d'Ille-et-Vilaine; le 2^e, le département des Côtes-du-Nord; le 3^e, le département des Deux-Sèvres; le 4^e, le département de la Haute-Garonne; le 5^e, le département de la Dordogne; le 6^e, le département du Nord;

le 7^e, le département de l'Arlège; le 8, le département de la Lozère [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 133, 134, nos 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339). — Membre de Commissions (F. 6, 26, 27, 38, 43, 44, 57, 58; J.O., p. 511, 1556, 1595, 2367, 3094, 3135, 3741, 3782).

HAUTE-COUR DE JUSTICE. — Scrutin pour l'élection de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Sont élus : MM. Cazot, Cordelet, Morellet, Munier, Lavertujon, Demôle, Dusolier, Franck Chauveau et Isaac. Scrutin pour l'élection de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Résultat nul. Scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Haute-Cour. Résultat nul [20 janvier] (A., t. I, p. 7, J.O., c.r., p. 8). — 2^e tour de scrutin pour l'élection de cinq membres suppléants. Sont élus : MM. de Rosière, Develle, Chovet, Tolain et de Verninac. 2^e tour de scrutin pour la désignation du Vice-Président, chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du Président. Elu : M. Bérenger, Vice-Président du Sénat [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 14).

HAVRE (Seine-Inférieure). — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 38.

HÉBRARD (Adrien). Haute-Garonne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Garonne et du Gers, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite [2 avril] (A., t. I, p. 444, J.O., c.r., p. 367).

HÉRAULT. — Emprunt de 3.175.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 20. — Emprunt de 169.031 francs et imposition extraordinaire. V. loi 70. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 201. — Imposition extraordinaire (0 fr. 01). V. loi 250.

HÉRISSON. Nièvre. — M. Silhol dépose son rapport et en donne lecture. Est proclamé sénateur [31 mars] (A., t. I, p. 425; J.O., c.r., p. 353.)

HUGUET. Pas-de-Calais. — Demande un congé [25 février] (J.O., c.r., p. 152) [9 juin] (J.O., c.r., p. 433). — Membre de Commissions (F. 11, 26, 31, 38, 60; J.O., p. 744, 1556, 1722, 2367, 3856).

HUGOT. Côte-d'Or. — Membre d'une Commission (F. 45; J.O., p. 3213).

HUON DE PENANSTER. Côtes-du-Nord. — Membre d'une Commission (F. 57; J.O., p. 3741).

HYÈRES. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 42.

ILLE-ET-VILAINE. — Emprunts de 146.200 francs et de 35.800 francs. V. loi 115. — Imposition extraordinaire pour le service de l'assistance médicale gratuite. V. loi 260. — Imposition extraordinaire (0 fr. 03) (Chemins vicinaux de grande communication). V. loi 286. — Imposition extraordinaire (0 c. 30) (Chemins vicinaux de grande communication). V. loi 297.

INDRE. Imposition extraordinaire (0 fr. 03). V. loi 213.

INTERPELLATIONS. — Adressée par M. de Lamarzelle au Gouvernement sur les suites qu'il compte donner à la lettre de M. Ribot, lui demandant d'exercer des poursuites contre l'ancien secrétaire du directeur de la sûreté Dupas. Discussion renvoyée à un mois [18 décembre 1895]. M. de Lamarzelle développe son interpellation : M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 14). — Adressée par M. Monis à M. le Garde des Sceaux, sur les conditions dans lesquelles l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud a été enlevée à M. le juge d'instruction Rempler pour être confiée à M. Le Poittevin, *juge* [8 février] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 97). Fixation de la discussion de l'interpellation : M. le Président. Discussion immédiate : MM. Monis, Ricard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Demande d'ordre du jour pur et simple. Dépôt, par M. Volland, d'une demande d'ordre du jour motivé : MM. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, Monis. Rejet, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple. Demandes d'ordres du jour motivés : MM. Munier, Peytral, Émile Labiche, Bernard. Adoption, au scrutin, d'un ordre du jour motivé, 1^{re} et 2^e partie [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102). — Adressée par M. Monis au Gouvernement, sur les chemins de fer du Sud [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 127) : MM. Monis, Ricard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Dépôt, par M. Le Royer, d'un ordre du jour motivé : MM. Le Royer, Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, Franck Chauveau. Demande, par M. Bernard, de l'ordre du jour pur et simple. Rejet, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple. Dépôt, par MM. Bérenger et Volland, d'un ordre du jour motivé : MM. Franck Chauveau, Bourgeois, *Président du Conseil*. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de MM. Bérenger et Volland [15 février] (A., t. I,

p. 157; J.O., c.r., p. 131). — Déposée par MM. Milliard, Bernard Lavergne, Demôle et Franck Chauveau, sur la politique extérieure du Gouvernement [2 avril] (A., t. I, p. 439; J.O., c.r., p. 363). Sont entendus : MM. Bisseuil, Franck Chauveau, Léon Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Rejet, au scrutin, de la demande d'ajournement présentée par M. Bisseuil : MM. Léon Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, Milliard, Baduel. Rejet, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour motivé présenté par MM. Bernard Lavergne, Demôle et Franck Chauveau [3 avril] (A., t. I, p. 450; J.O., c.r., p. 373). — Déposée par M. Le Provost de Launay, sur la politique générale du Gouvernement [2 avril] (A., t. I, p. 439; J.O., c.r., p. 363). M. Le Provost de Launay déclare retirer son interpellation à la suite de la discussion et du vote motivé déposé par M. Milliard et plusieurs de ses collègues [3 avril] (A., t. I, p. 450; J.O., c.r., p. 377). — M. Le Provost de Launay ayant adressé une question à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, relative aux sommes qui ont été engagées pour dépenses de constructions scolaires à titre de subvention de l'État, M. Combes demande à transformer la question en interpellation. Sont entendus : MM. Le Provost de Launay, Rambaud, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, Faye, Blavier, Baudens [4 juin] (A., t. II, p. 9; J.O., c.r., p. 421). — Adressée par M. Marcel Barthe à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, relative à l'application des articles 3 et 9 de la loi sur les Syndicats professionnels. Le jour de l'interpellation sera fixé ultérieurement [11 juin] (A., t. II, p. 25; J.O., c.r., p. 435). — M. Marcel Barthe demande à interpellier M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur la nécessité de faire appliquer aux Syndicats professionnels qui violent les dispositions de la loi du 21 mars 1884, les peines prévues et punies par l'article 9 de cette loi. La fixation du jour où elle sera discutée aura lieu ultérieurement [2 juillet] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 617). M. Marcel Barthe accepte le délai d'un mois que lui propose M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, pour la discussion de son interpellation [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 631). — Adressée par M. Le Provost de Launay à M. André Lebon, *Ministre des Colonies*, sur la situation de Madagascar. Sont entendus : MM. Le Provost de Launay, André Lebon, *Ministre des Colonies*, Bernard, le Président, baron de Larcinty. Renvoi de la discussion au moment de la délibération sur la loi relative à Madagascar [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 626).

INSCRIPTION MARITIME. — Loi sur l' V. loi 190.

ISAAC. Guadeloupe. — Élu membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 9). — Secrétaire de la Commission de la marine (J.O., p. 544; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics. Dépose un projet de résolution dont la teneur suit : « Le Sénat invite le Gouvernement à mettre à l'étude la question des réformes à introduire dans l'organisation de l'Indo-Chine, en vue de fortifier le contrôle [8 février] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 90, 97). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'assurance obligatoire. Présente une disposition additionnelle qui n'est pas adoptée [24 mars] (A., t. I, p. 392; J.O., c.r., p. 327). — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Calvet et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la représentation officielle de l'agriculture par des chambres départementales et un conseil supérieur électifs [30 mars] (A., t. I, p. 417; J.O., c.r., p. 347; I. 96). — Fait une rectification au procès-verbal [11 juin] (A., t. II, p. 25; J.O., c.r., p. 435). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente sur l'article 17 un amendement qui est adopté [25 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 565). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 7, 32, 38, 57; J.O., p. 369, 511, 544, 1738, 2367, 3741).

JAPY (général). Belfort. — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'unification des soldes aux colonies (J.O., p. 1595; F. 27). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 26, 27; J.O., p. 511, 544, 1556, 1595).

JOUFFRAULT (Camille). Deux-Sèvres. — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Lourches à Cambrai [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; I. 150). — Membre de Commissions (F. 6, 32, 60; J.O., p. 511, 1738, 3856).

JUGES DE PAIX. — Leur compétence. V. loi 75. — Tenue d'audiences foraines. V. loi 95.

JURA. — Emprunt de 3.530.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 103.

KIENER. Vosges. — Dépose, de concert avec MM. Frogier de Ponlevoy et Brugnot, une pétition des industriels cotonniers de la région de l'Est [25 février] (J.O., c.r., p. 153). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [23 mars] (A., t. I, p. 354; J.O., c.r., p. 295).

KRANTZ. Inamovible. — Président de la Commission relative à la remise aux départements de l'entretien et de la construction des routes nationales (Budget de 1896) (J.O., p. 544; F. 7). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 31; J.O., p. 511, 544, 1722).

LABBÉ (Léon). Orne. — Dépose le rapport sur la proposition de loi complémentaire de M. Benazet portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères [21 février] (A., t. I, p. 176; J.O., c.r., p. 146; I. 34). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réforme de l'impôt des boissons [15 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 466). — Prend part à la discussion sur le même projet de loi [22 juin] (A., t. II, p. 133; J.O., c.r., p. 519). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juillet] (A., t. II, p. 312; J.O., c.r., p. 665). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 16, 2, 38; J.O., p. 369, 511, 1035, 1556, 2367).

LABICHE (Émile). Eure-et-Loir. — Vice-président de la Commission des chemins de fer (J.O., p. 544; F. 7). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et dans l'organisation des divers services de l'Algérie (Colonisation). Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59, 73; I. 19). — Déclare accepter, avec un certain nombre de ses collègues, l'ordre du jour proposé par MM. Bernard et Peytral à la suite de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Garde des Sceaux, sur les conditions dans lesquelles l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud a été enlevée à M. le juge d'instruction Rempier pour être confiée à M. le juge Le Poittevin [11 février] (A., t. I, p. 132; J.O., c.r., p. 111). — Propose, de concert avec MM. Cordelet et Dusolier, comme conclusion à la déclaration

faite par M. Demôle sur les droits constitutionnels du Sénat et la responsabilité ministérielle à l'égard des deux Chambres, l'ordre du jour suivant: « Le Sénat, approuvant la déclaration qui vient d'être lue à la tribune, passe à l'ordre du jour ». Adoption, par le Sénat, de cet ordre du jour [21 février] (A., t. I, p. 176; J.O., c.r., p. 145). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Étampes à Beaune-la-Rolande [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 211; I. 50). — Président de la 4^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 2381; F. 39). — Est entendu, comme président de la Commission, dans la discussion de deux projets de résolution tendant à la revision des lois constitutionnelles. Retrait, par leurs auteurs, de leurs propositions, qui sont reprises et discutées par M. le président de la Commission. Les conclusions de la Commission, tendant au rejet de la prise en considération, sont adoptées [30 avril] (A., t. I, p. 492; J.O., c.r., p. 408). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juillet] (A., t. II, p. 312; J.O., c.r., p. 665). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 38, 39, 57; J.O., p. 511, 544, 2367, 2381, 3741).

LABICHE (Jules). Manche. — Fait une rectification au procès-verbal [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77). — Membre d'une Commission (F. 57; J.O., p. 3741).

LABROUSSE. Corrèze. — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur l'élection sénatoriale de M. Bayol, du département du Var [2 mars] (A., t. I, p. 225; J.O., c.r., p. 188). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 20.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 09) [5 mars] (A., t. I, p. 249; J.O., c.r.p. p. 208; Fa. 43, n° 103). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser: le 1^{er}, le département de la Haute-Garonne à contracter un emprunt de 400.000 francs; le 2^e, le département du Gard à contracter deux emprunts pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212; Fa. 44, n° 104, 105). — Est nommé secrétaire de la 3^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 3135; F. 44). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 26.200 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 12) [15 juin] (A., t. I, p. 64; J.O., c.r., p. 465; Fa. 80, n° 173). — Dépose les rapports

sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 2^e, le département du Finistère à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite [19 juin] (A., t. II, p. 128; J.O., c.r., p. 517; Fa. 92, n^{os} 200, 201). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite : le 1^{er}, le département de la Loire; le 2^e, le département de l'Aveyron; le 3^e, le département du Loiret [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 94, 95, n^{os} 204, 205, 206). — Dépose les rapports sur dix projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 2^e, le département du Cantal à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, le département de la Charente Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite, le 4^e, le département de la Charente-Inférieure à emprunter 150.800 francs; le 5^e, le département de la Loire à s'imposer extraordinairement (0 fr. 04); le 6^e, le département de Maine-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 7^e, le département de l'Indre à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03); le 8^e, le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt de 22.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 10); le 9^e, le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement pour les dépenses des aliénés (1 c. 75); le 10^e, le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement (0 fr. 12) [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 99, 100, 101, n^{os} 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226). — Membre de Commissions (F. 16, 43, 44, 57; J.O., p. 1035, 3095, 3135, 3741).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier en faveur des portiers-consignes la constitution des cadres et effectifs de l'armée [11 février] (A., t. I, p. 119; J.O., c.r., p. 101; I. 28).

LAMARZELLE (de). Morbihan. — Secrétaire provisoire du bureau [14 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Développe l'interpellation qu'il a adressée au Gouvernement, le 18 décembre dernier, sur les suites qu'il compte donner à la lettre de M. Ribot, lui demandant d'exercer des poursuites contre l'ancien secrétaire du directeur de la

sûreté Dupas [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 14). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits pour la solde et la relève des troupes de Madagascar [24 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 394). — Prend part à la discussion générale du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 45; J.O., c.r., p. 450). — Membre de Commissions (F. 16, 38, 43; J.O., p. 1035, 2367, 3094).

LAMBEZELLE (Finistère). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 78.

LANDES (département des). — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 268. — Imposition extraordinaire (0 fr. 05) (Chemins vicinaux. V. loi 284).

LANDÉVENEC (Finistère). — Création de surtaxes à son octroi. V. loi 49.

LAPORTE-BISQUIT. Charente. — Membre de Commissions (F. 4, 43; J.O., p. 369, 3094).

LAREINTY (baron de). Loire-Inférieure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics [8 février] (A., t. I, p. 113; J.O., c.r., p. 95). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures. Parle sur le rappel à l'ordre qui lui a été adressé à la suite d'une interruption faite au cours d'un discours de M. Mesureur, *Ministre de l'Industrie et du Commerce* [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O. c.r., p. 224, 225). — Prend part à la discussion du projet de résolution tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 20 du Règlement du Sénat [23 mars] (A., t. I, p. 356; J.O., c.r., p. 297). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [19 juin] (A. t. II, p. 119; J.O., c.r., p. 516). — Prend part à la discussion relative à la fixation de l'interpellation que M. Le Provost de Launay a adressée à M. le Ministre des Colonies sur la situation de Madagascar [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 626). — Dépose une pétition, de concert avec M. Le Cour Grandmaison, des inscrits maritimes des communes suivantes : Vertou, Indre, Chantenay, Saint-

Étienne, Bourguenais, Saint-Sébastien, Rezé et Nantes (Loire-Inférieure) [3 juillet] (J.O., c.r., p. 631). — Dépose une pétition, de concert avec M. le général comte Espivent de la Villesboisnet, de 149 inscrits maritimes des communes suivantes : Couéron, Pellerin, Saint-Nazaire, Mesquer, Nantes, Noirmoutier, Redon, Donges, Basse-Indre et Haute-Indre (Loire-Inférieure) [11 juillet] (J.O., c.r., p. 672). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 32, 38, 60; J.O., p. 511, 1035, 1738, 2367, 3856).

LAUBESPIN (comte de). Nièvre. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1).

LAURENS. Drôme. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Calvet, relative à l'organisation de l'assurance et du crédit agricole (J.O., p. 1164; F. 19). — Membre de Commissions (F. 16, 18, 19, 21, 26, 57; 60; J.O., p. 1035, 1130, 1164, 1306, 1556, 3741, 3856).

LAVERGNE (Bernard). Tarn. — Membre d'une Commission (F. 38; J.O., p. 2367).

LAVERTUJON. Gironde. — Elu membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 9). — Dépose : 1^o un projet de résolution tendant à obtenir qu'il soit institué au collège de France une chaire consacrée à la morale enseignée comme science; 2^o une proposition de loi concernant la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r. p. 13; I. 4, 5). — Président de la Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 464; F. 6). — Propose de procéder à la prochaine séance à la nomination de la Commission des finances [26 mars] (A., t. I, p. 411; J.O., c.r., p. 342). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 32, 38; J.O., p. 369, 464, 1738, 2367).

LEBON (André), député, *Ministre des Colonies*. — Demande l'ajournement, en l'absence de M. le Président du Conseil, de la discussion des deux projets de résolution tendant à la revision intégrale des lois constitutionnelles [30 avril] (A., t. I, p. 486; J.O., c.r., p. 404). — Est entendu dans la discussion relative à la fixation du jour de l'interpellation adressée par M. Le Provost de Launay à M. le Ministre de la Marine, sur la situation de Madagascar [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 626).

LE BRETON. Mayenne. — Président de la 1^{re} Commission des pétitions

(J.O., p. 464; F. 6). — Dépose une pétition de la Société d'agriculture de l'Allier, du Comice agricole de Châteauneuf (Haute-Vienne), du Comice agricole de Chambéry (Savoie), de l'Union des Syndicats du Sud-Est, du Syndicat agricole de Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe) et des agriculteurs des communes suivantes : Javron, Bonchamp-les-Laval, Épineux-le-Séguin et Changé (Mayenne) [28 janvier] (J.O., c.r., p. 30). — Dépose une pétition des agriculteurs de Cossé-le-Vivien (Maine-et-Loire) [30 janvier] (J.O., c.r., p. 46). — Dépose une pétition des membres de la Société d'agriculture d'Yvetot (Seine-Inférieure), des agriculteurs de l'arrondissement de Pontivy (Morbihan), du Comice agricole de Montiérender (Haute-Marne), du Syndicat agricole de Castelnaudary (Aude), de la Société d'agriculture de Bailleul (Nord) et des agriculteurs des communes de Courbeville, Astillé et Louvigné (Mayenne) [3 février] (J.O., c.r., p. 58). — Dépose une pétition des agriculteurs de Junhac (Cantal), du Comice agricole du canton de Marolles-les-Broux et de Mamers (Sarthe), de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Fontainebleau (Seine-et-Marne), de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Vannes (Morbihan), de La Guerche-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine), des communes de Laval, de La Croisille, et d'Ahuillé (Mayenne) [14 février] (J.O., c.r., p. 127). — Dépose une pétition des agriculteurs de Rambervillers (Vosges) [15 février] (J.O., c.r., p. 142). — Dépose une pétition de la Société d'agriculture d'Autun [21 février] (J.O., c.r., p. 146). — Dépose une pétition du Comice agricole de la Mayenne (Mayenne) [5 mai] (J.O., c.r., p. 209). — Dépose une pétition d'un certain nombre de cultivateurs de diverses communes du département de la Mayenne et du Syndicat agricole de la Champagne [13 mars] (J.O., c.r., p. 243). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'agriculteurs des communes suivantes : Coudray, Saint-Denis-d'Anjou, Bierné, Villiers-Charlemagne, Loigné, Ballié et Saint-Jean-sur-Erve (Mayenne) [23 mars] (J.O., c.r., p. 310). — Prend part à la discussion de la proposition de loi : 1° relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce; 2° relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures. Présente, sur l'article 17, l'addition de deux mots qui sont adoptés. Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Saint-Gault [26 mars] (A., t. I, p. 407; J.O., c.r., p. 339, 342). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [31 mars] (A., t. I, p. 436; J.O., c.r., p. 362). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, amendée par la Chambre des Députés, tendant à la réglementation des Halles centrales de Paris [1^{er} juin] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 418). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par

la Chambre des Députés, concernant la réforme de l'impôt des boissons [22 juin] (A., t. II, p. 137; J.O., c.r., p. 524) [23 juin] (A., t. II, p. 167; J.O., c.r., p. 547). — Dépose une pétition d'agriculteurs de la commune de Daon (Mayenne) [2 juillet] (J.O., c.r., p. 623). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 38, 57; J.O., p. 369, 464, 2367, 3741).

LECOMTE (Maxime). Nord. — Élu Secrétaire [16 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [30 janvier] (A., t. I, p. 49; J.O., c.r., p. 44). — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [3 février] (A., t. I, p. 55; J.O., c.r., p. 48) [4 février] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 74). — Présente et développe, dans la discussion en 2^e délibération, un article additionnel qui est rejeté au scrutin [14 février] (A., t. I, p. 142; J.O., c.r., p. 118). — Parle dans la discussion de la proposition de loi complémentaire portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères. Présente, avec plusieurs de ses collègues, un amendement qui n'est pas adopté [27 février] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 157). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures [9 mars] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 223). — Parle dans la discussion, en 2^e délibération, sur le projet de loi relatif aux responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [19 mars] (A., t. I, p. 319; J.O., c.r., p. 271). — Présente et développe, sur les articles 1 et 2, deux amendements: le premier est rejeté et le second est renvoyé à l'examen de la Commission [20 mars] (A., t. I, p. 336; J.O., c.r., p. 281). — Présente et développe, sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes, trois amendements, dont un est rejeté au scrutin; les deux autres sont retirés [23 mars] (A., t. I, p. 359; J.O., c.r., p. 298). — Présente et développe, sur l'article 10 (nouvelle rédaction), un amendement qui n'est pas pris en considération [24 mars] (A., t. I, p. 385; J.O., c.r., p. 324). — Demande un congé [30 mars] (J.O., c.r., p. 351). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits pour la solde et la relève des troupes de Madagascar [24 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 394). — Prend part à la discussion générale du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [18 juin] (A., t. II, p. 97; J.O., c.r., p. 491). — Présente, sur

l'article 2, de concert avec plusieurs de ses collègues, un amendement qu'il retire, sauf à le reproduire, s'il y a lieu, lors de la 2^e délibération [22 juin] (A., t. II, p. 134; J.O., c.r., p. 529). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [23 juin] (A., t. II, p. 157; J.O., c.r., p. 547). — Membre de Commissions (F. 4, 11, 26, 43, 60; J.O., p. 369, 744, 1556, 3094, 3856).

LE COUR GRANDMAISON. Loire-Inférieure. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [28 janvier] (A., t. I, p. 27; J.O., c.r., p. 26). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics [8 février] (A., t. I, p. 110; J.O., c.r., p. 93). — Demande un congé [11 février] (J.O., c.r., p. 112). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices. Présente sur l'article 35 un amendement qui est adopté [2 mars] (A., t. I, p. 230; J.O., c.r., p. 192). — Présente et développe sur l'article 4 du projet de loi sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes une disposition additionnelle qui n'est pas adoptée [23 mars] (A., t. I, p. 365; J.O., c.r., p. 305). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [24 mars] (A., t. I, p. 393; J.O., c.r., p. 327). — Parle dans la discussion de la proposition de loi : 1^o relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce; 2^o relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures [26 mars] (A., t. I, p. 408; J.O., c.r., p. 339). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [29 juin] (A., t. II, p. 223; J.O., c.r., p. 593). — Dépose une pétition des inscrits maritimes des quartiers de Rezé, Nantes, Saint-Nazaire et Doulon (Loire-Inférieure) [30 juin] (J.O., c.r., p. 613). — Dépose une pétition, de concert avec M. le baron de Lareinty, des inscrits maritimes des communes suivantes : Vertou, Indre, Chateaufort, Saint-Étienne, Bourgneuf, Saint-Sébastien, Rezé et Nantes (Loire-Inférieure) [3 juillet] (J.O., c.r., p. 631). — Dépose une pétition des inscrits maritimes des communes suivantes : Trentemoult, Bouguenais, Port-Saint-Père, Basse-Goulaine et Nantes (Loire-Inférieure) [9 juillet] (J.O., c.r., p. 666). — Est entendu dans la discussion du projet de loi déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française [11 juillet] (A., t. II, p. 352; J.O., c.r., p. 698). — Dépose une

pétition des inscrits maritimes de Saint-Sébastien (Loire-Inférieure) [11 juillet] (J.O., c.r., p. 705). — Membre de Commissions (F. 26, 43; J.O., p. 1556, 3094).

LEFÈVRE (Alexandre). Seine. — Secrétaire de la 1^{re} Commission d'intérêt local (J.O., p. 464; F. 6). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône); le 2^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Loudun (Vienne); le 3^e, tendant à autoriser le département de la Mayenne à contracter un emprunt de 11.500 francs [11 février] (A., t. I, p. 132; J.O., c.r., p. 112; Fa. 28, n^{os} 75, 76, 77). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à emprunter une somme de 23.921.000 fr. et à s'imposer extraordinairement [14 février] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 115; Fa. 29, n^o 78). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1^{er}, prorogation de surtaxe à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure); le 2^e, prorogation de surtaxes à l'octroi de Montmorency (Seine-et-Oise) [2 mars; (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 185; F. 35; n^{os} 87, 88). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de l'octroi de banlieue de Paris (Seine) [5 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 197; Fa. 42, n^o 102). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, relatif à la prorogation de surtaxes perçues à l'octroi de La Fère (Aisne); le 2^e, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à contracter des emprunts de 146.200 francs et de 35.800 francs [10 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 227; Fa. 48, n^{os} 113, 114). — Nommé rapporteur, par la Commission de l'armée, du projet de loi relatif à la rétrocession éventuelle à titre gratuit, par l'État, à la commune de Sézanne (Marne), d'un immeuble exproprié aux frais de cette ville pour les besoins du casernement (J.O., p. 1571; F. 26). — Dépose deux rapports : le 1^{er}, sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais); le 2^e, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Fréchet-Aure (Hautes-Pyrénées) [19 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 265, 276; F. 54, 57, n^{os} 124, 128). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la rétrocession éventuelle à titre gratuit, par l'État, à la commune de Sézanne (Marne), d'un immeuble exproprié aux frais de cette ville pour les besoins du casernement [20 mars] (A., t. I, p. 333; J.O., c.r., p. 279;

I. 79). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Fréchet-Aure [23 mars] (A., t. I, p. 354; J.O., c.r., p. 296). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de la ville de Paris [26 mars] (A., t. I, p. 401; J.O., c.r., p. 334; Fa. 64, n° 137). — Est nommé président de la 5^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3135; F. 44). — Dépose son rapport et en donne lecture, sur l'élection de M. Parisot, dans le département des Vosges [6 juillet] (A., t. II, p. 271; J.O., c. r., p. 633). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Fréchet-Aure [10 juillet] (A., t. II, p. 318; J.O., c.r., p. 669). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 11, 16, 22, 26, 43, 44, 60; J.O., p. 369, 464, 511, 744, 1035, 1377, 1556, 1571, 3094, 3135, 3856).

LEGLUDIC. Sarthe. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Loué, la Suze, Fresnay-sur-Sarthe et Conlie (Sarthe) [9 mars] (J.O., c.r., p. 225). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants du canton de la Suze (Sarthe) [26 mars] (J.O., c.r., p. 342). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des cantons de Fresnay-sur-Sarthe et Sillé-le-Guillaume (Sarthe) [12 juin] (J.O., c.r., p. 463). — Demande un congé [26 juin] (J.O., c.r., p. 583). — Membre de Commissions (F. 16, 18, 32, 43; J.O., p. 1035, 1130, 1738, 3094).

LELIÈVRE. Jura. — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1035).

LÉPINE, *Préfet de police, Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, amendée par la Chambre des Députés, tendant à la réglementation des Halles centrales de Paris [1^{er} juin] (A., t. II, p. 5; J.O., c.r., p. 418).

LE PLAY (Albert). Haute-Vienne. — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 42; J.O., c.r., p. 447). — Membre de Commissions (F. 18, 31, 38; J.O., p. 1130, 1722, 2367).

LEPORCHÉ. Sarthe. — Fait une rectification au procès-verbal [3 février] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 47). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la ville de Saint-Calais (Sarthe) [25 février] (J.O., c.r., p. 153). — Demande un congé [9 mars] (J.O., c.r.,

p. 225) [12 juin] (J.O., c.r., p. 447) — Membre de Commissions (F. 4, 18; J.O., p. 369, 1130).

LE PROVOST DE LAUNAY. Côtes-du-Nord. — Rapport de M. Gailly sur son élection. Est proclamé sénateur [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189). — Dépose une proposition de loi portant modification de la loi du 2 août 1875, relative à l'élection des sénateurs. Développe sa proposition et demande la déclaration de l'urgence qui n'est pas adoptée [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 212, 225; I. 51). — Dépose une proposition de loi relative aux reliquats des taxes perçues en vertu des décrets des 22 octobre, 3, 22 et 25 novembre 1870 sur la garde nationale mobilisée [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 251; I. 71). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [2 avril] (A., t. I, p. 439; J.O., c.r., p. 363). — Retire son interpellation à la suite de la discussion et du vote motivé de celle déposée et discutée de M. Milliard et de plusieurs de ses collègues [3 avril] (A., t. I, p. 454; J.O., c.r., p. 377). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits destinés à la solde et à la relève des troupes de Madagascar [24 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 394). — Secrétaire de la 5^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3135; F. 44). — Adresse une question à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, relative aux sommes qui ont été engagées pour dépenses de constructions scolaires à titre de subvention de l'État [4 juin] (A., t. II, p. 9; J.O., c.r., p. 421). Demande à interpellier M. le Ministre des Colonies sur la situation de Madagascar [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 626). — Membre de Commissions (F. 26, 43, 44, 47, 60; J.O., p. 1556, 3094, 3135, 3741, 3856).

LE ROYER. Inamovible. — Dépose, au nom de MM. Alcide Dusolier, Franck Chauveau et au sien, et comme mandataires d'un grand nombre de leurs collègues, l'ordre du jour suivant à la suite de l'interpellation de M. Monis à M. le Garde des Sceaux sur les chemins de fer du Sud : « Le Sénat, considérant que la séparation du pouvoir public et du pouvoir judiciaire est la première des règles constitutionnelles et la garantie la plus essentielle de la sécurité des citoyens, blâme l'intervention abusive du Garde des Sceaux dans l'œuvre de la justice et passe à l'ordre du jour ». Cet ordre du jour n'est pas adopté [15 février] (A., t. I, p. 169; J.O., c.r., p. 140). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicable, en matière de presse, l'article 368 du Code d'instruction criminelle (J.O., p. 1377; F. 22). — Est

entendu dans la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices [13 mars] (A., t. I, p. 281; J.O., c.r., p. 237). — Demande, comme président de la Commission, la déclaration d'urgence dans la discussion du projet de loi tendant à modifier l'article 11 et à compléter l'article 5 de la loi du 30 novembre 1894, sur les habitations à bon marché [23 mars] (A., t. I, p. 357; J.O., c.r., p. 298). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (J.O., p. 1799; F. 33). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu en 1895 à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du Centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène (J.O., p. 2381; F. 39). — Demande la déclaration de l'urgence au cours de la discussion de ce projet de loi [1^{er} juin] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 417). — Membre de Commissions (F. 21, 22, 32, 33, 38, 39; J.O., p. 1177, 1306, 1738, 1799, 2367, 2381).

LESOUËF. Seine-Inférieure. — Demande un congé [28 janvier] (J.O., c.r., p. 30). — Est nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux habitations ouvrières, en remplacement de M. Dietz-Monnin, décédé (J.O., p. 1246; F. 19). — Membre de Commissions (F. 20, 60; J.O., p. 1246, 3856).

LESUEUR. Constantine. — Membre de Commissions (F. 32, 43; J.O., p. 1738, 3094).

LEVALLOIS-PERRET (Seine). — Emprunt de 778.044 francs et imposition extraordinaire (8 c. 30). V. loi 84.

LEVREY. Haute-Saône. — Membre de Commissions (F. 6, 26; J.O., p. 511, 1556).

LIARD, *directeur de l'enseignement supérieur, Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la constitution des Universités [7 juillet] (A., t. II, p. 302; J.O., c.r., p. 658).

LIMOUSIS (section de) (Lozère). — Imposition extraordinaire. V. loi 127.

LISIEUX (Calvados). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 93.

LOIRE. — Emprunt de 122.500 francs. V. loi 23. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 202. — Imposition extraordinaire (0 fr. 04). V. loi 204.

LOIRE (Haute). — Emprunt de 120.000 francs. V. loi 12. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 269.

LOIRE-INFÉRIEURE. — Emprunt de 300.000 francs. V. loi 177.

LOIRET. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 210. — Imposition extraordinaire (8 c. 50). V. loi 249.

LOIS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à contracter deux emprunts de 100.963 fr. et de 340.000 francs [27 décembre], S. E. 1895. V. loi 188. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 9). — Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 506).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aveyron à contracter un emprunt de 78.700 fr. [26 décembre], S. E. 1895. V. loi 161. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 9). — Promulgation (J.C., 28 janvier, p. 505).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Gironde à contracter un emprunt de 100.000 fr. [26 décembre], S. E. 1895. V. loi 162. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 9). — Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 507).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 110.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 43) [26 décembre], S. E. 1895. V. loi 160. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 9). — Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 506).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Vaucluse à contracter un emprunt de 34.500 fr. et à s'imposer extraordinairement (0 c. 094) [27 décembre], S. E. 1895.

V. loi 187. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 10). — Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 507).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Vendée à contracter un emprunt de 72.500 fr. et à s'imposer extraordinairement (0 c. 12) [27 décembre], S. E. 1895. V. loi 185. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 10). — Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 507).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de La Fère (Aisne) [26 décembre], S. E. 1895. V. loi 177. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 10).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Privas (Ardèche) [26 décembre], S. E. 1895. V. loi 176. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 10). — Promulgation (J.O., 24 janvier, p. 433).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt de 64.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 147) [27 décembre], S. E. 1895. V. loi 182. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 10). — Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 506).

10. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Morbihan à contracter un emprunt de 38.820 fr. [27 décembre], S. E. 1895. V. loi 183. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 10). — Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 506).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aube à contracter un emprunt de 29.000 francs [27 décembre], S. E. 1895. V. loi 184. — Adoption [20 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 10). — Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 505).

12. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt de 120.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [5 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [24 décembre]. Adoption [28 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n° 1). — M. Dulac dépose son rapport [13 mars] (A., t. I, p. 292;

J.O., c.r., p. 243; Fa. 51, n° 120). — Adoption [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 252). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1627).

13. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Lozère à contracter un emprunt de 32.100 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 21). Présenté à la Chambre des Députés [5 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [24 décembre]. Adoption [28 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n° 2). — M. Dulac dépose son rapport [16 mars] (A., t. I, p. 297; J.O., c.r., p. 246; Fa. 52, n° 121). — Adoption [20 mars] (A., t. I, p. 333; J.O., c.r., p. 279). — Promulgation (J.O., 27 mars, p. 1717).

14. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Compiègne (Oise) à emprunter une somme de 727.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre]. Rapport de M. Vival. Adoption [28 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n° 3). — M. Chovet dépose son rapport [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 18, n° 51). — Adoption [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102). — Promulgation (J.O., 22 février, p. 1029).

15. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) à contracter un emprunt de 602.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [24 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [24 décembre]. Adoption [28 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n° 4). — M. Dulac dépose son rapport [9 mars] (A., t. I, p. 245; J.O., c.r., p. 212; Fa. 45, n° 106). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 245). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1628).

16. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1895, un crédit de 10.000 francs pour la participation de l'État aux souscriptions publiques pour l'érection d'un monument à la mémoire de Louis Pasteur. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8; I. 3).

17. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation d'une convention passée le 22 novembre 1893, entre l'État et la ville de Melun, en vue de la création de nouvelles casernes [31 mai], S. O. 1895. V. loi 190. Adoption [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 14). — Promulgation (J.O., 26 mars, p. 1693).

18. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [26 juin 1893]. Adoption en 1^{re} délibération [12 décembre 1895]. — 2^e délibération. Article premier : MM. Bérenger, Bardoux, *président de la Commission*, Le Cour Grandmaison, Blavier, le Président [28 janvier] (A., t. I, p. 21; J.O., c.r., p. 21). — Article premier. Contre-projet de M. Bérenger : MM. Poirrier, *rapporteur*, Thévenet, Ricard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Bérenger, Maxime Lecomte, Bardoux, *président de la Commission*. Scrutin à la tribune sur la question de renvoi à la Commission du contre-projet de M. Bérenger. Le renvoi à la Commission est prononcé [30 janvier] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r., p. 33). — Communication par M. le Président, d'une lettre de démission des membres de la Commission : M. Bérenger [3 février] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 48). — Commission : 1^{er} bureau, M. Bérenger. 2^e bureau, M. Thévenet. 3^e bureau, M. Trarieux. 4^e bureau, M. Prevet. 5^e bureau, M. Drumel. 6^e bureau, M. Déprez. 7^e bureau, M. Huguet. 8^e bureau, M. Faye. 9^e bureau, M. Camescasse. *Président*, M. Bérenger; *Secrétaire*, M. Prevet (J.O., p. 744; F. 11) *Rapporteur*, M. Thévenet (J.O., p. 824). — M. Thévenet dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 227; J.O., c.r., p. 190; I. 48). — En raison de l'absence de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, retenu à la Chambre des Députés par la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition de 1900, M. le Président propose le renvoi à la prochaine séance de la discussion, en 2^e délibération, de ce projet de loi [16 mars] (A., t. I, p. 298; J.O., c.r., p. 247). — MM. Poirrier, Thévenet, *rapporteur*; Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Félix Martin, le Président, Bérenger, *président de la Commission*, Blavier. Rejet de la proposition de M. Félix Martin [17 mars] (A., t. I, p. 302; J.O., c.r., p. 252). — Article premier : M. le Président. Amendement de M. Tillaye : MM. Tillaye, Thévenet, *rapporteur*. Rejet de la prise en considération. Amendement de M. Félix Martin et plusieurs de ces collègues : MM. Félix Martin, Thévenet, *rapporteur*, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Thévenet, *rapporteur*. Adoption, au scrutin, de la prise en considération de l'amendement. Renvoi de l'article premier à la Commission : MM. Bérenger, *président*, Maxime Lecomte. Amendement de

M. Bernard : MM. Bernard, Thévenet, *rapporteur*, Tolain, Maxime Lecomte. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Blavier : MM. Thévenet, *rapporteur*, le Président, Blavier. Adoption de l'amendement [19 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 330). — Article premier (nouvelle rédaction) : MM. Thévenet, *rapporteur*, Blavier, Prevet, Buffet. Amendement de M. Maxime Lecomte : MM. Maxime Lecomte, Félix Martin, Thévenet, *rapporteur*, Blavier, le Président. Rejet. Amendement de M. Volland : MM. Volland, le Président, Demôle. Retrait. Amendement de M. Blavier. Rejet. Amendement de M. Bernard : MM. Bernard, Trarieux, Blavier. Rejet. Amendement de M. Baudens : MM. Baudens, Thévenet, *rapporteur*. Adoption. Amendement de MM. le comte de Blois et Le Breton : M. le comte de Blois. Retrait. M. le Président. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : MM. Félix Martin, Maxime Lecomte, Trarieux, Thévenet, *rapporteur*, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Blavier, Bérenger, *président de la Commission*. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Félix Martin. M. Thévenet, *rapporteur*. Renvoi de l'amendement de M. Maxime Lecomte à la Commission [20 mars] (A., t. I, p. 334; J.O., c.r., p. 279). — M. le Président. Article 2 (nouvelle rédaction de la Commission) : M. Maxime Lecomte. Paragraphes 1 et 2. Adoption. Amendement de M. Blavier : MM. Blavier, Thévenet, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Adoption des paragraphes 2 et 3. Paragraphe 4. Amendement de M. Maxime Lecomte. Retrait. Amendement de M. Blavier : MM. Blavier, Thévenet, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Félix Martin : MM. Félix Martin, Silhol, Blavier, Trarieux, Thévenet, *rapporteur*, Bérenger, *président de la Commission*, Richard Waddington, Pauliac. Renvoi à la Commission du dernier paragraphe de l'article 2 (nouvelle rédaction). Article 3. Adoption. Article 4 : MM. Blavier, Prevet. Rejet des amendements de M. Blavier. Adoption de l'article 4. Disposition additionnelle présentée par M. Le Cour Grandmaison : MM. Le Cour Grandmaison, Prevet, Richard Waddington, Bérenger, *président de la Commission*. Rejet de l'amendement de M. Le Cour Grandmaison. Adoption de l'ensemble de l'article 4 et de l'article 5. Article 6 : MM. Blavier, Thévenet, *rapporteur*. Rejet de l'amendement de M. Blavier. M. Félix Martin. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Amendement de M. Maxime Lecomte : MM. Maxime Lecomte, Thévenet, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. M. Bérenger, *président de la Commission*. Article 7 : MM. Blavier, Thévenet, *rapporteur*. Amendement de MM. Maxime Lecomte et Félix Martin. Retrait. Adoption de l'article 8. Article 9 : MM. Blavier, Thévenet, *rapporteur*. Adoption [23 mars] (A., t. I, p. 357; J.O., c.r., p. 371). — Article 2 (nouvelle rédaction) : MM. Silhol, Thévenet, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de

l'amendement de M. Silhol. Adoption des derniers paragraphes de l'article 2 (nouvelle rédaction). M. Thévenet, *rapporteur*. Adoption des articles 6 et 7 modifiés. Article 10 (nouvelle rédaction) : MM. Félix Martin, Thévenet, *rapporteur*. Rejet de l'amendement de M. Félix Martin. MM. de Marcère, Thévenet, *rapporteur*, Blavier, Trarieux. Retrait des amendements de M. de Marcère et de M. Blavier. MM. Maxime Lecomte, Thévenet, *rapporteur*, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Séblin, Blavier. Rejet de la prise en considération de l'amendement de M. Maxime Lecomte. M. Thévenet, *rapporteur*. Adoption de l'article 10, nouvelle rédaction modifiée. Article 11 : MM. Blavier, Thévenet, *rapporteur*. Adoption de l'article 11. Articles 12 et 13. Adoption. Article 14 : M. Thévenet, *rapporteur*. Adoption. Article 15 (nouvelle rédaction). Adoption. Article 16. Adoption. Disposition additionnelle proposée par M. Isaac : MM. Isaac, Thévenet, *rapporteur*, Le Cour Grandmaison, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Rejet de l'amendement de M. Isaac. M. le Président. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 319).

19. Proposition de loi de M. Calvet relative à l'organisation de l'assurance et du crédit agricole [12 juillet 1895]. Adoption de la prise en considération [28 janvier] (A., t. II, p. 21; J.O., c.r., p. 21). — Commission : 1^{er} bureau, M. Alfred Poirrier. 2^e bureau, M. Le Play. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Antoine Gadaud. 5^e bureau, M. Calvet. 6^e bureau, M. Develle. 7^e bureau, M. Grivart. 8^e bureau, M. Legludic. 9^e bureau, M. Leporché (J.O., p. 1130; F. 18). *Président*, M. Poirrier (Alfred); *Secrétaire*, M. Laurens (J.O., p. 1164; F. 19).

20. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt de 3.575.000 francs et à s'imposer extraordinairement (3 c. 20). Présenté à la Chambre des Députés [13 décembre 1895]. Rapport de M. Gasnier. Adoption [27 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; Fa. 3, n° 7). — M. Dulac dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 232; J.O., c.r., p. 194; Fa. 37, n° 93). — Adoption [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212). — Promulgation (J.O., 14 mars, p. 1474).

21. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Savoie à contracter un emprunt de 38.500 francs et à s'imposer extraordinairement.

ment. Présenté à la Chambre des Députés [21 décembre 1895]. Rapport de M. Gasnier. Adoption [27 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; Fa. 3, n° 8). — M. Dulac dépose son rapport [13 mars] (A., t. I, p. 292; J.O., c.r., p. 243; Fa. 51, n° 119). — Adoption [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 251). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1627).

22. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Manche à contracter un emprunt de 71.700 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 décembre 1895]. Rapport de M. Gasnier. Adoption [27 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; Fa. 3, n° 9). — M. Dulac dépose son rapport [19 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 265; Fa. 55, n° 126). — Adoption [24 mars] (A., t. I, p. 376; J.O., c.r., p. 314). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1790).

23. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt de 122.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 décembre 1895]. Rapport de M. Gasnier. Adoption [27 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; Fa. 4, n° 10). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [19 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 265; Fa. 56, n° 127). — Adoption [24 mars] (A., t. I, p. 376; J.O., c.r., p. 314). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1789).

24. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à contracter deux emprunts de 112.700 francs et de 450.800 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 50). Présenté à la Chambre des Députés [21 décembre 1895]. Rapport de M. Gasnier. Adoption [27 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; Fa. 4, n° 11) — M. Dulac dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 232; J.O., c.r., p. 194; Fa. 37, n° 94). — Adoption [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212). — Promulgation (J.O., 14 mars, p. 1474).

25. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt de 46.800 francs. Présenté à la Chambre

des Députés [21 décembre 1895]. Rapport de M. Gasnier. Adoption [27 décembre]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; Fa. 4, n° 12). — M. Dulac dépose son rapport [16 mars] (A., t. I, p. 297; J.O., c.r., p. 246; Fa. 52, n° 122). — Adoption [20 mars] (A., t. I, p. 333; J.O., c.r., p. 279). — Promulgation (J.O., 27 mars, p. 1717).

26. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi concernant la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation. Déposée par M. Lavertujon [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; I. 4). — M. Tra-rioux dépose son rapport [17 mars] (A., t. I, p. 302; J.O., c.r., p. 252; I. 73). — Adoption de la prise en considération (A., t. I, p. 410; J.O., c.r., p. 341). Commission : 1^{er} bureau, MM. Pauliat, Ratier. 2^e bureau, MM. Allègre, Lesueur. 3^e bureau, MM. le baron de Lareinty, Taulier. 4^e bureau, MM. de Marcère, Rambaud. 5^e bureau, MM. Constans, Tra-rioux. 6^e bureau, MM. Poirrier, Millaud. 7^e bureau, MM. Isaac, Franck Chauveau. 8^e bureau, MM. de Freycinet, Lavertujon. 9^e bureau, MM. Jouffrault, Cazot (J.O., p. 1738; F. 32). *Président*, M. de Freycinet; *Vice-Président*, M. Constans; *Secrétaires*, MM. Pauliat et Ratier (J.O., p. 1799; F. 33).

27. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chartres (Eure-et-Loire) à emprunter une somme de [1.502.500] francs [28 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; Fa. 2, n° 5). — Adoption [30 janvier] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 33). — Promulgation (J.O., 4 février, p. 677).

28. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Épernay (Marne) [27 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [24 février] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; Fa. 2, n° 6). — Adoption [30 janvier] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r. p. 33). — Promulgation (J.O., 6 février, p. 709).

29. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage dans le but de le rendre plus facile [7 avril 1895]. M. Ratier dépose son rapport [14 janvier] (A., t. I, p. 18; J.O., c.r., p. 19; I. 7). — 1^{re} délibération. M. Ratier, *rapporteur*, propose l'ajournement de la discussion, pour permettre à la Commission d'examiner plusieurs amendements qui ont été déposés et dont les auteurs demandent à être entendus par la Commission [9 mars] (A., t. I, p. 256; J.O., c.r., p. 213). — 1^{re} délibération :

M. Ratier, *rapporteur*. Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Demôle et plusieurs de ses collègues : MM. Demôle, Ratier, *rapporteur*. Adoption au scrutin de l'amendement [24 mars] (A., t. I, p. 377 ; J.O., c.r., p. 314). — 2^e délibération : MM. Ratier, *rapporteur*, Demôle. Articles 1 à 6. Adoption. Article 7 : MM. Demôle, Ratier, *rapporteur*. Renvoi de l'amendement de M. Demôle à la Commission [30 mars] (A., t. I, p. 419 ; J.O., c.r., p. 349). — Article 7 (nouvelle rédaction) : MM. Ratier, *rapporteur*, Demôle. Adoption de l'article 7 modifié. Article 8. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption [31 mars] (A., t. I, p. 434 ; J.O., c.r., p. 360). — Promulgation (J.O., 24 juin, p. 3461).

30. Proposition de loi relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière [28 octobre 1895]. M. Brusset dépose un rapport sommaire [24 janvier] (A., t. I, p. 48 ; J.O., c.r., p. 19 ; I, 8). — Adoption de la prise en considération [30 janvier] (A., t. I, p. 36 ; J.O., c.r., p. 33). — Commission : 1^{er} bureau, M. Grivart. 2^e bureau, M. Eugène Guérin. 3^e bureau, M. Marquis. 4^e bureau, M. Thézard. 5^e bureau, M. Drumel. 6^e bureau, M. Brusset. 7^e bureau, M. Denormandie. 8^e bureau, M. Maxime Lecomte. 9^e bureau, M. Cordelet. *Président*, M. Denormandie ; *Vice-Président*, M. Brusset ; *Secrétaire*, M. Drumel (J.O., p. 744 ; F. 11.)

31. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection de la santé publique [11 juillet 1893]. Commission : 1^{er} bureau, M. Labbé. 3^e bureau, M. Dethou. 4^e bureau, M. Camescasse. 5^e bureau, M. Demoullins de Riols. 6^e bureau, M. Lesouéf. 7^e bureau, M. Darbot. 8^e bureau, M. Cordelet. 9^e bureau, M. Cornil, *rapporteur*. M. Cornil dépose son rapport [27 décembre 1895]. M. Cordelet est élu président en remplacement de M. Berthelot, nommé Ministre des Affaires étrangères (J.O., p. 336 ; F. 3.)

32. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics. Présenté à la Chambre des Députés [10 décembre 1895]. Rapport de M. Krantz [27 décembre]. Adoption [25 janvier]. — Déposé par M. Guieysse, *Ministre des Colonies*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [28 janvier] (A., t. I, p. 21 ; J.O., c.r., p. 21 ; I. 9). — M. Chauveau (Franck) dépose son rapport [6 février] (A., t. I, p. 91 ; J.O., c.r., p. 77 ; I. 21). — Décrets désignant MM. Rousseau, Delatour et Laurent en qualité de Commissaires du Gouvernement. Motion d'ajournement : MM. Buffet, Doumer, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin,

de l'ajournement. Discussion générale : MM. Isaac, Guicysse, *Ministre des Colonies*, Franck Chauveau, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Article premier. Amendement de M. Buffet : MM. Buffet, Rousseau, *Commissaire du Gouvernement*, Doumer, *Ministre des Finances*, Le Cour Grandmaison. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3 : MM. Franck Chauveau, *rapporteur*, le baron de Lareinty, Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 4 : MM. Bernard, Franck Chauveau, *rapporteur*, Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet [8 février] (A., t. I, p. 105). — Promulgation (J.O., 11 février, p. 801).

33. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi ayant pour objet d'introduire le débat contradictoire et certains éléments de publicité dans l'instruction préalable en matière de crimes et de délits. — Déposé par M. Ricard, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 30; I. 10). — M. Dupuy dépose son rapport [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 318; I. 90).

34. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Tulle (Corrèze). Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [28 décembre]. Adoption [21 janvier]. Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 29; Fa. 5, n° 13). — M. Dellestable dépose son rapport [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 10, n° 26). — Adoption [6 février] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 78). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 891).

35. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Sallanches (Haute-Savoie). Présenté à la Chambre des Députés [24 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [27 décembre]. Adoption [28 décembre]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 29; Fa. 5, n° 14). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 16, n° 45). — Adoption [11 février] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 101). — Promulgation (J.O., 20 février, p. 998).

36. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône). Présenté à la Chambre des Députés [24 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [27 décembre]. Adoption [28 dé-

cembre]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 29; Fa. 5, n° 15). — M. Lefèvre dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 132; J.O. c.r., p. 112; Fa. 28, n° 77). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 181; J.O., c.r., p. 151). — Promulgation (J.O., 11 mars, p. 1394).

37. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Loudun (Vienne). Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [28 décembre]. Adoption [21 janvier]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 29; Fa. 6, n° 16). — M. Lefèvre dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 132; J.O., c.r., p. 112; Fa. 28, n° 76). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 181; J.O., c.r., p. 151). — Promulgation (J.O., 11 mars, p. 1393).

38. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi du Havre (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [28 décembre]. Adoption [21 janvier]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 29; Fa. 6, n° 17). — M. Dulac dépose son rapport [14 février] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 115; Fa. 30, n° 80). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 181; J.O., c.r., p. 151). — Promulgation (J.O., 11 mars, p. 1393).

39. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Gap (Hautes-Alpes). Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [28 décembre]. Adoption [21 janvier]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 29; Fa. 6, n° 18). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 16, n° 44). — Adoption [11 février] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 101). — Promulgation (J.O., 20 février, p. 997).

40. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Embrun (Hautes-Alpes). Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [28 décembre]. Adoption [21 janvier]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 29; Fa. 7, n° 19). — M. Philippe Blanc dépose son

rapport [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 16, n° 46). — Adoption [11 février] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 102). — Promulgation (J.O., 20 février, p. 997).

41. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Châteaudun (Eure-et-Loir). Présenté à la Chambre des Députés [24 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [27 décembre]. Adoption [28 décembre]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 29; Fa. 7, n° 20). — M. Dellestable dépose son rapport [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 10, n° 27). — Adoption [6 février] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 78). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 889).

42. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Hyères (Var). Présenté à la Chambre des Députés [24 décembre 1895]. Rapport de M. Vival [27 décembre]. Adoption [28 décembre]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [28 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 29; Fa. 7, n° 21). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 16, n° 47). — Adoption [11 février] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 102). — Promulgation (J.O., 20 février, p. 998).

43. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à organiser la représentation officielle de l'agriculture par des chambres départementales et par un conseil supérieur électif. Déposé par M. Calvet [28 janvier] (A., t. I, p. 33; J.O., c.r., p. 30; I. 11). — M. Isaac dépose son rapport [30 mars] (A., t. I, p. 417; J.O., c.r., p. 347; I. 96). — Adoption de la prise en considération [2 avril] (A., t. I, p. 445; J.O., c.r., p. 368). — Commission : 1^{er} bureau, M. Mir. 2^e bureau, M. Le Breton. 3^e bureau, M. Alfred Poirrier. 4^e bureau, M. Le Play. 5^e bureau, M. Cochery. 6^e bureau, M. Gauthier. 7^e bureau, M. Calvet. 8^e bureau, M. Demoulin de Riols. 9^e bureau, M. Isaac (J.O., p. 2367; F. 38). *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Gauthier (J.O., p. 2381; F. 39).

44. Projet de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les services publics de l'État [4 mars 1895]. M. Demôle dépose son rapport [10 juin]. — Sur le rapport de M. le Garde des Sceaux, *Ministre de la Justice*, ce projet de loi est retiré par décret de M. le *Président de la République* [30 janvier] (A., t. I, p. 51; J.O., c.r., p. 45).

45. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, amendée par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relative au régime des amidons et des glucoses. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [30 janvier] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 33; I. 12). — M. Dauphin dépose son rapport [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 245; I. 67). — 1^{re} délibération : M. Dauphin, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Poirrier (Seine), Dauphin, *rapporteur*, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption et, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi [26 mars] (A., t. I, p. 401; J.O., c.r., p. 334). — Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 1811).

46. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Mayenne à contracter un emprunt de 11.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Desjardins [25 janvier]. Adoption [28 janvier]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [30 janvier] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r., p. 33; Fa. 8, n° 23). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 132; J.O., c.r., p. 112; Fa. 28, n° 75). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c. r., p. 151). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1238).

47. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à contracter un emprunt de 84.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Desjardins [25 janvier]. Adoption [28 janvier]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [30 janvier] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r., p. 33; Fa. 8, n° 22). — M. Dulac dépose son rapport [14 février] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 115; Fa. 30, n° 79). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 151). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1238).

48. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [23 décembre 1895]. M. Morel dépose son rapport [30 janvier] (A., t. I, p. 51; J.O., c.r., p. 45; I. 14). — Décret désignant M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, en qualité de Commissaire du Gouvernement : MM. Blavier, Doumer, *Ministre des Finances*, Guieysse,

Ministre des Colonies. Articles 1 et 2. Adoption. Article 3. Etat A, chapitre 45 : MM. Halgan, Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption du chapitre 45, de l'article 3 et de l'état A. Articles 4 à 10. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 82).

49. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de surtaxes à l'octroi de Landévennec (Finistère) [26 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 12, n° 32). — Adoption [6 février] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 77). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 890).

50. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Léonard (Haute-Vienne) [26 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 12, n° 30). — Adoption [6 février] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 77). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 890).

51. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Quentin (Aisne) [26 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 12, n° 31). — Adoption [6 février] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 77). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 890).

52. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Savoie) [26 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 11, n° 29). — Adoption [6 février] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 78). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 890).

53. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Clamecy (Nièvre) [26 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 11, n° 28). — Adoption [6 février] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 78). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 889).

54. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Var à contracter un emprunt de 49.600 francs. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Brindeau [28 janvier]. Adoption [1^{er} février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre*

de l'Intérieur [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 9, n° 24). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 135; J.O., c.r., p. 112; Fa. 26, n° 73). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 151). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1238).

55. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Colombes (canton de Courbevoie, arrondissement de Saint-Denis, département de la Seine) la section de Bois-Colombes pour l'ériger en commune distincte. Présenté à la Chambre des Députés [22 décembre 1894]. Rapport de M. Charonnat [23 décembre 1895]. Adoption [30 janvier]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 47; Fa. 9, n° 24). — M. Chovet dépose son rapport [5 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 197; Fa. 41, n° 101). — Adoption [10 mars] (A., t. I, p. 273; J.O., c.r., p. 227). — Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1530).

56. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de donner à la femme majeure et jouissant de ses droits civiques le droit d'être témoin dans les actes de l'état civil. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 48; I. 17).

57. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit extraordinaire de 2.462.401 francs pour l'armement pendant neuf mois, en supplément aux prévisions budgétaires, de trois bâtiments de la division navale de l'Extrême-Orient et de deux bâtiments de la division navale de la Cochinchine. Présenté à la Chambre des Députés [11 juillet 1895]. Rapport de M. Pelletan [19 décembre]. Adoption [27 décembre]. — Déposé par M. Lockroy, *Ministre de la Marine* [3 février] (A., t. I, p. 61; J.O., c.r., p. 53; I. 18). — M. Morel dépose son rapport [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59; I. 20). — Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 116). — Promulgation (J.O., 6 mars, p. 1302).

58. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant retrait du projet de loi tendant à l'annulation d'un crédit de 100.000 francs sur le chapitre 54 du Ministère de l'Instruction publique et ouverture d'un crédit de même somme sur le chapitre 58. Déposé par M. Combes, *Ministre de l'Instruction publique*,

des Beaux-Arts et des Cultes [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 54; I. 15).

59. Proposition de loi de M. Merlin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemin de fer [21 décembre 1894]. M. Marquis dépose son rapport [21 janvier]. Adoption de la prise en considération [8 février]. — Commission : 1^{er} bureau, M. Drumel. 2^e bureau, M. Cordelet. 3^e bureau, M. de Marcère. 4^e bureau, M. Jules Cazot. 5^e bureau, M. Marquis, *rapporteur*. 6^e bureau, M. Constans. 7^e bureau, M. Demôle. 8^e bureau, M. Ratier, *secrétaire*. 9^e bureau, M. Jean Dupuy. M. Demôle dépose son rapport [10 juin 1895]. 1^{re} délibération : MM. Maxime Lecomte, Marcel Barthe, Trarieux [3 février] (A., t. I, p. 55; J.O., c.r., p. 48). — MM. Godefroy Cavaignac, *Ministre de la Guerre*, Trarieux, Bourgeois, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*, Demôle, *rapporteur*, Volland, Jean Dupuy, Ratier. Clôture de la discussion générale. Demande, par M. Bernard, de renvoi à la Commission : MM. Bernard, Ratier, Émile Labiche. Demande d'ajournement par M. Félix Martin. Rejet de l'ajournement. Rejet de la demande de renvoi, au scrutin. Article premier : Amendement de M. Marcel Barthe. Retrait. M. Maxime Lecomte. Adoption, au scrutin, de l'article premier. Disposition additionnelle de M. Géry-Legrand : MM. Géry-Legrand, Demôle, *rapporteur*, Trarieux, Cazot, *président de la Commission*, Ratier. Retrait. Article 2 : M. Trarieux. Adoption de l'article 2 modifié. Adoption en 1^{re} délibération [4 février] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 59). — 2^e délibération. Contre-projet de M. Marcel Barthe : MM. Marcel Barthe, Demôle, *rapporteur*, Garran de Balzan, Bourgeois, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*. Rejet de l'article premier du contre-projet de M. Marcel Barthe. Article premier de la Commission : MM. Maxime Lecomte, Demôle, *rapporteur*, Bernard, Trarieux, Ratier, Cazot, *président de la Commission*. Rejet de la demande de renvoi de l'article premier présentée par M. Bernard. Article 2 du contre-projet : MM. Marcel Barthe, Demôle, *rapporteur*. Rejet. Articles 3, 4 et 5 du contre-projet. Rejet. Adoption de l'article premier de la Commission. Article 2. Adoption au scrutin. Article additionnel de M. Maxime Lecomte : MM. Maxime Lecomte, Demôle, *rapporteur*. Rejet au scrutin. Article additionnel de M. Girard : MM. Girard, Demôle, *rapporteur*. Rejet de la prise en considération. Adoption de l'ensemble de la proposition [14 février] (A., t. I, p. 140; J.O., c.r., p. 117).

60. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant pro-

gation de surtaxes à l'octroi des Écheltes (Savoie) [26 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59; Fa. 13, n° 33). — Adoption [8 février] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 81). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 890).

61. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de la Seyne (Var) [26 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59; Fa. 13, n° 34). — Adoption [8 février] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 81). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 890).

62. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Neufchâteau (Vosges) [26 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59; Fa. 13, n° 35). — Adoption [8 février] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 81). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 890).

63. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Tréboul (Finistère) [26 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59; Fa. 13, n° 36). — Adoption [8 février] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 81). — Promulgation (J.O., 15 février, p. 891).

64. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Drôme à contracter un emprunt de 970.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Raymond Leygue [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [4 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 73; Fa. 14, n° 37). — M. Dulac dépose son rapport [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 318; Fa. 61, n° 133). — Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 417; J.O., c.r., p. 347). — Promulgation (J.O., 2 avril, p. 1834).

65. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Creuse à contracter un emprunt de 59.600 francs. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Raymond Leygue [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [4 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 73; Fa. 14, n° 38). — M. Dulac dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 133; J.O.,

c.r., p. 112; Fa. 25, n° 70). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 150). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1237).

66. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente à contracter un emprunt de 57 600 francs. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Raymond Leygue [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [4 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 73; Fa. 14, n° 39). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 112; Fa. 26, n° 72). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 150). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1237).

67. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à emprunter une somme de 23.921.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [21 janvier]. Rapport de M. Raymond Leygue [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [4 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 73; Fa. 14, n° 40). — M. Lefèvre dépose son rapport [14 février] (A., t. I, p. 133, J.O., c.r., p. 115; Fa. 29, n° 78). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 151). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1239).

68. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'approbation d'un engagement de la ville de Versailles (Seine-et-Oise). Présenté à la Chambre des Députés [21 janvier]. Rapport de M. Raymond Leygue [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [4 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 73; Fa. 15, n° 41). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 112; Fa. 26, n° 71). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 150). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1239).

69. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Orléans (Loiret) à changer l'affectation d'une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [21 janvier]. Rapport de M. Rabier [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [4 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 73; Fa. 15, n° 42). — M. Dulac dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 133; J.O.,

c.r., p. 112; l'a. 25, n° 69). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 150). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1238).

70. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt de 169.031 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 17). Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Raymond Leygue [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [4 février] (A. t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 73; Fa. 15, n° 43). — M. Dulac dépose son rapport [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 150; Fa. 31, n° 81). — Adoption [28 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 170). — Promulgation (J.O., 6 mars, p. 1301).

71. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Yvetot (Seine-Inférieure) [27 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 17, n° 48). — Adoption [11 février] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 102). — Promulgation (J.O., 20 février, p. 998).

72. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Raphaël (Var) [27 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77; Fa. 17, n° 49). — Adoption [11 février] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 102). — Promulgation (J.O., 20 février, p. 998).

73. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) [27 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77, Fa. 17, n° 50). — Adoption [11 février] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 102). — Promulgation (J.O., 20 février, p. 998).

74. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Noyon (Oise). Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Desjardins [25 janvier]. Adoption [28 janvier]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [6 février] (A., t. I, p. 93; J.O., c.r., p. 78; Fa. 19, n° 52). — M. Chovet dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 112; Fa. 27, n° 74). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 181; J.O., c.r., p. 151). — Promulgation (J.O., 11 mars, p. 1394).

75. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur la compé-

tence des juges de paix. Déposée par M. Godin [8 février] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 81; I. 22). — M. Morellet dépose son rapport [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 224; I. 57). — Adoption de la prise en considération [16 mars] (A., t. I, p. 298; J.O., c.r., p. 247). — Commission : 1^{er} bureau, M. Ratier. 2^e bureau, M. Tillaye. 3^e bureau, M. Maxime Lecomte. 4^e bureau, M. Munier. 5^e bureau, M. Godin. 6^e bureau, M. Th. Girard. 7^e bureau, M. Demôle. 8^e bureau, M. Guérin. 9^e bureau, M. Régismanset (J.O., p. 1556; F. 26). *Président*, M. Munier; *Secrétaire*, M. Th. Girard (J.O., p. 1595; F. 27). — M. Godin dépose son rapport [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477; I. 141). — 1^{re} délibération : MM. Béranger, Jules Godin, *rapporteur*. Ajournement de la discussion [10 juillet] (A., t. I, p. 320; J.O., c.r., p. 671).

76. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Cassel (Nord) [27 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 81; Fa. 20, n° 57). — Adoption [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 116). — Promulgation (J.O., 23 février, p. 1045).

77. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Château-Gonthier (Mayenne) [27 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 81; Fa. 20, n° 56). — Adoption [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 116). — Promulgation (J.O., 23 février, p. 1045).

78. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Lambzellec (Finistère) [27 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 81; Fa. 20, n° 55). — Adoption [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 116). — Promulgation (J.O., 23 février, p. 1046).

79. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Amand (Nord) [27 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 81; Fa. 20, n° 54). — Adoption [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 116). — Promulgation (J.O., 23 février, p. 1046).

80. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Rumilly (Haute-Savoie) [27 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [8 février] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 81; Fa. 20, n° 53). — Adoption [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 115). — Promulgation (J.O., 23 février, p. 1046).

81. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des conventions de délimitation et de commerce entre la France et la Chine. Présenté à la Chambre des Députés [19 novembre 1895]. Rapport de M. Raiberti [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [8 février] (A., t. I, p. 105; J.O., c.r., p. 89; I. 27). — Commission : 1^{er} bureau, M. Guyot-Lavalinc. 2^e bureau, M. Constans. 3^e bureau, M. le duc de Montesquiou-Fezensac. 4^e bureau, M. Bardoux. 5^e bureau, M. Reymond. 6^e bureau, M. Belle. 7^e bureau, M. Pauliat. 8^e bureau, M. Blavier. 9^e bureau, M. Drouhet (J.O., p. 1035; F. 16). *Président*, M. Constans; *Secrétaire*, M. le duc de Montesquiou-Fezensac; *Rapporteur*, M. Reymond (J.O., p. 1096; F. 17). — M. Reymond dépose son rapport [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296; I. 84). — 1^{re} délibération : M. Reymond, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} juin] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 417). — Promulgation (J.O., 5 juin, p. 3133).

82. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à la réorganisation de l'infanterie et de l'artillerie de marine et à la création d'une armée coloniale dépendant du Ministère de la Marine. Déposée par M. Cabart-Danneville [11 février] (A., t. I, p. 119; J.O., c.r., p. 101; I. 29).

83. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier, en faveur des portiers-consignes, la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée [21 juin 1895]. M. Lacave-Laplagne dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 119; J.O., c.r., p. 101; I. 28).

84. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Levallois-Perret (Seine) à emprunter une somme de 778.044 francs et à s'imposer extraordinairement (8 c. 30) [27 décembre 1895]. M. Hamel dépose son rapport [11 février] (A., t. I, p. 120; J.C., c.r., p. 101; Fa. 21, n° 58). — Adoption [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 150). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1239).

85. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt de 41.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Rubillard [4 février]. Adoption [8 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa. 22, n° 59). — M. Dulac dépose son rapport [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212).

Fa. 45, n° 107). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 246). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1626).

86. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 68.400 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 30). Présenté à la Chambre des Députés [28 janvier]. Rapport de M. Leteurre [4 février]. Adoption [8 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa. 22, n° 60). — M. Dellestable dépose son rapport [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296; Fa. 58, n° 130). — Adoption [27 mars] (A., t. I, p. 415; J.O., c.r., p. 345). — Promulgation (J.O., 2 avril, p. 1834).

87. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à contracter des emprunts de 170.000 francs et de 90.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [28 janvier]. Rapport de M. Leteurre [4 février]. Adoption [8 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa. 22, n° 61). — M. Dulac dépose son rapport [13 mars] (A., t. I, p. 292; J.O., c.r., p. 243; Fa. 51, n° 118). — Adoption [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 251). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1626).

88. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Leteurre [28 janvier]. Adoption [1^{er} février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa. 23, n° 62). — M. Lefèvre dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 185; Fa. 35, n° 87). — Adoption [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212). — Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1530).

89. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de La Souterraine (Creuse). Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1895]. Rapport de M. Demalvilain [3 février]. Adoption [6 février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa. 23, n° 63). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa. 36, n° 91). — Adop-

tion [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212). — Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1531).

90. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Maixent (Deux-Sèvres). Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1895]. Rapport de M. Demalvilain [3 février]. Adoption [6 février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa, 23, n° 64). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa. 36, n° 92). — Adoption [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212). — Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1531).

91. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de banlieue de Paris dans le département de la Seine. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Brincard [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa. 24, n° 65). — M. Lefèvre dépose son rapport [5 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 197; Fa. 42, n° 102). — Adoption [10 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 227). — Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1530).

92. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Montmorency (Seine-et-Oise). Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Brincard [30 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa. 24, n° 66). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 185; Fa. 35, n° 88). — Adoption [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212). — Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1531).

93. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Lisieux (Calvados). Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Leteurtre [28 janvier]. Adoption [1^{er} février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa. 24, n° 67). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa. 36, n° 89). — Adoption [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212). — Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1530).

94. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Fécamp (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Brindeau [28 janvier]. Adoption [1^{er} février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102; Fa. 24, n° 68). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa. 36, n° 90). — Adoption [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r. p. 212). — Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1531).

95. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la tenue, par les juges de paix, d'audiences foraines [8 avril 1895]. M. Mir dépose son rapport [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 116; I. 31). — 1^{re} délibération : M. Théodore Girard demande l'ajournement de ce projet de loi, son intention étant d'intervenir en vue d'en combattre l'opportunité [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152). — Sont entendus : MM. Théodore Girard, Mir, *rapporteur*. Adoption du projet de loi en 1^{re} délibération [5 mars] (A., t. I, p. 237; J.O., c.r., p. 197). — 2^e délibération. Adoption du projet de loi [16 mars] (A., t. I, p. 298; J.O., c.r., p. 247). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1641).

96. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi portant modification de la loi du 31 juillet 1895 sur la police sanitaire des animaux. Déposée par M. Darbot [14 février] (A. t. I, p. 152; J.O., c.r., p. 126; I. 32). — M. Darbot dépose son rapport [24 mars] (A., t. I, p. 375; J.O., c.r., p. 313; I. 87). — Discussion de la prise en considération : MM. Vignancour, Lourties [30 mars] (A., t. I, p. 418; J.O., c.r., p. 348). — MM. Darbot, Bernard. Adoption de la prise en considération [2 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 622). — Commission : 1^{er} bureau, M. Develle. 2^e bureau, M. Demoulins de Riols. 3^e bureau, M. Camecasse. 4^e bureau, M. Bernard. 5^e bureau, M. Darbot. 6^e bureau, M. Brunet. 7^e bureau, M. Villard. 8^e bureau, M. Félix Martin. 9^e bureau, M. Lesouëf (J.O., p. 3686; F. 60). *Président*, M. Develle; *Secrétaire*, M. Villard (J.O., p. 3871; F. 61).

97. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi complémentaire portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères. Déposée par M. Benazet [14 février] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 115; I. 30). — M. Labbé dépose son rapport [21 février] (A., t. I, p. 176; J.O., c.r., p. 146; I. 34). — 1^{re} délibération : M. le général Billot, *président de la Commission*. Déclaration de l'urgence : M. Benazet. Article unique.

Amendement de M. le marquis de Carné : M. le général Billot, *président de la Commission*. Adoption. Amendement de M. Maxime Lecomte et plusieurs de ses collègues : MM. Maxime Lecomte, Cavaignac, *Ministre de la Guerre*, Delpèch. Rejet. Adoption de l'article unique de la proposition de loi modifiée [27 février] (A., t. I, p. 185; J.O., c.r., p. 155). — Promulgation (J.O., 14 mars, p. 1473).

98. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'une nouvelle entrée au Sud du port de Saint-Nazaire; 2° l'acceptation des offres de concours du département de la Loire-Inférieure, de la ville et de la Chambre de commerce de Saint-Nazaire; 3° la création des voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de concours [28 février 1895]. Adoption [28 décembre]. — Promulgation (J.O., 22 février, p. 1029).

99. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la publicité du mariage par la mention de la célébration en marge de l'acte de naissance. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 150; I. 37). — Commission : 1^{er} bureau, M. Drumel. 2^e bureau, M. Munier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Pajot. 5^e bureau, M. Thézard. 6^e bureau, M. Biré. 7^e bureau, M. Silhol. 8^e bureau, M. Pazat. 9^e bureau, M. Théodore Girard (J.O., p. 1306, F. 21). *Président*, M. Munier; *Secrétaire*, M. Drumel (J.O., p. 1377; F. 22).

100. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicable, en matière de presse, l'article 368 du Code d'instruction criminelle. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [25 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 150; I. 36). — Commission : 1^{er} bureau, M. Delobéau. 2^e bureau, M. Monsservin. 3^e bureau, M. Francoz. 4^e bureau, M. Brusset. 5^e bureau, M. Thézard. 6^e bureau, M. Pauliac. 7^e bureau, M. Béranger. 8^e bureau, M. Le Royer. 9^e bureau, M. Morellet (J.O., p. 1306; F. 21). *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Francoz (J.O., p. 1377; F. 22). — M. Delobéau dépose son rapport [23 mars] (A. t. I. p. 355; J.O., c.r., p. 296; I. 82). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [27 mars] (A., t. I, p. 416; J.O., c.r., p. 345). — Promulgation (J.O., 5 avril, p. 1909).

101. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la prorogation des surtaxes perçues à

l'octroi de La Fère (Aisne). Présenté à la Chambre des Députés [28 janvier]. Rapport de M. Brindeau [4 février]. Adoption [8 février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152; Fa. 33, n° 84). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [10 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 227; Fa. 48, n° 113). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 296; J.O., c.r., p. 246). — Promulgation (J.O., 24 mars, p. 1657).

102. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Douarnenez (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Rubillard [4 février]. Adoption [8 février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O. c.r., p. 152; Fa. 33, n° 85). — M. Dulac dépose son rapport [10 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 227; Fa. 49, n° 115). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 296; J.O., c.r., p. 246). — Promulgation (J.O., 24 mars, p. 1657).

103. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Jura à contracter un emprunt de 3.530.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [6 février]. Rapport de M. Brindeau [20 février]. Adoption [24 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152; Fa. 32, n° 83). — M. Dulac dépose son rapport [28 février] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 181; Fa. 34, n° 86). — Discussion immédiate. L'urgence est déclarée. Adoption [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189). — Promulgation (J.O., 10 mars, p. 1369).

104. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Mézières-sur-Oise à Vendeuil. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Hainsselin [8 février]. Adoption [24 février]. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152; I. 40). — M. Drumel dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [28 février] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 169; I. 43). — Promulgation (J.O., 1^{er} mars, p. 1173).

105. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté

avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et sur le contrat de participation aux bénéfices [7 juin 1893]. Rapport de M. Lourties [2 décembre 1895]. — 1^{re} délibération. M. Marcel Barthe dépose un contre-projet et demande l'ajournement de la discussion du projet de loi. M. Lourties, *rapporteur*, repoussé, au nom de la Commission, l'ajournement [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152). — 1^{re} délibération. Contre-projet de M. Marcel Barthe : MM. Marcel Barthe, Lourties, *rapporteur*, Buffet, Doumer, *Ministre des Finances*. Rejet du renvoi du contre-projet de M. Marcel Barthe à la Commission. Article premier : M. Félix Martin [27 février] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r. p. 157). — Article premier : MM. Félix Martin, Lourties, *rapporteur*, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Demande de renvoi de l'article premier à la Commission. Rejet. Adoption des paragraphes de l'article premier, sous réserve du paragraphe 2. Articles 2 à 16. Adoption. Article 17 : MM. Blavier, Gouin, *président de la Commission*. Adoption de l'article 17 modifié. Articles 18 à 26. Adoption. Article 27 : MM. Blavier, Lourties, *rapporteur*. Adoption de l'article 27 modifié. Articles 28 à 31. Adoption. Paragraphe 2 de l'article premier. Adoption. Article 32 : MM. Buffet, Lourties, *rapporteur*, Bérenger, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Ratier. Renvoi de l'article 32 à la Commission. Article 33 : MM. Lourties, *rapporteur*, Gouin, *président de la Commission*, Bérenger. Rejet, au scrutin, de l'article 33. Article 34. Amendement de M. Nioche. Renvoi de l'amendement à la Commission [28 février] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 171). — Article 32 (nouvelle rédaction) : MM. Gouin, *président de la Commission*, Bérenger, Félix Martin. Adoption. Article 33 (nouvelle rédaction). Adoption. Article 34. Amendement de M. Nioche : MM. Nioche, le Président. Retrait de l'amendement par son auteur : MM. Marcel Barthe, Lourties, *rapporteur*, Fruchier, le Président. Adoption du paragraphe premier. Disposition additionnelle de M. Félix Martin : MM. Félix Martin, Lourties, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Félix Martin. Article 34, paragraphes 1 à 4. Adoption. Paragraphe 5 : MM. Buffet, Lourties, *rapporteur*. Adoption. Paragraphe 6 : MM. Ratier, Lourties, *rapporteur*. Adoption, au scrutin, du texte de la Commission. Article 35. Amendement de M. Le Cour Grandmaison : MM. Le Cour Grandmaison, Lourties, *rapporteur*. Adoption de l'amendement et de l'article 35 modifié. Articles 36 à 51. Adoption. Adoption du projet en 1^{re} délibération [2 mars] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 186). — 2^e délibération : MM. Gouin, *président de la Commission*, le Président [10 mars] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 228). — Article premier. Amendement de M. Marcel Barthe :

MM. Marcel Barthe, Lourties, *rapporteur*, Bérenger, le Président. Rejet de la prise en considération de l'amendement. Renvoi du contre-projet de M. Marcel Barthe à l'article 34. Paragraphe premier de l'article premier. Adoption. Paragraphe 2 : MM. Buffet, Gouin, *président de la Commission*, Blavier. Adoption de la rédaction de M. Blavier. Paragraphes 3 et 4. Adoption. Paragraphe 5 : MM. Ratier, Lourties, *rapporteur*, Bérenger. Adoption. Articles 2 à 12. Adoption. Article 13 : MM. Félix Martin, Gouin, *président de la Commission*, Blavier. Adoption. Articles 14 à 30. Adoption. Article 31 (nouvelle rédaction) : MM. Mazeau, Volland, Lourties, *rapporteur*, Le Royer, Buffet, Tillaye, Ratier, Grivart, Munier. Adoption. Article 32 : M. Silhol. Articles 32 et 33 (réservés). Article 34. Amendement de M. Nioche : MM. Nioche, Lourties, *rapporteur*. Adoption, au scrutin, de l'amendement : MM. Lourties, *rapporteur*, le Président [13 mars] (A., t. I, p. 278 ; J.O., c.r., p. 231).

106. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Nantes (Loire-Inférieure) [27 décembre 1895]. — M. Dulac dépose son rapport [27 février] (A., t. I, p. 180 ; J.O., c.r., p. 150 ; Fa. 31, n° 82). — Adoption [28 février] (A., t. I, p. 205 ; J.O., c.r., p. 171). — Promulgation (J.O., 6 mars, p. 1302).

107. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce ; 2^e proposition de loi de M. Durand-Savoyat et plusieurs de ses collègues, relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures [23 novembre 1894] [31 janvier 1895]. M. Durand dépose son rapport [25 février] (A., t. I, p. 179 ; J.O., c.r., p. 149 ; I. 35). — 1^{re} délibération. Décret désignant M. Chandèze, *directeur du commerce*, en qualité de Commissaire du Gouvernement : MM. Poirrier, Durand-Savoyat, *rapporteur*. Rejet de la proposition de renvoi présentée par M. Poirrier. Articles 1 à 4. Adoption. Article 5 : MM. Poirrier, Durand-Savoyat, *rapporteur*, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption de l'article 5 modifié. Articles 6 à 13. Adoption. Article 14 : M. Chandèze, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 15 à 21. Adoption. Articles 22 : MM. Lourties, Durand-Savoyat, *rapporteur*, Poirrier, Séblin, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, le baron de Lareinty, Maxime Lecomte, Durand-Savoyat, Combes, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, le Président. Adoption. Rejet, au scrutin, de la disposition additionnelle présentée par MM. Lourties et Poirrier [9 mars] (A., t. I, p. 256 ; J.O., c.r., p. 213). Articles 23 à 30. Adoption. Adoption d'un nouvel article 31.

Article 32 (ancien 31). Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition en 1^{re} délibération [10 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 228). — 2^e délibération. Articles 1 et 2. Adoption. Article 3 : MM. Séblin, de Marcère, *président de la Commission*. Adoption. Articles 4 à 7. Adoption. Article 8 : MM. Durand-Savoyat, *rapporteur*, Martell. Adoption de l'article 8 modifié. Articles 9 à 16. Adoption. Article 17 : MM. Le Cour Grandmaison, Martell, Le Breton. Adoption de l'amendement de M. Le Breton et de l'article 17 modifié. Articles 18 à 32. Adoption. Vote sur l'ensemble de la proposition. Adoption [26 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 338).

108. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'admettre, aux conditions de la législation en vigueur au jour de leur embarquement, les grains étrangers embarqués directement pour un port français antérieurement au 28 novembre 1886 [7 juillet 1887]. — M. Prevet dépose son rapport [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152; I. 38). — 1^{re} délibération : MM. Prevet, *rapporteur*, Buffet, Doumer, *Ministre des Finances*, Trarieux, Guindey. Rejet, au scrutin, du projet [5 mars] (A., t. I, p. 240; J.O., c.r., p. 201).

109. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire d'un million de francs pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de S. M. l'Empereur de Russie. Présenté à la Chambre des Députés [28 janvier]. Rapport de M. Raiberti. Adoption [24 février]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [27 février] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 157; I. 41). — Rapport de M. de Marcère. En donne lecture. Adoption [28 février] (A., t. I, p. 203; J.O., c.r., p. 169; I. 42). — Promulgation (J.O., 8 mars, p. 1341).

110. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier, dans Boulogne et aux abords de cette ville, le tracé du chemin de fer d'intérêt local du Portel à Boulogne, à Bonningues et à Tournehem [18 décembre 1895]. — M. Prevet dépose son rapport [28 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 170; I. 45). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [9 mars] (A., t. I, p. 256; J.O., c.r., p. 213). — Promulgation (J.O., 18 mars, p. 1549).

111. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 11 et à compléter l'article 5 de la loi du 30 novembre 1894, sur les habitations à bon marché. Déposé par M. Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [28 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 170; I. 44). — M. Diancourt dépose son rapport [19 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 265; I. 74). — 1^{re} délibération : M. Le Royer, *président de la Commission*. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles 1 et 2. Article 3 : M. Diancourt, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 mars] (A., t. I, p. 357; J.O., c.r., p. 298). — Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 1811).

112. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réforme de l'impôt des boissons [11 juillet 1895]. M. de Verninac dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 185; I. 46). — 1^{re} délibération. Motion préjudicielle de M. Bisseuil : MM. Bisseuil, de Verninac, *rapporteur*, Cochery, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de la motion. Ouverture de la discussion générale : MM. Fleury, Déprez, Tillaye [11 juin] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 436). Sont entendus : MM. Léon Labbé, Allègre, de Verninac, *rapporteur* [15 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 466). MM. Morel, Bisseuil, Gauthier, Bernard, le Président, Catusse, *directeur général des contributions indirectes, Commissaire du Gouvernement* [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477). — MM. Maxime Lecomte, Cochery, *Ministre des Finances*, de Verninac, *rapporteur*, Faye, *président de la Commission*, Monis, Bisseuil, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, Blavier, Buffet, le Président. Clôture de la discussion générale [18 juin] (A., t. II, p. 96; J.O., c.r., p. 491). — 1^{re} délibération. Article premier. Amendement de MM. de Marcère et Tillaye : MM. de Marcère, Cornil, de Verninac, *rapporteur*, Buffet, Tillaye, Cochery, *Ministre des Finances*, Poriquet, baron de Lareinty, Calvet. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Contre-projets sur l'article premier : MM. Tillaye, de Verninac, *rapporteur*, Bernard, le Président [19 juin] (A., t. II, p. 117; J.O., c.r., p. 509). — Article premier (nouvelle rédaction de la Commission) : MM. de Verninac, *rapporteur*, Le Breton, Bernard, Blavier, Bisseuil, Darbot. Retrait de l'amendement de MM. Séblin et Bardoux. Adoption de l'article premier. Article 2 : MM. le Président, Bisseuil, Cochery, *Ministre des Finances*. Amendement de M. Bisseuil. Rejet. Amendement de M. Bernard : MM. Tillaye, le Président. Amendements de MM. Tillaye et le comte de Blois : MM. le comte de Blois, Tillaye, Cochery, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. le comte de Blois. Retrait, par M. Tillaye, de son amendement : MM. Bernard, le Président [22 juin] (A., t. II,

p. 132; J.O., c.r., p. 520). — Article 2. Contre-projet de M. Bernard : MM. Bernard, Gauthier, Blavier, Cochery, *Ministre des Finances*, de Verninac, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, du paragraphe premier de l'amendement de M. Bernard. Adoption du paragraphe 2 de l'article 2. Paragraphe 3. Amendement de M. Calvet : MM. Cochery, *Ministre des Finances*, de Verninac, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption du paragraphe 3 modifié. Derniers paragraphes de l'article 2 : MM. Blavier, de Verninac, *rapporteur*, Bisseuil, Séblin, Cochery, *Ministre des Finances*, Le Breton, Maxime Lecomte. Scrutin sur le quatrième paragraphe (nouvelle rédaction de la Commission). Adoption de l'ensemble de l'article 2. Article 3 : MM. Poriquet, Cochery, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 4. Adoption. Article 5 : MM. Tillaye, Cochery, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 6. Adoption. Article 7. Adoption de l'article modifié par la Commission. Article 8 : MM. Félix Martin, de Verninac, *rapporteur*. Adoption. Articles 9 à 11. Adoption. Article 12 : MM. Félix Martin, de Verninac, *rapporteur*. Adoption de l'article 12. [23 juin] (A., t. II, p. 154; J.O., c.r., p. 537). — Article 13. Amendement de M. Deandreis : MM. Deandreis, Turrel, *Ministre des Travaux publics*. Rejet de l'amendement. Adoption du premier paragraphe de l'article 13. Amendement de M. Bouilliez : MM. Bouilliez, de Verninac, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Bisseuil : MM. Bisseuil, de Verninac, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Folliet : MM. Folliet, Galtier, Cochery, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, après pointage, de l'amendement de M. Folliet, Amendement de M. Buffet : MM. Buffet, Blavier, de Verninac, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Adoption du paragraphe 2 de l'article 13. Paragraphes 3 et 4. Adoption. Paragraphe 5. Amendement de M. Taulier : MM. Taulier, de Verninac, *rapporteur*. Renvoi de l'amendement à la Commission. Adoption du paragraphe 5 et de l'ensemble de l'article 13. Article 14. Adoption. Article 15. Amendements de MM. Bisseuil et Monis : MM. Bardoux, Monis, Bisseuil, Poirrier. Renvoi des deux amendements à la Commission des octrois. Adoption de l'article 15. Réserve de l'article 16. Article 17. Amendement de M. Isaac. Acceptation de l'amendement par la Commission : M. Poirrier. Adoption de l'article 17. Renvoi de la discussion [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553). — Article 18. Amendement de M. Monis et d'un grand nombre de ses collègues : MM. Monis, Turrel, *Ministre des Travaux publics*, Blavier, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, Thévenet, Cochery, *Ministre des Finances*, Bernard, de Verninac, *rapporteur*, Bisseuil. Renvoi de l'amendement à la Commission [26 juin] (A., t. II, p. 194; J.O., c.r., p. 569). — Article 18 (rédaction nouvelle) : MM. de Verninac, *rapporteur*, Durand-Savoyat, Bernard,

Félix Martin, Faye, *président de la Commission*, Monis. Adoption du paragraphe premier. Paragraphes 2 à 4. Adoption. Paragraphe 5 : MM. Le Cour Grandmaison, Cochery, *Ministre des Finances*. Adoption. Paragraphe 6. Adoption. Paragraphe 7 : MM. Le Cour Grandmaison, Cochery, *Ministre des Finances*, Blavier, de Verninac, *rapporteur*, Bernard. Adoption. Vote sur l'ensemble de l'article 18. Adoption. Article 19. Amendement de M. Bisseuil : MM. Bisseuil, de Verninac, *rapporteur*, Monis, Gauthier. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 20. Adoption. Article 21. Adoption. Amendement de M. Guyot : MM. Guyot, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, Demôle. Rejet de l'article additionnel de M. Guyot. Article 22 : MM. Peytral, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Amendement de M. Guyot : MM. Guyot, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption des articles 22 à 27. Article 28 : M. de Verninac. Adoption de l'article 28 modifié. Articles 29 à 30. Adoption. Article 31 : MM. Peytral, Casse, *Commissaire du Gouvernement*, Faye, *président de la Commission*, Buffet. Adoption. Articles 32 à 34. Adoption. Article 35 modifié. Adoption. Article 36. Adoption [29 juin] (A., t. II, p. 220; J.O., c.r., p. 590). — Article 37. Amendement de MM. Deandreis, Galtier et autres : MM. Galtier, de Verninac, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 37. Article 38 : M. de Verninac. Annulation de l'article 38. Article 39. Amendement de M. Bouilliez : MM. Bouilliez, de Verninac, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 39 (texte de la Commission). Article 40. Adoption. Article 41 : MM. Bouilliez, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 42 à 45. Adoption. Article 46. Amendement de M. Bouilliez : MM. Bouilliez, de Verninac, *rapporteur*, Séblin. Amendement de M. Séblin : MM. Séblin, de Verninac, *rapporteur*, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet, au scrutin, de l'amendement : MM. Volland, de Verninac, *rapporteur*, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 46 modifié. Articles 47 à 51. Adoption. Article 52 : MM. Bouilliez, de Verninac, *rapporteur*. Adoption. Article 53. Adoption. Article 54 : MM. de Verninac, *rapporteur*, le Président [30 juin] (A., t. II, p. 239; J.O., c.r., p. 606). — Amendement de MM. Camescasse, Déprez et plusieurs de leurs collègues : MM. Volland, de Verninac, *rapporteur*, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 54. Article 55 à 66. Amendement de M. Camescasse et plusieurs de ses collègues. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Adoption successive des articles 55 à 66. Article 67. Amendement de M. Monis. Retrait. Adoption de l'article 67. Article 16 : MM. Faye, *président de la Commission*, de Verninac, *rapporteur*, le Président. Amendement de

MM. Gauthier, Déprez et autres : M. Scheurer-Kestner. Renvoi de l'amendement à la Commission [2 juillet] (A., t. II, p. 251; J.O. c.r., p. 617). — Article 16 (réservé) : M. de Verninac, *rapporteur*. Adoption de l'article 16. MM. Buffet, Faye, *président de la Commission*. Vote de l'ensemble du projet en 1^{re} délibération. Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 264; J.O., c.r., p. 627).

113. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1^o d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail; 2^o de la protéger contre certains abus de la puissance maritale. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [2 mars] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 185; I. 47).

114. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt de 34.615 francs. Présenté à la Chambre des Députés [6 février]. Rapport de M. Brindeau [20 février]. Adoption [27 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa. 38, n^o 95). — M. Dulac dépose son rapport [10 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 227; Fa. 49, n^o 116). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 246). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1625).

115. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à contracter des emprunts de 146.200 francs et de 35.800 francs. Présenté à la Chambre des Députés [6 février]. Rapport de M. Brindeau [20 février]. Adoption [27 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa. 38, n^o 96). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [10 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 227; Fa. 48, n^o 114). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 246). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1627).

116. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux. Présenté à la Chambre des Députés [13 février]. Rapport de M. Desjardins [24 février]. Adoption [27 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. M. Dulac dépose son rapport [2 mars] (A., t. I, p. 232; J.O., c.r., p. 189, 194; Fa. 39, 40, n^{os} 97, 100).

— Adoption [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 213). — Promulgation (J.O., 14 mars, p. 1475).

117. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à contracter un emprunt de 400.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [13 février]. Rapport de M. Desjardins [24 février]. Adoption [27 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa 39, n° 98). — M. Labrousse dépose son rapport [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212; Fa. 44, n° 104). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 245). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1627).

118. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Gard à contracter deux emprunts pour les travaux des chemins vicinaux. Présenté à la Chambre des Députés [13 février]. Rapport de M. Desjardins [24 février]. Adoption [27 février]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa. 39, n° 99). — M. Labrousse dépose son rapport [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 212; Fa. 44, n° 105). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 245). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1626).

119. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiée par le Sénat, amendée par la Chambre des Députés, tendant à la réglementation des Halles centrales de Paris. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [5 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 197; I. 49). — M. Camescasse dépose son rapport [17 mars] (A., t. I, p. 302; J.O., c.r., p. 252; I. 72). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article premier : MM. Le Breton, Camescasse, *rapporteur*. Adoption. Articles 2 à 6. Adoption. Article 7 : MM. Le Breton, Camescasse, *rapporteur*, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 8 à 11. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [1^{er} juin] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 417). — Promulgation (J.O., 13 juin, p. 3265).

120. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 20.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 09) [12 décembre 1895]. — M. Labrousse dépose son rapport [5 mars] (A., t. I, p. 249; J.O., c.r., p. 208; Fa. 43, n° 103). — Adoption [10 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 227). — Promulgation (J.O., 17 mars, p. 1529).

121. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil (Divorce) [17 janvier 1894]. Rapport de M. Devès [18 novembre 1895]. 1^{re} délibération. Renvoi de la proposition de loi à la Commission [10 décembre 1895]. 1^{re} délibération : MM. Godin, *membre de la Commission*, le Président [10 mars] (A., t. I, p. 275 ; J.O., c.r., p. 229). — M. Devès dépose un rapport supplémentaire [1^{er} juin] (A., t. II, p. 6 ; J.O., c.r., p. 419 ; I. 119). — MM. Thezard, Devès, *rapporteur* [3 juillet] (A., t. II, p. 266 ; J.O., c.r., p. 629). — MM. Godin, Devès, *rapporteur* [9 juillet] (A., t. II, p. 312 ; J.O., c.r., p. 663).

122. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Haute-Savoie, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de 1 mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à crémaillère, de Chamonix à Montanvert. Présenté à la Chambre des Députés [19 décembre 1895]. Rapport de M. Argeliès [13 février]. Adoption [2 mars]. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [9 mars] (A., t. I, p. 256 ; J.O., c.r., p. 213 ; I. 53).

123. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Haute-Garonne et du Gers, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Argeliès [13 février]. Adoption [2 mars]. — Déposé par M. Ricard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [9 mars] (A., t. I, p. 256 ; J.O., c.r., p. 213 ; I. 54). — M. Prevet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate : MM. Buffet, Prevet, *rapporteur*, Adrien Hébrard [2 avril] (A., t. I, p. 442 ; I. 105). — MM. Buffet, Prevet, *rapporteur*. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 avril] (A., t. I, p. 448 ; J.O., c.r., p. 372). — Promulgation (J.O., 17 avril, p. 2241).

124. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Tours (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 10.053.740 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [24 février]. Rapport de M. Rabier [2 mars]. Adoption [5 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [9 mars] (A., t. I, p. 256 ;

J.O., c.r., p. 213; Fa. 46, n° 108). — M. Dulac dépose son rapport [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 318; Fa. 61, n° 134). — MM. Buffet, Nioche, Doumer, *Ministre des Finances*. Amendement de M. Buffet. Rejet. Adoption [31 mars] (A., t. I, p. 427; J.O., c.r., p. 354). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 1941).

125. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Présenté à la Chambre des Députés [24 février]. Rapport de M. Brindeau [3 mars]. Adoption [7 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 224; Fa. 47, n° 109). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [19 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 265; Fa. 54, n° 124). — Adoption [24 mars] (A., t. I, p. 376; J.O., c.r., p. 313). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1790).

126. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Nîmes (Gard). Présenté à la Chambre des Députés [24 février]. Rapport de M. Brindeau [3 mars]. Adoption [7 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 224; Fa. 47, n° 110). — M. Dulac dépose son rapport [19 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 265; Fa. 55, n° 125). — Adoption [24 mars] (A., t. I, p. 376; J.O., c.r., p. 314). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1790).

127. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la section de Limousis, commune d'Estables (Lozère). Présenté à la Chambre des Députés [13 février]. Rapport de M. Rubillard [2 mars]. Adoption [7 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 224; Fa. 47, n° 111). — M. Dulac dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; Fa. 102, n° 227). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3813).

128. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Cantal à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. Présenté à la Chambre des Députés [13 février]. Rapport de M. Rubillard [2 mars]. Adoption [7 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Inté-*

rieur [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 224; Fa. 47, n° 112). — M. Dellestable dépose son rapport [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296; Fa. 58, n° 129). — Adoption [27 mars] (A., t. I, p. 415; J.O., c.r., p. 345). — Promulgation (J.O., 2 avril, p. 1834).

129. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement, l'entretien et l'exploitation de communications télégraphiques entre la France, l'Amérique du Nord et les Antilles. Présenté à la Chambre des Députés [22 octobre 1895]. Rapport de M. Boudenoot [21 décembre]. Adoption [3 mars]. — Déposé par M. Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 213; I. 55). — M. Morel dépose son rapport [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 251; I. 69). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [24 mars] (A., t. I, p. 376; J.O., c.r., p. 314). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1791).

130. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juillet 1845, sur la police des chemins de fer. — Déposé par M. Belle [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 211; I. 52).

131. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Etampes à Beaune-la-Rolande [28 juin 1895]. M. Emile Labiche dépose son rapport [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 211; I. 50). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 297; J.O., c.r., p. 246). — Promulgation (J.O., 22 mars, p. 1628).

132. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi portant modification de la loi du 2 août 1875, relative à l'élection des sénateurs. — Déposée par M. Le Provost de Launay [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 212; I. 51).

133. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Fréchet-Aure (Hautes-Pyrénées). Présenté à la Chambre des Députés [24 décembre]. Rapport de M. Demalvilain [7 mars]. Adoption [10 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [13 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231; Fa. 50, n° 117). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport

[19 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 276; Fa. 57, n° 128). — Sont entendus : MM. Baudens, Alexandre Lefèvre, *rapporteur*. Ajournement de la discussion [23 mars] (A., t. I, p. 354; J.O., c.r., p. 295). — Discussion : MM. Baudens, Alexandre Lefèvre, *rapporteur*. Ajournement de la discussion [10 juillet] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 669).

134. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, des chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Villefranche à Monsols. Présenté à la Chambre des Députés [21 janvier]. Rapport de M. Carquet [27 février]. Adoption [7 mars]. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [13 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231; I. 61). — M. Bourganel dépose son rapport [15 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 465; I. 136). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 117; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 28 juin, p. 3525).

135. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, à titre d'intérêt général, d'un chemin de fer de Saint-Sever à Hagetmau. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Lavertujon [5 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [13 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231; I. 62).

136. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement de la section du chemin de fer d'Orange au Buis, comprise entre Vaison et le Buis. Présenté à la Chambre des Députés [28 janvier]. Rapport de M. Ducos [5 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [13 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231; I. 63). — M. Gadaud dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; I. 151). — 1^{re} délibération. Sur la demande de M. Gadaud, *rapporteur*, l'urgence est déclarée. Adoption du projet de loi [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633). — Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 4110).

137. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du prolongement jusqu'à Dijon de la ligne d'Épinac à Velars et la concession de ce prolongement à la Compagnie des chemins de fer de Paris

à Lyon et à la Méditerranée. Présenté à la Chambre des Députés [21 décembre 1895]. Rapport de M. Amaury Simon [5 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [13 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231; I. 64). — M. Poirrier (Seine) dépose son rapport [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477; I. 142). — 1^{re} délibération. Sur la demande de M. Poirrier, *rapporteur*, l'urgence est déclarée. Adoption [22 juin] (A., t. II, p. 132; J.O., c.r., p. 520).

138. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention du 5 janvier 1889, annexée à la loi du 29 juillet 1889, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Dompierre-sur-Besbre à la Palisse. Présenté à la Chambre des Députés [21 janvier]. Rapport de M. Codet [5 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [13 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231; I. 65). — M. Poirrier (Seine) dépose son rapport [11 juin] (A., t. II, p. 29; J.O., c.r., p. 438; I. 131). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence sur la demande de M. Poirrier, *rapporteur*. Adoption [22 juin]. (A., t. II, p. 132; J.O., c.r., p. 520). — Promulgation (J.O., 2 juillet, p. 3749).

139. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la constitution des Universités. Présenté à la Chambre des Députés [18 juin 1895]. Rapport de M. Poincaré [28 décembre]. Adoption [5 mars]. — Déposé par M. Combes, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes* [13 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231; I. 60). — Commission: 1^{er} bureau, M. Tillaye. 2^e bureau, M. Fallières. 3^e bureau, M. Drumel. 4^e bureau, M. Léopold Thézard. 5^e bureau, M. Bardoux. 6^e bureau, M. Wallon. 7^e bureau, M. Berthelot. 8^e bureau, M. Goujon. 9^e bureau, M. Deandreis (J.O., p. 3094, 3107). *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Tillaye; *Rapporteur*, M. Bardoux (J.O., p. 3124; F. 43). — M. Bardoux dépose son rapport [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; I. 146). — 1^{re} délibération. Discussion générale. Sont entendus: MM. Gadand, Combes [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 634). — MM. Bardoux, *rapporteur*, Rambaud, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, Buffet. Déclaration de l'urgence. Article premier: MM. Wallon, *président de la Commission*, Bardoux, *rapporteur*. Adoption des articles 1 et 2. Article 3. Amendement de MM. Guibourd de Luzinai, Le Cour Grandmaison: MM. Guibourd de Luzinai, Liard, *Commissaire du Gouvernement*. Retrait de l'amendement par leurs auteurs. Adoption de l'ar-

ticle 3. Article 4: M. Liard, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption. Disposition additionnelle proposée par M. Buffet et plusieurs de ses collègues: MM. Buffet, Rambaud, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*. Rejet de la prise en considération. Scrutin sur l'ensemble du projet. Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 289; J.O. c.r., p. 648). — Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 3957).

140. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la rétrocession éventuelle à titre gratuit par l'État à la commune de Sézanne (Marne) d'un immeuble exproprié aux frais de cette ville pour les besoins du casernement. Présenté à la Chambre des Députés [21 janvier]. Rapport de M. Rubillard. Adoption [10 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, au nom de MM. les Ministres des Finances, de la Guerre et au sien [13 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231; I. 58). — Rapporteur: M. Alexandre Lefèvre (J.O., p. 1571; F. 26). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [20 mars] (A., t. I, p. 333; J.O., c.r., p. 279; I. 79). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [24 mars] (A., t. I, p. 377; J.O., c.r., p. 314). — Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2109).

141. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la Caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes. Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1895]. Rapport de M. Drake [6 février]. Adoption [7 mars]. — Déposé par M. Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [13 mars] (A., t. I, p. 278; J.O., c.r., p. 231; I. 59). — Commission: 1^{er} bureau, M. Roger. 2^e bureau, M. Lourties. 3^e bureau, M. Dufoussat. 4^e bureau, M. Rambaud. 5^e bureau, M. Macherez. 6^e bureau, M. Poirrier (Seine). 7^e bureau, M. Félix Martin. 8^e bureau, M. Gadaud. 9^e bureau, M. Guyot (J.O., p. 1738; F. 32). *Président*, M. Roger; *Secrétaire*, M. Macherez (J.O., p. 1799; F. 33).

142. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'unification des soldes aux colonies. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [13 mars] (A., t. I, p. 292; J.O., c.r., p. 243; I. 66). — Commission: 1^{er} bureau, M. Astor. 2^e bureau, M. Allègre. 3^e bureau, M. Taulier. 4^e bureau, M. le général Japy. 5^e bureau, M. Godin. 6^e bureau, M. Coste. 7^e bureau, M. Tirman. 8^e bureau, M. Cabart-Danneville. 9^e bureau, M. Frogier de Ponlevoy (J.O., p. 1556; F. 26). *Président*, M. le général Japy; *Secrétaire*

et rapporteur, M. Godin (J.O., p. 1595; F. 27). M. Godin dépose son rapport [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 318; I. 89). — 1^{re} délibération : M. Godin, rapporteur. Ajournement de la discussion [30 mars] (A., t. I, p. 419; J.O., c.r., p. 348). — 1^{re} délibération : M. Franck Chauveau, rapporteur, donne l'avis de la Commission des finances. M. Godin, rapporteur, demande la déclaration de l'urgence, qui est prononcée. Adoption [11 juin] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 436). — Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 3930).

143. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 28 juillet 1881, portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Nontron à Sarlat, avec embranchement d'Hautefort au Burg (Corrèze), sur la ligne de Limoges à Brive. Présenté à la Chambre des Députés [21 décembre 1895]. Rapport de M. Boudenoot [10 février]. Adoption [19 mars]. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [16 mars] (A., t. I, p. 297; J.O., c.r., p. 247; I. 68).

144. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, relative aux reliquats des taxes perçues en vertu des décrets des 22 octobre, 3, 22 et 25 novembre 1870, sur la garde nationale mobilisée. Déposée par M. Le Provost de Launay [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 251; I. 71).

145. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'Exposition universelle de 1900. Présenté à la Chambre des Députés [21 novembre 1895]. Rapport de M. Bouge [3 février]. Adoption [17 mars]. — Déposé par M. Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [19 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 265; I. 75). — Commission : 1^{er} bureau, M. Prevet. 2^e bureau, M. Lourties. 3^e bureau, M. Le Play. 4^e bureau, M. Krantz. 5^e bureau, M. Dulac. 6^e bureau, M. Poirrier (Seine). 7^e bureau, M. Tirman. 8^e bureau, M. de Freycinet. 9^e bureau, M. Gailly (J.O., p. 1722; F. 31). *Président*, M. de Freycinet; *Secrétaire*, M. Prevet (J.O., p. 1739; F. 32). *Rapporteur*, M. Lourties (J.O., p. 3056; F. 42). — M. Lourties dépose son rapport [9 juin] (A., t. II, p. 18; J.O., c.r., p. 429; I. 120). — Décrets désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement : M. Roujon, *directeur des Beaux-Arts, délégué à la section des Beaux-Arts*, M. Picard, *Commissaire général*, et M. Bouvard, *directeur du service d'architecture de l'Exposition universelle de 1900*. Ouverture de la discussion générale : MM. Le Play, Boucher, *Ministre du Commerce, de l'Industrie,*

des Postes et des Télégraphes, de Lamarzelle, Prevet. Motion de M. Buffet : MM. Buffet, de Freycinet, Boucher, *Ministre du Commerce*. Rejet, au scrutin, de la motion. Article premier : MM. Halgan, Boucher, *Ministre du Commerce*. Adoption. Articles 2 à 4. Adoption. Article 5 : MM. Blavier, Picard, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 6 à 10. Adoption. Discussion sur l'ensemble du projet de loi : MM. Édouard Millaud, Boucher, *Ministre du Commerce*, Boulanger, Bardoux, Picard, *Commissaire du Gouvernement*, Reymond, Picard, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'ensemble du projet [12 juin] (A., t. II, p. 41; J.O., c.r., p. 447). — Promulgation (J.O., 17 juin, p. 3337).

146. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de la ville de Paris. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Brincard [2 mars]. Adoption [17 mars]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [19 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 265; Fa. 53, n° 123). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 401; J.O., c.r., p. 334; Fa. 64, n° 137). — Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 418; J.O., c.r., p. 347). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1790).

147. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine. Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre 1893]. Rapport de M. René Brice [7 mai 1894]. Adoption [5 mars]. — Déposé par M. Viger, *Ministre de l'Agriculture* [19 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 265; I. 76). — 1^{er} bureau, M. Dutreil. 2^e bureau, M. Scheurer-Kestner. 3^e bureau, M. Legludic. 4^e bureau, M. Ollivier. 5^e bureau, M. Forest. 6^e bureau, M. Francoz. 7^e bureau, M. Duchesne-Fournet. 8^e bureau, M. Cabart-Danneville. 9^e bureau, M. Le Royer (J.O., p. 1738; F. 32). — *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Francoz (J.O., p. 1799; F. 33).

148. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre la réhabilitation applicable aux condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [19 mars] (A., t. I, p. 330; J.O., c.r., p. 276; I. 78). — Commission : 1^{er} bureau, M. Roger. 2^e bureau, M. Tillaye. 3^e bureau, M. Xavier Blanc. 4^e bureau, M. Monsservin. 5^e bureau, M. Grivart. 6^e bureau, M. Salomon. 7^e bureau, M. Demôle. 8^e bureau, M. Ringot. 9^e bureau,

M. Jules Cazot (J.O., p. 1722; F. 31). — *Président*, M. Xavier Blanc; *Secrétaire*, M. Tillaye (J.O., p., 1739; F. 32).

149. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi du Faou (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [28 décembre 1895]. Rapport de M. Demalvilain [7 mars]. Adoption [10 mars]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296; Fa. 59, n° 131). — M. Dulac dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 416; J.O., c.r., p. 346; Fa. 70, n° 146). — Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 422; J.O., c.r., p. 351). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1790).

155. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser les dérogations à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845 en ce qui concerne les clôtures et barrières de chemins de fer. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296; I. 83). — M. Richard Waddington dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 330; J.O., c.r., p. 680; I. 188).

151. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Louches à Cambrai. Présenté à la Chambre des Députés [5 décembre 1895]. Rapport de M. Amaury Simon [16 mars]. Adoption [19 mars]. — Déposé par M. Guyot-Dessaigne, *Ministre des Travaux publics* [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296; I. 85). — M. Jouffrault dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; I. 150). — 1^{re} délibération. M. Camille Jouffrault, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 237; J.O., c.r., p. 605). — Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 4005).

152. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre applicable au Conseil municipal de Paris l'article 41 de la loi du 5 avril 1884. Présenté à la Chambre des Députés [21 janvier]. Rapport de M. Humbert [27 février]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur* [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 308; I. 86). — Commission : 1^{er} bureau, M. Ratier. 2^e bureau, M. Thévenet. 3^e bureau, M. Camescasse. 4^e bureau, M. de Marcère. 5^e bureau,

M. Godin. 6^e bureau, M. Hamel. 7^e bureau, M. Perras. 8^e bureau, M. Huguet. 9^e bureau, M. Delobeaue (J.O., p. 1722; F. 31). *Président*, M. Hamel; *Secrétaire et Rapporteur*, M. Ratier (J.O., p. 1739; F. 32). M. Ratier dépose son rapport [27 mars] (A. t. I, p. 415; J.O., c.r., p. 345; I. 95). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mars] (A., t. I, p. 434; J.O., c.r., p. 360). — Promulgation (J.O., 12 avril, p. 2069).

153. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Annecy (Haute-Savoie) à emprunter une somme de 232.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [16 mars]. Rapport de M. Prud'homme-Havette [19 mars]. Adoption [21 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 308; Fa. 60, n^o 132) — M. Dulac dépose son rapport [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 318; Fa. 62, n^o 135). — Adoption [27 mars] (A., t. I, p. 415; J.O., c.r., p. 345). — Promulgation (J.O., 30 mars, p. 1773).

154. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1888 [8 juin 1893]. M. Marquis dépose son rapport [23 mars] (A., t. I, p. 354; J.O., c.r., p. 295; I. 81). — Adoption, au scrutin, du projet de loi [2 avril] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 363). — Promulgation (J.O., 21 mai, p. 2801).

155. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, concernant : 1^o la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4^o l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. Présenté à la Chambre des Députés [24 février]. Rapport de M. Delombre [19 mars]. Adoption [24 mars]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 319; I. 91). — M. Morel dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Adoption des divers articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 mars] (A., t. I, p. 397; J.O., c.r., p. 331; I. 93). — Promulgation (J.O., 29 mars, p. 1753).

156. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Guipavas, canton de Landerneau, arrondissement de Brest (Finistère), la section de Relecq pour l'ériger en commune distincte. Présenté à la Chambre des Députés [23 mars]. Rapport de M. Saint-Martin. Adoption [24 mars].

Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 mars] (A., t. I, 393; J.O., c.r., p. 328; Fa. 63, n° 136). — M. Dulac dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 401; J.O., c.r., p. 334; Fa. 65, n° 138). — Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 418; J.O., c.r., p. 347). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 1942).

157. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 11 de la loi du 29 juin 1894 sur les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [24 mars] (A., t. I, p. 393; J.O., c.r., p. 328; I. 92). — M. Cuvinot dépose son rapport [30 juin] (A., t. II, p. 235; J.O., c.r., p. 603; I. 160). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [7 juillet] (A., t. II, p. 289; J.O., c.r., p. 648). — Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 4109).

158. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 6.040 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 03). Présenté à la Chambre des Députés [24 février]. Rapport de M. Desjardins [24 mars]. Adoption [26 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. M. Dellestable dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 410; J.O., c.r., p. 337, 341; Fa. 66, 68, nos 139, 142). — Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 417; J.O., c.r., p. 348). — Promulgation (J.O., 3 avril, p. 1869).

159. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Châteaulin (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [14 mars]. Rapport de M. Prud'homme-Havette [25 mars]. Adoption [26 mars]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [26 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 337; Fa. 67, n° 140). — M. Dulac dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 416; J.O., c.r., p. 346; Fa. 70, n° 144). — Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 422; J.O., c.r. p. 351). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1790).

160. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Marcellin (Isère). Présenté à la Chambre des Députés [19 mars]. Rapport de M. Saint-Martin. Adoption [25 mars]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances* [26 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 337; Fa. 67, n° 141). — M. Dulac dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 416;

J.O., c.r., p. 346; Fa. 70, n° 145). — Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 422; J.O., c.r., p. 351). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1791).

161. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à abroger les dispositions du paragraphe 7 de l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872 et à rendre au Département de la Marine les hommes qui ont fait leur service dans les équipages de la flotte et qui passent dans l'armée territoriale. Déposée par M. Cabart-Danneville [26 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 337; I. 94).

162. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Reims (Marne) à emprunter une somme de 480.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [16 mars]. Rapport de M. Prud'homme-Havette [25 mars]. Adoption [26 mars]. — Déposé par M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [27 mars] (A., t. I, p. 415; J.O. c.r., p. 345; Fa. 69, n° 143). — M. Dulac dépose son rapport [31 mars] (A., t. I, p. 436; J.O., c.r., p. 361; Fa. 71, n° 147). — Adoption [3 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 372). — Promulgation (J.O., 12 avril, p. 2069).

163. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1895 et 1896; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes. Présenté à la Chambre des Députés [9 et 10 mars]. Rapport de M. Delombre [25 mars]. Adoption [30 mars]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances*. M. Saint-Prix dépose son rapport [30 mars] (A., t. I, p. 423; J.O., c.r., p. 350, 351; I. 97, 98). — Discussion. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A., t. I, p. 425; J.O., c.r., p. 353).

164. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers [19 décembre 1893]. Adoption [8 mars 1894]. — Promulgation (J.O., 2 avril. p. 1834).

165. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les lois des 18 mars 1889 et 25 juillet 1893 relatives au rengagement des sous-officiers, la loi du 17 décembre 1892 relative à l'augmentation du nombre des décorations accordées aux armées de terre et de mer, la loi des cadres du 25 juillet 1893. Présenté à la Chambre des Députés [8 février]. Rapport de M. Boudenoot [31 mars]. Adoption [31 mars]. — Déposé par M. Cavai-

gnac (Godefroy), *Ministre de la Guerre* [2 avril] (A., t. I, p. 442; J.O., c.r., p. 365; I. 103). — M. Gadaud dépose son rapport [15 juin] (A., t. II, p. 75; J.O., c.r., p. 475; I. 139).

166. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au mode de nomination aux emplois réservés aux sous-officiers rengagés par la loi du 18 mars 1889. Présenté à la Chambre des Députés [8 février]. Rapport de M. Bazille [7 mars]. Adoption [31 mars]. — Déposé par M. Godefroy Cavaignac, *Ministre de la Guerre* [2 avril] (A., t. I, p. 442; J.O., c.r., p. 365; I. 104). — M. Gadaud dépose son rapport [15 juin] A., t. II, p. 75; J.O., c.r., p. 475; I. 138).

167. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu, en 1895, à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du Centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène. Présenté à la Chambre des Députés [30 janvier]. Rapport de M. Jacques [24 mars]. Adoption [31 mars]. — Déposé par M. Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* [2 avril] (A., t. I, p. 442; J.O., c.r., p. 365; I. 101). — Commission : 1^{er} bureau, M. Prevet. 2^e bureau, M. Le Royer. 3^e bureau, M. Poirrier (Seine). 4^e bureau, M. Ernest Hamel. 5^e bureau, M. Haulon. 6^e bureau, M. le général Grévy. 7^e bureau, M. Godin. 8^e bureau, M. Gilbert Gaillard. 9^e bureau, M. Reymond (J.O., p. 2367; F. 38). *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Prevet; *Rapporteur*, M. Poirrier (Seine) (J.O., p. 2381; F. 39). — M. Poirrier (Seine) dépose son rapport [30 avril] (A., t. I, p. 492; J.O., c.r., p. 408; I. 116). — 1^{re} délibération : M. Le Royer, *président de la Commission*. Déclaration de l'urgence. Article unique : MM. Godin, Henry Boucher, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption du projet de loi [1^{er} juin] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 417). — Promulgation (J.O., 3 juin, p. 3105).

168. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention passée, le 16 mars 1895, entre l'État et la Compagnie du chemin de fer du Nord, pour l'exploitation du service maritime postal entre Calais et Douvres. Présenté à la Chambre des Députés [25 mai 1895]. Rapport de M. Descubes [27 décembre]. Adoption [30 mars]. — Déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes

[2 avril] (A., t. I, p. 442; J.O., c.r., p. 365; I. 102). — M. Drumel dépose son rapport [30 avril] (A., t. I, p. 492; J.O., c.r., p. 408; I. 117). — 1^{re} délibération. Sur la demande de M. Drumel, *rapporteur*, l'urgence est déclarée. Lecture, par M. Boulanger, *rapporteur*, de l'avis de la Commission des finances. Adoption [11 juin] (A., t. II, p. 25; J.O., c.r., p. 435). — Promulgation (J.O., 17 juin, p. 3341).

169. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits au titre du compte spécial de Madagascar. Présenté à la Chambre des Députés [30 mars]. Rapport de M. Delombre [31 mars]. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Doumer, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre de la Guerre et au sien [3 avril] (A., t. I, p. 447; J.O., c.r., p. 371; I. 106). — M. Franck Chauveau dépose son rapport et en donne lecture [23 avril] (A., t. I, p. 468; J.O., c.r., p. 389; I. 111). — Discussion : MM. Bernard, Franck Chauveau, *rapporteur*, de Lamarzelle, Maxime Lecomte. Clôture de la discussion générale. Adoption successive des articles : M. Le Provost de Launay. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet [24 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 393). — Promulgation (J.O., 26 avril, p. 2393).

170. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à la suppression de l'esclavage dans l'île de Madagascar. Déposée par M. Hervé de Saisy [3 avril] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 375; I. 108).

171. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire au chapitre 26 du budget du Ministre de la Guerre (Viande fraîche). — Déposé par M. Doumer, *Ministre des des Finances* [27 décembre 1895]. M. Guérin dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, du projet de loi [3 avril] (A., t. I, p. 447; J.O., c.r., p. 371; I. 107). — Promulgation (J.O., 5 avril, p. 1909).

172. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 6 août 1791, sur les domaines congéables. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [21 avril] (A., t. I, p. 459; J.O., c.r., p. 381; I. 109). — Commission : 1^{er} bureau, M. Cazot. 2^e bureau, M. Astor. 3^e bureau, M. Savary. 4^e bureau, M. de Lamarzelle. 5^e bureau, M. le comte de Blois. 6^e bureau, M. Audren de Kerdrel. 7^e bureau, M. Grivart. 8^e bureau,

M. Hervé de Saisy. 9^e bureau, M. Ollivier (J.O., p. 3094, 3107; F. 43). *Président*, M. Andren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. Savary (J.O., p. 3135; F. 44). — M. Grivart dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 259; J.O., c.r., p. 623; I. 162).

173. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement à Lyon, entre la gare de Saint-Jean et la place de Fourvière, d'un embranchement du chemin de fer funiculaire d'intérêt local de Lyon au faubourg Saint-Just. Présenté à la Chambre des Députés [24 février]. Rapport de M. Amaury Simon [25 mars]. Adoption [31 mars]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics* [28 mai] (A., t. II, p. 1; J.O., c.r., p. 415; I. 118). — M. Gadaud dépose son rapport [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477; I. 140). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 117; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 25 juin, p. 3479).

174. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Catillon (canton du Cateau, arrondissement de Cambrai, département du Nord) les hameaux du Rejet-de-Beaulieu, de la Louvière, du Petit-Cambrésis et de la Laurette pour les ériger en commune distincte sous le nom de Rejet-de-Beaulieu. Présenté à la Chambre des Députés [13 mars]. Rapport de M. Saint-Martin [30 mars]. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 72, n^o 148). — M. Dulac dépose son rapport [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477; Fa. 83, n^o 180). — Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 116; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 25 juin, p. 3478).

175. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Blida (département d'Alger) à emprunter une somme de 22.540 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 mars]. Rapport de M. le marquis de la Ferronnays. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 72, n^o 149). — M. Dulac dépose son rapport [15 juin] (A. t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 466; Fa. 81, n^o 176). — Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 115; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 25 juin, p. 3478).

176. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Blois (Loir-et-Cher) à emprunter une somme de 2.240.000 francs et à s'imposer extraor-

dinairement (0 fr. 30). Présenté à la Chambre des Députés [21 mars]. Rapport de M. le marquis de la Ferronnays. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 72, n° 150). — M. Dulac dépose son rapport. [15 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 466; Fa. 81, n° 175). Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 115, J.O., c.r., p. 507). — Promulgation (J.O., 25 juin, p. 3478).

177. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt de 300.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 mars]. Rapport de M. le marquis de la Ferronnays. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 73, n° 151). — M. Dulac dépose son rapport et en donne lecture [24 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 395; Fa. 75, n° 160). — Adoption [28 avril] (A., t. I, p. 481; J.O., c.r., p. 395). — Promulgation (J.O., 6 mai, p. 2538).

178. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Allier à contracter un emprunt de 120.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [17 mars]. Rapport de M. Saint-Martin [30 mars]. Adoption [31 mars]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 73, n° 152). — M. Dulac dépose son rapport et en donne lecture [24 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 395; Fa. 75, n° 158). — Adoption [28 avril] (A., t. I, p. 481; J.O., c.r., p. 481). — Promulgation (J.O., 6 mai, p. 2537).

179. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ain à contracter un emprunt de 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Jules Desjardins. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 73, n° 153). — M. Dulac dépose son rapport et en donne lecture [24 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 395; Fa. 75, n° 159). — Adoption [28 avril] (A., t. I, p. 481; J.O., c.r., p. 395). — Promulgation (J.O., 6 mai, p. 2537).

180. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Chemins de grande communication, nouveau réseau). Présenté à la Chambre des Députés [19 mars].

Rapport de M. Prud'homme-Havette. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 73, n° 154). — M. Dulac dépose son rapport [15 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 466; Fa. 82, n° 178). — Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 115; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 25 juin, p. 3478).

181. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (2^e service des enfants assistés). Présenté à la Chambre des Députés [19 mars]. Rapport de M. Prud'homme-Havette. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 74, n° 155). — M. Dulac dépose son rapport [15 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 466; Fa. 81, n° 174). — Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 115; J.O., c.r., p. 507). — Promulgation (J.O., 27 juin, p. 3509).

182. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 02) (Chemins vicinaux à subventionner). Présenté à la Chambre des Députés [19 mars]. Rapport de M. Prud'homme-Havette. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 74, n° 156). — M. Dulac dépose son rapport [15 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 466; Fa. 82, n° 177). — Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 115; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 26 juin, p. 3493).

183. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Chemins vicinaux de grande communication). Présenté à la Chambre des Députés [19 mars]. Rapport de M. Prud'homme-Havette. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur* [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; Fa. 74, n° 157). — M. Dulac dépose son rapport [15 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 466; Fa. 82, n° 179). — Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 115; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 28 juin, p. 3525).

184. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à emprunter une somme de 290.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 mars]. Rapport de M. Prud'homme-Havette [2 avril]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [1^{er} juin] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 419; Fa. 76, n° 161). — M. Silhol dépose son

rapport [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586; Fa. 108, n° 242). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 627). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3882).

185. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Gourdan, canton de Marbazan, arrondissement de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), la section de Seilhan pour l'ériger en commune distincte. Présenté à la Chambre des Députés [23 mars]. Rapport de M. Arnous [2 avril]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [1^{er} juin] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 419; Fa. 76, n° 162).

186. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Paris à emprunter une somme de 44 millions. Présenté à la Chambre des Députés [21 novembre 1895]. Rapport de M. Berteaux [2 avril]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [1^{er} juin] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 419; Fa. 76, n° 163). — M. Silhol dépose son rapport [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586; Fa. 108, n° 239). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 626). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4246).

187. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un échange entre l'État et la Société anonyme des produits chimiques et soudière de la Meurthe. Présenté à la Chambre des Députés [9 mars]. Rapport de M. Brincard [17 mars]. Adoption [21 mars]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [4 juin] (A., t. II, p. 9; J.O., c.r., p. 421; Fa. 77; n° 164). — M. Dulac dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; Fa. 103, n° 231). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 237; J.O., c.r., p. 605). — Promulgation (J.O., 8 juillet, p. 3865).

188. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat et par la Chambre des Députés, portant organisation du corps des officiers de la marine et du corps des équipages de la flotte. Présenté à la Chambre des Députés [15 novembre 1890]. Rapport de M. Gerville-Réache [7 juillet 1891]. Adoption [21 décembre]. — Déposé par M. l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. M. Barbey, dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [9 juin] (A., t. I, p. 19; J.O., c.r., p. 430; I. 121, 125). — Promulgation (J.O., 10 juin, p. 3205).

189. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le permis de navigation maritime et sur l'évaluation des services donnant droit à la pension dite demi-solde. Présenté à la Chambre des Députés [5 juin 1894]. Rapport de M. de Kerjégu [29 novembre]. Adoption [2 juin]. — Déposé par M. l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine* [9 juin] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 429; I. 122).

190. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'inscription maritime. Présenté à la Chambre des Députés [5 juin 1894]. Rapport de M. de Kerjégu [29 novembre]. Adoption [2 juin]. — Déposé par M. l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine* [9 juin] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 429; I. 123). — M. Taulier dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 311; J.O., c.r., p. 665; I. 172).

191. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [28 mai]. Rapport de M. Desjardins [1^{er} juin]. Adoption [4 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [9 juin] (A., t. II, p. 19; J.O., c.r., p. 430; Fa. 78, n° 168). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 99, n° 217). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 603). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3811).

192. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cantal à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [28 mai]. Rapport de M. Bourrat [4 juin]. Adoption [8 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [9 juin] (A., t. II, p. 19; J.O., c.r., p. 430; Fa. 78, n° 165). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 99, n° 218). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 603). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3811).

193. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [28 mai]. Rapport de M. Bourrat [4 juin]. Adoption [8 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [9 juin] (A., t. II, p. 19; J.O., c.r., p. 430; Fa. 78, n° 166). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin]

(A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 99, n° 219). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3811).

194. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Doubs à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03). Présenté à la Chambre des Députés [28 mai]. Rapport de M. Bourrat [4 juin]. Adoption [8 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [9 juin] (A., t. II, p. 19; J.O., c.r., p. 430; Fa. 78, n° 167). — M. Dulac dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; Fa. 102, n° 228). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3812).

195. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'établissement d'un droit d'entrée sur le plomb, ses minerais enrichis et ses dérivés divers. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [9 juin] (A., t. II, p. 21; J.O., c.r., p. 432; I. 126).

196. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la célébration aux frais de l'État des funérailles de Jules Simon. Présenté à la Chambre des Députés [9 juin]. Déclaration de l'urgence et discussion immédiate. Adoption [9 juin]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture, de M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien. En donne lecture et demande l'urgence qui est prononcée. M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Adoption, au scrutin, du projet de loi [9 juin] (A., t. II, p. 21; J.O., c.r., p. 432; I. 127, 128). — Promulgation (J.O., 13 juin, p. 3265).

197. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés ouvrant un crédit de 30.000 francs, sur l'exercice 1896, au Ministre de l'Intérieur, pour venir en aide aux victimes de la catastrophe de Puits-Fontanes (Gard) (Concession des mines de Rochebelle). Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Camille Krantz. Adoption [6 juin]. Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien [11 juin] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 445; I. 132). — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et

en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, du projet de loi [15 juin] (A. t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 465; I. 137). — Promulgation (J.O., 19 juin, p. 3389).

198. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification du paragraphe 8 de l'article 15 du décret du 21 février 1852 qui prive des droits électoraux les officiers ministériels destitués. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [11 juin] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 445; I. 133). — Commission : 1^{er} bureau, M. Tillaye. 2^e bureau, M. Vilar. 3^e bureau, M. Théry. 4^e bureau, M. Thézard. 5^e bureau, M. Théodore Girard. 6^e bureau, M. Cazot. 7^e bureau, M. Delobeaue. 8^e bureau, M. Vissaguet. 9^e bureau, M. Grivart (J.O., p. 3741; F. 57). *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Girard (J.O., p. 3799; F. 59).

199. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Lemire [8 juin]. Adoption [11 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [12 juin] (A., t. II, p. 41; J.O., c.r., p. 447; Fa. 79, n° 169). — M. Labrousse dépose son rapport [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O. c.r., p. 545; Fa. 94, n° 204). — Adoption [26 juin] (A., t. II, p. 193; J.O., c.r., p. 569).

200. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département du Finistère à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Lemire [8 juin]. Adoption [11 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [12 juin] (A., t. II, p. 41; J.O., c.r., p. 447; Fa. 79, n° 170). — M. Labrousse dépose son rapport [19 juin] (A., t. II, p. 128; J.O., c.r., p. 517; Fa. 92, n° 201). — Adoption [23 juin] (A., t. II, p. 153; J.O., c.r., p. 537). — Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 3729).

201. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Lemire [8 juin]. Adoption [11 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [12 juin] (A., t. II, p. 41; J.O., c.r., p. 447; Fa. 79, n° 171). — M. Labrousse dépose son rapport [19 juin] (A., t. II, p. 128;

J.O., c.r., p. 517; Fa. 92, n° 200). — Adoption [23 juin] (A., t. II, p. 153; J.O., c.r., p. 537). — Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 3729).

202. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Lemire [8 juin]. Adoption [11 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [12 juin] (A., t. II, p. 41; J.O., c.r., p. 447; Fa. 79, n° 172). — M. Labrousse dépose son rapport [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 94, n° 205). — Adoption [26 juin] (A., t. II, p. 193; J.O., c.r. p. 569).

203. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 26.200 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 12) [2 décembre 1895]. M. Labrousse dépose son rapport [15 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 465; Fa. 80, n° 173). — Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 115; J.O., c.r., p. 507). — Promulgation (J.O., 25 juin, p. 3477).

204. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement (0 fr. 04). Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} juin]. Rapport de M. Desjardins [8 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 84, n° 181). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 100, n° 221). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3812).

205. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Maine-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} juin]. Rapport de M. Bourrat [9 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 84, n° 182). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 100, n° 222). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3811).

206. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Meurthe-et-

Moselle à contracter un emprunt de 86.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} juin]. Rapport de M. Bourrat [9 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 84, n° 183). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 630; Fa. 122, n° 291). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O. c.r., p. 647). — Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 4074).

207. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement (2 c. 50). Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} juin]. Rapport de M. Desjardins [8 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 85, n° 184). — M. Dulac dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 120, n° 282). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 646). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3970).

208. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01). Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} juin]. Rapport de M. Desjardins [8 juin]. Adoption [15 juin] — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 85, n° 185). — M. Dulac dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 617; Fa. 112, n° 254). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 646). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3969).

209. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 215.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 82). Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} juin]. Rapport de M. Bourrat [9 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 85, n° 186). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 630; Fa. 121, n° 289). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 647). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4094).

210. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Loiret à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale

gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Desjardins [8 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 86, n° 187). — M. Labrousse dépose son rapport [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 95, n° 206). — Adoption [26 juin] (A., t. II, p. 193; J.O., c.r., p. 569).

241. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Lot-et-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Desjardins [8 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 86, n° 188). — M. Dulac dépose son rapport [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O. c.r., p. 585; Fa. 109, n° 243). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r. p. 627). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3881).

242. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement pour les dépenses des aliénés (1 c. 75). Présenté à la Chambre des Députés [2 juin]. Rapport de M. de Soland [9 juin]. Adoption [16 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 86, n° 189). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 101, n° 225). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3811).

243. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Indre à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03). Présenté à la Chambre des Députés [2 juin]. Rapport de M. de Soland [9 juin]. Adoption [16 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., p. 491; Fa. 87, n° 190). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 101, n° 223). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3812).

244. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement (0 fr. 12). Présenté à la Chambre des Députés [2 juin]. Rapport de M. de Soland [9 juin]. Adoption [16 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II,

p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 87, n° 191). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 101, n° 226). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3812).

215. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à modifier partiellement l'affectation d'un emprunt. Présenté à la Chambre des Députés [2 juin]. Rapport de M. de Soland [9 juin]. Adoption [16 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 87, n° 192). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 630; Fa. 122, n° 290). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 647). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3971).

216. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser un engagement de la ville de Nice (Alpes-Maritimes). Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Raiberti [9 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 88, n° 193). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 630; Fa. 122, n° 293). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 647). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3971).

217. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Voiron (Isère) à emprunter une somme de 50.000 francs et à s'imposer extraordinairement (2 c. 50). Présenté à la Chambre des Députés [28 mai]. Rapport de M. Bourrat [9 juin]. Adoption [16 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 88, n° 194). — M. Dulac dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 626; Fa. 120, n° 283). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 646). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3971).

218. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie) à emprunter une somme de 1.018.638 francs et à s'imposer extraordinairement (60 c. 50). Présenté à la Chambre des Députés [28 mai]. Rapport de M. Bourrat [9 juin]. Adoption [16 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 88, n° 196). — M. Silhol dépose son rapport [29 juin]

(A., t. II, p. 214; J.O., c.r. p. 586; Fa. 108, n° 241). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O. c.r., p. 627). — Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 3929).

219. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains boisés entre l'État et le comte Greffulhe. Présenté à la Chambre des Députés [31 mars]. Rapport de M. Desjardins [8 juin]. Adoption [11 juin]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491; Fa. 89, n° 196). — M. Dulac dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; Fa. 103, n° 230). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 237; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 8 juillet, p. 3865).

220. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la remise aux départements de l'entretien et de la construction des routes nationales (art. 65 et 66 détachés du projet de loi du budget général de l'exercice 1896). M. Bardoux dépose son rapport [18 juin] (A., t. II, p. 112; J.O., c.r., p. 505; I. 143).

221. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune d'Angoulins (canton de La Rochelle-est, arrondissement de La Rochelle, département de la Charente-Inférieure) la section de Chatelaillon pour l'ériger en commune distincte. Présenté à la Chambre des Députés [2 juin]. Rapport de M. Brune [15 juin]. Adoption [18 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [19 juin] (A., t. II, p. 115; J.O., c.r., p. 507; Fa. 90, n° 197).

222. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Carcassonne (Aude) à emprunter une somme de 685.000 francs et à s'imposer extraordinairement (8 c. 56). Présenté à la Chambre des Députés [26 mars]. Rapport de M. de Saint-Martin [2 avril]. Adoption [18 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [19 juin] (A., t. II, p. 115; J.O., c.r., p. 507; Fa. 90, n° 198). — M. Silhol dépose son rapport [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586; Fa. 108, n° 240). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 626). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3882).

223. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Mayenne (Mayenne). Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Desjardins [8 juin]. Adoption [11 juin]. — Déposé par

M. Cochery, *Ministre des Finances* [19 juin] (A., t. II, p. 117; J.O., c.r., p. 508; Fa. 91, n° 199). — M. Dulac dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 617; Fa. 112, n° 255). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 645). — Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 3957).

224. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce de Dunkerque de l'établissement et de l'exploitation des magasins publics sur les terre-pleins des quais de ce port. Présenté à la Chambre des Députés [13 mars]. Rapport de M. Émile Dubois [6 juin]. Adoption [16 juin]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics*, au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre des Finances et au sien [22 juin] (A., t. II, p. 132; J.O., c.r., p. 519; I. 144). — Commission : 1^{er} bureau, M. Laurens. 2^e bureau, M. Ranc. 3^e bureau, M. Jouffrault. 4^e bureau, M. Drumel. 5^e bureau, M. Fousset. 6^e bureau, M. Lefèvre. 7^e bureau, M. Dufoussat. 8^e bureau, M. Bérenger. 9^e bureau, M. Cochery (J.O., p. 3686; F. 60). *Président*, M. Danelle-Bernardin; *Secrétaire*, M. Baudens; *Rapporteur*, M. Trystram (J.O., p. 3871; F. 61). — M. Trystram dépose son rapport [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; I. 177). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 329; J.O., c.r., p. 679). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4373).

225. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire une parcelle de terrain de la commune de Moriville (canton du Chatelet, arrondissement d'Épinal, département des Vosges), pour la rattacher à la commune de Portieux (canton de Charmes, arrondissement de Mirécourt, même département). Présenté à la Chambre des Députés [21 mars]. Rapport de M. de Saint-Martin [16 juin]. Adoption [20 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [22 juin] (A., t. II, p. 150; J.O., c.r., p. 534; Fa. 93, n° 202). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 630; Fa. 122, n° 292). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 647). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3971).

226. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la section de Villieu de la commune de Loyes (canton de Maximieux, arrondissement de Trévoux, département de l'Ain), pour l'ériger en commune distincte. Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [16 juin]. Adoption [20 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'In-*

térieur [22 juin] (A., t. II, p. 150; J.O., c.r., p. 534; Fa. 93, n° 203). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 630; Fa. 121, n° 286). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 646).

227. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1895, un crédit extraordinaire de 4.500.000 francs pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam. Présenté à la Chambre des Députés [28 décembre] Rapport de M. Siegfried. Adoption [18 juin]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre des Colonies et au sien [22 juin] (A., t. II, p. 150; J.O., c.r., p. 534; I. 145).

228. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 13). Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 96, n° 207). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 630; Fa. 121, n° 287). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 646). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3970).

229. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt de 150.200 francs. Présenté à la Chambre des Députés [9 juin]. Rapport de M. Brune [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 96, n° 208). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 100, n° 220). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 7 juillet, p. 3849).

230. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Manche à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01). Présenté à la Chambre des Députés [9 juin]. Rapport de M. Brune [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 96, n° 209). — M. Dulac dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 617; Fa. 112, n° 253). — Adoption

[7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 645). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3970).

231. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03). Présenté à la Chambre des Députés [6 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 97, n° 210). — M. Dulac dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 617; Fa. 112, n° 255). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 646). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3970).

232. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [4 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 97, n° 211). — M. Dulac dépose son rapport [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 585; Fa. 109, n° 245). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 627). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3881).

233. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [4 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 97, n° 212). — M. Dulac dépose son rapport [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 585; Fa. 109, n° 244). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 627). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3882).

234. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Var à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [4 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 585; Fa. 98, n° 213). — M. Dulac dépose son rapport [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 585; Fa. 110, n° 246). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 627). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3882).

235. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Vaucluse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale. Présenté à la Chambre des Députés [4 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa 98, n° 214). — M. Dulac dépose son rapport [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 585; Fa. 110, n° 248). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 627). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3882).

236. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt de 62.800 francs. Présenté à la Chambre des Députés [2 juin]. Rapport de M. François Hugues [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 98, n° 215). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 630; Fa 121, n° 288). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 646). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3970).

237. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt de 22.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [2 juin]. Rapport de M. François Hugues [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [23 juin] (A., t. II, p. 163; J.O., c.r., p. 545; Fa. 98, n° 216). — M. Labrousse dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553; Fa. 101, n° 224). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3812).

238. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi complémentaire relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière. Déposée par M. Thézard, au nom de M. Brusset et au sien [23 juin] (A., t. II, p. 164; J.O., c.r., p. 545; I. 147).

239. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes. Présenté à la Chambre des Députés [11 juin]. Rapport de M. Camille Krantz [20 juin]. Adoption [23 juin]. — Déposé par M. Cochery,

Ministre des Finances [23 juin] (A., t. II, p. 164; J.O., c.r., p. 545; I. 148). — M. Morel dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; I. 152). — Discussion. Article premier, chapitre 33 de l'état A : MM. Blavier, Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption de l'article premier et de l'état A. Articles 2 à 14. Adoption. Article 15, état D, chapitre 7 : MM. Franck Chauveau, Rambaud, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*. Adoption des chapitres et des articles 15 et 16. Scrutin sur l'ensemble du projet. Adoption [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 3569).

240. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant le commerce de brocanteur. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [23 juin] (A., t. II, p. 171; J.O., c.r., p. 551; I. 149). — Commission : 1^{er} bureau, M. Laurens. 2^e bureau, M. Antoine Gadaud. 3^e bureau, M. Comescaze. 4^e bureau, M. Ouvrier. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. le duc de Montesquiou-Fezensac. 7^e bureau, M. Diancourt. 8^e bureau, M. Félix Martin. 9^e bureau, M. Trarieux (J.O., p. 3741; F. 57). *Président*, M. Diancourt; *Secrétaire*, M. le duc de Montesquiou-Fezensac (J.O., p. 3782; F. 58); *Rapporteur*, M. le duc de Montesquiou-Fezensac (J.O., p. 3934; F. 62).

241. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 318.408 fr. et à s'imposer extraordinairement (4 c. 37). Présenté à la Chambre des Députés [9 juin]. Rapport de M. Brune [20 juin]. Adoption [23 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; Fa. 104, n° 232). — M. Dulac dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 626; Fa. 120, n° 285). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 646). — Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 4109).

242. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement pris par la ville de Bordeaux (Gironde) [24 décembre 1895]. M. Dulac dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; Fa. 102, n° 229). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 604). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3812).

243. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Bolbec (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Brune [25 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Co-

chery, *Ministre des Finances* [26 juin] (A., t. II, p. 210; J.O., c.r., p. 583; Fa. 106, n° 237). — M. Dulac dépose son rapport [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 585; Fa. 107, n° 238). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 238; J.O., c.r., p. 605). — Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 3729).

244. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Brune [22 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [26 juin] (A., t. II, p. 210; J.O., c.r., p. 583; Fa. 105, n° 233). — Rapport de M. Théry [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 135, n° 341). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 678). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4246).

245. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Nord à s'imposer extraordinairement (0 c. 88). Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Brune [22 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [26 juin] (A., t. II, p. 210; J.O., c.r., p. 583; Fa. 105, n° 234). — M. Dulac dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 626; Fa. 120, n° 284). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 646). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3970).

246. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cantal à contracter un emprunt de 85.861 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 292). Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Brune [22 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [26 juin] (A., t. II, p. 210; J.O., c.r., p. 583; Fa. 105, n° 235). — Rapport de M. Théry [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 135, n° 340). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 678). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4217).

247. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [6 juin]. Rapport de M. Brune [22 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [26 juin] (A., t. II, p. 210; J.O., c.r., p. 583; Fa. 105, n° 236). — M. Dulac dépose son rapport [29 juin] (A., t. II,

p. 214; J.O., c.r., p. 585; Fa. 110, n° 247). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 263; J.O., c.r., p. 627). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3881).

248. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur le secret des lettres. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 585; I. 153). — Commission : 1^{er} bureau, M. Hugot. 2^e bureau, M. Guyot-Lavaline. 3^e bureau, M. Maxime Lecomte. 4^e bureau, M. Reymond. 5^e bureau, M. Trystram. 6^e bureau, M. Bizot de Fonteny. 7^e bureau, M. Baudens. 8^e bureau, M. Philippe Blanc. 9^e bureau, M. Dancelle-Bernardin (J.O., p. 3686; F. 60). — *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Dufoussat (J.O., p. 3871; F. 61).

249. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Loiret à s'imposer extraordinairement (8 c. 50). Présenté à la Chambre des Députés [5 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [23 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586; Fa. 111, n° 249). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 663; Fa. 132, n° 329). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4216).

250. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01). Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [23 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586; Fa. 111, n° 250). — M. Dulac dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 129, n° 316). — Adoption [10 juillet] (A., t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 671). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4093).

251. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à s'imposer extraordinairement (0 c. 50). Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [23 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586; Fa. 111, n° 251). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 663; Fa. 132, n° 326). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4217).

252. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1^o ratification du décret rendu le 27 décembre 1895, en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882, qui a ouvert au Ministre des Travaux publics, au titre du budget annexe du chemin de fer de l'État, un crédit supplémentaire de 309.297 fr. 16; 2^o annulation d'une somme de 165.000 francs sur le chapitre 68 (Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État) du budget du Ministre des Travaux publics pour l'exercice 1895. Présenté à la Chambre des Députés [25 janvier]. Rapport de M. Camille Krantz [27 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. le Ministre des Travaux publics [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586; I. 159). — M. Morel dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A., t. II, p. 238; J.O., c.r., p. 605; I. 161).

253. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la chambre des Députés, déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Le Myre de Vilers [11 juin]. Adoption [20 juin]. — Déposé par M. Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, au nom de MM. les Ministres de l'Agriculture, Président du Conseil, des Colonies et au sien [29 juin] (A., t. II, p. 219; J.O., c.r., p. 590; I. 158). — Commission : 1^{er} bureau, M. le baron de Lareinty. 2^e bureau, M. Gadaud. 3^e bureau, M. Pauliat. 4^e bureau, M. Buffet. 5^e bureau, M. Le Provost de Launay. 6^e bureau, M. Berthelot. 7^e bureau, M. Franck Chauveau. 8^e bureau, M. Allègre. 9^e bureau, M. Trarieux (J.O., p. 3686; F. 60). *Président*, M. Berthelot. *Secrétaire*, M. Pauliat (J.O., p. 3871; F. 61). — M. Trarieux dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate : MM. Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, Buffet. Discussion immédiate : MM. Buffet, Le Cour Grandmaison, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption du projet de loi [11 juillet] (A., t. II, p. 350; J.O., c.r., p. 697; I. 190). — Promulgation (J.O., 8 août, p. 4557).

254. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [18 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 113, n^o 257). — Rapport de M. Haulon [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r.,

p. 667; Fa. 134, n° 338). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4215).

255. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ariège à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [16 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 113, n° 258). — Rapport de M. Haulon [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 134, n° 337). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4214).

256. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [16 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 113, n° 259). — Rapport de M. Haulon [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 133, n° 332). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4213).

257. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [16 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 114, n° 260). — Rapport de M. Haulon [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 133, n° 335). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4214).

258. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [16 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 114, n° 261). — Rapport de M. Haulon [10 juillet] (A., t. II, p. 316;

J.O., c.r., p. 667; Fa. 133, n° 334). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4214).

259. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Nord à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [16 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 114, n° 262). — M. Haulon dépose son rapport [10 juillet] [A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 134, n° 336]. — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4246).

260. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [28 mai]. Rapport de M. Dunaime [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 114, n° 263). — Rapport de M. Haulon [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 133, n° 331). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4215).

261. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [18 juin]. Rapport de M. Brune [29 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 115, n° 266). — Rapport de M. Haulon [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 133, n° 333). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4214).

262. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Lozère à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [18 juin]. Rapport de M. Brune [29 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 116, n° 270). — Rapport de M. Haulon [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 134, n° 339). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4215).

263. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [6 juin]. Rapport de M. Raymond Gendre [30 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 117, n° 273). — M. Dufoussat dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 130, n° 317). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 677). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4214).

264. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [6 juin]. Rapport de M. Raymond Gendre [30 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 117, n° 274). — M. Dufoussat dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 130, n° 318). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 677). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4215).

265. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Sarthe à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [6 juin]. Rapport de M. Raymond Gendre [30 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 117, n° 275). — M. Dufoussat dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 130, n° 319). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 677). — Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 4341).

266. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ardèche à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [30 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 118, n° 277). — M. Dufoussat dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 130, n° 320). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 677). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4214).

267. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Drôme à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [30 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 118, n° 278). — M. Dufoussat dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 131, n° 321). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 677). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4246).

268. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [30 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 118, n° 279). — M. Dufoussat dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 131, n° 322). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 677). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4215).

269. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [30 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 119, n° 280). — M. Dufoussat dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 131, n° 323). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., p. 677). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4215).

270. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Orne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [18 juin]. Rapport de M. Brune [29 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., p. 625; Fa. 119; n° 281). — M. Dufoussat dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 131, n° 324). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 677). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4215).

271. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Tarn à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 113, n° 256). — M. Dufoussat dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 131, n° 325). — Adoption [11 juillet] (A. t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 677). — Promulgation [J.O., 28 juillet, p. 4341].

272. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement (8 c. 80). Présenté à la Chambre des Députés [28 mai]. Rapport de M. Dunaime [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 115, n° 264). — M. Dulac dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 129, n° 315). — Adoption [10 juillet] (A. t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 671). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4093).

273. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03). Présenté à la Chambre des Députés [16 juin]. Rapport de M. Brune [29 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. I, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 115, n° 265). — M. Dulac dépose son rapport [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 129; n° 314). — Adoption [10 juillet] (A., t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 671). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4094).

274. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Vosges à s'imposer extraordinairement (0 c. 28) pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication. Présenté à la Chambre des Députés [18 juin]. Rapport de M. Brune [29 juin]. Adoption 1^{er} juillet. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 115, n° 267). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 663; Fa. 132, n° 328). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4216).

275. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à

s'imposer extraordinairement (0 fr. 04) pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 116, n° 268). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 663; Fa. 132, n° 330). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r. p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4216).

276. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente à modifier l'affectation d'une imposition extraordinaire autorisée par la loi du 20 juillet 1891. Présenté à la Chambre des Députés [18 juin]. Rapport de M. Brune [29 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 116, n° 269). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 663; Fa. 132, n° 327). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 704). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4216).

277. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Brive (Corrèze) à emprunter une somme de 150.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [30 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r. p. 625; Fa. 116, n° 271). — Rapport de M. Dulac [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 668; Fa. 136, n° 344). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O. c.r., p. 679). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4218).

278. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Vendée à contracter un emprunt de 88.500 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 18). Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 625; Fa. 117, n° 272). — Rapport de M. Dulac [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 668; Fa. 136, n° 342). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 679). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4217).

279. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme

à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01). Présenté à la Chambre des Députés [6 juin]. Rapport de M. Raymond Gendre [30 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 628; Fa. 118, n° 276). — Rapport de M. Dulac [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 668; Fa. 137; n° 345). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 703). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4246).

280. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juin 1891 [15 mars 1892]. M. Marquis dépose son rapport [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 626; I. 163).

284. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 222.500 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. de Grandmaison [2 juillet]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 123, n° 294). — Rapport de M. Dulac [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 668; Fa. 136, n° 343). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 679). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4218).

282. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01). Présenté à la Chambre des Députés [4 juin]. Rapport de M. de Grandmaison [2 juillet]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 123, n° 295). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 140, n° 353). — Adoption [11 juillet] (A. t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 678). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4246).

283. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement (1 c. 50). Présenté à la Chambre des Députés [4 juin]. Rapport de M. de Grandmaison [2 juillet]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 123, n° 296). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 142, n° 362).

284. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement (0 fr. 05) (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Brune [1^{er} juillet]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 123, n° 297). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 141, n° 358).

285. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Drôme à contracter un emprunt de 100.000 francs (Pont suspendu de Valence sur le Rhône). Présenté à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Brune [1^{er} juillet]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 124, n° 298). — M. Dulac dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 324; J.O., c.r., p. 676; Fa. 145, n° 368). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 678). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4217).

286. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03) (Chemins vicinaux de grande communication). Présenté à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Brune [1^{er} juillet]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [6 juillet] (A. t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 124, n° 299). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 141, n° 357).

287. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Tarn à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Maisons d'écoles). Présenté à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Brune [1^{er} juillet]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 124, n° 300). — Rapport M. Dulac [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 668; Fa. 137, n° 346). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 703). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4217).

288. Exposé des motif et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à s'imposer extraordinairement (4 c. 84). Présenté à la Chambre des

Députés [9 juin]. Rapport de M. Raymond Gendre [1^{er} juillet]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 124, n° 301). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 142, n° 361). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 703).

289. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Compiègne (Oise) à emprunter une somme de 190.000 francs et à s'imposer extraordinairement (5 c. 5). Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. de Grandmaison [2 juillet]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 124, n° 302). — Rapport de M. Dulac [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 668; Fa. 137, n° 347). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 703). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4218).

290. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le démantèlement d'Antibes. Présenté à la Chambre des Députés [27 février]. Rapport de M. Desjardins [11 juin]. Adoption [16 juin]. — Déposé par M. le Ministre de la Guerre [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; Fa. 125, n° 303). — M. Dulac dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 324; J.O., c.r., p. 676; Fa. 146, n° 372). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 678). — Promulgation (J.O., 4 août, p. 4465).

291. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 24 juillet 1873 relative à l'organisation générale de l'armée. Déposé par M. le général Billot, *Ministre de la Guerre* [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633; I. 164).

292. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le relèvement des droits de douane sur les tabacs importés en Algérie. Présenté à la Chambre des Députés [21 juin 1894]. Rapport de M. Saint-Germain [28 janvier] Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes [6 juillet] (A., t. II, p. 272. J.O., c.r., p. 633; I. 165).

293. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'office sur la commune de Grues (Vendée) d'une imposition extraordinaire. Présenté

à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 126, n° 304).

294. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Rennes (Ile-et-Vilaine) à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 126, n° 305).

295. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à s'imposer extraordinairement (1 c. 50) (Chemin de fer d'intérêt général). Présenté à la Chambre des Députés [30 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 126, n° 306). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 140, n° 354). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 678). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4216).

296. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Allier à contracter un emprunt de 500.000 francs (Asile d'aliénés de Sainte-Catherine). Présenté à la Chambre des Députés [30 juin]. Rapport de M. Alexandre Bérard [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 126, n° 307). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 670; Fa. 140, n° 352). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 678). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4216).

297. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ile-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement (0 c. 30) (Chemins vicinaux de grande communication). Présenté à la Chambre des Députés [30 juin]. Rapport de M. Brune [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 127, n° 308). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 141, n° 356).

298. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre [des Députés, tendant à autoriser le département du Tarn à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Dépenses d'intérêt départemental). Présenté à la Chambre des Députés [30 juin]. Rapport de M. Brune [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 127, n° 309). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 670; Fa. 140, n° 351). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 677). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 4342).

299. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Manche à modifier l'affectation d'une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [30 juin]. Rapport de M. Brune [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 127, n° 310). — M. Dulac dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 324; J.O., c.r., p. 676; Fa. 146, n° 373). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 678). — Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 4216).

300. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement (1 c. 66) (Chemins vicinaux d'intérêt commun). Présenté à la Chambre des Députés [27 juin]. Rapport de M. Brune [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 127, n° 311). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 142, n° 360).

301. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement (1 c. 70) (Réseau des tramways départementaux). Présenté à la Chambre des Députés [27 juin]. Rapport de M. Brune [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647). — Fa. 128, n° 312). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 142, n° 359).

302. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corse à contracter un emprunt de 70.000 francs et à s'imposer extraordinairement (1 c. 13) (Prison de Corte). Présenté à la Chambre des Députés

[27 juin]. Rapport de M. Brune [3 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; Fa. 128, n° 313). — Rapport de M. Dufoussat [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 671; Fa. 141, n° 355).

303. — Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Hilaire-de-Brens à Jallieu. Présenté à la Chambre des Députés [18 juin]. Rapport de M. Amaury Simon [1^{er} juillet]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics* [7 juillet] (A. t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; I. 167).

304. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la ville de Lyon, d'un chemin de fer d'intérêt local de la place Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse. Présenté à la Chambre des Députés [18 juin]. Rapport de M. Descubes [25 juin]. — Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; I. 168).

305. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre. Présenté à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Lavertujon [29 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.-O., c.r., p. 647; I. 169).

306. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer d'Anduze à Saint-Jean-du-Gard. Présenté à la Chambre des Députés [30 mars]. Rapport de M. Montaut [25 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics* [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647; I. 170).

307. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Loire, de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite de Saint-Héand à Pélussin et de Roanne à Boën.

Présenté à la Chambre des Députés [29 juin]. Rapport de M. Alicot [1^{er} juillet] Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. le Ministre des Travaux publics [9 juillet] (A., t. II, p. 311; J.O., c.r., p. 664; I. 173).

308. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du régime fiscal des successions, donations et ventes de meubles [25 novembre 1895]. M. Cordelet dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 663; I. 171).

309. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1896, de crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853). Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Camille Krantz [6 juillet]. Adoption [9 juillet]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. L'urgence et déclarée. Adoption, au scrutin, du projet de loi [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 668; I. 174, 178). — Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 4074).

310. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant établissement d'une surtaxe à l'octroi d'Ax-les-Thermes (Ariège). Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Brune [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [10 juillet] A., t. II; p. 316; J.O., c.r., p. 668; Fa. 138, n° 348).

311. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département de la Mayenne d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite. Présenté à la Chambre des Députés [23 juin]. Rapport de M. Amaury Simon [3 juillet]. Adoption [9 juillet]. — Déposé par M. le Ministre des Travaux publics [10 juillet] (A., t. II; p. 316; J.O., c.r., p. 668; I. 175).

312. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'achèvement des missions Pavie dans la péninsule indo-chinoise. Présenté à la Chambre des Députés [2 juillet]. Rapport de M. Raiberti [6 juillet]. Adoption [9 juillet]. — Déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 668; I. 176). —

M. Pauliat dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 330; J.O., c.r., p. 780; I. 184). — Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 4277).

313. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Omer (Pas-de-Calais) à contracter un emprunt de 222.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [3 juillet]. Rapport de M. Henri Huguet [9 juillet]. Adoption [10 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*. [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 670; Fa. 139, n° 349). — M. Dulac dépose son rapport. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 324, 325; J.O., c.r., p. 676, 678; Fa. 145, n° 370). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4247).

314. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement (Cantonnières des routes départementales. Passages d'eaux départementaux). — Présenté à la Chambre des Députés [6 juillet]. Rapport de M. Vival. Adoption [10 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 670, 671; Fa. 139, n° 350).

315. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le démantèlement d'Auxonne. Présenté à la Chambre des Députés [27 juin]. Rapport de M. Brune [6 juillet]. Adoption [9 juillet]. — Déposé par M. le Ministre de la Guerre [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 670; Fa. 143, n° 364). — M. Dulac dépose son rapport. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 324, 325; J.O., c.r., p. 676, 678; Fa. 146, n° 371). — Promulgation (J.O., 4 août, p. 4467).

316. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Perpignan (Pyrénees-Orientales) à changer l'affectation de fonds d'emprunt. Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. Prud'homme-Havette. Adoption [10 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 672; Fa. 144, n° 365). — M. Dulac dépose son rapport. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 324, 325; J.O., c.r., p. 676, 679; Fa. 145, n° 367). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4247).

317. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Dijon (Côte-d'Or) à emprunter une somme de 172.000 francs (Conversion d'emprunts). Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. Lavy. Adoption [10 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [10 juillet] (A., t. II, p. 319; J.-O., c.r., p. 672; Fa. 144, n° 366). — M. Dulac dépose son rapport. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 324, 325; J.O., c.r., p. 676, 679; Fa. 145, n° 369). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4247).

318. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1897. Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. Camille Krantz. Adoption [10 juillet]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Morel, *rapporteur de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate: M. Girault. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 juillet] (A., t. II, p. 324, 329; J.O., c.r., p. 680; I, 180, 183). — Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 4158).

319. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Poitiers (Vienne) à emprunter une somme de 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 05). Présenté à la Chambre des Députés [2 avril]. Rapport de M. Lemire [7 juillet]. Adoption [10 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dulac dépose son rapport. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 324, 325; J.O., c.r., p. 675, 676, 679; Fa. 147, 148, n°s 374, 375). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4247).

320. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir sur l'exercice 1896, au Ministre de l'Intérieur, un crédit supplémentaire de 315.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [15 juin 1895]. Rapport de M. Henry Boucher [19 décembre]. Adoption [7 mars]. — Déposé par M. le Ministre des Finances [11 juillet] (A., t. II, p. 324; J.O., c.r., p. 676; I. 181).

321. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant: 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896 et l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 2° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. Présenté à la Chambre des Députés [11 juin]. Rapport de M. Krantz

[9 juillet]. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. Le texte du 2^e paragraphe de ce projet de loi, donné par l'*Officiel*, tel qu'il est porté ci-dessus, a été modifié dans le projet de loi n^o 187 et le rapport n^o 191, et libellé ainsi : « 2^e modification de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1895, relative à la majoration de la Caisse nationale des retraites ». M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 juillet] (A., t. II, p. 329; J.O., c.r., p. 680; I. 187, 191). — Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 4053).

322. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements pour l'exercice 1897. Présenté à la Chambre des Députés [7 juillet]. Rapport de M. Maurice Lasserre [10 juillet]. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*. M. Guyot dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [11 juillet] (A., t. II, p. 350; J.O., c.r., p. 696; I. 185, 189). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4229).

323. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet de décider qu'aucune faculté nouvelle ne pourra être créée que par une loi. — Déposée par M. Deandros [11 juillet] (A., t. II, p. 326; J.O., c.r., p. 677; I. 179).

324. Proposition de loi de M. Morellet et plusieurs de ses collègues, sur les crimes et les délits concernant la défense nationale [24 décembre 1894]. M. Morellet dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 329; J.O., c.r., p. 680; I. 182).

325. Proposition de loi tendant à modifier la 1^{re} section du chapitre 1^{er} du livre III (art. 77, 78 et 81 du Code pénal) [11 janvier 1895]. — M. Morellet dépose son rapport [11 juillet] (A. t. II, p. 329; J.O., c.r., p. 680; I. 182).

326. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la trahison et l'espionnage [13 juillet 1895]. — M. Morellet dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 329; J.O., c.r., p. 680; I. 182).

LOT-ET-GARONNE. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 211.

LOUBET. Drôme. — Élu Président du Sénat [16 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Prononce : 1^o une allocution en prenant possession du fauteuil de la présidence; 2^o l'oraison funèbre de M. Floquet. Communique une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître au Sénat la composition du bureau définitif de la Chambre des Députés pour l'année 1896 [20 janvier] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 7). — Préside la séance [24 janvier] (A., t. I, p. 11; J.O., c.r., p. 13) [28 janvier] (A., t. I, p. 21; J.O., c.r., p. 21) [30 janvier] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 33). — Communique une lettre de M. le général Duchesne, commandant en chef l'expédition de Madagascar, relative aux témoignages de sympathies donnés par le Sénat au corps expéditionnaire [3 février] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 47) [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59) [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77) [8 février] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 81) [11 février] (A., t. I, p. 119; J.O., c.r., p. 101) [14 février] (A., t. I, p. 137; J.O., c.r., p. 115) [15 février] (A., t. I, p. 157; J.O., c.r., p. 131) [21 février] (A., t. I, p. 175; J.O., c.r., p. 145) [25 février] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 149) [27 février] (A., t. I, p. 185; J.O., c.r., p. 155) [28 février] (A., t. I, p. 203; J.O., c.r., p. 169) [2 mars] (A., t. I, p. 221; J.O., c.r., p. 185) [5 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 197) [10 mars] (A., t. I, p. 273; J.O., c.r., p. 227) [13 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231) [16 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 245) [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 251) [19 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 265) [20 mars] (A., t. I, p. 333; J.O., c.r., p. 279) [23 mars] (A., t. I, p. 353; J.O., c.r., p. 295). — M. le Président informe le Sénat que les obsèques de M. Kiéner auront lieu demain, mercredi, en l'église évangélique du Luxembourg, et celles de M. Tézenas, jeudi 26 mars, à l'église Saint-Augustin [24 mars] (A., t. I, p. 375; J.O., c.r., p. 313, 328) [26 mars] (A., t. I, p. 397; J.O., c.r., p. 331) [27 mars] (A., t. I, p. 415; J.O., c.r., p. 345) [30 mars] (A., t. I, p. 417; J.O., c.r., p. 347) [31 mars] (A., t. I, p. 425; J.O., c.r., p. 353) [2 avril] (A., t. I, p. 439; J.O., c.r., p. 363) [3 avril] (A., t. I, p. 447; J.O., c.r., p. 371) [21 avril] (A., t. I, p. 459; J.O., c.r., p. 381). — Prononce une allocution à l'occasion de la mort de M. Léon Say, député, ancien Président du Sénat [23 avril] (A., t. I, p. 467; J.O., c.r., p. 389) [24 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 393) [28 avril] (A., t. I, p. 481; J.O., c.r., p. 395) [30 avril] (A., t. I, p. 485; J.O., c.r., p. 403) [28 mai] (A., t. II, p. 1; J.O., c.r., p. 415) [1^{er} juin] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 417) [4 juin] (A., t. II, p. 9; J.O., c.r., p. 421). — Annonce le décès de MM. Xavier Blanc, sénateur des Hautes-Alpes, et Jules Simon, sénateur inamovible [9 juin] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 429). — Annonce au Sénat que les obsèques de M. Jules Simon auront lieu samedi, à onze heures, en l'église de la Madeleine, et que des places seront réservées à MM. les sénateurs [11 juin] (A., t. II,

p. 25; J.O., c.r., p. 435) [12 juin] (A., t. II, p. 41; J.O., c.r., p. 447) [15 juin] (A., t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 465) [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477) [18 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 491) [19 juin] (A., t. II, p. 115; J.O., c.r., p. 507) [22 juin] (A., t. II, p. 131; J.O., c.r., p. 519) [23 juin] (A., t. II, p. 153; J.O., c.r., p. 537) [25 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 553) [26 juin] (A., t. II, p. 193; J.O., c.r., p. 569) [29 juin] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 585) [30 juin] (A., t. II, p. 235; J.O., c.r., p. 603) [2 juillet] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 617) [3 juillet] (A., t. II, p. 261; J.O., c.r., p. 625) [6 juillet] (A., t. II, p. 271; J.O., c.r., p. 633). — Annonce : 1^e que les obsèques de M. Meunier auront lieu jeudi, à dix heures du matin. Réunion à la maison mortuaire, 19, rue Oudinot; 2^e que M. le Président de la République lui a fait connaître, par une lettre, qu'une revue aura lieu le 14 juillet sur l'hippodrome de Longchamp, en le priant d'inviter MM. les Sénateurs à y assister; des places spéciales leur seront réservées [7 juillet] (A., t. II, p. 285, J.O., c.r., p. 649) [9 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 633) [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667) [11 juillet] (A., t. II, p. 324; J.O., c.r., p. 675).

LOUDUN (Vienne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 37.

LOURTIES. Landes. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [20 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11) [30 janvier] (A., t. I, p. 51; J.O., c.r., p. 46). — S'oppose, comme rapporteur, au nom de la Commission, à l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif aux Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, projet sur lequel M. Marcel Barthe a déposé un contre-projet [25 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 152). — Est entendu dans la discussion du même projet [27 février] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 162) [28 février] (A., t. I, p. 209; J.O., c.r., p. 173) [2 mars] (A., t. I, p. 227; J.O., c.r., p. 188). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures. Présente, de concert avec M. Poirrier, une disposition additionnelle qui est rejetée [9 mars] (A., t. I, p. 258; J.O., c.r., p. 218). — Par suite de l'adoption de l'amendement de M. Nioche, sur l'article 32, donne sa démission de rapporteur [13 mars] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 233, 242). — Est entendu dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi portant modification à la loi du 31 juillet 1895, sur la police sanitaire des animaux [30 mars] (A., t. I, p. 418; J.O., c.r., p. 348). — Est nommé rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet

- de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'Exposition universelle de 1900 (J.O., p. 3056; F. 42). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'Exposition de 1900 [9 juin] (A., t. II, p. 18; J.O., c.r., p. 429; I. 120). — Membre de Commissions (F. 11, 13, 31, 32, 42; J.O., p. 744, 824, 1722, 1738, 3056).
- LOZÈRE.** — Emprunt de 32.100 francs et imposition extraordinaire (0 c. 21). V. loi 13. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 262.
- LUNÉVILLE (Meurthe-et-Moselle).** — Emprunt de 602.500 francs. V. loi 15.
- LURO.** Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 43; J.O., p. 3094).
- MACHEREZ.** Aisne. — Dépose une pétition d'un grand nombre d'agriculteurs et d'industriels de la région du Nord [14 février] (J.O., c.r., p. 127). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la Caisse des assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes (J.O., p. 1799; F. 33). — Membre de Commissions (F. 16, 32, 33, 43; J.O., p. 1035, 1738, 1799, 3094).
- MADAGASCAR.** — Ouverture et annulation de crédits au Ministre de la Guerre, au titre du compte spécial de Madagascar. V. loi 169. — Suppression de l'esclavage dans l'île. V. loi 170. — Déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent, colonies françaises. V. loi 253.
- MAGNIN.** Inamovible. — Élu Vice-Président [16 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Demande un congé [23 avril] (J.O., c.r., p. 392).
- MAILLÉ (comte de).** Maine-et-Loire. — M. Benazet dépose son rapport et en donne lecture. Est proclamé sénateur [2 mars] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 185). — Membre de Commissions (F. 43, 57; J.O., p. 3094, 3741).
- MAINE-ET-LOIRE.** — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 205.

MANCHE. — Emprunt de 71.700 francs. V. loi 22. — Imposition extraordinaire (0 fr. 01). V. loi 230. — Modification à l'affectation d'une imposition extraordinaire. V. loi 299. }

MARCÈRE (de). Inamovible. — Dépose et donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire d'un million pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de S. M. l'empereur de Russie [28 février] (A., t. I, p. 203; J.O., c.r., p. 169; I. 42). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Couterne, Tessé-la-Maleine, Domfront (section de Saint-Front), la Sauvagère, Passais, Saint-Mars-d'Egrenne, Haleine et Ceancé (Orne) [19 mars] (J.O., c.r., p. 276). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Retire l'amendement qu'il avait présenté [24 mars] (A., t. I, p. 387; J.O., c.r., p. 322). — Prend part, comme président de la Commission, à la discussion de la proposition de loi : 1^o relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce; 2^o relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures. Dépose des pétitions d'un assez grand nombre d'habitants de communes de l'Orne [26 mars] (A., t. I, p. 406, J.O., c.r., p. 338, 342). — Dépose des pétitions d'un grand nombre d'habitants de communes du département du Calvados [3 avril] (J.O., c.r., p. 377). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Présente un amendement, de concert avec M. Tillaye, sur l'article premier, qui n'est pas adopté [19 juin] (A., t. II, p. 118; J.O., c.r., p. 509). — Membre de Commissions (F. 31, 32; J.O., p. 1722, 1738).

MARET. Seine-et-Oise. — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 511).

MARIAGE. — Modifications de plusieurs dispositions légales dans le but de le rendre plus facile V. loi 29. — Sa publicité par la mention de la célébration en marge de l'acte de naissance. V. loi 99.

MARNE. — Imposition extraordinaire (0 fr. 01) (Chemins de grande communication, nouveau réseau). V. loi 180. — Imposition extraordinaire (0 fr. 02) (Service des enfants assistés). V. loi 181. — Imposition extraordinaire (0 fr. 02) (Chemins vicinaux à subventionner). V. loi 182. — Imposition extraordinaire (0 fr. 01) (Chemins vicinaux de grande communication). V. loi 183.

MARQUIS. Meurthe-et-Moselle. — Président de la Commission de comptabilité (J.O., p. 544; F. 7). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1888 [23 mars] (A., t. I, p. 354; J.O., c.r., p. 295; I. 81). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juin 1891 [3 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 626; I. 163). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 11, 57; J.O., p. 511, 544, 744, 3741).

MARTELL (Édouard). Charente. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi : 1^o relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce; 2^o relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures [26 mars] (A., t. I, p. 408; J.O., c.r., p. 338). — Membre d'une Commission (F. 43; J.O., p. 3094).

MARTIGUES (Bouches-du-Rhône). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 36.

MARTIN (Félix). Saône-et-Loire. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer. Rejet d'une demande d'ajournement de la discussion [4 février] (A., t. I, p. 72; J.O., c.r., p. 73). — Prend part à la discussion du projet de loi, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices [28 février] (A., t. I, p. 206; J.O., c.r., p. 171). — Présente et développe sur l'article 34 une disposition additionnelle, qui n'est pas adoptée [2 mars] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 186) [13 mars] (A., t. I, p. 280; J.O., c.r., p. 235). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présente un amendement sur l'article premier qui est rejeté [17 mars] (A., t. I, p. 312; J.O., c.r., p. 260). — Présente et développe un amendement, au cours de la discussion en 2^o délibération, qui est adopté au scrutin [19 mars] (A., t. I, p. 320; J.O., c.r., p. 268). — Présente et défend un amendement sur l'article premier qui est rejeté au scrutin [20 mars] (A., t. I, p. 342; J.O., c.r., p. 283). — Présente et développe sur le

paragraphe de l'article 2 un amendement, qui est renvoyé à la Commission [23 mars] (A., t. I, p. 361; J.O., c.r., p. 301). — Rejet, au scrutin, de l'amendement [24 mars] (A., t. I, p. 384; J.O., c.r., p. 320). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [23 juin] (A., t. II, p. 156; J.O., c.r., p. 550) [29 juin] (A., t. II, p. 223; J.O., c.r., p. 592). — Membre de Commissions (F. 33, 57, 60; J.O., p. 1738, 3741, 3836).

MAYENNE (département de la). — Emprunt de 11.500 francs. V. loi 46. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 223. — Imposition extraordinaire (0 fr. 13). V. loi 228. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 247.

MAZEAU. Côte-d'Or. — Dépose une pétition du Syndicat des imprimeurs de Dijon (Côte-d'Or) [8 février] (J.O., c.r., p. 97). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices [13 mars] (A., t. I, p. 281; J.O., c.r., p. 236). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de résolution présenté par M. Ouvrier, tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 20 du Règlement du Sénat (J.O., p. 1695; F. 28). — Membre de Commissions (F. 27, 28; J.O., p. 1595, 1695).

MERCIER. Ain. — Membre d'une Commission (F. 43; J.O., p. 3094).

MERLET. Maine-et-Loire. — Élu Secrétaire [16 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 369).

MESUREUR, député, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, relatif aux Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices [28 février] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 175). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures [9 mars] (A., t. I, p. 260; J.O., c.r., p. 216). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [17 mars] (A., t. I, p. 311; J.O., c.r., p. 259) [19 mars] (A., t. I, p. 323; J.O., c.r., p. 270) [20 mars] (A., t. I, p. 344; J.O., c.r., p. 288) [24 mars] (A., t. I, p. 390; J.O., c.r., p. 325).

MEURTHE-ET-MOSELLE. — Emprunt de 86.000 francs. V. loi 206. — Emprunt de 62.800 francs. V. loi 236.

MEUSE. — Imposition extraordinaire (0 fr. 12 c). V. loi 214.

MÉZIÈRES-SUR-OISE (Aisne). — Établissement dans le département de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Mézières-sur-Oise, à Vendeuil. V. loi 104.

MILLAUD (Edouard). Rhône. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 59; J.O., c.r., p. 461). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 27, 32, 45; J.O., p. 511, 1035, 1595, 1738, 3229).

MILLIARD. Eure. — Fait une rectification au procès-verbal [14 février] (A., t. I, p. 137; J.O., c.r., p. 115). — Dépose, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, une demande d'interpellation sur la politique extérieure du Gouvernement [2 avril] (A., t. I, p. 439; J.O., c.r., p. 363). Développe son interpellation. Présente, de concert avec plusieurs de ses collègues, un ordre du jour motivé, qui est adopté [3 avril] (A., t. I, p. 453; J.O., c.r., p. 375). — Membre d'une Commission (F. 43; J.O., p. 3094).

MINISTÈRE DU 29 AVRIL. — Sont nommés : MM. Méline, député, *Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture*; Darlan, député, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*; Barthou, député, *Ministre de l'Intérieur*; Cochery, député, *Ministre des Finances*; Général Billot, sénateur, *Ministre de la Guerre*; Vice-amiral Besnard, *Ministre de la Marine*; Rambaud, sénateur, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*; Turrel, député, *Ministre des Travaux publics*; Henri Boucher, député, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; André Lebon, député, *Ministre des Colonies* (J.O., p. 2449). — M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, est nommé *Ministre des Affaires étrangères*, en remplacement de M. Berthelot, démissionnaire [29 mars] (J.O., p. 1758). — M. Sarrien, député, est nommé *Ministre de l'Intérieur*, en remplacement de M. Bourgeois, nommé *Ministre des Affaires étrangères* [31 mars] (J.O., p. 1793). — M. Delpeuch, est nommé *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes* [23 mai] (J.O., p. 2944).

MIR. Aude. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, relatif à la tenue, par les juges de paix, d'audiences foraines [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 116; I. 31). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi [5 mars] (A., t. I, p. 237; J.O., c.r., p. 198). — Dépose une pétition de la Société de gymnastique « l'Espérance » de Castelnaudary (Aube) [21 avril] (J.O., c.r., p. 385). — Membre de Commissions (F. 38, 45; J.O., p. 2367, 3213).

MONIER (Frédéric). Bouches-du-Rhône. — Membre d'une Commission (F. 57; J.O., p. 3741).

MONIS (Ernest). Gironde. — Demande à interpellier M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les conditions dans lesquelles l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud a été enlevée à M. le juge d'instruction Rempler pour être confiée à M. Le Poittevin, juge [8 février] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 97). Développe son interpellation [11 février] (A., t. I, p. 121; J.O., c.r., p. 102). — Demande la parole pour un fait personnel. Proteste avec indignation et maintient énergiquement tout ce qu'il a dit dans son interpellation à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la justice, en dénonçant le péril de l'invasion de la politique dans la justice, en voyant des magistrats fournir des documents inexacts à un Ministre; il est fier de l'avoir fait et il l'a poursuivra jusqu'au bout. Demande à interpellier le Gouvernement sur les chemins de fer du Sud [14 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 117, 127). Développe son interpellation [15 février] (A., t. I, p. 157; J.O., c.r., p. 131). — Prend part à la discussion générale du projet de loi concernant la réforme des boissons [18 juin] (A., t. II, p. 403; J.O., c.r., p. 498). — Présente et développe sur l'article 15 un amendement qui est renvoyé à la Commission des octrois [25 juin] (A., t. II, p. 188; J.O., c.r., p. 564). — Présente, avec un grand nombre de ses collègues, et développe un amendement sur l'article 18, qui est renvoyé à l'examen de la Commission [26 juin] (A., t. II, p. 194; J.O., c.r., p. 570) [29 juin] (A., t. II, p. 221; J.O., c.r., p. 593). — Présente sur l'article 67 un amendement qu'il ne maintient pas [2 juillet] (A., t. II, p. 252; J.O., c.r., p. 620). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 511).

MONSSERVIN. Aveyron. — Membre de Commissions (F. 13, 21, 27, 31; J.O., p. 824, 1306, 1595, 1722).

MONTESQUIOU-FEZENSAC (duc de). Gers. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des conventions de délimi-

tation et de commerce signées à Pékin, le 20 juin 1895, entre la France et la Chine (J.O., p. 1096; F. 17). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au commerce de brocanteur (J.O., p. 3782; F. 58). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au commerce de brocanteur (J.O., p. 3934, F. 62). — Membre de Commissions (F. 16, 17, 57, 58, 62; J.O., p. 1035, 1096, 3741, 3782, 3934).

MONTMORENCY (Seine-et-Oise). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 92.

MORBIHAN (département du). — Emprunt de 38.820 francs. V. loi 10.

MOREL. Manche. — Élu Secrétaire [16 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [30 janvier] (A., t. I, p. 51; J.C., c.r., p. 45; I. 14). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit extraordinaire de 2.461.401 francs pour l'armement pendant neuf mois, en supplément aux prévisions budgétaires, de trois bâtiments de la division navale de l'Extrême-Orient et de deux bâtiments de la division navale de la Cochinchine [4 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59; I. 20). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Ambrières, Chantrigné, Cigne, Couesmes, Le Pas, Saint-Loup-du-Gast, Saucé et Vaucé (Mayenne) [11 février] (J.O., c.r., p. 112). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement, l'entretien et l'exploitation de communications télégraphiques sous-marines entre la France, l'Amérique du Nord et les Antilles [17 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 251; I. 69). — Parle dans la discussion du projet de résolution tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 20 du Règlement du Sénat [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 297). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [26 mars] (A., t. I, p. 397; J.O.,

c.r., p. 331; I. 93). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 mars (A., t. I, p. 416; J.O., c.r., p. 346). — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi ouvrant un crédit de 30.000 francs sur l'exercice 1896, au Ministre de l'intérieur, pour venir en aide aux victimes de la catastrophe du Puits-Fontanes (Gard) [15 juin] (A., t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 465; I. 137). — Est entendu dans la discussion générale sur la réforme de l'impôt des boissons [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 2° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1896 [25 juin] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 553; I. 152). — Est entendu, comme rapporteur général de la Commission des finances, dans la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1895 et 1896; l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes [29 juin] (A., t. II, p. 216; J.O., c.r., p. 587). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret rendu, le 27 décembre 1895, en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882, qui a ouvert au Ministre des Travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État pour l'exercice 1895, un crédit supplémentaire de 309.297 fr. 16; 2° annulation d'une somme de 165.000 francs sur le chapitre 68 (Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État) du budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1895 [30 juin] (A., t. II, p. 238; J.O., c.r., p. 605; I. 161). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juillet] (A., t. II, p. 315; J.O., c.r., p. 665). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1896, de crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853) [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 668; I. 178). — Dépose les rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1897; le 2^e, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896, l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [11 juillet] (A., t. II, p. 329, 330; J. O., c.r., p. 680; I. 183, 191). — Membre de Commissions (F. 13, 43, 44; J.O., p. 824, 3094, 3135).

MORELLET. Ain. — Élu membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [20 janvier] (A., t. I; p. 7; J.O., p. 9). — Fait une rectification au procès-verbal [6 février] (A., I, p. 91; J.O., c.r.,

p. 77). — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Jules Godin et plusieurs de ses collègues, sur la compétence des juges de paix [9 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 224; I. 57). — Propose de ne procéder à la nomination de la Commission des finances, qu'après la rentrée de Pâques [26 mars] (A., t. I, p. 411; J.O., c.r., p. 342). — S'oppose à la déclaration de l'urgence demandée par M. Anglès, qui a déposé un projet de résolution relatif à la revision des lois constitutionnelles [24 avril] (A., t. I, 474; J.O., c.r., p. 397). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, sur : 1° la proposition de loi de M. Morellet et plusieurs de ses collègues, sur les crimes et délits concernant la défense nationale; 2° sur la proposition de loi de M. Monsservin, tendant à modifier la première section du chapitre premier du titre premier du livre III (articles 77, 78, 80, 81 et 82 du Code pénal); 3° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la trahison et l'espionnage [11 juillet] (A., t. II, p. 329; J.O., c.r., p. 680; I. 182). — Membre de Commissions F. 4, 21; J.O., p. 369, 1306).

MORVILLE (commune de). — Parcelle de terrain distraite de cette commune pour la rattacher à la commune de Portieux. V. loi 225.

MOTION déposée par M. Hamel, ayant pour objet de lever la séance en signe de deuil, à l'annonce de la mort, par le Président, de M. Jules Simon [9 juin] (A., t. II; p. 18; J.O., c.r., p. 432).

MUNIER. Rhône. — Élu membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 9). — Demande la priorité pour l'ordre du jour de M. Volland, déposé le le premier, à la suite de la discussion de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Garde des Sceaux, sur les conditions dans lesquelles l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud a été enlevée à M. le juge d'instruction Rempier pour être confiée à M. le juge Le Poittevin [11 février] (A., t. I, p. 125; J.O., c.r., p. 111). — Président de la 2^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1096; F. 17). — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur l'élection sénatoriale de M. Rousseau (Gervais) dans le département de la Creuse [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la publicité du mariage par la mention en marge de l'acte de naissance (J.O., p. 1377; F. 22). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de partici-

pation aux bénéfiques [13 mars] (A., t. I, p. 281; J.O., c.r., p. 239). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Godin et plusieurs de ses collègues, sur la compétence des juges de paix (J.O., p. 1595; F. 27). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [7 juillet] (A., t. II, p. 288; J.O., c.r., p. 647). — Membre de Commissions (F. 16, 17, 21, 22, 26, 27, 38, 57; J.O., p. 1035, 1096, 1306, 1177, 1595, 2367, 3741).

NANTES. — Approbation d'un engagement à cette ville. V. loi 106. — Emprunt de 222.500 francs et imposition extraordinaire. V. loi 281.

NAVIGATION MARITIME. — Évaluation des services donnant droit à la pension dite demi-solde. V. loi 189.

NEUFCHATEAU (Vosges). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 62.

NICE (Alpes-Maritimes). — Autorisation d'un engagement. V. loi 216.

NIÈVRE. — Emprunt de 84.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 47. — Imposition extraordinaire (2 c. 50). V. loi 207. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 263.

NIMES (Gard). — Approbation d'un engagement à cette ville. V. loi 126.

NIOCHE. Indre-et-Loire. — Présente sur l'article 34 du projet de loi relative aux Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et sur le contrat de participation aux bénéfiques, un amendement qui est renvoyé à la Commission [28 février] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 181). — Développe son amendement, que son auteur retire en se réservant le droit de le représenter à la 2^e délibération [2 mars] (A., t. I, p. 224; J.O., c.r., p. 187). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et sur le contrat de participation aux bénéfiques. Présente un amendement qui est adopté [13 mars] (A., t. I, p. 287). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [30 mars] (A., t. I, p. 423; J.O., c.r., p. 352). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Tours à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [31 mars] (A., t. I, p. 427; J.O., c.r., p. 355).

NORD (département du). — Déclaration d'utilité publique de l'établis-

sement d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Louches à Cambrai. V. loi 151. — Imposition extraordinaire (0 c. 88). V. loi 245. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 259.

NOYON (Oise). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 74.

OBJETS ABANDONNÉS ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers. V. loi 164.

OFFICIERS DE LA MARINE ET DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE. — Organisation du cadre des. V. loi 188.

OLLIVIER (Auguste). Côtes-du-Nord. — Élu Secrétaire [16 janvier (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 32, 43; J.O., p. 511, 1035, 1738, 3094).

OUVRIER. Aveyron. — Est nommé membre de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative aux fraudes tendant à faire passer pour français des produits fabriqués à l'étranger ou en provenant, en remplacement de M. Teisserenc de Bort, décédé (J.O., p. 775; F. 12). — Dépose un projet de résolution tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 20 du Règlement du Sénat [17 mars] (A., t. I, p. 314; J.O., c.r., p. 261; I. 74). — Est entendu au cours de la discussion de ce projet de résolution [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296). — Membre de Commissions (F. 12, 57; J.O., p. 775, 3741).

OUVRIERS victimes dans leur travail et organisation de l'assurance obligatoire. V. loi 18.

ORLÉANS (Loiret). — Changement d'affectation d'une imposition extraordinaire. V. loi 69.

ORNE (Département). — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 270.

PAJOT. Inamovible. — Demande un congé [2 avril] (J.O., c.r., p. 368). — Membre d'une Commission (F. 21; J.O., p. 1306).

PARIS (Ville de). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 146. — Emprunt de 44 millions. V. loi 186.

PARISOT. Vosges. — Rapport de M. Alexandre Lefèvre sur son élection. Est proclamé sénateur [6 juillet] (A., t. II, p. 272; J.O., c.r., p. 633).

PARISSOT. Eure. — Dépose une pétition du Syndicat agricole de l'arrondissement d'Évreux et de la Société libre d'agriculture de l'Eure [24 janvier] (J.O., c.r., p. 19). — Dépose une pétition du Syndicat agricole de l'arrondissement de Bernay (Eure) [28 février] (J.O., c.r., p. 182). — Dépose une pétition, de concert avec M. Guindey, d'un certain nombre d'habitants de la vallée de l'Iton [1^{er} juin] (J.O., c.r., p. 420). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 369).

PAULIAC. Lot. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [23 mars] (A., t. I, p. 363; J.O., c.r., p. 303). — Membre d'une Commission (F. 21; J.O., p. 1306).

PAULIAT. Cher. — Secrétaire de la 1^{re} Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 464; F. 6). — Fait une rectification au procès-verbal [3 février] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 47). — Demande un congé [27 février] (J.O., c.r., p. 168). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Lavertujon, concernant la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation (J.O., p. 1799; F. 33). — Dépose une pétition des sous-agents des postes et des télégraphes de Bourges (Cher) [3 avril] (J.O., c.r., p. 377). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [28 mai] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 415). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française (J.O., p. 3871; F. 61). — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner aux membres de la mission Pavie dans la péninsule indo-chinoise [11 juillet] (A., t. II, p. 330; J.O., c.r., p. 780; I. 184). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 16, 32, 33, 57, 60, 61; J.O., p. 369, 464, 511, 1035, 1738, 1799, 3741, 3856, 3871).

PAZAT. Landes. — Élu Secrétaire [16 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur : 1^o le projet de résolution, présenté par MM. Gervais Rousseau et Delpech, tendant à la révision intégrale des lois constitutionnelles; 2^o le projet de résolution relatif à la révision des lois constitutionnelles, présenté par MM. Anglès et Bayol [28 avril] (A., t. I, p. 482; J.O., c.r., p. 395). —

Est entendu dans la discussion de ces deux projets de résolution [30 avril] (A., t. I, p. 490; J.O., c.r., p. 407). — Membre de Commissions (F. 16, 21, 26, 38, 45; J.O., p. 1035, 1306, 1556, 2367, 3213).

PEAUDECERF. Cher. — Fait une rectification au procès-verbal [28 mai] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 415). — Membre de Commissions (F. 16, 38; J.O., p. 1035, 2367).

FÉNICAUD. Haute-Vienne. — Membre de Commissions (F. 4, 43; J.O., p. 369, 3094).

PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales). — Changement d'affectation de fonds d'emprunt. V loi 316.

PERRAS. Rhône. — Membre de Commissions (F. 26, 27, 31, 38, 57; J.O., p. 1556, 1595, 1722, 2367, 3741).

PÉTITIONS DÉPOSÉES.

Par M. Vilar (Édouard), d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Ansignan, Bages, Canet, Caramany, Corbière-les-Cabanes, Corneilla-de-la-Rivière, Millas, Rasiguères, Tautavel, Terrats, Thuir, Salses, Saint-Estève, Saint-Félicien-d'Avail, Villelongue-de-la-Salanque, Banyuls-dels-Aspres, Céret, l'Écluse, Laroque, Palau-del-Vidre, Port-Vendres, Saint-André, Saint-Jean-Pla-de-Cors, Vivès, Los-Masos, Sardinia et Formiguères (Pyrénées-Orientales) [16 janvier] (J.O., c.r., p. 6). — Par M. Guérin, des représentants des 10.600 litres restant encore à liquider sur l'emprunt portugais de 1832. Par MM. Deandris, Galtier et Combescure, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Aires, Aniane, Beriou, Bessan, Bouzigues, Cazilhac, Castanet-le-Haut, Claret, Coulobres, Lauret, Lodève, Lunas, Magalas, Montaulieu, Nissan, Pégairolles, Pierrerue, Plaisan, Prades-le-Lez, Puéchabon, Puisserguier, Quarante, Rosis, la Salvetat, Siran, le Soulié, Saint-André-de-Buègues, Saint-Étienne-de-Gourgas, Saint-Jean-de-Cornies, Saint-Mathieu-de-Trévières, Saint-Pons, Saint-Pons-de-Mauchiens, Saint-Vincent, Saint-Vincent-de-Barbeyrargues, la Tour, Usclas-d'Hérault, Ville-neuve-lès-Maguelone, Villetelle (Hérault) [20 janvier] (J.O., c.r., p. 11). — Par M. Parissot, du Syndicat agricole de l'arrondissement d'Évreux et de la Société libre d'agriculture de l'Eure [24 février] (J.O., c.r., p. 19). — Par M. Gayot, d'un certain nombre d'habitants de la commune de Bourguignons (Aube). Par M. Le Breton, de la Société d'agriculture de l'Allier, du Comice agricole de Châteauneuf (Haute-Vienne), du Comice

agricole de Chambéry (Savoie), de l'Union des Syndicats du Sud-Est, du Syndicat agricole de Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe), et des agriculteurs des communes suivantes : Javron, Bonchamp-lès-Laval, Épincux-le-Séguin et Changé (Mayenne) [28 janvier] (J.O., c.r., p. 30). — Par M. Deandreis, de la Chambre de commerce de Montpellier (Hérault). Par M. Le Breton, des agriculteurs de Cossé-le-Vivien (Mayenne). Par M. le comte de Blois, des cultivateurs de la commune de Saint-Paul-du-Bois (Maine-et-Loire) [30 janvier] (J.O., c.r., p. 46). — Par M. Le Breton, des membres de la Société d'agriculture d'Yvetot (Seine-Inférieure), des agriculteurs de l'arrondissement de Pontivy (Morbihan), du Comice agricole de Montiérender (Haute-Marne), du Syndicat agricole de Castelnaudary (Aude), de la Société d'agriculture de Bailleul (Nord) et des agriculteurs des communes de Courbeveille, Astillé et Louvigné (Mayenne) [3 février] (J.O., c.r., p. 58). — Par M. Blavier, de la Société industrielle et agricole d'Angers (Maine-et-Loire) [4 février] (J.O., c.r., p. 75). — Par MM. Guérin et Taulier, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Grillon, Gigondas, Lauris, Jonquières, Sablet, Camaret, Travaillan et Bedoin (Vaucluse) [6 février] (J.O., c.r., p. 78). — Par M. Mâzeau, du Syndicat des imprimeurs de Dijon (Côte-d'Or) [8 février] (J.O., c.r., p. 97). — Par M. Morel, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Ambrières, Chantrigné, Cigné, Couesmes, le Pas, Saint-Loup-du-Gast, Soucé et Vaucé (Mayenne) [11 février] (J.O., c.r., p. 112). — Par M. Gayot, des propriétaires et vigneron des communes de Pargues et Vaudes (Aube). Par M. Le Breton, des agriculteurs de Junhac (Cantal), du Comice du canton de Marolles-les-Broux et de Mamers (Sarthe), de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Fontainebleau (Seine-et-Marne), de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Vannes (Morbihan), de la Guerche-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine), de la commune de Laval, de la commune de la Croisille et de la commune d'Ahuilé (Mayenne). Par M. Macherez, d'un grand nombre d'agriculteurs et d'industriels de la région du Nord. Par M. le comte de Blois, du Syndicat agricole d'Anjou à Angers (Maine-et-Loire) [14 février] (J.O., c.r., p. 127). — Par M. Le Breton, des agriculteurs de Rambervillers (Vosges). Par M. Taulier, des habitants des communes de Caumont, de Thor, de Saumanes, d'Apt, de Joucas, de Roussillon, de Viens, de Mérindol, de Saint-Christol, de Sault, de Saint-Léger-de-Violès, de Mondragon, de Cairanne et de Loriol (Vaucluse) [15 février] (J.O., c.r., p. 142). — Par M. Gayot, d'un certain nombre d'habitants des communes de Bréviandes, Chanegy, Courteron, Channes et Marolles-les-Bailly (Aube). Par M. Édouard Rey, des Chambres syndicales patronales du bâtiment et des industries s'y rattachant de la ville de Grenoble et d'un certain nombre d'indus-

triels des villes de Voiron, Saint-Marcellin, Vif, Rives et Tullins. Par M. Le Breton, de la Société d'agriculture d'Autun. Par MM. Taulier et Guérin, d'un certain nombre d'habitants des communes de Saint-Roman-de-Malegarde, Morières, Caseneuve, Faucon, Uchaux, Modène, Cadrousse, Vedène, Sérignan, Sorgues, Sainte-Cécile, Lamotte, Ménerbes, Gordes, Villelaure, Sarrisans, Saint-Saturnin, Murs, Lourmarin, la Palud et Entrechaux (Vaucluse) [21 février] (J.O., c.r., p. 146). — Par MM. Brugnot, Kiener et Frogier de Ponlevoy, des industriels cotonniers de la région de l'Est. Par M. Peytral, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Venelles, Simiane, Peynier, Meyreuil, Septèmes, Beaurecueil, Vitrolles, Mimet, la Roque-d'Antheron, Lambesc, le Puits-Sainte-Réparate, Ventabren, Cabriès, Rousset, Saint-Marc, les Pennes, Peyrolles, Rognes, Aix, Gignac, Marignac, Lançon, Meyrargues, Fuveau, Saint-Victoret, Pélissanne et Saint-Cannat (Bouches-du-Rhône). Par M. Leporché, d'un certain nombre d'habitants de la ville de Saint-Calais (Sarthe). Par M. Teisserenc de Bort, des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 43 signatures des habitants de la commune de Rochechouart (Haute-Vienne) et 71 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux [25 février] (J.O., c.r., p. 153). — Par MM. Guérin et Taulier, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Saint-Pantaléon, Crillon, Piolenc, Suzette, Lagnes, Crestet, Lagarde, Bonnieux, Monieux, Saint-Marcellin et Pernes (Vaucluse). Par M. Bisseuil, des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 122 signatures des habitants des communes de Cognac, La Rochelle et Saint-Pierre, et 103 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux. Par M. Brunct, des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 63 signatures d'habitants, commerçants, propriétaires, etc., de la commune de Villenot (Indre) et 93 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux. — Par M. Vilar (Edouard), d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Banyuls-sur-Mer, Calmeilles, Corneilla-de-la-Rivière, Corneilla-del-Vercol, Planèzes, Saint-Arnac, Catllar, Eus-et-Gômes et Torreilles (Pyrénées-Orientales). — Par M. de Verninac, des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 167 signatures d'habitants, propriétaires et ouvriers des communes de Catus, Castelnau-de-Montratier, Salviac et Saint-Daunès (Lot), plus 76 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux [27 février] (J.O., c.r., p. 168). — Par M. Parissot, une pétition du Syndicat agricole de l'arrondissement de Bernay (Eure) [28 février] (J.O., c.r., p. 182). — Par M. Vilar (Edouard), d'un certain nombre d'habitants

des communes suivantes : Ansignan, Banyuls-sur-Mer, Camélas, Carmany, Clairavaux, Espira-de-l'Agly, Fourques, Passa, Prugnanes, Prunet-et-Belpuig, Salses, Saint-Estève, Saint-Genis, Saint-Hippolyte, Saint-Jean-Pla-de-Cors, Sainte-Marie-la-Mer, Saint-Paul-de-Fenouillet, Sorède, Villemolaque, Vivès et Ponteilla (Pyrénées-Orientales) [2 mars] (J.O., c.r., p. 195). — Par M. Le Breton, du Comice agricole de Mayenne (Mayenne). Par M. Demôle, des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 57 signatures de commerçants et habitants du Creusot, et 264 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux [5 mars] (J.O., c.r., p. 209). — Par M. Legludic, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Loué, la Suze, Fresnay-sur-Sarthe et Conlie (Sarthe) [19 mars] (J.O., c.r., p. 225). — Par M. Le Breton, d'un certain nombre de cultivateurs des communes suivantes : Bestricourt, Orainville, Nauroy (Aisne), Boultsur-Suippe, Fresne, Sainte-Marie-à-Py, Saint-Masmes, Saint-Hilaire-le-Petit, Epoye, Ecordal, Lieurey, Bourgogne, Vaudesincourt, Auberive, Pomacle (Marne), Nuillé-sur-Vicoin, Blandouet, Commer, Jublains, Saint-Baudelle, Saint-Martin-de-Connéc, Oisseau, Parigné, Moulay, Placé, Saint-Cyr-en-Pail, Vieuvy, la Baroche-Gondoin, Alexain, Sainte-Marie-du-Bois, Bazouges, Quelaines, Simplé, Peuton, Saint-Poix, Gastines, Méral, la Chapelle-Craonnaise, Cosme, Marigné-Peuton, Saint-Michel-de-Feines, Laigné et Beaumont-Pied-de-Bœuf (Mayenne), et du Syndicat agricole de la Champagne [13 mars] (J.O., c.r., p. 243). — Par M. Gayot, d'un certain nombre de propriétaires de vignes et vigneron des communes suivantes : Neuville-sur-Seine, Essoyes, Ville-sur-Arce, Polisy, Buxières, Courtenot, Chappes, Villiers-sous-Proslin, Fontette, Celles-sur-Ource, Eguilly, Balnot-sur-Laignes, Avirex-Lingey, Poliso, Villemorieu, Viviers, Landreville, Merrey, Loches, Bertignolles, Buxeuil, Granges, Beauvoir, Arvelles, Magnant, Villy-en-Trodes et Virey-sous-Bar (Aube). Par M. Théodore Girard, de M. Albert Bouchon, demeurant à Royan (Charente-Inférieure). Par MM. Guérin et Taulier, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : l'Isle, Monteux, Velleron, Saint-Romain-en-Viennois, Visan, Saint-Pierre-de-Vassols, Cabrières-d'Aigues et Valréas (Vaucluse [16 mars] (J.O., c.r., p. 248). — Par M. Poriquet, d'un certain nombre d'habitants du département de l'Orne [17 mars] (J.O., c.r., p. 263). — Par M. de Marcère, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Couterne, Tessé-la-Madeleine, Domfront (section de Saint-Front), la Sauvagère, Passais, Saint-Mars-d'Egrenne, Raleine et Céaucé (Orne) [19 mars] (J.O., c.r., p. 276). — Par M. Gayot, des pétitions d'un certain nombre d'habitants des communes de Courtenot, Virey-sous-Bar et Vitry-le-Croisé (Aube) [20 mars] (J.O., c.r., p. 292). — Par M. Gayot, des propriétaires et vigneron de la

ville de Bar-sur-Seine (Aube). Par M. Le Breton, d'un certain nombre d'agriculteurs des communes suivantes : Coudray, Saint-Denis-d'Anjou, Bierné, Villiers-Charlemagne, Loigné, Ballée et Saint-Jean-sur-Erve (Mayenne) [23 mars] (J.O., c.r., p. 310). — Par MM. Duchesne-Fournet et Turgis, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Arromanches, Asnelles, Barbeville, Baynes, Blay, Bricqueville, Bucéels, Bazenville, Colombiers-sur-Seulles, Cottun, Cussy, Lingèvres, Maisons, Moisy, Noron, les Oubeaux, Port-en-Bessin, Rubercy, Saint-Cosme-de-Fresne, Sainte-Croix-sur-Mer, Sainte-Honorine-de-Bacq, Saint-Loup-Hors, Tourmeu, Trénevis, Sables et Vouilly (Calvados). Par M. Chesnelong, d'un certain nombre d'habitants de la commune de Parlesboscq (Landes) [24 mars] (J.O., c.r., p. 328). — Par M. Le Breton, d'un certain nombre d'habitants de la commune de Saint-Gault (Mayenne). Par M. Lecludic, d'un certain nombre d'habitants du canton de la Suze (Sarthe). Par M. Poriquet, d'un certain nombre d'habitants des cantons d'Alençon (ouest), Sées, Alençon (est), le Mesle-sur-Sarthe, Carrouges, Courtomer et du Syndicat des agriculteurs de l'Orne. Par M. de Marcère, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Saint-Denis-de-Villenette, la Chapelle-Moche, Sept-Forges, Beaulandais, la Baroche-sous-Lucé, Geneslay, Juvigni-sous-Andaine, Tessé-Froulai, Loré, Lucé, Perron et Magny-le-Désert (Orne) [26 mars] (J.O.; c.r., p. 342). — Par M. Gayot, d'un certain nombre d'habitants de la ville d'Arcis-sur-Aube (Aube) [31 mars] (J.O., c.r., p. 362). — Par M. Gayot, d'un grand nombre de propriétaires de vignes et vigneronns des communes de Gyé-sur-Seine, Bourguignons et Chervey (Aube). Par M. Pauliat, des sous-agents des postes et télégraphes de Bourges (Cher). Par M. de Marcère, des pétitions émanant d'un grand nombre d'habitants des communes suivantes : Agy, Asnelles, Cricqueville, Ecrammeville, Esquay-sur-Seulles, Foulognes, Grandcamp, Lingènes, Lison, Longues, Rauchy, Neuilly, Ryet, Saint-Germain du-Pert, Sully, Tour, Vaucelles, Vierville-sur-Mer, Canapville, le Forquesne, Formentin, Pennedepie, Léaupartie, Touques, Danneville-sur-Touques, Saint-Aubin-Lébisay, Dozulé, Auberville, Danestal, Deauville, Drubec, Saint-Samson, Repentigny, Saint-Léger-Dubosq, Saint-Philbert-des-Champs, Montreuil-en-Auge et Surville (Calvados) [3 avril] (J.O., c.r., p. 377). — Par M. Mir, de la Société de gymnastique « l'Espérance » de Castelnaudary (Aude) [21 avril] (J.O., c.r., p. 385). — Par MM. Guindcy et Parissot, d'un certain nombre d'habitants de la vallée de l'Iton. Par M. Émile Gayot, d'un certain nombre de propriétaires de vignes et vigneronns de la commune des Riceys (Aube) [1^{er} juin] (J.O., c.r., p. 420). — Par M. Guyot, des membre du Syndicat de la boucherie lyonnaise. Par MM. Turgis et Duchesne-Fournet, d'un certain nombre d'habitants des communes sui-

vantes : Saon, la Vacquerie, Feuguerolles-sur-Seulles, le Breuil, la Folie, Campigny, Saint-Martin-des-Entrées, Orbois, Saonnet, Angerville, Genneville, Coquainvilliers, Rumesnil, Putot-en-Auge, Pierrefitte-en-Auge, Criqueville-en-Auge, Saint-Ouen-le-Pin, Victot-Pontfol, Clarbecq, La-roque-Baignard et Quetteville (Calvados). Par M. Brunct, des notaires de l'arrondissement d'Issoudun (Indre) [11 juin] (J.O., c.r., p. 446). — Par M. Legludic, d'un certain nombre d'habitants des cantons de Fresnay-sur-Sarthe et Sillé-le-Guillaume (Sarthe) [12 juin] (J.O., c.r., p. 463). — Par M. Demôle, de plusieurs propriétaires-éleveurs et fermiers de diverses communes du département de Saône-et-Loire. Par M. Blavier, des membres du Comice du canton de Candé (Maine-et-Loire) [18 juin] (J.O., c.r., p. 505). — Par M. Le Cour Grandmaison, des inscrits maritimes des quartiers de Rezé, Nantes, Saint-Nazaire et Doulon (Loire-Inférieure) [30 juin] (J.O., c.r., p. 613). — Par M. Le Breton, d'agriculteurs de la commune de Daon (Mayenne) [2 juillet] (J.O., c.r., p. 623). — Par MM. le baron de Lareinty et Le Cour Grandmaison, des inscrits maritimes des communes suivantes : Vestou, Indre, Chantenay, Saint-Étienne, Bourguenais, Saint-Sébastien, Rezé et Nantes (Loire-Inférieure) [3 juillet] (J.O., c.r., p. 631). — Par M. Le Cour Grandmaison, des inscrits maritimes des communes suivantes : Trentemoult, Bouguenais, Port-Saint-Père, Basse-Goulaine et Nantes (Loire-Inférieure) [9 juillet] (J.O., c.r., p. 666). — Par MM. le baron de Lareinty et le général comte Espivent de la Villesboisnet, de 149 inscrits maritimes des communes suivantes : Couëron, Pellerin, Saint-Nazaire, Mesquer, Nantes, Noirmoutier, Redon, Donges, Basse-Indre et Haute-Indre (Loire-Inférieure) [10 juillet] (J.O., c.r., p. 672). — Par M. Le Cour Grandmaison, des inscrits maritimes de Saint-Sébastien (Loire-Inférieure) [11 juillet] (J.O., c.r., p. 705).

PÉTITIONS RAPPORTÉES.

Sessions extraordinaire 1890 et ordinaire 1891. — 8^e Commission 1890 et 1^{re} Commission 1891 (25 novembre 1890 et 15 janvier 1891). Rapport de M. Émile Labiche sur les pétitions n^{os} 157 et 159 (des 10 et 15 décembre 1890), pétition n^o 2 (du 14 janvier 1891). Les Conseils municipaux de Versailles, de Rocquencourt et de Pontoise (Seine-et-Oise) adressent au Sénat des pétitions relatives à l'application des lois du 21 mai 1836 et du 10 août 1871, en ce qui concerne la répartition des contingents à payer par les communes pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication. Ordre du jour.

Session ordinaire 1894. — 4^e Commission (27 avril 1894). Rapport de M. Jouffrault sur la pétition n^o 119 (du 27 avril 1894). M. Picard

(Gustave-Julien-Eusèbe), demeurant à Paris, demande que tout journal publié en France en langue étrangère soit considéré comme journal étranger et soumis aux mêmes mesures de police qui peuvent être appliquées à ce dernier. Ordre du jour. — Rapports de M. Decauville sur les pétitions : N^{os} 121 (du 27 avril 1894). La Chambre consultative des arts et manufactures de Saint-Dié (Vosges) proteste contre la proposition de loi, présentée à la Chambre des Députés par M. Lockroy et plusieurs de ses collègues, tendant à établir un arbitrage permanent entre patrons et ouvriers. Renvoi à la Commission spéciale. N^{os} 125 et 126 (du 1^{er} mai 1894), déposées par MM. Velten et Peytral. Le Syndicat des mécaniciens diplômés de la marine du commerce, à Marseille (Bouches-du-Rhône), proteste contre l'application du décret ministériel du 2 février 1893, réglant les nouvelles dispositions relatives aux examens pour l'obtention des brevets de mécaniciens de la marine du commerce. Le Syndicat des mécaniciens diplômés de la marine du commerce, à Marseille (Bouches-du-Rhône), formule un ensemble de vœux tendant à l'amélioration de leurs pensions de retraite. Renvoi au Ministre de la Marine. — Rapport de M. Thurel sur la pétition n^o 134 (du 11 mai 1894), déposée par MM. Merlet et le général marquis d'Andigné. Le Syndicat agricole d'Anjou, à Angers (Maine-et-Loire), demande que, dans le projet de loi présenté par le Gouvernement sur les distilleries agricoles, l'article 2 de la loi fixe à 20 kilomètres, et non à 10, le rayon d'approvisionnement de ces établissements. Renvoi à la Commission du régime des boissons. — 6^e Commission (5 juillet 1894). Rapport de M. Ernest Hamel sur la pétition n^o 175 (du 6 juillet 1894), déposée par M. Pauliat. Mohamed ben Youssef ben Amokran, du douar Oued-Dfenifen, commune de Taher (Constantine), supplie le Sénat de vouloir bien faire accorder la libération de son père Youssef ben Amokran, chef indigène, détenu à la Nouvelle-Calédonie depuis 1871. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Session ordinaire 1895. — 3^e Commission (12 mars 1895). Rapport de M. Desmons sur la pétition n^o 65 (du 18 mars 1895), déposée par M. Desmons. La Société scientifique et littéraire d'Alais (Gard) signale à la haute bienveillance du Sénat un travail qui lui a été communiqué et qui lui paraît présenter un intérêt réel pour la télégraphie militaire. Renvoi au Ministre de la Guerre. — 4^e Commission (27 mai 1895). Rapports de M. le comte de la Villegontier, sur les pétitions : N^o 105 (du 8 juin). M. Baude (Albert), domicilié à Épinay (Seine), s'adresse au Sénat pour obtenir le remboursement des retenues faites sur son traitement de commis-autographe à l'école supérieure de guerre. Renvoi au Ministre de la Guerre. N^o 110 (du 13 juin

1895). Un certain nombre d'habitants de Sainte-Menehould (Marne) émettent le vœu que les attributions respectives des juges de paix et des tribunaux de première instance soient conservées et que les tribunaux d'arrondissement soient maintenus. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapports de M. Le Breton sur les pétitions : N° 117 (du 21 juin 1895). M. Gangloff (Jean), ouvrier à la faïencerie de Longwy-Bas (Meurthe-et-Moselle), prie le Sénat de vouloir bien recommander la demande qu'il adresse au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans le but d'obtenir un secours comme ayant été forcé d'interrompre, depuis près d'un an, son travail pour cause de maladie. Renvoi au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. N° 118 (du 21 juin 1895). M. A. Baudet, demeurant à Pantin (Seine), formule, dans un long mémoire, un ensemble de critiques contre le Gouvernement. Ordre du jour. — 5^e Commission (25 juin 1895). Rapports de M. Laurens sur les pétitions : N° 121 (du 27 juin 1895), déposée par M. Lesouëf. Un certain nombre d'habitants des communes de Sasseville et Veauville-Lesquelles (Seine-Inférieure) formulent un ensemble de vœux touchant les questions de tarifs de douanes, la question monétaire, les tarifs des Compagnies de chemins de fer et le privilège des bouilleurs de cru. Renvoi aux Ministres de l'Agriculture, des Finances et des Travaux publics. N° 122 (du 27 juin 1895), déposée par M. Edouard Millaud. M. Hippolyte Boisson, ex-gardien de la paix de la ville de Lyon, actuellement garde champêtre de la commune de Craponne (Rhône), présente un nouveau système d'écriture secrète destiné à donner de grands avantages au Gouvernement. Renvoi à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur. N° 126 (du 1^{er} juillet 1895). M. Capdevert, président du comité des anciens sous-officiers retraités, à Nantes (Loire-Inférieure), au nom de l'association fraternelle des anciens sous-officiers, soldats, marins, douaniers et assimilés retraités des armées de terre et de mer, demande l'amélioration de leurs pensions de retraite. Renvoi au Ministre des Finances. N° 134 (du 11 juillet 1895). M. Albert Rouzoul, à Saurat (Ariège), se plaint d'être victime d'un déni de justice. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. N° 136 (du 12 juillet 1895). M^{me} Valuche, veuve Thore, demeurant au Parc-Saint-Maur (Seine), s'adresse au Sénat pour obtenir un bureau de tabac de 2^e catégorie dans le département de Maine-et-Loire. Renvoi au Ministre des Finances.

Session extraordinaire 1895. — 6^e Commission (24 octobre 1895).
Rapport de M. Le Play sur la pétition n° 137 (du 17 juillet 1895). La Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron, à Rodez, prie le Sénat de vouloir bien présenter une proposition de loi tendant à ce

que les minutes notariales antérieures à 1789 soient déposées aux archives départementales. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapport de M. Decauville sur la pétition n° 139 (du 16 août 1895). M. Goze, ancien militaire, ancien gardien de la paix retraité, à Paris, s'adresse au Sénat pour obtenir une recette ruraliste. Renvoi au Ministre des Finances. — Rapport de M. Le Play sur la pétition n° 141 (du 24 août 1895). M. Chambon, cantonnier au bois de Vincennes, demeurant à Saint-Maurice (Seine), s'adresse au Sénat pour obtenir la médaille de sauvetage en faveur de son fils (Jean-Baptiste), âgé de quinze ans et demi, mousse à bord de *La Bretagne*, en rade de Brest. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. — Rapport de M. Allemand sur la pétition n° 143 (du 14 septembre 1895). Le nommé Bedal (Alexandre), libéré de la 1^{re} section, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), se plaint d'être victime de mauvais traitements. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. — Rapport de M. Decauville sur la pétition n° 144 (du 20 septembre 1895). M. Laroche (Jean-Paul), brigadier de gendarmerie en retraite, garde particulier à Argent-sur-Sauldre (Cher), prie le Sénat de vouloir bien lui faire obtenir une recette ruraliste. Renvoi au Ministre des Finances. — Rapport de M. Le Play sur la pétition n° 150 (du 10 octobre 1895). Si Mohammed ben Guérach, lieutenant au 2^e régiment de tirailleurs algériens, en retraite, à Tunis, prie le Sénat de vouloir bien lui faire accorder la croix de la Légion d'honneur. Renvoi au Ministre de la Guerre. — Rapport de M. Fresneau sur la pétition n° 151 (du 12 octobre 1895). M. Biancherdini, instituteur en retraite, à Castineta (Corse), demande qu'application soit faite en sa faveur des dispositions de la loi du 25 juillet 1893, portant que les instituteurs malades auront le droit de se faire suppléer aux frais de l'État. Ordre du jour. — Rapport de M. Benoist sur la pétition n° 156 (du 25 octobre 1895). M. Stanislas Champroux, au village du Vaucanu, par Vimoutiers (Orne), s'adresse au Sénat pour obtenir le rétablissement du service postal dans les campagnes le 14 juillet. Ordre du jour. — Rapport de M. Allemand sur la pétition n° 157 (du 25 octobre 1895). M. Claverie (Jean), jardinier à Puch (Lot-et-Garonne), se plaint d'avoir été injustement enfermé à l'asile d'aliénés de Saint-Pierre, à Marseille, et d'y avoir subi de mauvais traitements. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapport de M. Le Play sur la pétition n° 158 (du 25 octobre 1895), déposée par M. Édouard Millaud. La Société de pêche « les Endurcis de la Gaule », à Lyon (Rhône), soumet au Sénat un ensemble de considérations concernant la pêche fluviale. Renvoi au Ministre des Travaux publics. — Rapport de M. Fresneau sur la pétition n° 181 (du 12 novembre 1895). M. l'abbé Labbé, à Monviel (Lot-et-Garonne) proteste de nouveau contre les abus de pouvoir dont il a été victime de la part de son évêque et prie le Sénat de lui faire rendre justice. Ordre du jour. —

Rapport de M. Decauville sur la pétition n° 184 (du 14 novembre 1895). M. Poncelet, demeurant à Paris, se plaint d'avoir été victime d'une erreur de la part de l'autorité militaire, pendant la guerre de 1870. Ordre du jour. — 7^e Commission (25 novembre 1895). Rapport de M. Fallières sur la pétition n° 231 (du 23 décembre 1895), déposée par M. Drumel. Un grand nombre d'habitants de Paris et des départements demandent qu'aux examens de l'École polytechnique et de l'École de Saint-Cyr, il soit permis d'opter entre l'anglais et l'allemand. Renvoi au Ministre de la Guerre. — Rapports de M. Haulon sur les pétitions : N° 234 (du 23 décembre 1895), déposée par M. Brunet. Un certain nombre d'habitants d'Issoudun (Indre) demandent la création d'une médaille commémorative pour les anciens combattants de 1870. Ordre du jour. N° 247 (du 28 décembre 1895), déposée par M. Drumel. M. Dupuy-Bouvard, ancien instituteur adjoint, domicilié à Ham-sur-Meuse (Ardennes), proteste contre sa révocation d'instituteur et demande soit le remboursement d'une somme de 3.850 francs avec les intérêts depuis 1862 qu'il a, prétend-il, indûment versée pour son exonération du service militaire, soit une recette ruraliste. Renvoi au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes.

Session ordinaire 1895. — 2^e Commission (12 février 1895). Rapport de M. Teisserenc de Bort sur la pétition n° 36 (du 21 février 1896), déposée par M. Le Breton. La Société d'agriculture d'Autun (Saône-et-Loire) formule un ensemble de vœux touchant les questions des blés et des animaux étrangers, des bouilleurs de cru, des droits de mutation, des marchandises étrangères exemptes de droits de douane et enfin la réglementation du marché de la Villette et des Halles centrales de Paris. Renvoi à la Commission des douanes, au Ministre de l'Agriculture, à la Commission des finances et à la Commission du régime des boissons [30 avril] (J.O., c.r., p. 414).

Session ordinaire 1896. — 2^e Commission (21 février 1896). Rapport de M. de Béjarry sur les pétitions n°s 41 et 50 (des 25 et 28 février 1896), déposées par M. Leporché. Un certain nombre d'habitants des villes de Saint-Calais (Sarthe) et Montmorillon (Vienne) prient le Sénat de repousser tout projet de réforme judiciaire qui tendrait à modifier le régime actuel. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapport de M. Taulier sur les pétitions n°s 42, 44, 45, 46 et 58 (des 25-27 février et 15 mars 1896), déposées par MM. Teisserenc de Bort, Bisseuil, Brunet, de Verninac, Demôle. Les comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 43 signatures des habitants de Rochechouart (Haute-Vienne) et 71 signatures de

visiteurs de l'Exposition de Bordeaux; 122 signatures des habitants des communes de Cognac, La Rochelle et Saint-Pierre et 103 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux; 63 signatures d'habitants, commerçants, propriétaires, etc., de la commune de Villentrois (Indre) et 99 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux; 167 signatures d'habitants, propriétaires, ouvriers des communes de Catus, Castelnau, de Montratier, Salviac et Saint-Daunès (Lot), plus 76 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux; 57 signatures des commerçants et habitants du Creusot et 264 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux, sollicitent la déclaration d'utilité publique de cette voie maritime. Renvoi aux Ministres des Travaux publics et du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. — Rapport de M. de Béjarry sur la pétition n° 57 (du 5 mars 1896). Les israélites de Constantine (Algérie) protestent énergiquement contre leur radiation des listes électorales. Ordre du jour. — Rapports de M. Teissereuc de Bort sur les pétitions : N° 65 (du 7 mars 1896). M. Colas (Jean-Baptiste), demeurant à Paris, formule un ensemble de critiques contre le Gouvernement et en particulier contre le Crédit foncier de France. Renvoi au Ministre des Finances. N° 68 (du 13 mars 1896), déposée par M. Le Breton. Un certain nombre de cultivateurs des communes suivantes : Bestricourt, Orainville, Nauray (Aisne), Boult-sur-Suippe, Fresne, Sainte-Marie-à-Py, Saint-Masmes, Saint-Hilaire-le-Petit, Époye, Écordal, Lieurey, Bourgogne, Vaudescourt, Auberive, Pomaclé (Marnel, Nuillé-sur-Vicoin, Blandouet, Commer, Jublains, Saint-Baudelle, Saint-Martin-de-Connée, Oisseau, Parigné, Moulay, Placé, Saint-Cyr-en-Pail, Vicuvy, la Baroche-Gondouin, Alexain, Sainte-Marie-du-Bois, Bazouges, Quelaines, Simplé, Peuton, Saint-Poix, Gastines, Méral, la Chapelle-Craonnaise, Cosme, Marigné-Peuton, Saint-Michel-de-Feines, Laigne et Beaumont-Pied-de-Bœuf (Mayenne), et le Syndicat agricole de la Champagne, formulent un ensemble de vœux touchant les questions des blés et des animaux étrangers, des bouilleurs de cru, des droits de mutation, des marchandises étrangères exemptes de droits de douane et enfin la réglementation du marché de la Villette et des Halles centrales de Paris. Renvoi à la Commission des douanes, au Ministre de l'Agriculture, à la Commission des finances et à la Commission du régime des boissons. — Rapport de M. Hervé de Saisy sur la pétition n° 76 (du 16 mars 1896), déposée par M. Théodore Girard. M. Albert Bouchon, photographe, à Royan (Charente-Inférieure), soumet au Sénat, sous le titre : *Arbre généalogique universel*, un système destiné à rendre de grands services à l'état civil. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — 3^e Commission (17 mars 1896). — Rapport de M. Teisserenc de Bort sur la pétition n° 82 (du 17 mars 1896). M. Delaporte, parfumeur à Paris, au nom du comité

des actionnaires et des obligataires des Compagnies de chemins de fer, rachetées par l'État en 1878, expose leurs revendications dans un long mémoire qu'il adresse au Sénat. Renvoi au Ministre des Travaux publics [25 juin] (J.O., c.r., p. 567).

PEYTRAL, Bouches-du-Rhône. — Élu Vice-Président [16 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Demande la priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Bernard, à la suite de la discussion de l'interpellation de M. Monis, adressée à M. le Garde des Sceaux, sur les conditions dans lesquelles l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud a été enlevée à M. le juge d'instruction Rempler pour être confiée à M. Le Poitevin, juge [11 février] (A., t. I, p. 131; J.O., c.r., p. 111). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes des Bouches-du-Rhône [25 février] (J.O., c.r., p. 153). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [29 juin] (A., t. II, p. 228; J.O., c.r., p. 597).

PICARD, *Commissaire général de l'Exposition de 1900, Commissaire du Gouvernement*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 59; J.O., c.r., p. 461).

PLOMB. — Droit d'entrée sur le. V. loi 195.

POIRRIER (Alfred), Marne. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Calvet, relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricole (J.O., p. 1164; F. 19). — Membre de Commissions (F. 18, 19, 38, 57; J.O., p. 1130, 1164, 2367, 3741).

POIRRIER, Seine. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [20 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [30 janvier] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r., p. 34). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures. Rejet, au scrutin, de la disposition additionnelle présentée de concert avec M. Lourties [9 mars] (A., t. I, p. 256; J.O., c.r., p. 214). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les

ouvriers sont victimes dans leur travail [17 mars] (A., t. I, p. 302; J.O., c.r., p. 252). — Est entendu dans la discussion de la proposition relative au régime des amidons et des glucoses [26 mars] (A., t. I, p. 401; J.O., c.r., p. 334). — Est nommé rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu, en 1895, à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du Centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène (J.O., p. 2381; F. 39). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu, en 1895, à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du Centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène [30 avril] (A., t. I, p. 492; J.O., c.r., p. 408; I. 116). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un avenant aux conventions du 5 janvier 1889, annexées à la loi du 29 juillet 1889, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Dompierre-sur-Besbre à la Palisse [11 juin] (A., t. II, p. 29; J.O., c.r., p. 438; I. 131). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du prolongement jusqu'à Dijon de la ligne d'Épinac à Velars et la concession de ce prolongement à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée [16 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 477; I. 142). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [25 juin] (A., t. II, p. 188; J.O., c.r., p. 565). — Membre de Commissions (F. 6, 31, 32, 38, 39, 45; J.O., p. 1722, 1738, 2367, 2381, 3213).

POITIERS (ville de) (Vienne). — Emprunt de 450.000 francs et imposition extraordinaire (0 fr. 05). V. loi 319.

PONLEVOY (Frogier de). Vosges. — Dépose, de concert avec MM. Brugnot et Kiener une pétition des industriels cotonniers de la région de l'Est [25 février] (J.O., c.r., p. 153). — Demande un congé [30 avril] (J.O., c.r., p. 409). — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Joseph Fabre sur le fonctionnement parlementaire en temps de guerre, en remplacement de M. Tézenas, décédé (J.O., p. 3719; F. 56). — Membre de Commissions. (F. 26; 56; J.O., p. 1556, 3717).

PONT-DE-BEAUVOISIN (Savoie). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 52.

PORIQUET. Orne. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants du département de l'Orne [17 mars] (J.O.; c.r., p. 263). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des cantons d'Alençon (Ouest), Sées, Alençon (Est), le Mesle-sur-Sarthe, Carrouges, Courtoimer et du Syndicat des agriculteurs de l'Orne [26 mars] (J.O., c.r., p. 342). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [19 juin] (A., t. II, p. 117; J.O., c.r., p. 514) [23 juin] (A., t. II, p. 167; J.O., c.r., p. 548).

PORTIERS-CONSIGNES. — Modification en leur faveur de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée. V. loi 83.

PORTIEUX (commune de). — Parcelle de terrain distraite de la commune de Morville pour la rattacher à celle de. V. loi 225.

POURSUITES. — Demande, émanant d'un particulier, en autorisation de poursuites contre un Sénateur [3 février] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 48). — Commission : 1^{er} bureau, M. Thurel. 2^e bureau, M. Tézenas. 3^e bureau, M. Tillaye. 4^e bureau, M. Coste. 5^e bureau, M. Lefèvre. 6^e bureau, M. le général Grévy. 7^e bureau, M. Anglès. 8^e bureau, M. Delpech. 9^e bureau, M. Lourties (J.O., p. 744; F. 11). *Président*, M. Tézenas; *Secrétaire*, M. Tillaye; *Rapporteur*, M. Tézenas (J.O., p. 775; F. 12). — M. Tézenas dépose son rapport [8 février] (A., t. I, p. 105; J.O., c.r., p. 89). — Adoption des conclusions du rapport de la Commission tendant au rejet de la demande en autorisation de poursuites [25 février] (A., t. I, p. 182; J.O., c.r., p. 151).

PRADAL. Ardèche. — Membre de Commissions (F. 6, 33; J.O., p. 511, 1799).

PREVET. Seine-et-Marne. — Secrétaire provisoire du bureau [14 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1) — Secrétaire de la Commission des chemins de fer (J.O., p. 544; F. 7). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire (J.O., p. 744; F. 11). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'admettre, aux conditions de la législation en vigueur au jour de leur embarquement, les grains étrangers embarqués directement pour un port français antérieurement au 28 novembre 1886 [25 février] (A., t. I,

p. 183; J.O., c.r., p. 152; I. 38). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier, dans Boulogne et aux abords de cette ville, le tracé du chemin de fer d'intérêt local du Portel à Boulogne, à Bonningues et à Tourchem [28 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 170; I. 45). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'admettre, aux conditions de la législation en vigueur au jour de leur embarquement, les grains étrangers embarqués directement pour un port français antérieurement au 28 novembre 1886 [5 mars] (A., t. I, p. 240; J.O., c.r., p. 201). — Prend part à la discussion en 2^e délibération du projet de loi relatif aux responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [20 mars] (A., t. I, p. 335; J.O., c.r., p. 280) [23 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 304). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'Exposition de 1900 (J.O., p. 1739; F. 32). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Garonne et du Gers, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite [2 avril] (A., t. I, p. 442; J.O., c.r., p. 366) [3 avril] (A., t. I, p. 449; J.O., c.r., p. 372). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu, en 1895, à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du Centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène (J.O., p. 2381; F. 39). — Secrétaire de la Commission des finances (J.O., p. 3254; F. 46). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 48). — Demande un congé [29 juin] (J.O., c.r., p. 600). — Membre de Commissions (F. 6, 7, 11, 31, 32, 38, 39, 45, 46; J.O., p. 511, 544, 744, 1722, 1739, 2367, 2381, 3213, 3254).

PRIVAS (Ardèche). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 8.

PROCÈS-VERBAUX.

Séance du 14 janvier.

Présidence de M. Wallon, Président d'âge. — La séance est ouverte à deux heures. M. le Président dit qu'aux termes de l'article premier,

de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, le Sénat et la Chambre des Députés doivent se réunir, chaque année, le second mardi de janvier, et qu'en conséquence il déclare la session ordinaire du Sénat ouverte pour l'année 1896. M. le Président invite les six plus jeunes sénateurs. MM. de Lamarzelle, Prevet, Dellestable, Gérente, Ratier, Savary, à venir prendre place au bureau pour remplir les fonctions de secrétaires jusqu'à l'élection du bureau définitif, conformément au règlement. Le bureau est ainsi constitué. M. le Président prononce une allocution. M. le Président rappelle au Sénat la mort de M. le comte de Laubespain, sénateur de la Nièvre, et de M. Dietz-Monnin, sénateur inamovible, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique (le scrutin pour l'élection du Président sera ouvert de deux à trois heures). La séance est levée à deux heures trente minutes (J.O., p. 251).

Séance du 16 janvier.

Présidence de M. Wallon, Président d'âge. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Prevet, l'un des secrétaires d'âge, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Il est procédé au tirage au sort de dix-huit scrutateurs et de six scrutateurs suppléants. Le scrutin, ouvert à deux heures dix minutes, est fermé à trois heures et donne les résultats suivant : votants, 243; bulletins blancs ou nuls, 21; suffrages exprimés, 222; majorité absolue, 112. Ont obtenu : MM. Loubet, 186 voix; Bérenger, 18 voix; Constans, 12 voix; Peytral, 3 voix; divers, 3 voix. M. Loubet, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé Président du Sénat pour l'année 1896. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents. Le scrutin, ouvert à trois heures cinq minutes et fermé à trois heures trente minutes, donne les résultats suivants : votants, 226; bulletins blancs ou nuls, 0; suffrages exprimés, 226; majorité absolue, 114. Ont obtenu : MM. Bérenger, 219 voix; Peytral, 207 voix; Magnin, 206 voix; Scheurer-Kestner, 206 voix; divers, 13 voix. MM. Bérenger, Peytral, Magnin, Scheurer-Kestner, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, sont proclamés Vice-Présidents. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de huit Secrétaires. Le scrutin, ouvert à trois heures trente-cinq minutes et fermé à quatre heures, donne les résultats suivants : votants, 202; bulletins blancs ou nuls, 0; suffrages exprimés, 202; majorité absolue, 102. Ont obtenu : MM. Durand-Savoyat, 202 voix; Barrière, 200 voix; Pazat,

199 voix ; Merlet, 198 voix ; Morel, 198 voix ; Ollivier, 195 voix ; Jules Godin, 195 voix ; Maxime Lecomte, 192 voix ; divers, 3 voix. MM. Durand-Savoyat, Barrière, Pazat, Merlet, Morel, Ollivier, Jules Godin, Maxime Lecomte, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, sont proclamés Secrétaires. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de trois Questeurs. Le scrutin, ouvert à quatre heures cinq minutes et fermé à quatre heures trente minutes, donne les résultats suivants : votants, 186 ; bulletins blancs ou nuls, 0 ; suffrages exprimés, 186 ; majorité absolue, 94. Ont obtenu : MM. Jules Cazot, 176 voix ; Gayot, 172 voix ; Tolain, 167 voix ; divers, 2 voix. MM. Jules Cazot, Gayot, Tolain, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, sont proclamés Questeurs. — M. le Président dit que, en conséquence des scrutins qui viennent d'avoir lieu, le bureau du Sénat, pour l'année 1896, est ainsi constitué : M. Loubet, *Président* ; MM. Bérenger, Peytral, Magnin, Scheurer-Kestner, *Vice-Présidents* ; MM. Durand-Savoyat, Barrière, Pazat, Merlet, Morel, Ollivier, Godin, Maxime Lecomte, *Secrétaires* ; MM. Jules Cazot, Gayot, Tolain, *Questeurs*. Conformément à l'article 7 du Règlement, avis en sera donné à M. le Président de la République et à M. le Président de la Chambre des Députés. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures et demie, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 277).

Séance du 20 janvier.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. M. le Président invite MM. les Secrétaires à prendre place au bureau. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président prononce une allocution. M. le Président annonce la mort de M. Floquet, sénateur du département de la Seine, et prononce une allocution. — M. Ricard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Compiègne (Oise), de Lunéville (Meurthe-et-Moselle), les départements de la Lozère et de la Haute-Loire. — M. le Président communique une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, lui notifiant la composition du bureau définitif de la Chambre des Députés pour l'année 1896 tel qu'il résulte des élections auxquelles il a été procédé dans les séances des 14 et 16 janvier. M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, sur

l'exercice 1895, un crédit de 5.000 francs pour la participation de l'État au monument Pasteur. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort pour déterminer le département qui sera appelé à élire un sénateur en remplacement de M. Dietz-Monnin, sénateur inamovible, décédé. Le sort désigne le département de la Dordogne. Avis en sera donné à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Il est procédé au tirage au sort des scrutateurs. Sont élus : MM. Jules Cazot, par 151 voix; Cordelet, par 150 voix; Morellet, par 150 voix; Munier, par 149 voix; Lavertujon, par 149 voix; Demôle, par 149 voix; Alcide Dusolier, par 148 voix; Franck Chauveau, par 148 voix, et Isaac, par 147 voix. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Le *quorum* n'étant pas atteint, le scrutin est nul. Le 2^e tour de scrutin est renvoyé à la prochaine séance. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination du Vice-Président chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du Président. Le *quorum* n'étant pas atteint, le scrutin est nul. Le second tour de scrutin est renvoyé à la prochaine séance. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion onze projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Seine-Inférieure, de l'Avcyron, de la Gironde, des Pyrénées-Orientales, de Vaucluse, de la Vendée, les octrois de La Fère (Aisne), de Privas (Ardèche), les départements des Basses-Pyrénées, du Morbihan et de l'Aube. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Lourties, Poirrier, Garran de Balzan. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 368).

Séance du 24 janvier.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le 2^e tour de scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Il est procédé au tirage au sort des scrutateurs. Sont élus : MM. de Rozière, 145 voix; Develle, 144 voix; Chovet, 144 voix; Tolain, 141 voix; de Verninac, 139 voix, sur 152 votants et 146 suffrages exprimés. — L'ordre du jour appelle le 2^e tour de scrutin pour la nomination du Vice-Président chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du Président. Est élu : M. Bérenger par 124 voix, sur 130 votants et 124 suffrages

exprimés. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose six projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Hérault, du Calvados, de la Manche, de la Loire, de la Savoie et de Seine-et-Marne. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes d'Épernay (Marne) et de Chartres (Eure-et-Loir). — M. Lavertujon dépose : 1° une proposition de loi tendant à la création de Compagnies privilégiées de colonisation ; 2° un projet de résolution concernant l'institution, au Collège de France, d'une chaire de morale enseignée scientifiquement. — Le Sénat adopte sans discussion le projet de loi tendant à l'approbation d'une convention passée, le 22 novembre 1893, entre l'État et la ville de Melun, en vue de la création de nouvelles casernes. — Sur la demande de M. Poirrier, *rapporteur*, le Sénat décide de renvoyer à mardi 28 janvier la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Calvet, relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. de Lamarzelle sur les suites que le Gouvernement compte donner à la lettre de M. Ribot lui demandant d'exercer des poursuites contre l'ancien secrétaire du directeur de la sûreté, Dupas. M. Bèrenger, *Vice-Président*, remplace M. Loubet au fauteuil de la présidence. Sont entendus : MM. de Lamarzelle, Bourgeois, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*. L'incident est clos. — L'ordre du jour appelle la 2° délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans la discussion, M. Nicolas, *directeur du travail et de l'industrie*. La discussion est ajournée. — La suite de l'ordre du jour est renvoyée à la prochaine séance. — M. Brusset dépose, au nom de la Commission d'initiative, un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Thézard, relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière. — M. Ratier dépose le rapport sur la proposition de loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, dans ses bureaux, et mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante-cinq minutes. (J.O., p. 463).

Séance du 28 janvier.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Calvet, relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles. Les conclusions du rapport de la Commission d'initiative, tendant à la prise en considération de la proposition de loi, sont mises aux voix et adoptées. — M. Guieysse, *Ministre des Colonies*, dépose le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam-Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Sur l'article premier sont entendus : MM. Bérenger, auteur d'un amendement ; Bardoux, *président de la Commission*, Le Cour Grandmaison, Blavier. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Ricard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose un projet de loi ayant pour objet d'introduire le débat contradictoire et certains éléments de publicité dans l'instruction préalable en matière de crimes et de délits. — M. le Ministre des Finances dépose neuf projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Châteaudun (Eure-et-Loir), d'Embrun, de Gap (Hautes-Alpes), du Havre (Seine-Inférieure), d'Hyères (Var), de Loudun (Vienne), de Martigues (Bouches-du-Rhône), de Sallanches (Haute-Savoie) et de Tulle (Corrèze). — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et le contrat de participation aux bénéfices. La discussion est ajournée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Demôle, Bernard, Séblin. — L'ajournement de la mise à l'ordre du jour de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer est mis aux voix, sur la demande de M. Bernard, et repoussé, au scrutin public, par 138 voix contre 83, sur 221 votants. Est encore entendu : M. Blavier. — Le Sénat décide, par assis et levé, qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. — M. Calvet dépose une proposition de loi tendant à organiser la représentation officielle de l'agriculture par des chambres départementales et un conseil supérieur électifs. La séance est levée à quatre heures trente-cinq minutes (J.O., p. 543).

Séance du 30 janvier.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiée par le Sénat, adoptée avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, et relative au régime des amidons et des glucoses. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Mayenne et de la Nièvre. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Chartres (Eure-et-Loir) et l'octroi d'Épernay (Marne). — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Thézard, relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière. Les conclusions du rapport de la Commission d'initiative, tendant à la prise en considération de la proposition de loi, sont mises aux voix et adoptées. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Sur l'article premier du contre-projet de M. Bérenger, sont entendus : MM. Poirrier, rapporteur, Thévenet, Ricard, *Garde des Sceaux, Ministre la Justice*, Bérenger, Maxime Lecomte, Bardoux, *président de la Commission*. Sur le renvoi de l'article premier du contre-projet de M. Bérenger à la Commission, il est présenté une demande de scrutin public à la tribune par appel nominal. Conformément aux articles 55 et 56 du règlement, les demandes de scrutin sont successivement mises aux voix. Le scrutin public à la tribune est ordonné. L'appel nominal est repoussé, par assis et levé, après une épreuve déclarée douteuse. Il est procédé au scrutin public à la tribune. Le renvoi de l'article premier du contre-projet de M. Bérenger à la Commission est prononcé par 91 voix contre 76, sur 167 votants. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Ricard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'un décret de M. le Président de la République portant retrait du projet de loi déposé le 4 mars 1895 sur le bureau du Sénat et ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les services publics de l'État. — M. Morel dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi concernant : 1^o la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4^o l'ou-

verture de crédits au titre des budgets annexes. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Lourties, Ricard, *Garde des Sceaux*; *Ministre de la Justice*. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 503).

Séance du 3 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Pauliat, Blavier, au nom de M. le comte de Blois, Leporché, Benoist, Galtier et Lucien Brun. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant le département du Var et l'érection en commune distincte de la section de Bois-Colombes, dépendant de la commune de Colombes (Seine). — M. Dellestable, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Tulle (Corrèze) et de Châteaudun (Eure-et-Loir). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois concernant les octrois de Clamecy (Nièvre), de Landévennec (Finistère), de Saint-Léonard (Haute-Vienne), de Saint-Quentin (Aisne) et de Pont-de-Beauvoisin (Savoie). — M. Combes, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, donne lecture d'un décret de M. le Président de la République portant retrait du projet de loi déposé sur le bureau du Sénat le 23 décembre 1895 et concernant : 1° l'annulation de la somme de 100.000 francs sur le crédit inscrit au chapitre 54 du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, 1^{re} section, pour l'exercice 1895; 2° l'ouverture d'un crédit de pareille somme au chapitre 56 des mêmes budget et exercice. — M. le Président donne lecture d'une lettre qui lui a été adressée par M. le général Duchesne, commandant en chef du corps expéditionnaire de Madagascar, à l'occasion des sentiments de sympathie et de reconnaissance exprimés par le Sénat dans sa séance du 22 octobre dernier. M. le Président annonce qu'il a reçu une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur. M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi ayant pour but de donner à la femme majeure et jouissant de ses droits civiques le droit d'être témoin dans les actes de l'état civil. M. le Président annonce qu'il a reçu une lettre par laquelle sept membres, sur huit, de la Commission relative au projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de

l'assurance obligatoire, donnent leur démission. MM. Félix Martin et Béranger sont entendus. Le Sénat statuera, lors de la fixation de l'ordre du jour, sur le jour où les bureaux auront à nommer une nouvelle Commission. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Merlin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer. Sont entendus : MM. Maxime Lecomte, Marcel Barthe, auteur d'un amendement, Trarieux. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. Lockroy, *Ministre de la Marine*, dépose, au nom du Ministre des Finances et au sien, un projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Marine, d'un crédit extraordinaire de 2.462.401 francs pour l'armement pendant neuf mois, en supplément aux prévisions budgétaires, des trois bâtiments de la division navale de l'Extrême-Orient et de deux bâtiments de la division navale de la Cochinchine. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes (J.O., p. 685).

Séance du 4 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les octrois de Tréboul (Finistère), de Neufchâteau (Vosges), des Échelles (Savoie) et de la Seyne (Var). — M. Émile Labiche dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et [dans l'organisation des divers services de l'Algérie (Colonisation)]. — M. Morel dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit extraordinaire de 2.462.401 fr. pour l'armement pendant neuf mois, en supplément aux prévisions budgétaires, des trois bâtiments de la division navale de l'Extrême-Orient et de deux bâtiments de la division navale de la Cochinchine. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Merlin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer. Sont entendus : MM. Cavaignac, *Ministre de la Guerre*, Trarieux, Bourgeois, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*, Demôle, *rapporteur*, Volland, Jean Dupuy, Ratier, Bernard, Félix. Mar-

tin, Émile Labiche. L'ajournement de la discussion, demandé par M. Félix Martin, est mis aux voix et repoussé. Le renvoi à la Commission de l'article premier, demandé par M. Bernard, est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 160 voix contre 104, sur 264 votants. Un amendement (contre-projet) de M. Marcel Barthe est retiré par son auteur. Sur l'article premier, M. Maxime Lecomte est entendu. L'article premier est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 159 voix contre 82, sur 241 votants. Sur une disposition additionnelle présentée par M. Géry-Légrand, sont entendus : MM. Géry-Légrand, Demôle, *rapporteur*, Ratier. La disposition additionnelle est retirée. L'article 2, réserve faite des mots : « des manufactures des tabacs, des manufactures d'allumettes », est mis aux voix et adopté. Les mots réservés sur la demande de M. Trarieux sont mis aux voix et, après une épreuve déclarée douteuse, repoussés par assis et levé. L'article 2 ainsi modifié est adopté. Le Sénat, consulté, décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose sept projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Charente, de la Creuse, de la Drôme, de l'Hérault, les villes d'Orléans (Loiret), de Toulouse (Haute-Garonne) et de Versailles (Seine-et-Oise). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures et demie en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 700).

Séance du 6 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quarante minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Ranc, Morellet, Jules Labiche (Manche), Berthelot. — M. Franck Chauveau, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les octrois de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), de Saint-Raphaël (Var) et d'Yvetot (Seine-Inférieure), et la ville de Compiègne (Oise). — M. Philippe Blanc, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les octrois d'Hyères (Var), de Gap et d'Embrun (Hautes-Alpes), et de Sallanches (Haute-Saône). — Le Sénat adopte successivement et sans discussion sept projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Landévennec (Finistère), de Saint-

Quentin (Aisne), de Saint-Léonard (Haute-Vienne), de Clamecy (Nièvre), de Pont-de-Beauvoisin (Savoie), de Tulle (Corrèze) et de Châteaudun (Eure-et-Loir). — M. Doumer, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi de Noyon (Oise). — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Doumer, *Ministre des Finances* est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira samedi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures (J.O., p. 744).

Séance du 8 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Godin dépose une proposition de loi sur la compétence des justices de paix. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion quatre projets de lois d'intérêt local concernant les octrois des Échelles (Savoie), de la Seyne (Var), de Neufchâteau (Vosges) et de Tréboul (Finistère). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois concernant les octrois de Château-Gontier (Mayenne), de Lambézellec (Finistère), de Cassel et de Saint-Amand (Nord), et de Rumilly (Savoie). — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant : 1° la réglementation de décrets rendus en Conseil d'État; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Blavier, Doumer, *Ministre des Finances*, Guieysse, *Ministre des Colonies*. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. Les articles 1 et 2 sont adoptés. M. le Président donne lecture de l'article 3 et met en délibération le tableau A y annexé. Sur le chapitre 45 du Ministère du Commerce et de l'Industrie (Subvention à l'Exposition ouvrière de Bordeaux) sont entendus : MM. Halgan, Doumer, *Ministre des Finances*. Les différents chapitres du tableau A modifiés par la Commission, les articles 3 à 10 et les tableaux y annexés, modifiés par la Commission, sont adoptés. Sur un article 11 et dernier, voté par la Chambre des Députés, supprimé par la Commission, M. Morel, *rapporteur général*, est entendu. L'article 11, mis aux voix, est repoussé. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 217 votants. — M. Tézenas dépose le rapport fait au nom de la Com-

mission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur. — M. le Ministre des Affaires étrangères dépose le projet de loi portant approbation des conventions de délimitation et de commerce signées à Pékin, le 20 juin 1895, entre la France et la Chine. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam-Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics. M. le Président donne lecture de deux décrets de M. le Président de la République, désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister les Ministres des Finances et des Colonies dans la discussion, MM. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, Delatour, *directeur du mouvement général des fonds*, et Armand Rousseau, *gouverneur général de l'Indo-Chine*. Sur la demande du renvoi de la discussion à lundi, présentée par M. Buffet, sont entendus : MM. Buffet, Doumer, *Ministre des Finances*. Le renvoi, mis aux voix, est, après deux épreuves déclarées douteuses, repoussé, au scrutin public, par 112 voix contre 79, sur 191 votants. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Isaac, Guieysse, *Ministre des Colonies*, Franck Chauveau, *rapporteur*. La discussion générale est close. L'urgence est demandée par M. Armand Rousseau, *Commissaire du Gouvernement*. Le scrutin public à la tribune, demandé sur l'urgence, est repoussé. L'urgence est mise aux voix et prononcée, au scrutin public, par 151 voix contre 49, sur 200 votants. Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles. Sur l'article premier sont entendus : MM. Buffet, auteur d'un amendement, A. Rousseau, *gouverneur général de l'Indo-Chine*, *Commissaire du Gouvernement*, Halgan, Doumer, *Ministre des Finances*, Le Cour Grandmaison, Demôle. Le renvoi de la discussion de l'amendement de M. Buffet, demandé par M. Halgan, est repoussé. L'amendement de M. Buffet est mis aux voix et repoussé. Les articles 1 et 2 sont adoptés. Sur l'article 3 sont entendus : MM. Franck Chauveau, de Lareinty, Doumer, *Ministre des Finances*. M. le Président donne lecture de l'article 3. Sont entendus : MM. Doumer, *Ministre des Finances*, Franck Chauveau, *rapporteur*. L'article 3 est adopté. Sur l'article 4 sont entendus : MM. Bernard, Franck Chauveau, *rapporteur*, Doumer, *Ministre des Finances*. Les articles 4 et 5 et dernier sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté. — Sur un projet de résolution présenté par M. Isaac et relatif à l'organisation du contrôle financier en Indo-Chine, M. Isaac est entendu. Le projet de résolution, mis aux voix, est adopté. — M. le Président informe le Sénat qu'il a reçu de M. Monis une demande d'interpellation adressée à M. le Ministre de la Justice et relative au changement du juge d'instruction survenu au

cours de l'instruction judiciaire concernant l'affaire des chemins de fer du Sud. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante minutes (J.O., p. 774).

Séance du 11 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président informe le Sénat qu'il a reçu de M. Cabart-Danneville une proposition de loi tendant à la réorganisation de l'artillerie et de l'infanterie de marine, et à la création d'une armée coloniale dépendant du Ministre de la Marine. — M. Lacave-Laplagne, au nom de la Commission de l'armée, dépose le rapport sur le projet de loi tendant à modifier en faveur des portiers-consignes la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée. — M. Ernest Hamel, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Levallois-Perret (Seine). — Le Sénat adopte successivement et sans discussion huit projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Gap et d'Embrun (Hautes-Alpes), de Sallanches (Haute-Savoie), d'Hyères et de Saint-Raphaël (Var), d'Yvetot (Seine-Inférieure), de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), et la ville de Compiègne (Oise). — M. Doumer, *Ministre des Finances*, dépose sept projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Fécamp et d'Elbeuf (Seine-Inférieure), de la Souterraine (Creuse), de Lisieux (Calvados), de Montmorency (Seine-et-Oise), de la banlieue de Paris (Seine) et de Saint-Maixent (Deux-Sèvres). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Aude, de la Corrèze et des Hautes-Alpes. — Le Sénat, après avoir entendu M. le Ministre de la Justice, décide la discussion immédiate de l'interpellation de M. Monis sur le changement d'un juge d'instruction au cours de l'instruction judiciaire relative à l'affaire des chemins de fer du Sud. Sont entendus : MM. Monis, Ricard, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. M. Volland, au nom de MM. Brunet, Franck Chauveau, Émile Labiche, Bérenger et au sien, dépose un ordre du jour motivé. L'ordre du jour pur et simple est demandé par M. Maxime Lecomte. Sont encore entendus : MM. Bourgeois, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*, Monis. L'ordre du jour pur et simple, accepté par le Gouvernement, est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 158 voix contre 85, sur 243 votants. M. le Président donne lecture d'un second ordre du jour motivé déposé par MM. Bernard, de Verninac, Maxime Lecomte et

Jouffrault. Sont entendus : MM. Munier, Peytral, Émile Labiche. Les deux ordres du jour motivés sont réunis en un seul ainsi conçu : « Le Sénat, résolu à faire la lumière complète sur les affaires des chemins de fer du Sud et à rechercher toutes les responsabilités, mais regrettant les irrégularités commises pour le remplacement du juge commis à l'instruction ouverte le 6 novembre 1895, passe à l'ordre du jour ». La première partie de l'ordre du jour ainsi rédigée est mise aux voix et adoptée, au scrutin public, à l'unanimité de 254 votants. La deuxième partie, mise aux voix, est également adoptée, au scrutin public, par 161 voix contre 67, sur 228 votants. L'ensemble de l'ordre du jour est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 164 voix contre 8, sur 172 votants. — La suite de l'ordre du jour est renvoyée à la prochaine séance. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant la commune de Martigues (Bouches-du-Rhône), la ville de Loudun (Vienne) et le département de la Mayenne. — M. Chovet, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Noyon (Oise). — M. Philippe Blanc, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Charente, du Var et la ville de Versailles (Seine-et-Oise). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant le département de la Creuse et la ville d'Orléans (Loiret). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes (J.O., p. 824).

Séance du 14 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté, après des observations de M. Godin, au nom de MM. Milliard et Guibourd de Luzinai. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. Benazet dépose une proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relatif au service de deux frères. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Toulouse (Haute-Garonne). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant la ville du Havre (Seine-Inférieure) et le département de la Nièvre. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre du Commerce,

de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, relative à la nomination, par le Sénat, de deux membres de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites, en remplacement de MM. Cuvinot et Guyot, dont le mandat est expiré. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion cinq projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Rumilly (Haute-Savoie), de Saint-Amand (Nord), de Lambézellec (Finistère), de Château-Gontier (Mayenne) et de Cassel (Nord). Le Sénat adopte également, au scrutin public, à l'unanimité de 223 votants, le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit extraordinaire de 2.462.401 francs pour l'armement, en supplément aux prévisions budgétaires, de trois bâtiments de la division navale de l'Extrême-Orient et de deux bâtiments de la division navale de la Cochinchine. — M. Mir dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la tenue par les juges de paix d'audiences foraines. — M. Monis a la parole pour un fait personnel. M. Doumer, *Ministre des Finances*, est entendu. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal. Le renvoi de la discussion à une prochaine séance, demandé par M. Marcel Barthe, est mis aux voix et repoussé. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Marcel Barthe, auteur d'un amendement (contre-projet), Demôle, *rapporteur*, Garran de Balzan, Léon Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. L'article premier du contre-projet de M. Marcel Barthe est mis aux voix et repoussé. Sont entendus : MM. Maxime Lecomte, Demôle, *rapporteur*, Bernard, Trarieux, Ratier. Le renvoi de l'article premier à la Commission, demandé par M. Bernard, repoussé par la Commission, est mis aux voix et rejeté. Sur la demande de M. Marcel Barthe, M. le Président met en délibération les articles 2 et suivants de son contre-projet. Sont entendus : MM. Marcel Barthe, Demôle, *rapporteur*. Les articles 2 à 5 et dernier du contre-projet de M. Marcel Barthe sont successivement mis aux voix et repoussés. L'article premier de la proposition de loi est mis aux voix et adopté. L'article 2 et dernier est également mis aux voix et est adopté, au scrutin public, par 150 voix contre 63, sur 213 votants. Sur un article additionnel présenté par M. Maxime Lecomte, sont entendus : MM. Maxime Lecomte, Demôle, *rapporteur*. L'article additionnel est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 148 voix contre 73, sur 221 votants. Sur une autre disposition additionnelle présentée par M. Alfred Girard, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, M. Alfred Girard est entendu. La disposition additionnelle, mise aux voix, n'est pas prise en considération. Une modification au titre de la proposition de loi et l'ensemble de la proposition de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — M. Darbot dépose une proposition

de loi portant modification à la loi du 15 juin 1875 sur la police sanitaire des animaux. — M. le Président donne lecture d'une demande d'interpellation adressée par M. Monis au Gouvernement sur l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud. Sont entendus : MM. Monis, Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. La date de la discussion de l'interpellation sera fixée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira samedi, à quatre heures, en séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p. 893).

Séance du 15 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à quatre heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat, après avoir entendu M. le Ministre de la Justice, décide la discussion immédiate de l'interpellation de M. Monis sur les affaires du chemin de fer du Sud. Sont entendus : MM. Monis, Ricard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. M. Le Royer, au nom de M. Franck Chauveau et d'un grand nombre de ses collègues et au sien, dépose l'ordre du jour motivé suivant : « Le Sénat, convaincu que la séparation du pouvoir politique et du pouvoir judiciaire est la première des règles constitutionnelles et la garantie la plus essentielle de la sécurité des citoyens, blâme l'intervention abusive du Garde des Sceaux dans l'œuvre de la justice et passe à l'ordre du jour ». Sont entendus : MM. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, Franck Chauveau. L'ordre du jour pur et simple, demandé par M. Bernard, est repoussé, au scrutin public, par 156 voix contre 85, sur 241 votants. M. le Président donne lecture d'un second ordre du jour motivé présenté par MM. Béranger et Volland, et ainsi conçu : « Le Sénat, confirmant l'ordre du jour du 11 février, passe à l'ordre du jour ». M. Franck Chauveau est entendu. L'ordre du jour motivé de MM. Béranger et Volland, mis aux voix, est adopté par 169 voix contre 71, sur 240 votants. M. Demôle est entendu. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. M. le Président annonce que, en cas de nécessité, il convoquera le Sénat avant cette date. La séance est levée à sept heures cinq minutes (J.O., p. 917).

Séance du 21 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures trente minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un

des secrétaires, est adopté après une observation de M. Girault. — M. Demôle a la parole pour donner lecture d'une déclaration faite au nom de MM. Le Royer, Franck Chauveau et au sien. M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, est entendu. M. Emile Labiche, au nom de MM. Cordelet, Dusolier et au sien, dépose un ordre du jour motivé ainsi conçu : « Le Sénat, approuvant la déclaration qui vient d'être lue à la tribune, passe à l'ordre du jour. » Sur l'ordre du jour pur et simple, demandé par M. Maxime Lecomte, M. Thézard est entendu. L'ordre du jour pur et simple est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 174 voix contre 81, sur 255 votants. L'ordre du jour motivé, présenté par M. Emile Labiche, est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 184 voix contre 60, sur 244 votants. La suite de l'ordre du jour est renvoyé à la prochaine séance. — M. Labbé dépose un second rapport sur la proposition de loi de M. Benazet portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures (JO., p. 1034).

Séance du 25 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Durand-Savoyat dépose un rapport sur la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce, et sur la proposition de loi de M. Durand-Savoyat et plusieurs de ses collègues, relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure de la Caisse des retraites pour la vieillesse. Sont élus : MM. Guyot, par 145 voix, et Cuvinot, par 143 voix, sur 156 votants et 154 suffrages exprimés. — M. le Président annonce la mort de M. Benoist, sénateur de Seine-et-Marne, et prononce une allocution. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi ayant pour objet la publicité du mariage par la mention de la célébration en marge de l'acte de naissance, dans le but de prévenir la bigamie et le dol sur les contrats. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à rendre applicable, en matière de presse, l'article 368 du Code d'instruction criminelle. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rap-

ports sur deux projets de lois concernant le département de l'Hérault et la ville de Nantes (Loire-Inférieure). — Le Sénat adopte successivement et sans discussion treize projets de lois d'intérêt local concernant la commune de Levallois-Perret (Seine), la ville d'Orléans (Loiret), le département de la Creuse, la ville de Versailles (Seine-et-Oise), les départements de la Charente et du Var, l'octroi de Noyon (Oise), le département de la Mayenne, les octrois de Loudun (Vienne) et de Martigues (Bouches-du-Rhône), la ville de Toulouse (Haute-Garonne), le département de la Nièvre et l'octroi du Havre (Seine-Inférieure). — M. Prevet, au nom de la Commission des douanes, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'admettre aux conditions de la législation en vigueur au jour de leur embarquement les grains étrangers embarqués directement pour un port français antérieurement au 28 novembre 1886. — L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur. Les conclusions du rapport, tendant au rejet de la demande en autorisation de poursuites, sont mises aux voix et adoptées. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et le contrat de participation aux bénéfices. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République, désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans la discussion, M. Nicolas, *conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie*. L'ajournement de la discussion, demandé par M. Marcel Barthe, repoussé par la Commission, est mis aux voix et, après une épreuve déclarée douteuse, prononcé par assis et levé. — M. Combes, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, dépose : au nom du Ministre des Travaux publics, un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Mézières-sur-Oise à Vendeuil ; au nom du Ministre des Finances, deux projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Douarnenez (Finistère) et de la Fère (Aisne) ; et au nom du Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local concernant le département du Jura. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi relatif à la tenue, par les juges de paix, d'audiences foraines. Sur la demande de M. Théodore Girard, la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi 27 février, à deux heures dans les bureaux, et à deux heures et demie en séance publique. La séance est levée à quatre heures quinze minutes (J.O., p. 1095).

Séance du 27 février.

Présidence de M. Loubet.— La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Benazet, portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères. Sur la demande de M. le général Billot, *président de la Commission de l'armée*, l'urgence est déclarée. Dans la discussion générale, M. Benazet est entendu. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discussion de l'article unique de la proposition de loi. Sur le quatrième paragraphe du 5^e de cet article, sont entendus : MM. le général Billot, *président de la Commission de l'armée*, Benazet et le marquis de Carné. Sur le dernier paragraphe de l'article, sont entendus : MM. Maxime Lecomte, auteur d'un amendement, Cavaignac, *Ministre de la Guerre*, Delpech, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté. L'article unique de la proposition de loi est mis aux voix et adopté.— M. Doumer, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire de 1 million pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de S. M. l'Empereur de Russie. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et le contrat de participation aux bénéfices. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Marcel Barthe, auteur d'un amendement, Gouin, *président de la Commission*, Doumer, *Ministre des Finances*, Lourties, *rapporteur*, Buffet. Le renvoi à la Commission de l'amendement de M. Marcel Barthe, mis aux voix, n'est pas prononcé. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, en séance publique. Le séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 1130).

Séance du 28 février.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. de Marcère, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire de 1 million pour la représentation de la France

au couronnement de S. M. l'Empereur de Russie. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. Les articles du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. L'ensemble est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 264 votants. — M. Drumel, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose et lit le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Mézières-sur-Oise à Vendeuil. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — M. Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose un projet de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. — M. Prevet dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier, dans Boulogne et aux abords, le tracé du chemin de fer d'intérêt local du Portel à Boulogne, à Bonningues et à Tournehem. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion deux projets de lois d'intérêt local concernant le département de l'Hérault et la ville de Nantes (Loire-Inférieure). — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et le contrat de participation aux bénéfices. M. le Président met en délibération l'article premier. Sur le 1^o de cet article, sont entendus : MM. Félix Martin, Lourties, *rapporteur*, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Le renvoi du 1^o de l'article premier à la Commission, demandé par M. Félix Martin, repoussé par la Commission d'accord avec le Gouvernement, est mis aux voix, et, après une épreuve déclarée douteuse, est rejeté au scrutin public par 151 voix contre 66, sur 217 votants. Les 1^o, 2^o, réserve faite des mots « ou avec d'autres Sociétés coopératives », 3^o et 4^o et dernier, et la première ligne de l'article premier, sont successivement mis aux voix et adoptés. Les articles 2 à 16 sont également adoptés. Sur l'article 17, sont entendus : MM. Blavier et Gouin, *président de la Commission*. Les articles 17 à 26 sont adoptés. Sur l'article 27, sont entendus : MM. Blavier, Lourties, *rapporteur*. Les articles 27 modifié à 31 sont adoptés. M. Gouin, *président de la Commission*, est entendu. Les mots précédemment réservés dans le 2^o de l'article premier et l'ensemble de cet article sont adoptés. Sur l'article 32, sont entendus : MM. Buffet, Lourties, *rapporteur*, Béranger, Gouin, *président de la Commission*, Mesureur, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Ratier. L'article 32 est renvoyé à la Commission. Sur l'article 33, sont entendus : MM. Lourties, *rapporteur*, Gouin, *président de la Commission*. L'article 33 est retiré par la Commission d'accord avec le Gou-

vernement. Sur un amendement de M. Lourties tendant à reprendre l'article 33, M. Bérenger est entendu. L'amendement mis aux voix est repoussé, au scrutin public, par 197 voix contre 24, sur 221 votants. — La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département du Jura. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures (J.O., p. 1164).

Séance du 2 mars.

Présidence de M. Loubet — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Benazet dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 23 février 1896 dans le département de Maine-et-Loire. Sur les conclusions du rapport, M. le comte de Maillé est admis comme sénateur de Maine-et-Loire. — M. Alexandre Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets de lois concernant les octrois d'Elbeuf (Seine-Inférieure) et de Montmorency (Seine-et-Oise). — M. de Verninac dépose le rapport sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail et de la protéger contre certains abus de la puissance maritale. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi tendant à modifier en faveur des portiers-consignes la loi des cadres et effectifs de l'armée. La discussion du projet de loi est renvoyée à la suite de l'ordre du jour. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et le contrat de participation aux bénéfices. Sur l'article 32, précédemment renvoyé à la Commission, sont entendus : MM. Gouin, *président de la Commission*, Bérenger, Félix Martin. Les articles 32, nouvelle rédaction de la Commission, et 33, également modifié, sont successivement mis aux voix et adoptés. Sur l'article 34, M. Nioche, auteur d'un amendement, est entendu. L'amendement est retiré. Sur le même article, sont encore entendus : MM. Marcel Barthe, Lourties, *rapporteur*, Fruchier. Le premier paragraphe de l'article 34 est mis aux voix et adopté. Sur un amendement à ce paragraphe (disposition additionnelle), présenté par M. Félix Martin, sont entendus : MM. Félix Martin, Lourties, *rappor-*

teur. L'amendement, mis aux voix, est, après une épreuve déclarée douteuse, repoussé, au scrutin public, après pointage, par 120 voix contre 102, sur 222 votants. — M. Labrousse dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 23 février 1896 dans le département du Var. Sur les conclusions du rapport, M. Bayol est admis comme sénateur du Var. — M. Gailly dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 16 février 1896 dans le département des Côtes-du-Nord. Sur les conclusions du rapport, M. Le Provost de Launay est admis comme sénateur des Côtes-du-Nord. — M. Munier dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 23 février 1896 dans le département de la Creuse. Sur les conclusions du rapport, M. Gervais Rousseau est admis comme sénateur de la Creuse. — Le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, adopte un projet de loi d'intérêt local concernant un emprunt du département du Jura. — M. Thévenet dépose un rapport sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. — M. Philippe Blanc dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les octrois de Fécamp (Seine-Inférieure), de Lisieux (Calvados), de Saint-Maixent (Deux-Sèvres) et de la Souterraine (Creuse). — Le Sénat reprend la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et le contrat de participation aux bénéfices. Les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 34 sont adoptés. Sur le paragraphe 5, sont entendus : MM. Buffet, Lourties, *rapporteur*. Le paragraphe 5 est adopté. Sur le paragraphe 6 et dernier, sont entendus : MM. Ratier, auteur d'un amendement (suppression du paragraphe); Lourties, *rapporteur*. Le paragraphe 6 (rédaction de la Commission), mis aux voix, est adopté, au scrutin public, par 117 voix contre 101, sur 218 votants. L'ensemble de l'article 34 est adopté. Sur l'article 35, sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, auteur d'un amendement, Lourties, *rapporteur*. Les articles 35 et 36, modifiés, 37 à 51 et dernier sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose cinq projets de lois d'intérêt local concernant les départements des Basses-Alpes, du Gard, de la Haute-Garonne, d'Ille-et-Vilaine et de la Haute-Savoie. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les départements de la Haute-Savoie, de l'Hérault et du Calvados. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures et demie, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures dix minutes (J.O., p. 1248).

Séance du 5 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Chovet, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi tendant à distraire de la commune de Colombes (Seine) la section de Bois-Colombes pour l'ériger en commune distincte. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant l'octroi de la banlieue de Paris (Seine). — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, adoptée avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, relatif à la réglementation des Halles centrales de Paris. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi relatif à la tenue, par les juges de paix, d'audiences foraines. Sont entendus dans la discussion générale : MM. Théodore Girard, Mir, *rapporteur*. L'article unique est mis aux voix et, après une épreuve déclarée douteuse, adopté par assis et levé. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi ayant pour objet d'admettre aux conditions de la législation en vigueur au jour de leur embarquement les grains étrangers embarqués directement pour un port français antérieurement au 28 novembre 1886. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Prevet, *rapporteur*, Buffet, Doumer, *Ministre des Finances*, Trarieux. L'article unique est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 206 voix contre 45 sur 251 votants. — La suite de l'ordre du jour est renvoyée à la prochaine séance. — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département de la Corrèze. — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Chovet et Buffet sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante minutes (J.O., p. 1306).

Séance du 9 mars.

Présidence de M. Scheurer-Kestner, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Paul Dutreil et Joseph Fabre. — M. Belle dépose une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juillet 1845

sur la police des chemins de fer. — M. Emile Labiche, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Etampes à Beaune-la-Rolande. — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements du Gard et de la Haute-Garonne. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant la ville de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) et le département des Hautes-Alpes. — M. le Président annonce qu'il a reçu de M. Le Provost de Launay une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 2 août 1875 sur les élections des sénateurs. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion neuf projets de lois d'intérêt local concernant les octrois d'Elbeuf (Seine-Inférieure), de Montmorency (Seine-et-Oise), de Lisieux (Calvados), de Fécamp (Seine-Inférieure), de la Souterraine (Creuse), de Saint-Maixent (Deux-Sèvres), les départements de l'Hérault, du Calvados et de la Haute-Savoie. — M. Le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Haute-Savoie, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de 1 mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, et à crémaillère, de Chamonix au Montenvers, et un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Garonne et du Gers, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse. — M. Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose, au nom du Ministre des Finances et au sien, un projet de loi relatif à l'établissement, l'entretien et l'exploitation de communications télégraphiques sous-marines entre la France, l'Amérique du Sud et les Antilles. — Le Sénat adopte, après en avoir déclaré l'urgence, le projet de loi ayant pour objet de modifier dans Boulogne et aux abords de cette ville le tracé du chemin de fer d'intérêt local du Portel à Boulogne, à Bonningues et à Tournehem. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile. Sur la demande de M. Ratier, *rapporteur*, la discussion est ajournée. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Tours (Indre-et-Loire). — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce; 2^o la proposition de M. Durand-Savoyat et plusieurs de ses collègues, relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures. — M. le Président donne lecture d'un

décret de M. le Président de la République, désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dans la discussion, M. Chandèze, *directeur du commerce*. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Poirier (Seine), Durand-Savoyat, *rapporteur*. L'ajournement, demandé par M. Poirrier, est mis aux et n'est pas prononcé. Les articles 1 à 4 sont adoptés. Sur l'article 5, sont entendus : MM. Pcirrier, auteur d'un amendement; Durand-Savoyat, *rapporteur*, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. L'amendement est accepté par la Commission. L'article 5, ainsi modifié, et les articles 6 à 13 sont adoptés. Sur l'article 14, sont entendus : MM. Chandèze, *directeur du commerce, Commissaire du Gouvernement*, Durand-Savoyat, *rapporteur*. Les articles 14 à 21 sont adoptés. Sur l'article 22 (droit de correspondance et d'entente), sont entendus : MM. Lourties, auteur d'un amendement (addition); Durand-Savoyat, *rapporteur*, Poirrier (Seine), coauteur de l'amendement de M. Lourties, Séblin, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. L'article 22 est adopté. L'amendement (paragraphe additionnel) est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 166 voix contre 60, sur 226 votants. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Morellet, au nom de la Commission d'initiative, dépose un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Godin et plusieurs de ses collègues, relative à la compétence des juges de paix. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), de Nîmes (Gard), la commune d'Estables (Lozère) et le département du Cantal. Sur l'urgence de la proposition de loi présentée par M. Le Provost de Launay, concernant l'élection des sénateurs, M. Le Provost de Launay est entendu. L'urgence, mise aux voix, n'est pas prononcée. — M. Maxime Lecomte, qui avait demandé la parole pour un fait personnel, déclare y renoncer. — Sur un fait personnel, M. le baron de Lareinty est entendu. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Thévenet est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures (J.O., p. 1376).

Séance du 10 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant la distraction de la commune de Colombes (Seine) de la section de Bois-Colombes

pour l'ériger en commune distincte, l'octroi de la banlieue de Paris et le département de la Corrèze. — M. Alexandre Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant l'octroi de la Fère (Aisne) et le département d'Ille-et-Vilaine. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant l'octroi de Douar-nenez (Finistère) et le département des Basses-Alpes. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce ; 2^o la proposition de loi de M. Émile Durand-Savoyat et plusieurs de ses collègues, relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures. Les articles 21 à 30 sont adoptés. M. le Président donne lecture d'un article 31 nouveau, présenté par la Commission, d'accord avec le Gouvernement. Cet article et l'article 32 et dernier sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et le contrat de participation aux bénéfices. M. Gouin, *président de la Commission*, est entendu. Le Sénat décide par assis et levé, après une épreuve déclarée douteuse, l'ajournement de la discussion. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil (Divorce). M. Godin est entendu. La discussion est ajournée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures quarante minutes (J.O., p. 1409).

Séance du 13 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la commune de Fréchet-Aure (Hautes-Pyrénées). — MM. les Ministres des Finances, de l'Intérieur et de la Guerre déposent un projet de loi d'intérêt local concernant la rétrocession, à titre gratuit, à la commune de Sézanne (Marne), d'un immeuble exproprié par cette commune pour les besoins du casernement. — M. le Ministre des Travaux publics dépose : un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, des chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Villefranche à Tarare et de Villefranche à Monsols ; un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publi-

que, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Sever à Hagetmau, et un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique le prolongement jusqu'à Dijon de la ligne d'Épignac à Velars et la concession de ce prolongement à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes dépose un projet de loi relatif à la constitution des Universités. — M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dépose un projet de loi ayant pour objet d'autoriser la Caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et le contrat de participation aux bénéfices. M. le Président met en délibération une nouvelle rédaction présentée par la Commission. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Marcel Barthe, auteur d'un amendement, Lourties, *rapporteur*, Bérenger. L'amendement est soumis à la prise en considération. La prise en considération, mise aux voix, est, après une épreuve déclarée douteuse, repoussée par assis et levé. M. le Président donne lecture de l'article premier. Le premier paragraphe est adopté. Sur le deuxième paragraphe, sont entendus : MM. Buffet, Gouin, *président de la Commission*, Blavier. Le paragraphe 2, modifié, et les paragraphes suivants, ainsi que l'ensemble de l'article premier, sont adoptés. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Ratier, Lourties, *rapporteur*, Bérenger. L'article 2 est adopté. Sur l'article 3, M. Lourties, *rapporteur*, est entendu. Les articles 3 à 12 sont adoptés. Sur l'article 13, sont entendus : MM. Gouin, *président de la Commission*, Félix Martin, Blavier. Les articles 13 à 30 sont adoptés. Sur l'article 31, sont entendus : MM. Mazeau, Volland, Lourties, *rapporteur*, Le Royer, Félix Martin, Buffet, Tillaye, Munier, Ratier, Grivart. L'article 31, modifié, est adopté. Sur la demande de M. Silhol, les articles 32 et 33 sont réservés. Sur l'article 34, sont entendus : MM. Nioche, auteur d'un amendement, Lourties, *rapporteur*. L'amendement est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 148 voix contre 91, sur 239 votants. MM. Lourties, *rapporteur*, et Félix Martin sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — M. le Président annonce qu'il a été informé que M. Trarieux se proposait d'adresser une question au Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur. MM. Bourgeois, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*, et Trarieux sont entendus. La question est retirée. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi relatif à la tenue, par les juges de paix, d'audiences foraines. La discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de

lois concernant les départements de l'Aude, de la Haute-Loire et de la Savoie. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi relative à l'unification des soldes aux colonies. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. de Verninac, Tillaye, Bernard. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures dix minutes (J.O., p. 1483).

Séance du 16 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morellet, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Lucien Brun. — M. Dauphin, au nom de la Commission des douanes, dépose le rapport sur la proposition de loi relative au régime des amidons et des glucoses. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements de la Lozère et de Seine-et-Marne. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion huit projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Haute-Garonne, du Gard, la ville de Lunéville (Meurthe-et-Moselle), le département des Hautes-Alpes, l'octroi de La Fère (Aisne), le département d'Ille-et-Vilaine, l'octroi de Douarnenez (Finistère) et le département des Basses-Alpes. Le Sénat adopte également, après en avoir déclaré l'urgence, le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Étampes à Beaune-la-Rolande. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Godin et plusieurs de ses collègues, relative à la compétence des juges de paix. Les conclusions du rapport fait au nom de la Commission d'initiative, tendant à la prise en considération, sont mises aux voix et adoptées. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 28 juillet 1881, portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Nontron à Sarlat, avec embranchement d'Hautefort au Burg-Allasac, sur la ligne de Limoges à Brive. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Le renvoi de la discussion à demain, demandé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, retenu à la Chambre des Députés, est mis aux voix et, après une épreuve déclarée douteuse, est adopté, au scrutin public, par 118 voix contre 72, sur

185 votants. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi relatif à la tenue, par les juges de paix, d'audiences foraines. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, dans les bureaux, et à deux heures et demie en séance publique. La séance est levée à deux heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 1536).

Séance du 17 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quarante minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Francôz, au nom du 3^e bureau, dépose le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 23 février dans le département de l'Ardèche. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose le projet de loi relatif à l'établissement, l'entretien et l'exploitation des communications télégraphiques entre la France, l'Amérique du Sud et les Antilles. — M. le Président annonce qu'il a reçu de M. Le Provost de Launay une proposition de loi relative aux reliquats des taxes perçues, en vertu des décrets des 22 octobre, 3, 22 et 25 novembre 1870, sur la garde nationale mobilisée. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Aude, de la Savoie et de la Haute-Loire. — M. Camescasse dépose le rapport sur la proposition de loi concernant la réglementation des Halles centrales de Paris. — M. Trarieux, au nom de la Commission d'initiative parlementaire, dépose un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Lavertujon, ayant pour objet la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Poirrier (Seine), Thévenet, *rapporteur*. M. Peytral, *Vice-Président*, remplace M. Loubet au fauteuil de la présidence. Sont encore entendus sur l'article premier : MM. Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Félix Martin, auteur d'un contre-projet, Bérenger, *président de la Commission*, Blavier. La priorité en faveur de la discussion du contre-projet de M. Félix Martin est mise aux voix et repoussée. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — Sur la demande de M. Barbey, le Sénat fixe à mardi prochain la nomination de la Commission des finances par les bureaux. — M. Ouvrier dépose et lit un projet de résolution ayant pour objet de modifier l'article 20 du

Règlement du Sénat, dans le but de porter de dix-huit à vingt-sept le nombre des membres de la Commission des finances. L'urgence, demandée par M. Ouvrier, est mise aux voix et prononcée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures et demie, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 1556).

Séance du 19 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* dépose un projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900, et, au nom du Ministre des Finances, un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi de Paris. — M. Viger, *Ministre de l'Agriculture*, dépose un projet de loi concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine. — M. Philippe Blanc, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département de la Loire. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant la ville de Nîmes (Gard) et le département de la Manche. — M. Diancourt dépose le rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 11 et à compléter l'article 5 de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. M. le Président met en délibération l'article premier du nouveau texte de la Commission et les amendements s'y rapportant. Sont entendus : MM. Tillaye, auteur d'un amendement soumis à la prise en considération, Thévenet, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas pris en considération. Sont entendus : MM. Félix Martin, auteur d'un deuxième amendement également soumis à la prise en considération, Thévenet, *rapporteur*, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. L'amendement est mis aux voix et, après deux épreuves déclarées douteuses, est pris en considération, au scrutin public, par 155 voix contre 108, sur 263 votants. Sur l'ordre à suivre dans la discussion, sont entendus : MM. Bérenger, *président de la Commission*, Maxime Lecomte, auteur d'un troisième amendement à l'article pre-

mier, Bernard. Le Sénat, consulté, décide la discussion immédiate de l'amendement de M. Maxime Lecomte. L'amendement est retiré. Sont entendus : MM. Bernard, auteur d'un quatrième amendement, Thévenet, *rapporteur*, Tolain, Maxime Lecomte. L'ajournement du vote sur l'amendement de M. Bernard jusqu'à la discussion de l'article 3, demandé par M. Maxime Lecomte, est mis aux voix et repoussé. L'amendement est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 159 voix contre 94, sur 253 votants. M. Thévenet, *rapporteur*, est entendu. M. le Président met en discussion la disposition de l'article premier concernant la limitation à trois jours de la durée de l'interruption de travail ouvrant le droit à une indemnité. M. Blavier est entendu. La disposition est mise aux voix et adoptée. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la commune de Fréchet-Aure (Hautes-Pyrénées). — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi ayant pour objet de rendre la réhabilitation applicable aux condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Bérenger est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes (J.O., p. 1595).

Séance du 20 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Lefèvre, au nom de la Commission de l'armée, dépose le rapport sur le projet de loi portant rétrocession éventuelle, à titre gratuit, par l'État, à la commune de Sézanne (Marne), d'un immeuble exproprié aux frais de cette commune pour les besoins du casernement. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion deux projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Lozère et de Seine-et-Marne. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Sur l'article premier, nouvelle rédaction de la Commission, sont entendus : MM. Thévenet, *rapporteur*, Blavier, auteur d'un nouvel amendement (disposition additionnelle), Buffet, Bérenger, *président de la Commission*, Trarieux. La première partie de l'article premier (depuis les mots « les accidents survenus » jusqu'aux mots « à la charge du chef de l'entreprise ») est mise aux voix et adoptée. Sur la seconde partie (depuis les mots « à moins qu'il

n'y ait eu faute inexcusable » jusqu'aux mots « duré plus de trois jours », sont entendus : MM. Maxime Lecomte, auteur d'un amendement (suppression de la seconde partie), Bernard, auteur d'un autre amendement, Thévenet, *rapporteur*, Félix Martin, Volland, auteur d'un troisième amendement (disposition additionnelle), Demôle. Il est procédé au vote par division. Les mots « à moins qu'il n'y ait eu faute inexcusable de la part de l'ouvrier » sont mis aux voix et adoptés, au scrutin public, par 177 voix contre 61, sur 238 votants. Les mots suivants de la seconde partie de l'article premier sont également adoptés. Sont encore entendus : MM. Bernard, Trarieux. L'amendement de M. Bernard, qui avait été réservé, est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 169 voix contre 69, sur 238 votants. M. Blavier est entendu. L'amendement de M. Blavier (disposition additionnelle) est mis aux voix et repoussé par 169 voix contre 67, sur 236 votants. Sur un autre amendement (disposition additionnelle) présenté par M. Baudens, sont entendus : MM. Baudens, Thévenet, *rapporteur*. L'amendement de M. Baudens, accepté par la Commission, est adopté. Les autres amendements, présentés par MM. de Blois, Le Breton, Volland et Blavier sont retirés. L'article premier est mis aux voix et adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Félix Martin, auteur d'un amendement, Thévenet, *rapporteur*, Mesureur, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Trarieux, Maxime Lecomte, auteur d'un second amendement, Blavier, Prevet. Le premier paragraphe (Principe du caractère forfaitaire de l'indemnité) de l'amendement de M. Félix Martin est mis aux voix et repoussé au scrutin public, après pointage, par 128 voix contre 115, sur 243 votants. Sur la demande de M. Thévenet, l'amendement de M. Maxime Lecomte (Principe d'un maximum et d'un minimum pour l'indemnité) est renvoyé à la Commission. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.— M. Bérenger dépose le rapport sur le projet de résolution de M. Ouvrier, tendant à modifier l'article 20 du Règlement du Sénat, dans le but de porter de 18 à 27 le nombre des membres de la Commission des finances. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 1615).

Séance du 23 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Marquis dépose le rapport sur le projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1888. — M. le Pré-

sident annonce la mort de M. Kiener, sénateur des Vosges, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi d'intérêt local tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Fréchet-Aure (Hautes-Pyrénées). Sont entendus : MM. Baudens, Alexandre Lefèvre, *rapporteur*. L'ajournement de la discussion, demandé par M. Baudens, est mis aux voix et adopté. — M. Raymond dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation des conventions de délimitation et de commerce signées à Pékin, le 20 juin 1895, entre la France et la Chine. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet d'autoriser les dérogations à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845, en ce qui concerne les clôtures et barrières des chemins de fer, et un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de 1 mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Lourches à Cambrai. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi du Faou (Finistère). — M. Delobeaude dépose le rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de rendre applicable, en matière de diffamations ou d'injures portées devant la Cour d'assises, les dispositions de l'article 368 du Code d'instruction criminelle. — M. Dellestable, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois d'intérêt local concernant les départements du Cantal et de l'Ardèche. — L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport fait au nom du 3^e bureau sur l'élection du département de l'Ardèche. Conformément aux conclusions du rapport, M. Fougeirol est admis comme sénateur du département de l'Ardèche. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de résolution présenté par M. Ouvrier, tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 20 du Règlement du Sénat. Sont entendus : MM. Ouvrier, Morel, Bérenger, *rapporteur*, de Lareinty. L'article unique du projet de résolution est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 171 voix contre 65, sur 236 votants. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi tendant à modifier l'article 11 et à compléter l'article 5 de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. Sur la demande de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. Les articles 1 et 2 sont adoptés. Sur un article 3 proposé par la Commission, M. Diancourt, *rapporteur*, est entendu. L'article 3 nouveau et l'ensemble du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance-obligatoire. M. le Président donne lecture de l'article 2

(nouvelle rédaction), précédemment renvoyé à la Commission. Les paragraphes 1 et 2 sont adoptés. Sur le paragraphe 3, sont entendus : MM. Blavier, auteur d'un amendement, Thévenet, *rapporteur*. L'ajournement du vote sur le paragraphe 3 et sur l'amendement de M. Blavier, demandé par M. Blavier, est mis aux voix et repoussé. L'amendement de M. Blavier est mis aux voix et n'est pas adopté. Le paragraphe 3 est adopté. Sur le paragraphe 4, sont entendus : MM. Blavier, auteur d'un amendement, Thévenet, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté. Sont encore entendus sur le même paragraphe : MM. Félix Martin, auteur d'un autre amendement, Trarieux, Silhol, Thévenet, *rapporteur*, Bérenger, *président de la Commission*, Cuvinot, Waddington. Le renvoi de l'amendement à la Commission, demandé par celle-ci, est prononcé. Sont encore entendus sur l'article 2 : MM. Trarieux, Blavier, Bérenger, *président de la Commission*, Pauliac. Sur l'article 3, M. Maxime Lecomte est entendu. L'article 3 est adopté. Sur l'article 4, sont entendus : MM. Blavier, auteur d'un amendement au second paragraphe, Prevet. Le premier paragraphe de l'article 4 est adopté. L'amendement de M. Blavier est mis aux voix et repoussé. Le second paragraphe est adopté. Sur une disposition additionnelle présentée par M. Le Cour Grandmaison, sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, Prevet, Waddington. La disposition additionnelle, mise aux voix, est repoussée. L'ensemble de l'article 4 et l'article 5 sont adoptés. Sur l'article 6, sont entendus : MM. Blavier, auteur d'un amendement, Thévenet, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. M. Félix Martin est entendu. L'article 6 est adopté. Sur un amendement présenté par M. Maxime Lecomte (article 6 *bis*), sont entendus : MM. Maxime Lecomte, Thévenet, *rapporteur*. L'amendement est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 136 voix contre 107, sur 243 votants. Sur l'article 7, sont entendus : MM. Blavier, Thévenet, *rapporteur*. Les articles 7 et 8 sont adoptés. Sur l'article 9, sont entendus : MM. Blavier, auteur d'un amendement, Thévenet, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. L'article 9 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi ayant pour objet de rendre applicable au Conseil municipal de Paris l'article 41 de la loi du 5 avril 1884, et un projet de loi d'intérêt local concernant la ville d'Annecy (Haute-Savoie). — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Cochery, Séblin. La nomination de la Commission des finances, précédemment fixée au 24 mars, est renvoyée à une date sur laquelle il sera ultérieurement statué. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 1667).

Séance du 24 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce la mort de M. Tézenas, sénateur de l'Aube, et prononce une allocution. — M. Darbot dépose, au nom de la Commission d'initiative, un rapport sommaire sur la proposition de loi portant modification à la loi du 31 juillet 1895 sur la police sanitaire des animaux. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), de Nîmes (Gard) et les départements de la Manche et de la Loire. — Le Sénat adopte également, après en avoir déclaré l'urgence, le projet de loi relatif à l'établissement, l'entretien et l'exploitation de communications sous-marines entre la France, l'Amérique du Nord et les Antilles, et le projet de loi relatif à la rétrocession éventuelle, à titre gratuit, par l'État, à la commune de Sézanne (Marne), d'un immeuble exproprié aux frais de cette commune, pour les besoins du casernement. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile. Dans la discussion générale, M. Antony Ratier, *rapporteur*, est entendu. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Demôle, auteur d'un amendement au paragraphe premier de cet article, Ratier, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est adopté, au scrutin public, par 182 voix contre 60, sur 242 votants. Le deuxième paragraphe et l'ensemble de l'article 2, ainsi modifié, ainsi que les articles suivants, sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi concernant : 1^o la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3^o l'ouverture et l'annulation de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4^o l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Sur la nouvelle rédaction du paragraphe 4 de l'article 2, précédemment renvoyé à la Commission, sont entendus : MM. Silhol, auteur d'un amendement, Thévenet, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 171 voix contre 75, sur 246 votants. Les paragraphes 4 et 5 du texte de la Commission et l'ensemble de l'article 2 sont adoptés. Sur la demande de M. Thévenet, *rapporteur*, le Sénat adopte deux modifications proposées par la Commission aux articles 6 et 7 précédemment adoptés. Sur

l'article 10, nouvelle rédaction de la Commission, sont entendus : MM. Félix Martin, auteur d'un amendement, Thévenet, *rapporteur*. L'amendement de M. Félix Martin, mis aux voix, est repoussé. Sont encore entendus : MM. de Marcère, Thévenet, *rapporteur*, Blavier, Trarieux, Maxime Lecomte, auteur d'un autre amendement soumis à la prise en considération, Mesureur, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Séblin. L'amendement, mis aux voix, n'est pas pris en considération. L'article 10 est adopté. Sur l'article 11, sont entendus : MM. Blavier, Thévenet, *rapporteur*. Les articles 11 à 16 et dernier sont adoptés. Sur un amendement (article additionnel) présenté par M. Isaac, sont entendus : MM. Isaac, Thévenet, Le Cour Grandmaison, Mesureur, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. L'amendement de M. Isaac, mis aux voix, n'est pas adopté. Le Sénat adopte une modification du titre du projet de loi. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 243 voix contre 3, sur 246 votants. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la section du Relecq, de la commune de Guipavas (Finistère). — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 11 et 12 de la loi du 29 juin 1894 sur les Caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p, 1680).

Séance du 26 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Dauphin. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Les articles du projet de loi sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 212 votants. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant l'octroi de Paris. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la section du

Relecq, de la commune de Guipavas (Finistère). — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi relative au régime des amidons et des glucoses. Sur la demande de M. Dauphin, *rapporteur*, l'urgence est déclarée. L'article premier est adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Poirrier (Seine), Dauphin, *rapporteur*, Demoullins de Riols, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Les articles 2 à 4 et dernier sont adoptés. L'ensemble de la proposition de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 194 voix contre 27, sur 221 votants. — M. le *Ministre des Finances* dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Saint-Marcellin (Isère) et de Châteaulin (Finistère), et, au nom du *Ministre de l'Intérieur*, un projet de loi d'intérêt local concernant le département de la Corrèze. — M. Cabart-Danneville dépose une proposition de loi tendant à l'abrogation du paragraphe 7 de l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872 et à rendre au Département de la Marine les hommes qui ont fait leur service dans les équipages de la flotte et qui passent dans l'armée territoriale. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération : 1^o sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce; 2^o sur la proposition de loi de M. Durand-Savoyat et plusieurs de ses collègues, relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures. Les articles 1 et 2 sont adoptés. Sur l'article 3, M. Séblin est entendu. Les articles 3 à 7 sont adoptés. Sur l'article 8, sont entendus : MM. Durand-Savoyat, *rapporteur*, Édouard Martell. Les articles 8 à 16 sont adoptés. Sur l'article 17, sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, de Marcère, *président, de la Commission*, Durand-Savoyat, *rapporteur*, Séblin, Le Breton, auteur d'un amendement. L'amendement, mis aux voix, est adopté. L'article 17 ainsi modifié, les articles 18 à 32 et dernier sont également adoptés. Le Sénat adopte une modification au titre de la proposition de loi. L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté. — M. Dellestable, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département de la Corrèze. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Lavertujon, concernant la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation. Les conclusions du rapport tendant à la prise en considération de la proposition de loi sont mises aux voix et adoptées. — M. le *Président* règle l'ordre du jour. M. Barbey est entendu. Les dates de lundi et de samedi, proposées pour la nomination de la Commission des finances, sont successivement mises aux voix et repoussées. L'ajournement de la nomination de la Commission des finances jusqu'à la rentrée des vacances de Pâques, demandé par M. Morellet, est mis aux voix et prononcé. Le

Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, dans les bureaux, et à quatre heures en séance publique. Sur la demande de M. Trarieux, le Sénat décide que la Commission relative aux Compagnies privilégiées de colonisation sera composée de dix-huit membres. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 1721).

Séance du 27 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à quatre heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Ratier dépose le rapport sur le projet de loi tendant à rendre applicable au Conseil municipal de Paris l'article 41 de la loi du 5 avril 1884. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Reims (Marne). — Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements du Cantal, de la Corrèze et la ville d'Annecy (Haute-Savoie). Le Sénat adopte également, après en avoir déclaré l'urgence, la proposition de loi tendant à rendre applicable, en matière de presse, l'article 368 du Code d'instruction criminelle. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les octrois du Faou, de Châteaulin (Finistère) et de Saint-Marcellin (Isère). — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Morel est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 1738).

Séance du 30 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Isaac dépose, au nom de la Commission d'initiative, le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Calvet et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la représentation officielle de l'agriculture par des chambres départementales et un conseil supérieur électifs. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion quatre projets de lois d'intérêt local concernant le département de la Drôme, l'octroi de la ville de Paris, la section du Relecq de la commune de Guipavas (Finistère) et le département de la Corrèze. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Darbot, portant modification à la loi du 3 juillet 1895 sur la police sanitaire des animaux. Sont entendus : MM. Vignancour, Lourties, au nom du rapporteur. L'ajournement de la

discussion, demandé par M. Vignancour, est prononcé. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi relative à l'unification des soldes aux colonies. M. Godin, *rapporteur*, est entendu. La discussion est ajournée. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile. Sont entendus : MM. Demôle, Ratier, *rapporteur*. L'ajournement de la discussion, demandé par M. Demôle, est mis aux voix et repoussé. Les articles 1 à 6 sont adoptés. Sur l'article 7, sont entendus : MM. Demôle, auteur d'un amendement, Ratier, *rapporteur*. Le renvoi de l'amendement à la Commission, demandé par M. le Rapporteur, est prononcé. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi portant : 1^o ouverture au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire de 18.000 francs pour la participation du Département des Colonies à l'Exposition nationale et coloniale de Rouen; 2^o ouverture et annulation de crédit sur l'exercice 1895; 3^o ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes. Sur la demande de M. le Ministre, le Sénat, consulté, ordonne le renvoi immédiat du projet de loi à la Commission des finances. — Le Sénat adopte successivement, après en avoir prononcé l'urgence et ordonné la discussion immédiate, trois projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Saint-Marcellin (Isère), de Châteaulin et du Faou (Finistère). — M. Saint-Prix, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi portant : 1^o ouverture au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire de 18.000 francs pour la participation du Département des Colonies à l'Exposition nationale et coloniale de Rouen; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3^o ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Buffet, Nioche et Blavier. L'ajournement de l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi d'intérêt local concernant un emprunt de la ville de Tours, demandé par M. Buffet, mis aux voix, est repoussé. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures (J.O., p. 1799).

Séance du 31 mars.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Silhol dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 22 mars 1896 dans le département de la Nièvre. Conformément] aux conclusions du rapport, M. Hérisson

est admis comme sénateur de la Nièvre. — Sur la demande de M. Doumer, *Ministre des Finances*, et après en avoir ordonné la discussion immédiate, le Sénat adopte successivement les articles et, au scrutin public, à l'unanimité de 216 votants, l'ensemble du projet de loi concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1895 et 1896 ; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes. — L'ordre du jour appelle la discussion sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Tours (Indre-et-Loire) à emprunter une somme de 10.053.740 fr. et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 20). Sur l'article premier sont entendus : MM. Buffet, auteur d'un amendement, Nioche, Doumer, *Ministre des Finances*. L'amendement de M. Buffet, mis aux voix, n'est pas pris en considération. Les articles 1 et 2 et l'ensemble du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — La parole est donnée à M. Bardoux pour adresser une question à M. le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères*. M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, lui répond. L'incident est clos. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi ayant pour objet de rendre applicable au Conseil municipal de Paris l'article 41 de la loi du 5 avril 1884. L'urgence est déclarée. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile. Sur l'amendement de M. Demôle à l'article 7, précédemment renvoyé à la Commission, M. Ratier, *rapporteur*, est entendu. L'amendement, repoussé par la Commission, mis aux voix, n'est pas adopté. L'article 7, nouvelle rédaction de la Commission, l'article 8 et l'ensemble de la proposition de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1888. La discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose le rapport sur le projet de loi concernant la ville de Reims (Marne). — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Combes, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, Le Breton, sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 1824).

Séance du 2 avril.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce

qu'il a reçu deux demandes d'interpellation adressées au Gouvernement : l'une, par MM. Milliard, Bernard Lavergne, Demôle et Franck Chauveau sur la politique extérieure; l'autre, par M. Le Provost de Launay sur la politique générale. Sont entendus : MM. Sarien, *Ministre de l'Intérieur*, Milliard. La date de la discussion des deux interpellations est fixée à demain vendredi. — M. le Ministre de la Guerre dépose un projet de loi relatif au mode de nomination aux emplois réservés par la loi du 18 mars 1889 aux sous-officiers rengagés, et un projet de loi tendant à modifier les lois des 18 mars 1889 et 25 juillet 1893, relatives au rengagement des sous-officiers; la loi du 17 décembre 1892, relative à l'augmentation du nombre des décorations accordées aux armées de terre et de mer, et la loi des cadres, du 25 juillet 1893. — M. Combes, *Ministre de l'Instruction publique*, dépose un projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu, en 1895, à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du Centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène. — M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dépose un projet de loi portant approbation de la convention passée, le 16 mai 1895, entre l'État et la Compagnie du chemin de fer du Nord pour l'exploitation du service maritime postal entre Calais et Douvres. — Le Sénat adopte sans discussion, au scrutin public, à l'unanimité de 213 votants, le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1888. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Garonne et du Gers, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse. Sur la déclaration d'urgence, demandée par la Commission, sont entendus : MM. Buffet, Bérenger, Le Breton, Adrien Hébrard, Wallon, Prevet, *rapporteur*. L'urgence, mise aux voix, est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée et renvoyée à demain. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Calvet et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la représentation officielle de l'agriculture par des chambres départementales et un conseil supérieur électif. Les conclusions du rapport fait au nom de la Commission d'initiative parlementaire, et tendant à la prise en considération de la proposition de loi, sont mises aux voix et adoptées. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quinze minutes (J.O., p. 1872).

Séance du 3 avril.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Doumer, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au Ministre de la Guerre, au titre du compte spécial de Madagascar. — M. Guérin, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1895 (Ministère de la Guerre, chapitre 27 : Viande fraîche). L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. L'article unique du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 237 votants. — Le Sénat adopte sans discussion un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Reims (Marne). — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Garonne et du Gers, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Buffet, Prevet, *rapporteur*. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — M. Hervé de Saisy dépose une proposition de loi tendant à la suppression de l'esclavage dans l'île de Madagascar. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de MM. Milliard, Bernard Lavergne, Demôle et Franck Chauveau, sur la politique extérieure du Gouvernement. Sur une demande d'ajournement présentée par M. Bisseuil, sont entendus : MM. Bisseuil, Franck Chauveau, Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. L'ajournement de la discussion à une date à fixer ultérieurement, demandé par M. Bisseuil et par le Gouvernement, est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 159 voix contre 112, sur 271 votants. M. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, est entendu. Sur l'interpellation présentée par MM. Milliard, Bernard Lavergne, Demôle et Franck Chauveau, relative à la politique extérieure du Gouvernement, sont entendus : MM. Milliard, Baduel. M. le Président donne lecture d'un ordre du jour motivé, présenté par MM. Franck Chauveau, Bernard Lavergne et Demôle, et ainsi conçu : « Le Sénat, prenant acte de la déclaration du Gouvernement qu'il ne peut ajouter aucune explication à celles qu'il a déjà fournies et jugeant ces explications insuffisantes, déclare qu'il ne peut lui accorder sa confiance et passe à l'ordre du jour ». L'ordre du jour pur et simple, mis aux voix, est repoussé par 157 voix contre 110, sur 267 votants. L'ordre du jour motivé présenté

par MM. Franck Chauveau, Bernard Lavergne et Demôle, mis aux voix. est adopté, au scrutin public, par 155 voix contre 85, sur 240 votants. — L'interpellation sur la politique générale du Gouvernement présentée par M. Le Provost de Launay est retirée par son auteur. — M. Demôle propose de fixer la prochaine séance au 21 avril. Plusieurs sénateurs proposent la date du 19 mai. La fixation de la prochaine séance du Sénat au mardi 19 mai, mise aux voix, est repoussée, au scrutin public, par 182 voix contre 97, sur 279 votants. La date du mardi, proposée par M. Demôle, est mise aux voix et adoptée. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. le Président, avec l'assentiment du Sénat, se réserve de le convoquer en cas d'urgence. La séance est levée à trois heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 1893).

Séance du 21 avril.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures vingt minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Pazat. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, relative à l'Exposition internationale qui aura lieu cette année à Budapesth. M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi portant modification de la loi du 2 août 1871 sur les domaines congéables. M. le Président annonce qu'il a reçu de M. Gervais Rousseau une proposition de loi tendant à la revision intégrale des lois constitutionnelles et en donne lecture. M. Sarrien, *Ministre de l'Intérieur*, dépose dix projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Blois (Loir-et-Cher), de Blida (département d'Alger), l'érection en commune distincte des hameaux du Rejet-de-Beaulieu, de la Louvière, du Petit-Cambrésis et de la Laurette, dépendant de la commune de Catillon (Nord), sous le nom de Rejet-de-Beaulieu, les départements de l'Allier, de la Loire-Inférieure, de l'Ain et de la Marne (quatre projets). — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre du jour. — M. Demôle, au nom de MM. Franck Chauveau, Barbey et au sien, donne lecture d'une déclaration et dépose un projet de résolution. Sont entendus : MM. Bourgeois, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, Baduel, Franck Chauveau, le marquis de Carné, Bernard, Géry-Légrand, Vignancour, Trarieux, Bernard, le Président, Girault. — Le projet de résolution présenté par M. Demôle et « tendant à ajourner le vote des crédits relatifs à Madagascar jusqu'à ce que le Sénat ait

devant lui un Ministère constitutionnel ayant la confiance des deux Chambres » est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 171 voix contre 69, sur 261 votants. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à trois heures quinze minutes (J.O., p. 2337).

Séance du 23 avril.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures vingt minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Dufoussat dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 12 avril dans le département de la Dordogne. Conformément aux conclusions du rapport, M. Denoix est admis comme sénateur de la Dordogne. — La séance, suspendue à trois heures vingt-cinq minutes, est reprise à quatre heures trente-cinq minutes. — M. Dumon dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 12 avril dans le département de la Seine. Conformément aux conclusions du rapport, M. Barodet est admis comme sénateur de la Seine. — M. Franck Chauveau, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au Ministre de la Guerre, au titre du compte spécial de Madagascar. Sur la proposition de M. le Rapporteur, le Sénat ordonne la discussion immédiate du projet de loi et décide l'insertion du rapport au *Journal officiel*. — M. le Président prononce une allocution dans laquelle il associe le Sénat au deuil dont la mort de M. Léon Say frappe la Chambre des Députés. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 2366).

Séance du 24 avril.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce qu'il a reçu de MM. Anglès et Bayol un projet de résolution tendant à la révision des lois constitutionnelles et en donne lecture. Il sera statué sur l'urgence demandée par les auteurs du projet de résolution à la fin de la séance. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au Ministre de la Guerre, au titre du compte spécial de Madagascar. M. le Président donne lec-

ture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Bernard, Franck Chauveau, *rapporteur*, de Lamarzelle, Maxime Lecomte. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles du projet de loi. Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés. Sur l'ensemble, M. Le Provost de Launay est entendu. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 278 votants. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les départements de l'Ain, de l'Allier et de la Loire-Inférieure. — M. Rambaud dépõe et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 19 avril dernier dans le département de Seine-et-Marne. Conformément aux conclusions du rapport, M. Bastid est admis comme sénateur de Seine-et-Marne. Sur l'urgence du projet de résolution de MM. Aglès et Bayol, tendant à la revision des lois constitutionnelles, sont entendus : MM. Aglès, Morellet. L'urgence, mise aux voix, est repoussée, au scrutin public, par 214 voix contre 33, sur 247 votants. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures (J.O., p. 2380).

Séance du 28 avril.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Loire-Inférieure, de l'Allier et de l'Ain. — M. Pazat, au nom de la Commission d'initiative parlementaire, dépose et lit le rapport sommaire sur les projets de résolution déposés, l'un par MM. Gervais Rousseau et Delpèch, l'autre par MM. Aglès et Bayol, et tendant à la revision des lois constitutionnelles. Sur une demande de discussion immédiate, sont entendus : MM. Aglès, Bernard, Pazat, *rapporteur*, Ranc. L'ajournement, demandé par M. Bernard, est mis aux voix et repoussé. Sur la demande de discussion immédiate, il est procédé au scrutin public à la tribune. Le *quorum* n'étant pas atteint, le scrutin est déclaré nul et la discussion renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures (J. O., p. 2440).

Séance du 30 avril.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'une déclaration du Gouvernement. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération : 1° du projet de résolution de MM. Gervais Rousseau et Delpech, tendant à la revision intégrale des lois constitutionnelles; 2° du projet de résolution de MM. Anglès et Bayol, relatif à la revision des lois constitutionnelles. Sur l'ajournement de la discussion, sont entendus : MM. André Lebon, *Ministre du Commerce*, Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Bernard. L'ajournement, mis aux voix, n'est pas prononcé. Dans la discussion, sont entendus : MM. Anglès, Pazat, *rapporteur*, Delpech. Les deux projets de résolution sont retirés par leurs auteurs. Les projets sont repris par M. Émile Labiche, *président de la Commission d'initiative parlementaire*. Les conclusions du rapport, tendant au rejet des projets de résolution, sont mises aux voix et adoptées par 214 voix contre 42, sur 256 votants. — M. Poirrier dépose le rapport sur le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu, en 1895, à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du Centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène. — M. Drumel, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention passée, le 16 mai 1895, entre l'État et la Compagnie du chemin de fer du Nord pour l'exploitation du service maritime postal entre Calais et Douvres. La séance, suspendue à trois heures trente, est reprise à neuf heures. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à neuf heures cinq minutes (J. O., p. 2462).

Séance du 28 mai.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Peaudecerf. — M. Turrel, *Ministre des Travaux publics*, dépose un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement à Lyon, entre la gare de Saint-Jean et la place de Fourvière, d'un embranchement du chemin de fer funiculaire d'intérêt local de Lyon au faubourg Saint-Just. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — L'ordre du jour appelle la

fixation de l'ordre du jour. M. Barbey est entendu. Le Sénat fixe au jeudi 4 juin, dans les bureaux, la nomination de la Commission des finances. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à deux heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 3013).

Séance du 1^{er} juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu en 1895 à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du Centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène. Sur la demande de M. Le Royer, *président de la Commission*, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est prononcée. Sur l'article unique du projet de loi, sont entendus : MM. Godin, *rapporteur*, et Boucher, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté. — Le Sénat adopte sans discussion, après en avoir déclaré l'urgence, le projet de loi portant approbation des conventions de délimitation et de commerce signées à Pékin, le 20 juin 1895, entre la France et la Chine. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi tendant à la réglementation des Halles centrales de Paris. L'urgence est déclarée. Sur l'article premier, M. Le Breton est entendu. Les articles 1 à 6 sont adoptés. Sur l'article 7, sont entendus : MM. Le Breton, *Camescasse, rapporteur*, Lépine, *préfet de police, Commissaire du Gouvernement*. Les articles 7 à 11 et dernier sont adoptés. L'ensemble de la proposition est adopté. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose trois projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Paris, la ville de Chambéry (Savoie) et l'érection en commune distincte de la section de Seilhan, dépendant de la commune de Gourdan (Haute-Garonne). — M. Devès dépose un rapport supplémentaire sur la proposition de loi portant modification de l'article 310 du Code civil (Divorce). — M. le Président règle l'ordre du jour : MM. Camescasse, Cornil, Guérin, Garriçon sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures dans ses bureaux (Nomination de la Commission des finances), et à quatre heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures cinquante minutes (J.O., p. 3094).

Séance du 4 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à quatre heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi d'intérêt local concernant un échange de terrains entre l'État et la Société anonyme de produits chimiques et soudeuse de la Meurthe. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, relative au dépôt du rapport annuel de cette Commission sur la direction morale et la situation matérielle de cet établissement. Le Sénat décide que le dépôt du rapport sera inscrit en tête de l'ordre du jour de la séance du mardi 9 juin. — M. Le Provost de Launay a la parole pour poser une question à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes. M. Rambaud, *Ministre de l'Instruction publique*, lui répond. Sur la demande de M. Combes, la question est transformée en interpellation. Sont entendus : MM. Combes, Léopold Faye, Blavier, Baudens, Le Provost de Launay, Rambaud, *Ministre de l'Instruction publique*. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. Constans et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et de délits; 2^o le projet de loi ayant pour objet d'introduire le débat contradictoire et certains éléments de publicité dans l'instruction préalable en matière de crimes et de délits. La discussion est ajournée. M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Demôle et Guyot. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à quatre heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes (J. O., p. 3135).

Séance du 9 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à quatre heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, dépose un projet de loi relatif au permis de navigation maritime et à l'évaluation des services donnant droit à la pension dite demi-solde, et un projet de loi sur l'inscription maritime. M. le Ministre de la Marine dépose également un projet de loi portant organisation du corps des officiers de la marine et du corps des équipages de la flotte, et demande l'urgence. Le Sénat, consulté, déclare l'urgence. — M. Lourties dépose le rapport sur le projet de loi relatif à l'Exposition univer-

selle de 1900. — M. le Président annonce la mort de M. Xavier Blanc, sénateur des Hautes-Alpes, et se fait l'interprète des regrets du Sénat. M. le Président annonce également la mort de M. Jules Simon, sénateur inamovible, et prononce une allocution. — M. André Lebon, *Ministre des Colonies*, dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Aisne, du Doubs, du Cantal et de la Charente-Inférieure. — L'ordre du jour appelle le dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1895 de ces deux établissements. Il est procédé au dépôt de ce rapport dans les formes d'usage. — M. Barbey, au nom de la Commission de la marine, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant réorganisation du corps des officiers de la marine et du corps des équipages de la flotte. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont mis aux voix et adoptés. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à établir un droit d'entrée sur le plomb, ses minerais enrichis et ses dérivés divers. — Sur une proposition de M. Ernest Hamel, tendant à ce que, à propos de la mort de M. Jules Simon, le Sénat lève la séance en signe de deuil, sont entendus : MM. Ernest Hamel, Cochery, *Ministre des Finances*. La séance est suspendue à quatre heures trentre-cinq minutes et reprise à cinq heures dix minutes. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose, au nom du Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture, du Ministre de l'Instruction publique, du Ministre de l'Intérieur et au sien, un projet de loi tendant à célébrer aux frais de l'État les funérailles de M. Jules Simon. L'urgence est déclarée. M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances* est entendu. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 246 votants. Le Sénat décide de lever la séance en signe de deuil. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 3212).

Séance du 11 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Joseph Fabre et Isaac. — M. le Président annonce que les obsèques de M. Jules Simon auront lieu samedi 13 juin, à onze heures, à l'église de la Madeleine. M. le Président annonce qu'il a reçu de M. Marcel

Barthe une demande d'interpellation adressée au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur l'application des articles 3 et 9 de la loi du 21 mars 1884, relative aux Syndicats professionnels. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi portant approbation de la convention passée, le 16 mai 1895, entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Nord, pour l'exploitation du service maritime postal entre Calais et Douvres. Sur la demande de M. Drumel, *rapporteur*, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. M. Boulanger, au nom de la Commission des finances, donne lecture de l'avis de cette Commission sur le projet de loi. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi relative à l'unification des soldes aux colonies. M. Franck Chauveau est entendu au nom de la Commission des finances. L'urgence est déclarée. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté. — M. Poirrier (Seine), au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention du 5 janvier 1889, annexée à la loi du 29 juillet 1889, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Dompierre-sur-Besbre à la Palisse. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. Catusse, *directeur général des contributions indirectes*. Sont entendus : MM. Bisseuil, auteur d'un amendement (Question préjudicielle, ajournement de la discussion), de Verninac, *rapporteur*, Cochery, *Ministre des Finances*. L'amendement est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 212 voix contre 50, sur 262 votants. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Paul Fleury, Déprez, Tillaye. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 30.000 francs au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1896, pour venir en aide aux victimes de la catastrophe du puits Fontanes (concession des mines de Rochebelle (Gard)). — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à la modification du paragraphe 8 de l'article 15 du décret du 21 février 1852, qui prive de leurs droits électoraux les officiers ministériels destitués. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 3253).

Séance du 12 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Aveyron, du Finistère, de l'Hérault et de la Loire. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition de 1900. M. le Président donne lecture de deux décrets de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dans la discussion, MM Picard, *commissaire général de l'Exposition de 1900*, Bouvard, *directeur des services de l'architecture de l'Exposition de 1900*, et Henri Roujon, *directeur des Beaux-Arts de l'Exposition de 1900*. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Le Play, Boucher, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, de Lamarzelle, Prevet, au nom de la Commission, Buffet, auteur d'un projet de résolution, de Freycinet, *président de la Commission*. — Le projet de résolution de M. Buffet, repoussé par la Commission d'accord avec le Gouvernement, est mis aux voix et rejeté, au scrutin public, par 184 voix contre 60, sur 244 votants. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Halgan, Boucher, *Ministre du Commerce*. Les articles 1 à 4 sont adoptés. Sur l'article 5, sont entendus : MM Blavier, Picard, *Commissaire général du Gouvernement*. Les articles 5 à 10 et dernier sont adoptés. Sur l'ensemble, sont entendus : MM. Edouard Millaud, Boucher, *Ministre du Commerce*, Boulanger, Bardoux, Picard, *Commissaire du Gouvernement*, Reymond. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté. — La suite de l'ordre du jour est renvoyée à la prochaine séance. M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes (J.O., p. 3272).

Séance du 15 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort pour déterminer le département qui sera appelé à élire un sénateur en remplacement de M. Jules Simon, sénateur inamovible, décédé. Le sort désigne le département du Gers: Avis en sera donné à M. le Ministre de l'Intérieur. — M. Morel, au nom de la Commission des finances,

dépose et lit le rapport sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 30.000 francs au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1896, pour venir en aide aux victimes de la catastrophe du puits Fontanes (concession des mines de Rochebelle) (Gard). L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. Le projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 250 votants. — M. Bourganel, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, des chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Villefranche à Tarare et de Villefranche à Monsols. — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département de la Corrèze. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose six rapports sur des projets de lois concernant les villes de Blida (Algérie) et de Blois (Loir-et-Cher), et le département de la Marne (quatre rapports). — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme des boissons. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Labbé, Allègre, de Verninac, *rapporteur*. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. Gadaud, au nom de la Commission de l'armée, dépose : 1^o le rapport sur le projet de loi tendant à modifier les lois des 18 mars 1889 et 26 juillet 1893, relatives au rengagement des sous-officiers ; la loi du 17 décembre 1892, relative à l'augmentation du nombre des décorations accordées aux armées de terre et de mer, et la loi des cadres du 25 juillet 1893 ; 2^o le rapport sur le projet de loi relatif au mode de nomination aux emplois réservés par la loi du 18 mars 1889 aux sous-officiers rengagés. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes (J. O., p. 3327).

Séance du 16 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Godin dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Godin, relative à la compétence des juges de paix. — M. Gadaud, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, entre la gare de Saint-Jean et la place de Fourvière, d'un embranchement du chemin de fer funiculaire d'intérêt local de Lyon au faubourg Saint-Just. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi tendant

à ériger en commune distincte, sous le nom de Rejet-de-Beaulieu, les hameaux du Rejet-de-Beaulieu, de la Louvière, du Petit-Cambrésis et de la Laurette, dépendant de la commune de Catillon (Nord). — M. Poirrier (Seine), au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique le prolongement jusqu'à Dijon de la ligne d'Épuiac à Velars et la concession de ce prolongement à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme du régime des boissons. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Morel, Bisseuil, Gauthier. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante minutes (J.O., p. 3348).

Séance du 18 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant un échange de terrains, dans le département de Seine-et-Marne, entre l'État et le comte Greffülhe. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quinze projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Corrèze, de l'Indre, de la Loire, du Loiret, de Lot-et-Garonne, de Maine-et-Loire, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Nièvre, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales (deux projets), et les villes d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie), de Nice (Alpes-Maritimes) et de Voiron (Isère). — M. le Président annonce la mort de M. de Rozière, sénateur de la Lozère, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Maxime Lecomte, Cochery, *Ministre des Finances*, de Verninac, *rapporteur*, Monis, Bisseuil, Catusse, *directeur des contributions indirectes*, *Commissaire du Gouvernement*, Buffet. La discussion est close. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Bardoux dépose le rapport sur les articles 65 et 66 détachés du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1896, relatifs à la remise aux départements de l'entretien et de la construction des routes nationales. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Faye est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinq minutes (J.O., p. 3392).

Séance du 19 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Carcassonne (Aude) et l'érection en commune distincte de la section de Châtelailion dépendant de la commune d'Angoulins (Charente-Inférieure). — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi de Mayenne (Mayenne). — Le Sénat adopte successivement et sans discussion huit projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Corrèze, de la Marne (quatre projets), les villes de Blois (Loir-et-Cher), de Blida (département d'Alger) et l'érection en commune distincte, sous le nom de Rejet-de-Beaulieu, des hameaux du Rejet-de-Beaulieu, de la Louvière, du Petit-Cambrésis et de la Laurette, dépendant de la commune de Catillon (Nord). Le Sénat adopte également, après avoir déclaré l'urgence, le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, des chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Villefranche à Tarare et de Villefranche à Monsols, et le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement à Lyon, entre la gare de Saint-Jean et la place de Fourvière, d'un embranchement du chemin de fer funiculaire d'intérêt local de Lyon au faubourg Saint-Just. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. M. le Président donne lecture de l'article premier. Sur un amendement de MM. Tillaye et de Marcère, sont entendus : MM. de Marcère, Cornil, de Verninac, *rapporteur*, Buffet, Tillaye, Cochery, *Ministre des Finances*. L'ajournement du vote, demandé par MM. Tillaye et Poriquet, mis aux voix, n'est pas prononcé. MM. Calvet et de Lareinty sont entendus. L'amendement est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 184 voix contre 95, sur 279 votants. Sur l'ordre à suivre dans la discussion des autres amendements à l'article premier, sont entendus : MM. de Verninac, *rapporteur*, Bernard, le Président. La suite de la discussion est renvoyée à lundi. — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements de l'Hérault et du Finistère. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Wallon est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures dix minutes (J. O., p. 3407).

Séance du 22 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Labbé. — M. Turrel, *Ministre des Travaux publics*, dépose un projet de loi ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce de Dunkerque de l'établissement et de l'exploitation de magasins publics sur les terre-pleins des quais de ce port. — M. le Président annonce la mort de M. Delhou, sénateur de l'Yonne, et prononce une allocution. — Le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence, adopte successivement : le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention du 5 janvier 1889, annexée à la loi du 29 juillet 1889, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin d'intérêt local de Dompierre-sur-Bresbre à la Palisse, et le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique le prolongement jusqu'à Dijon de la ligne d'Épinac à Velars et la concession de ce prolongement à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur une nouvelle rédaction, présentée par la Commission, des articles 1 à 12, M. de Verninac, *rapporteur*, est entendu. Sur l'ordre de la discussion, sont entendus : MM. Bernard, Bisseuil. Sur l'article premier, nouvelle rédaction de la Commission, sont entendus : MM. Darbot, Le Breton, de Verninac, *rapporteur*, Bernard, Blavier, Bisseuil. Un contre-projet de MM. Bardoux et Séblin est retiré par ses auteurs. L'article premier est mis aux voix et adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Bisseuil, auteur d'un premier amendement (contre-projet), Cochery, *Ministre des Finances*, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement de M. Bisseuil est mis aux voix et repoussé. Sur l'ordre de la discussion des amendements suivants à l'article 2, sont entendus : MM. Tillaye et Bernard. Un deuxième amendement, présenté par MM. Maxime Lecomte, Scrépel et Depreux, est retiré par ses auteurs. Sur un troisième amendement, présenté par MM. le comte de Blois, le comte de Maillé, Blavier et Merlet, sont entendus : MM. le comte de Blois, de Verninac, *rapporteur*, Tillaye, auteur d'un quatrième amendement, Cochery, *Ministre des Finances*. L'amendement de M. le comte de Blois est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 166 voix contre 83, sur 249 votants. L'amendement de M. Tillaye, mis aux voix, est également repoussé. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. le Ministre des Colonies dépose un projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1895, un crédit extraordinaire de 4.800.000 francs pour la régularisation des

dépenses de l'expédition du Siam.—M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les communes de Moriville et de Portieux (Vosges), et l'érection en commune distincte de la section de Villieu, dépendant de la commune de Loyes (Ain). — M. le Ministre de la Guerre dépose le compte rendu des opérations du recrutement de l'armée pendant l'année 1895. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p. 3452).

Séance du 23 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion deux projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Hérault et de l'Isère. — M. Bardoux dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la constitution des Universités. — M. Thézard, au nom de M. Brusset et au sien, dépose une proposition de loi relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière. — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les départements de l'Aveyron, de la Loire et du Loiret. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896 ; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés ; 4° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose dix projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Charente-Inférieure, de la Manche, de la Mayenne, de Meurthe-et-Moselle, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Savoie, de la Somme, du Var, de Vaucluse et de l'Yonne. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur un amendement (contre-projet) à l'article 2, présenté par M. Bernard, sont entendus : MM. Bernard, Gauthier, Blavier, Cochery, *Ministre des Finances*. Le premier paragraphe de l'amendement est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 175 voix contre 87, sur 262 votants. Le premier paragraphe de l'article premier (nouvelle rédaction de la Commission) est adopté. Sur le second paragraphe de l'amendement de M. Bernard, sont entendus : MM. de Verninac, Bernard, Cochery, *Ministre des Finances*. L'amendement est retiré. Sur un amendement à l'article 2, présenté par M. Calvet, sont entendus : MM. Calvet, Cochery, *Ministre des Finances*,

de Verninac, *rapporteur*. L'amendement est accepté par la Commission d'accord avec le Gouvernement. Un amendement, présenté par M. Bouilliez, est retiré par son auteur. Sur les paragraphes 2 et suivants de l'article 2, sont entendus : MM. Blavier, de Verninac, *rapporteur*, Bisseuil, Séblin, Cochery, *Ministre des Finances*, Le Breton. La première partie du deuxième paragraphe et le troisième paragraphe sont adoptés. La deuxième partie du deuxième paragraphe est mise aux voix et adoptée, au scrutin public, par 250 voix contre 25, sur 275 votants. Un amendement, présenté par M. Blavier, au dernier paragraphe, est retiré par son auteur. Sur le dernier paragraphe, M. Le Breton, auteur d'un amendement (suppression du texte), est entendu. Le dernier paragraphe et l'ensemble de l'article 2 sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Poriqnet, Cochery, *Ministre des Finances*. Les articles 3 et 4 sont adoptés. Sur l'article 5, sont entendus : MM. Tillaye, Cochery, *Ministre des Finances*, Félix Martin. Les articles 5 à 7 sont adoptés. Sur l'article 8, sont entendus : MM. Félix Martin, Cochery, *Ministre des Finances*, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Les articles 8 à 12 sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi relative au commerce des brocanteurs. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 3468).

Séance du 25 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose dix rapports sur dix projets de lois concernant les départements de l'Aisne, du Cantal, de la Charente-Inférieure (deux rapports), de la Loire, de Maine-et-Loire, de l'Indre, de la Corrèze, de la Meuse et des Hautes-Pyrénées. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois concernant le département du Doubs, la ville de Bordeaux (Gironde), la commune d'Estables (Lozère), et des échanges de terrains, dans le département de Seine-et-Marne, entre l'État et le comte Greffülhe, et dans le département de Meurthe-et-Moselle, entre l'État et la Société des produits chimiques de la Meurthe. — M. Jouffrault, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique

l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Lourches à Cambrai. — M. Gadaud, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose également le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement de la section du chemin de fer d'Orange au Buis comprise entre Vaison et le Buis. — M. Morel dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896 ; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés ; 4° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. M. le Président met en délibération l'article 13 (Suppression des droits d'entrée et de détail ; tarification des droits de circulation). Sur un amendement à cet article de MM. Deandres et plusieurs de ses collègues, sont entendus : MM. Deandres, Turrel, *Ministre des Travaux publics*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté. Le premier paragraphe de l'article 13 est adopté. Sur un second amendement présenté par MM. Bouilliez et plusieurs de ses collègues, sont entendus : MM. Bouilliez, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté. Sur un troisième amendement, présenté par M. Bisseuil, sont entendus : MM. Bisseuil, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 184 voix contre 90, sur 274 votants. Sur un quatrième amendement présenté par M. Folliet, sont entendus : MM. Folliet, Galtier, Cochery, *Ministre des Finances*. L'amendement de M. Folliet, mis aux voix, est repoussé au scrutin public, après pointage, par 124 voix contre 118, sur 242 votants. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant le département des Pyrénées-Orientales. La suite de la délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons est reprise. Sur le deuxième paragraphe de l'article 13, sont entendus : MM. Buffet, auteur d'un amendement, Blavier, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement de M. Buffet, mis aux voix, est repoussé. Le deuxième paragraphe est adopté. Sur le troisième paragraphe, M. Blavier est entendu. Les troisième et quatrième paragraphes sont adoptés. Sur le cinquième et dernier paragraphe, sont entendus : MM. Taulier, auteur d'un amendement, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement est retiré. Le dernier paragraphe et l'ensemble de l'article 13, ainsi que l'article 14, sont adoptés. Sur un amendement présenté par M. Bisseuil (Disposition additionnelle. Suppression des octrois sur les boissons hygiéniques),

sont entendus : MM. Bardoux, *rapporteur de la Commission des octrois*, Monis et Bisseuil, auteurs d'un amendement, Cochery, *Ministre des Finances*, Bisseuil. Les amendements de MM. Bisseuil et Monis sont renvoyés à la Commission des octrois. L'article 15 est adopté. Sur la demande de M. de Verninac, *rapporteur*, l'article 16 (Droit de consommation de l'alcool) et les amendements s'y rapportant sont réservés. Sur l'article 17, sont entendus : MM. Isaac et Poirrier (Seine). L'article 17 est adopté. La suite de la délibération est renvoyée à demain. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 3496).

Séance du 26 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Barodet. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Loire, de l'Aveyron et du Loiret. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements du Cantal, de la Mayenne, du Nord et de la Vendée. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. M. le Président met en délibération l'article 18 (Droits sur les absinthes ou similaires, liqueurs et spiritueux ; réglementation de la fabrication et du commerce des essences). Sont entendus : MM. Monis, auteur d'un amendement (renvoi à la Commission), Turrel, *Ministre des Travaux publics*, Blavier, Catusse, *directeur général des contributions indirectes, Commissaire du Gouvernement*, Thévenet, Cochery, *Ministre des Finances*, Bernard. Le renvoi à la Commission, demandé par celle-ci, accepté par le Gouvernement, est prononcé. La suite de la délibération est renvoyée à la prochaine séance. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi de Bolbec (Seine-Inférieure). — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Cochery, *Ministre des Finances*, Faye, *président de la Commission des boissons*. Le renvoi de la prochaine séance à lundi est mis aux voix et, après deux épreuves déclarées douteuses, est prononcé au scrutin public, après pointage, par 125 voix contre 117, sur 242 votants. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes (J.O., p. 3514).

Séance du 29 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quarante minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi sur le secret des lettres. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements du Cher, de l'Hérault et du Loiret. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose sept rapports sur sept projets de lois concernant les départements de Lot-et-Garonne, de la Mayenne, de la Haute-Savoie, de la Somme, du Var, de Vaucluse et l'octroi de Bolbec (Seine-Inférieure). — M. Silhol, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les villes de Carcassonne (Aude), de Chambéry (Savoie), d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie) et de Paris. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1895 et l'ouverture de crédits sur l'exercice 1896. M. le Président donne lecture de quatre décrets de M. le Président de la République, désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister les Ministres des Finances, de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, de la Guerre et de Colonies, MM. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, Boutin, *directeur général des contributions directes*, Buisson, *directeur de l'enseignement primaire*, Prioul, *contrôleur général de l'administration de l'armée*, de Lavaissière de Lavergne, *directeur de la comptabilité et de l'administration pénitentiaire au Ministère de la Marine*. M. le Président met en délibération l'article premier et le tableau A y annexé. — Sont entendus : MM. Blavier, Morel, *rapporteur général*. Les chapitres 1 à 14 et les tableaux A, B et C y annexés sont adoptés. M. le Président met en délibération l'article 15 et le tableau D y annexé. Sur le chapitre 7 du Ministère de l'Instruction publique (Facultés. Personnel), sont entendus : MM. Franck Chauveau, Rambaud, *Ministre de l'Instruction publique*. Le chapitre 7 et les autres chapitres du tableau D, les articles 15 et 16 et dernier sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 236 voix contre 3, sur 239 votants. — M. Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, dépose le projet de loi déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur l'article 18 (Absinthes, bitters, amers et autres spiritueux), précédemment renvoyé à la

Commission, sont entendus : MM. de Verninac, *rapporteur*, Durand-Savoyat, Bernard. M. le Président met en délibération l'article 18 (nouvelle rédaction). Sur le paragraphe premier, sont entendus : MM. Félix Martin, Faye, *président de la Commission*, de Verninac, *rapporteur*, Monis. Les paragraphes 1 à 4 sont adoptés. Sur le paragraphe 5, sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, Cochery, *Ministre des Finances*. Les paragraphes 5 et 6 sont adoptés. Sur le paragraphe 7, sont entendus : MM. Faye, *président de la Commission*, Le Cour Grandmaison, Cochery, *Ministre des Finances*. Les paragraphes 7 et 8 sont adoptés. Sur le paragraphe 9, sont entendus : MM. Blavier, de Verninac, *rapporteur*, Bernard. Les paragraphes 9 et suivants de l'article 18 et l'ensemble de cet article sont mis aux voix et adoptés. Sur un amendement présenté par M. Bisseuil et tendant à remplacer l'article 19 supprimé par la Commission, sont entendus : MM. Bisseuil, de Verninac, *rapporteur*, Gauthier. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 216 voix contre 17, sur 233 votants. Les articles 20 et 21 sont adoptés. Sur un amendement (disposition additionnelle à l'article 21) présenté par M. Guyot, sont entendus : MM. Guyot, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, Demôle. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. Sur l'article 22, sont entendus : MM. Peytral, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. L'article 22 est adopté. Sur un amendement (disposition additionnelle à l'article 22) présenté par M. Guyot, sont entendus : MM. Guyot, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. L'amendement est retiré. Les articles 23 à 30 sont adoptés. Sur l'article 31, sont entendus : MM. Peytral, de Verninac, *rapporteur*, Morel, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, Faye, Buffet. Les articles 31 à 35 sont adoptés. Un amendement (disposition additionnelle à l'article 35) présenté par MM. Monis et Macherez, accepté par le Gouvernement, est adopté. L'ensemble de l'article 35 ainsi modifié et l'article 36 sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi portant : 1° rectification du décret rendu le 27 décembre 1895, en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882, qui a ouvert au Ministre des Travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1895, un crédit supplémentaire de 309.297 fr. 16; 2° annulation d'une somme de 165.000 francs sur le chapitre 68 (Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État) du budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1895. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J. O., p. 3717).

Séance du 30 juin.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Cuvinot dépose le rapport sur les propositions de lois tendant à modifier les articles 11 et 12 de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. — M. Allemand dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 21 juin dans le département des Vosges. Conformément aux conclusions du rapport, M. Rambourgt est admis comme sénateur des Vosges. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion quinze projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Aisne, du Cantal, de la Charente-Inférieure (deux projets), de la Loire, de Maine-et-Loire, de l'Indre, des Hautes-Pyrénées, de la Corrèze, de la Meuse, la commune d'Estables (Lozère), le département du Doubs, la ville de Bordeaux (Gironde), des échanges de terrains, dans le département de Seine-et-Marne, entre l'État et le comte Greffülhe, et dans le département de Meurthe-et-Moselle, entre l'État et la Société anonyme des produits chimiques et soudeuse de la Meurthe. — Le Sénat adopte également, après en avoir déclaré l'urgence, le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Lourches à Cambrai. — Le Sénat adopte, après en avoir prononcé l'urgence et ordonné la discussion immédiate, un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi de Bolbec (Seine-Inférieure). — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant : 1° ratification du décret rendu, le 27 décembre 1895, en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882, qui a ouvert au Ministre des Travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1895, un crédit supplémentaire de 309.297 fr. 16 ; 2° annulation d'une somme de 165.000 francs sur le chapitre 68 (Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État) du budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1895. L'urgence est prononcée et la discussion immédiate est ordonnée. Les articles sont mis aux voix et adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 218 votants. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur l'article 37 (Vermouts, vins de liqueurs), sont entendus : MM. Galtier, auteur d'un amendement, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement est retiré. L'article 37 est adopté. M. de Verninac, *rapporteur*, ayant été entendu, l'article 38 est supprimé. Sur l'article 39

(Bières), sont entendus : MM. Bouilliez, auteur d'un amendement (disposition additionnelle), de Verninac, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 214 voix contre 33, sur 247 votants. Les articles 39 et 40 sont adoptés. Sur l'article 41, sont entendus : MM. Bouilliez, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Les articles 41 à 45 sont adoptés. Sur l'article 46, sont entendus : MM. Bouilliez, auteur d'un amendement, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement est accepté par la Commission. Sont encore entendus : MM. Séblin, auteur d'un amendement, de Verninac, *rapporteur*, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, Bouilliez. L'amendement est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 190 voix contre 39, sur 229 votants. Sont encore entendus : MM. Volland, auteur d'un troisième amendement (suppression de l'article 46), de Verninac, *rapporteur*. L'article 46, modifié par l'amendement de M. Bouilliez, précédemment accepté par la Commission, est mis aux voix et adopté. Les articles 47 à 51 sont également adoptés. Sur l'article 52, sont entendus : MM. Bouilliez, de Verninac, *rapporteur*. Les articles 52 (modifié) à 53 sont adoptés. La suite de la délibération est renvoyée à jeudi. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes. (J.O., p. 3740).

Séance du 2 juillet.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président informe le Sénat qu'il a reçu de M. Marcel Barthe une demande d'interpellation adressée à M. le Garde des Sceaux et relative à l'application de l'article 9 de la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. M. le Président met en délibération l'article 54 (Acide acétique et dilutions diverses). Sur un amendement présenté par MM. Camescasse et plusieurs de ses collègues, sont entendus : MM. Volland, co-auteur de l'amendement, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 215 voix contre 26, sur 241 votants. Les articles 54 à 67 et dernier sont adoptés. Une disposition additionnelle (Procédure des poursuites en cas de contravention), présentée par M. Monis, est retirée par son auteur. M. le Président met en délibération l'article 16 (Droit sur l'alcool) précédemment réservé. Sont entendus : MM. Scheurer-Kestner, auteur d'un amendement (Taxe de dénaturation) à intercaler entre le premier et le

deuxième paragraphe. L'amendement, accepté par la Commission et par le Gouvernement, est mis aux voix et adopté. Sur la demande de M. Faye, *président de la Commission*, la suite de la délibération est renvoyée à demain. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Darbot, portant modification à la loi du 31 juillet 1895 sur la police sanitaire des animaux. Sont entendus : MM. Darbot, *rapporteur*, Bernard. Les conclusions du rapport de la Commission d'initiative, tendant à la prise en considération de la proposition de loi, sont adoptées. — M. Grivart dépose le rapport sur la proposition de loi portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements de la Manche, des Hautes-Pyrénées, de l'Yonne et l'octroi de Mayenne (Mayenne). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures (J.O., p. 3782).

Séance du 3 juillet.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose vingt-six projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de l'Aude (deux projets), de la Charente, des Côtes-du-Nord, de la Dordogne, de la Drôme, de la Haute-Garonne, d'Ille-et-Vilaine, des Landes, de la Haute-Loire, de la Lozère, de la Nièvre, du Nord, de l'Orne, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, de la Sarthe, des Deux-Sèvres, de la Somme, du Tarn, de la Vendée et des Vosges, et la ville de Brive (Corrèze). — M. Marquis dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juin 1891. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements du Nord, de la Nièvre, des Pyrénées-Orientales et la ville de Voiron (Isère). — M. le Président annonce qu'il a reçu de M. Le Provost de Launay une demande d'interpellation, adressée à M. le Ministre des Colonies, sur la situation de Madagascar et sur la politique suivie par le résident général. Sont entendus : MM. André Lebon, *Ministre des Colonies*, Le Provost de Launay. Sur la demande de M. le Ministre des Colonies, le Sénat décide que la discussion de l'interpellation de M. Le Provost de

Launay sera jointe à la discussion du projet de loi tendant à déclarer Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française. M. Bernard est encore entendu. L'incident est clos. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion dix projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Paris, de Carcassonne (Aude), d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie), de Chambéry (Savoie), les départements de Lot-et-Garonne, de la Somme, de la Haute-Savoie, du Var, de la Mayenne et de Vaucluse. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur l'article 16 (Droit de consommation sur l'alcool), précédemment réservé, est entendu M. de Verninac, *rapporteur*. Le premier paragraphe de l'article 16 (Droit de 205 francs proposé par la Commission, d'accord avec le Gouvernement) est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 165 voix contre 73, sur 238 votants. Les derniers paragraphes et l'ensemble de l'article 16, modifié par l'amendement de M. Scheurer-Kestner (disposition additionnelle) précédemment adopté, sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. Sur le renvoi du projet à la Commission des finances, demandé par M. Buffet, sont entendus : MM. Buffet, Faye, *président de la Commission*. Le renvoi, mis aux voix, n'est pas prononcé. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil (Divorce). Sur l'article unique de la proposition de loi, sont entendus : MM. Thézard, auteur d'un amendement, Devès, *rapporteur*. La suite de la délibération est renvoyée à lundi. — M. Hervé de Saisy, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose huit rapports sur huit projets de lois concernant les communes de Loyes (Ain), de Moriville et Portieux (Vosges), la ville de Nice (Alpes-Maritimes), les départements de la Mayenne, de Meurthe-et-Moselle (deux rapports) et des Pyrénées-Orientales (deux rapports). — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Buffet, Faye, Marcel Barthe, Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à une heure et demie, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures trente minutes (J.O., p. 3798).

Séance du 6 juillet.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Lefèvre dépose le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 21 juin dans le département de l'Aube. Conformément aux conclusions du rapport, M. Parisot est admis comme sénateur de l'Aube. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose neuf projets de lois

d'intérêt local concernant les départements de l'Aisne, de la Drôme, d'Ille-et-Vilaine, des Landes, de la Somme, du Tarn, de la Vendée, et les villes de Compiègne (Oise) et de Nantes (Loire-Inférieure). — M. le Ministre de la Guerre dépose un projet de loi concernant le démantèlement d'Antibes (Alpes-Maritimes) et un projet de loi portant modification à la loi du 24 juillet 1873 sur l'organisation générale de l'armée. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi ayant pour objet le relèvement des droits de douane sur les tabacs importés en Algérie. — Le Sénat adopte, après en avoir déclaré l'urgence, le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement de la section du chemin de fer d'Orange au Buis, comprise entre Vaison et le Buis. Sur une motion d'ordre, M. Devès est entendu. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi relatif à la constitution des Universités. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République, désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Instruction publique dans la discussion, M. Liard, *directeur de l'enseignement supérieur*. Sont entendus : MM. Gadaud et Combes. La suite de la délibération est renvoyée à demain. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (J.O., p. 6855).

Séance du 7 juillet.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la République, relative à la revue du 14 juillet. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion seize projets de lois d'intérêt local concernant l'octroi de Mayenne (Mayenne), les départements de la Manche, des Hautes-Pyrénées, de l'Yonne, de la Nièvre, la ville de Voiron (Isère), les départements du Nord, des Pyrénées-Orientales, l'érection en commune distincte de la commune de Villieu, dépendant de la commune de Loyes (Ain), les départements de la Mayenne, de Meurthe-et-Moselle, des Pyrénées-Orientales (2^e et 3^e projets), de Meurthe-et-Moselle (2^e projet), les communes de Morville et de Portieux (Vosges) et la ville de Nice (Alpes-Maritimes). — M. le Ministre des Travaux publics dépose les quatre projets de lois suivants : un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer d'Anduze à Saint-Jeandupard ; un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique,

à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre; un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Hilaire-de-Brens à Jallieu, et un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la ville de Lyon, d'un chemin de fer d'intérêt local de la place Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose dix projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine), la commune de Grues (Vendée) et les départements de l'Allier, des Basses-Alpes, de la Corse, d'Ille-et-Vilaine, de la Manche, des Deux-Sèvres (2 projets) et du Tarn. — M. Dufoussat, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose neuf rapports sur neuf projets de lois concernant les départements de la Nièvre, des Hautes-Pyrénées, de la Sarthe, de l'Ardèche, de la Drôme, des Landes, de la Haute-Loire, de l'Orne et du Tarn. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les départements de l'Ain, de l'Hérault et des Basses-Pyrénées. — M. le Président annonce la mort de M. Munier, sénateur du Rhône, et prononce une allocution. — Le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence, adopte le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 11 de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi relatif à la constitution des Universités. Sont entendus : MM. Bardoux, *rapporteur*, Rambaud, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, Buffet. Sur la demande de M. le Rapporteur, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Wallon, Bardoux, *rapporteur*. Les articles 1 et 2 sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Guibourd de Luzinai, auteur d'un amendement (disposition additionnelle), Liard, *directeur de l'enseignement supérieur, Commissaire du Gouvernement*. L'amendement est retiré, L'article 3 est adopté. Sur l'article 4 et dernier, M. Liard, *Commissaire du Gouvernement*, est entendu. L'article 4 est adopté. Sur un amendement (article additionnel) présenté par M. Buffet et plusieurs de ses collègues, sont entendus : MM. Buffet, Rambaud, *Ministre de l'Instruction publique*, Halgan. L'amendement, mis aux voix, n'est pas pris en considération. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 219 voix contre 31, sur 250 votants. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures (J.O., p. 3870).

Séance du 9 juillet.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Bernard. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois concernant les départements du Cher, de la Charente, de la Loire, de l'Aude et des Vosges. — M. Cordelet dépose le rapport sur le projet de loi portant modification du régime fiscal des successions, donations et ventes de meubles. — M. le Président annonce la mort de M. Brunon, sénateur de la Loire, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil (Divorce). MM. Godin, Devès, *rapporteur*, sont entendus. La discussion est renvoyée à la prochaine séance. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Jules Godin et plusieurs de ses collègues, relative à la compétence des juges de paix. Sont entendus : MM. Godin, *rapporteur*, Cochery. La discussion est renvoyée à une prochaine séance. — M. Taulier, au nom de la Commission de la marine, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à l'inscription maritime. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Loire, des chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Saint-Héand à Pélussin et de Roanne à Boën. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Émile Labiche, Labbé, Deandreis, Bérenger, Tillaye, Godin, Morel. Le Sénat décide qu'il se réunira demain jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures cinquante minutes (J.O., p. 3934).

Séance du 10 juillet.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — Au nom de la Commission d'intérêt local, M. Théry, *rapporteur*, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements du Cantal et de la Vendée. — M. Haulon dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, neuf rapports sur neuf projets de lois concernant les départements d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, des Deux-Sèvres, de la Haute-Garonne, de la Dordogne, du Nord, de l'Ariège, de l'Aude et de la Lozère. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose six rapports sur six projets de lois concernant les villes de Brive (Corrèze), de Compiègne (Oise),

de Nantes (Loire-Inférieure), les départements de la Somme, du Tarn et de la Vendée. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi d'Ax-les-Termes (Ariège), et un projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1896, de crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles) (Loi du 9 juin 1853). — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Mayenne, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite. — MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Colonies déposent un projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'achèvement des missions Pavie dans la péninsule indo-chinoise. — M. Morel, dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits d'inscription et de paiement pour le service des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853). L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. Le projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 218 votants. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Fréchet-Aure (Hautes-Pyrénées). Sont entendus : MM. Baudens, Lefèvre, *rapporteur*. L'ajournement de la discussion, demandée par M. Baudens, est mis aux voix et prononcé. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements des Basses-Pyrénées, de l'Ain et de l'Hérault. — M. le Ministre de la Guerre dépose un projet de loi d'intérêt local concernant le démantèlement d'Auxonne. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Saint-Omer (Pas-de-Calais) et le département de la Charente-Inférieure. — M. Dufoussat, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose treize rapports sur treize projets de lois concernant les départements de l'Allier, du Tarn, de l'Aisne, des Basses-Alpes, de la Corse, d'Ille-et-Vilaine (deux rapports), des Landes, des Deux-Sèvres (deux rapports), de la Somme, de la Vendée et de la Charente-Inférieure. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Godin et plusieurs de ses collègues, relative à la compétence des juges de paix. Sont entendus : MM. Bérenger, Godin. L'ajournement, demandé par M. Bérenger, est mis aux voix et prononcé. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Perpignan (Pyrénées-Orientales) et de Dijon (Côte-d'Or). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira samedi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quinze minutes (J.O., p. 3960).

Séance du 11 juillet.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce qu'il a reçu de M. Deandris une proposition de loi ayant pour objet de décider qu'aucune Faculté nouvelle ne pourra être créée que par une loi nouvelle. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose sept rapports sur sept projets de lois d'intérêt local concernant les villes d'Antibes (Alpes-Maritimes), d'Auxonne (Côte-d'Or), de Dijon (Côte-d'Or), de Perpignan (Pyrénées-Orientales), de Saint-Omer (Pas-de-Calais) et les départements de la Drôme et de la Manche. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion neuf projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Nièvre, des Hautes-Pyrénées, de la Sarthe, de l'Ardèche, de la Drôme, des Landes, de la Haute-Loire, de l'Orne et du Tarn. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Poitiers (Vienne). — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1897. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit extraordinaire de 315.000 francs pour secours aux victimes des troubles de Paris en juillet 1893 et de Lyon en juin 1894. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Poitiers (Vienne). — Le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, adopte un projet de loi ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce de Dunkerque de l'établissement et de l'exploitation de magasins publics sur les terre-pleins des quais de ce port, et seize projets de lois d'intérêt local concernant les départements du Tarn, de l'Allier, de l'Aisne, des Basses-Alpes, du Cantal, de la Vendée, les villes de Saint-Omer (Pas-de-Calais), d'Auxonne (Côte-d'Or), d'Antibes (Alpes-Maritimes), les départements de la Manche, de la Drôme, les villes de Perpignan (Pyrénées-Orientales), de Poitiers (Vienne), le département de la Vendée et les villes de Nantes (Loire-Inférieure) et de Brive (Corrèze). — M. Morellet dépose le rapport sur : 1^o la proposition de loi de M. Morellet et un grand nombre de ses collègues, sur les crimes et délits concernant la défense nationale; 2^o la proposition de loi de M. Monsservin, tendant à modifier les articles 76, 78, 80, 81 et 82 du Code pénal; 3^o le projet de loi sur la trahison et l'espionnage. — M. Morel dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1897. — M. Cochery, *Ministre des*

Finances, dépose un projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1895 et 1896 ; 2° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés ; 3° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes ; 4° l'ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire de 6.362.379 fr. 19 pour le paiement du solde de rachat des réseaux téléphoniques. — M. Waddington dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser les dérogations à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845, en ce qui concerne les clôtures et barrières de chemins de fer. — M. Pauliat dépose et lit le rapport sur le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'achèvement des missions Pavie dans la péninsule indo-chinoise. L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est ordonnée. Le projet de loi est mis aux voix et adopté. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1897). — M. le Président annonce qu'il a reçu une demande d'urgence et de discussion immédiate pour le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1897. Le Sénat prononce l'urgence et ordonne la discussion immédiate. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. Boutin, *directeur des contributions directes*. Le renvoi de la discussion à une prochaine séance, demandé par M. Girault, est mis aux voix et repoussé. Dans la discussion générale, M. Girault est entendu. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. Les articles sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 249 votants. M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1895 et 1896 ; 2° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés ; 3° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes ; 4° l'ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire de 6.362.379 fr. 19 pour le paiement du solde de rachat des réseaux téléphoniques. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée. Les articles sont adoptés et l'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté, au scrutin public, par 233 voix contre 1, sur 234 votants. — M. Guyot dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1897). L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée. L'article unique du projet de loi est adopté. — M. Trarieux

dépose et lit le rapport sur le projet de loi déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française. Sur la discussion immédiate, demandée par M. Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, au nom du Gouvernement, d'accord avec la Commission, est entendu : M. Buffet. La discussion immédiate est mise aux voix et ordonnée. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, Buffet. La discussion générale est close. Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique. L'article unique est mis aux voix et adopté. — Le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, adopte les projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Somme, du Tarn, la ville de Compiègne (Oise), les départements du Cher, de la Charente, des Vosges, du Loiret, de l'Aude, des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine, de la Haute-Garonne, de la Dordogne, du Nord, de l'Ariège, de l'Aude et de la Lozère. — M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'un décret de M. le Président de la République prononçant la clôture de la session ordinaire de 1896 du Sénat et de la Chambre des Députés. Acte est donné de la lecture de ce décret. — M. le Président déclare la session close. — Le procès-verbal de la séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. La séance est levée à sept heures (J.O., p. 3995).

PROJETS DE RÉSOLUTIONS. — Déposé par M. Lavertujon, tendant à obtenir qu'il soit institué au Collège de France une chaire consacrée à la morale enseignée comme science [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 13; I. 5). — Déposé par M. Isaac, dont la teneur suit : « Le Sénat invite le Gouvernement à mettre à l'étude la question des réformes à introduire dans l'organisation de l'Indo-Chine, en vue de fortifier le contrôle. » Le projet de résolution, mis aux voix, est adopté [8 février] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 97). — Déposé par M. Ouvrier, tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 20 du Règlement du Sénat. L'urgence est déclarée [17 mars] (A., t. I, p. 314; J.O., c.r., p. 261; I. 74). Commission : 1^{er} bureau, M. Bérenger; 2^e bureau, M. Allègre; 3^e bureau, M. Mazeau; 4^e bureau, M. Monsservin; 5^e bureau, M. Boulanger; 6^e bureau, M. Édouard Millaud; 7^e bureau, M. Perras; 8^e bureau, M. Gadaud; 9^e bureau, M. Anglès (J.O., p. 1595; F. 27). *Président*, M. Mazeau; *Secrétaire*, M. Anglès; *Rapporteur*, M. Bérenger (J.O., p. 1695; F. 28). Discussion. Sont entendus : MM. Ouvrier, Hippolyte Morel, Bérenger, *rapporteur*, baron de Lareinty. Adoption au scrutin [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296). — Présenté par M. Demôle, au nom de MM. Franck Chauveau, Barbey et au sien, relatif aux crédits de Madagascar, pour l'entretien et la relève des

troupes, présenté par le Gouvernement, auquel le Sénat, avec des majorités considérables, a plusieurs fois refusé sa confiance et qui, en violation de la loi constitutionnelle, s'est maintenu au pouvoir. M. Demôle demande l'ajournement du vote de ces crédits jusqu'au moment où il aura devant lui un Ministère ayant la confiance des deux Chambres. Sont entendus : MM. Bourgeois, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*, Baduel, Franck Chauveau, Vignancour, Trarieux, Bernard. Adoption [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., cr., p. 460). — Déposé par MM. Gervais Rousseau et Delpech, tendant à la revision intégrale des lois constitutionnelles [21 avril] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381). M. Pazat dépose son rapport et en donne lecture. Demande de discussion immédiate des conclusions de la Commission : MM. Anglès, Pazat, *rapporteur*, Bernard, le Président. Scrutin à la tribune. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [28 avril] (A., t. I, p. 482; J.O., c.r., p. 395). Discussion de la prise en considération : MM. André Lebon, *Ministre des Colonies*, le Président, Bernard. Rejet de l'ajournement de la discussion : MM. Anglès, Pazat, *rapporteur*, Delpech, Émile Labiche, *président de la Commission*. Retrait des deux projets de résolutions par leurs auteurs. Reprise de la proposition par M. Émile Labiche. Adoption, au scrutin, des conclusions de la Commission tendant au rejet de la prise en considération [30 avril] (A., t. I, p. 486; J.O., c.r., p. 404). — Déposé par M. Anglès, de concert avec M. Bayol, relatif à la revision intégrale des lois constitutionnelles. M. Anglès demande l'urgence, qui est combattue par M. Morellet. Rejet, au scrutin, de l'urgence [24 avril] (A. t. I, p. 473). M. Pazat dépose son rapport et en donne lecture. Demande de discussion immédiate des conclusions de la Commission : MM. Anglès, Pazat, *rapporteur*, Bernard, le Président. Scrutin à la tribune. Renvoi de la discussion, en l'absence du *quorum*, à la prochaine séance [28 avril] (A., t. I, p. 482; J.O., c.r., p. 395). Discussion de la prise en considération : MM. André Lebon, *Ministre des Colonies*, le Président, Bernard. Rejet de l'ajournement de la discussion : MM. Anglès, Pazat, *rapporteur*, Delpech, Émile Labiche, *président de la Commission*. Retrait des deux projets de résolutions par leurs auteurs. Reprise de la proposition par M. Émile Labiche. Adoption, au scrutin, des conclusions de la Commission tendant au rejet de la prise en considération [30 avril] (A., t. I, p. 486; J.O., c.r. p. 404).

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — Publication des actes qui intéressent la V. loi 30. — Publicité des actes de la propriété immobilière. V. loi 238.

PROTECTION de la santé publique. V. loi 31.

PUBLICITÉ des actes intéressant la propriété immobilière. — V. loi 30.

PYRÉNÉES (Basses). — Emprunt de 64.000 francs et imposition extraordinaire (0 c. 147). V. loi 9. — Imposition extraordinaire (0 fr. 03). V. loi 273.

PYRÉNÉES (Hautes). — Imposition extraordinaire (0 fr. 01). V. loi 208. — Emprunt de 22.000 francs et imposition extraordinaire (0 c. 10). V. loi 237. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 264.

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Emprunt de 110.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 4. — Emprunt de 215.000 francs et imposition extraordinaire (0 c. 82)). V. loi 209. — Modification partielle de l'affectation d'un emprunt. V. loi 215. — Emprunt de 318.408 francs et imposition extraordinaire (4 c. 37). V. loi 241.

QUESTIONS. — M. Trarieux demande à poser à M. le Président du Conseil une question au sujet d'une convocation adressée par M. le Maire de Marseille à tous ses collègues des Bouches-du-Rhône pour le 15 courant. M. Bourgeois, *Président du Conseil*, demande de vouloir bien consentir à la remise de cette question qu'il rendra aussi courte que possible [13 mars] (A., t. I, p. 291; J.O., c.r., p. 242). — Adressée à M. le Président du Conseil par M. Bardoux, sur sa politique extérieure. Développe sa question. M. Bourgeois, *Président du Conseil*, lui répond [31 mars] (A., t. I, p. 429; J.O., c.r., p. 357). — Adressée à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, par M. Le Provost de Launay, relative aux sommes qui ont été engagées pour dépenses de constructions scolaires à titre de subvention de l'État. Question transformée en interpellation par M. Combes. (V. Interpellations) [4 juin] (A., t. II, p. 9; J.O., c.r., p. 421).

RAMBAUD. Doubs. — Dépose son rapport et en donne lecture, sur l'élection de M. Bastide, du département de Seine-et-Marne [24 avril] (A., t. I, p. 477; J.O., c.r., p. 396). — Secrétaire de la 4^e Commission des pétitions (J.O., p. 2440; F. 40). — Nommé Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes [29 avril] (J.O., c.r., p. 403). — Répond à la question de M. Le Provost de Launay, transformée en interpellation par M. Combes, relative aux sommes qui ont été enga-

gées pour dépenses de constructions scolaires à titre de subvention de l'État [4 juin] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 422). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1895 et 1896; l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes [29 juin] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 590). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la constitution des Universités [7 juillet] (A., t. I, p. 292; J.O., c.r., p. 650). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 26, 32, 38, 40; J.O., p. 511, 1035, 1556, 1738, 2367, 2440).

RAMBOURGT. Aude. — Rapport de M. Allemand sur son élection. Est proclamé sénateur [30 juin] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 603).

RANG. Seine. — Fait une rectification au procès-verbal [6 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 77). — Membre de Commissions (F. 6, 26, 38, 60; J.O., p. 511, 1556, 2367, 3686).

RATIER. Indre. — Secrétaire provisoire du bureau [14 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage dans le but de le rendre plus facile [24 janvier] (A., t. I, p. 18; J.O., c.r., p. 19; I. 7). — Secrétaire de la Commission de comptabilité (J.O., p. 544; F. 7). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [4 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 72) [14 février] (A., t. I, p. 146; J.O., c.r., p. 122). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation [28 février] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 180) [2 mars] (A., t. I, p. 228; J.O., c.r., p. 190). — Propose, comme rapporteur, l'ajournement de la discussion de la proposition de loi portant modification de plusieurs dispositions relatives au mariage, pour permettre à la Commission d'examiner plusieurs amendements qui ont été déposés et dont les auteurs demandent à être entendus par la Commission [9 mars] (A., t. I, p. 256; J.O., c.r., p. 213). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production et de consommation [13 mars] (A., t. I, p. 285; J.O., c.r., p. 234). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile [24 mars]

(A., t. I, p. 377; J.O., c.r., p. 314). — Est nommé secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre applicable au Conseil municipal de Paris l'article 41 de la loi du 5 avril 1884 (J.O., p. 1739; F. 32). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre applicable au Conseil municipal de Paris l'article 41 de la loi du 5 avril 1884 [27 mars] (A., t. I, p. 415; J.O., c.r., p. 345; I. 95). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Lavertujon, concernant la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation (J.O., p. 1799; F. 33). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du projet de loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, afin de le rendre plus facile [30 mars] (A., t. I, p. 419; J.O., c.r., p. 249) [31 mars] (A., t. I, p. 434; J.O., c.r., p. 360). — Secrétaire de la Commission des finances (J.O., p. 3254; F. 46). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 7, 26, 31, 32, 33, 43, 45, 46; J.O., p. 369, 511, 544, 1556, 1722, 1738, 1739, 1799, 3094, 3213, 3254).

RÉCOMPENSES. — A décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu, en 1895, à Bordeaux et à Amsterdam, de l'Exposition du centenaire de la lithographie et de l'Exposition d'hygiène. V. loi 167. — A décerner à l'occasion de l'achèvement des missions Pavie dans la péninsule indo-chinoise. V. loi 312.

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE. — Modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 relative au service de deux frères. V. loi 97.

RÉGISMANSET. Seine-et-Marne. — Membre de Commissions (F. 26, 43, 57; J.O., p. 1556, 3094, 3741).

RÉHABILITATION applicable aux condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine. V. loi 148.

REIMS (ville de). Marne. — Emprunt de 480.000 francs. V. loi 162.

REJET DE BEAULIEU. — Érection en une seule commune des hameaux du Rejet-de-Beaulieu, de la Louvière, du Petit-Cambrésis et de la Laurette en commune distincte sous le nom de. V. loi 174.

RELECQ. — Érection en commune distincte de la section de. V. loi 156.

RENNES (ville de). — Imposition extraordinaire. V. loi 294.

REPRÉSENTATION OFFICIELLE de l'agriculture par des Chambres départementales et un Conseil supérieur électif. V. loi 43.

RESPONSABILITÉS des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et organisation de l'assurance obligatoire. V. loi 18.

REY. Isère. — Dépose une pétition des Chambres syndicales patronales du bâtiment et des industries s'y rattachant de la ville de Grenoble et d'un certain nombre d'industriels des villes de Voiron, Saint-Marcellin, Vir, Rives et Tullins [21 février] (J.O., c.r., p. 146). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 369).

REYMOND. Loire. — Demande un congé [4 février] (J.O., c.r., p. 59). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des conventions de délimitation et de commerce signées à Pékin, le 20 juin 1895, entre la France et la Chine (J.O., c.r., p. 1096; F. 17). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des conventions de délimitation et de commerce signées à Pékin, le 20 juin 1895, entre la France et la Chine [23 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 296; I. 84). — Demande la déclaration de l'urgence au cours de la discussion de ce projet de loi [1^{er} juin] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 417). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'Exposition universelle de 1900 [12 juin] (A., t. II, p. 61; J.O., c.r., p. 463). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 17, 38, 60; J.O., p. 511, 1035, 1096, 2367, 3856).

RICARD, député, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Par décret de M. le Président de la République, pris sur le rapport de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, est retiré le projet de loi en discussion, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées en vue de suspendre ou de faire cesser le travail dans les services de l'État [30 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 39, 45, 46). — Répond à l'interpellation de M. Monis sur les conditions dans lesquelles l'instruction de l'affaire des Chemins de fer du Sud a été enlevée à M. le juge d'instruction Rempier, pour être confiée à M. Le Poittevin, juge [11 février]

(A., t. I, p. 122; J.O., c.r., p. 103). — Répond à l'interpellation de M. Monis sur les chemins de fer du Sud et les instructions qu'il a données à M. le Procureur de la République, sans passer par M. le Procureur général [15 février] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 135).

RINGOT. Pas-de-Calais. — Demande un congé [10 janvier] (J.O., c.r., p. 10) [8 février] (J.O., c.r., p. 81). — Membre de Commissions (F. 16, 26, 31; J.O., p. 1035, 1556, 1722).

ROGER. Dordogne. — Demande un congé [20 janvier] (J.O., c.r., p. 10) [5 mars] (J.O., c.r., p. 208). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la Caisse des assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes (J.O., p. 1799; F. 33). — Demande un congé [23 avril] (J.O., c.r., p. 392) [3 juillet] (J.O., c.r., p. 625). — Membre de Commissions (F. 6, 16, 26, 31, 32, 33, 43; J.O., p. 511, 1035, 1556, 1722, 1738, 1799, 3094).

ROLLAND. Tarn-et-Garonne. — Membre d'une Commission (F. 26; J.O., p. 1556).

ROULLAND. Seine-Inférieure — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 511).

ROUSSEAU. Finistère. — Chargé d'une mission temporaire en Indochine française pour exercer les fonctions de gouverneur général, est désigné en qualité de Commissaire du Gouvernement. Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics [8 février] (A., t. I, p. 110; J.O., c.r., p. 93).

ROUSSEAU (Gervais). Creuse. — Rapport de M. Munier sur son élection. Est proclamé sénateur [2 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189). — Dépose une proposition de loi tendant à la révision intégrale des lois constitutionnelles [21 août] (A., t. I, p. 460; J.O., c.r., p. 381; I. 110). — Membre d'une Commission (F. 38; J.O., p. 2367).

ROUSSEL (Théophile). Lozère. — Demande un congé [3 février] (J.O., c.r., p. 58) [25 février] (J.O., c.r., p. 152). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1035).

ROUTES NATIONALES. — Remise aux départements de l'entretien et de la construction de. V. loi 220.

ROZIÈRE (de). Lozère. — Élu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r p. 14). — Demande un congé [4 juin] (J.O., c.r., p. 426). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [18 juin] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 491).

RUMILLY. Haute-Savoie. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 80.

SAINT-AMAND. Nord. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 79.

SAINT-LÉONARD (Haute-Vienne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 50.

SAINT-MAIXENT (Deux-Sèvres). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 90.

SAINT-MALO (Ille-et-Vilaine). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 73.

SAINT-MARCELLIN (Isère). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 160.

SAINT-NAZAIRE. — Travaux de construction d'une nouvelle entrée au Sud de son port et création de voies et moyens financiers destinés à en assurer la réalisation. V. loi 98.

SAINT-OMER (Pas-de-Calais). — Emprunt de 222.000 francs. V. loi 313.

SAINT-PRIX. Ardèche. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1895 et 1896; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes [30 mars] (A., t. I, p. 423; J.O., c.r., p. 351; I. 98). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 511).

SAINT-QUENTIN (Aisne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 51.

SAINT-RAPHAEL (Var). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 72.

SAINT-ROMME. Isère. — Membre d'une Commission (F. 38; J.O., p. 2367).

SAISY (Hervé de). Inamovible. — Président de la Commission des pétitions (J.O., p. 1096; F. 17). — Dépose une proposition de loi tendant à la suppression de l'esclavage dans l'île de Madagascar [3 avril] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 375; I. 108). — Dépose les rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à distraire la section de Villieu de la commune de Loyes (canton de Meximieux, arrondissement de Trévoux, département de l'Ain) pour l'ériger en commune distincte; le 2^e, à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 13); le 3^e, à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt de 62.800 francs; le 4^e, à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 215.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 82); le 5^e, tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à modifier partiellement l'affectation d'un emprunt; le 6^e, à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt de 86.000 francs; le 7^e, à distraire une parcelle de terrain de la commune de Moriville (canton du Châtelet, arrondissement d'Épinal, département des Vosges) pour la rattacher à la commune de Portieux, canton de Charmes, arrondissement de Mirecourt, même département; le 8^e, à approuver un engagement de la ville de Nice (Alpes-Maritimes) [3 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 630; Fa. 121, 122, n^{os} 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 17, 43, 57; J.O., p. 369, 1035, 1096, 3094, 3741).

SAL (de). Corrèze. — Demande un congé [1^{er} juin] (J.O., c.r., p. 417). — Membre de Commissions (F. 6, 26; J.O., p. 511, 1556).

SALLANCHES (Haute-Savoie). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 35.

SALOMON. Vienne. — Membre de Commissions (F. 4, 31; J.O., p. 369, 1722).

SANTÉ PUBLIQUE. — Sa protection. V. loi 31.

SARRIEN, député, *Ministre de l'Intérieur*. — Est entendu sur la fixation du jour de deux interpellations adressées au Gouvernement sur sa politique générale et extérieure [2 avril] (A., t. I, p. 439; J.O., c.r., p. 363).

SARTHE (département de la). — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 265.

SAVARY. Finistère. — Secrétaire provisoire du bureau [14 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables (J.O., p. 3135; F. 44). — Membre de Commissions (F. 4, 26, 43, 44; J. O., p. 369, 1556, 3094, 3135).

SAVIGNY DE MONCORPS (comte de). Nièvre. — Membre d'une Commission (F. 26; J.O., p. 1556).

SAVOIE. — Emprunt de 38.500 francs et imposition extraordinaire. V. loi 21.

SAVOIE (Haute). — Emprunt pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 116. — Déclaration d'utilité publique dans le département pour l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à crémaillère, de Chamonix à Montenvers. V. loi 122. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 232.

SCHEURER-KESTNER. Inamovible. — Élu Vice-Président [16 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Préside la séance [9 mars] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 211). — Présente et développe, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, un amendement sur l'article 16 du projet de loi sur la réforme de l'impôt des boissons, qui est renvoyé à la Commission [2 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 620). — Membre d'une Commission (F. 32; J.O., p. 1738).

SECRET DES LETTRES. — Proposition de loi relative au. V. loi 248.

SCRÉPEL. Nord. — Membre de Commissions (F. 26, 38; J.O., p. 1556, 2367).

SÉBLINE. Aisne. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [28 janvier] (A., t. I, p. 32; J.O., c.r., p. 30). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures [9 mars] (A., t. I, p. 267; J.O., c.r., p. 222). — Est nommé vice-président de la Commission des douanes (J.O., p. 1537; F. 25). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [23 mars] (A., t. I, p. 371; J.O., c.r., p. 310). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'assurance obligatoire [24 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 325). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative : 1^o à la liberté de réunion et de correspondance des Chambres de commerce; 2^o aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures [26 mars] (A., t. I, p. 406; J.O., c.r., p. 338). — Secrétaire de la Commission des finances (J.O., p. 3254; F. 46). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [23 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 546). — Présente et développe sur l'article 46 un amendement qui est rejeté au scrutin [30 juin] (A., t. II, p. 244; J.O., c.r., p. 610). — Membre de Commissions (F. 6, 25, 45, 46; J.O., p. 511, 1537, 3213, 3254).

SEILHAN (section de). — Distraite de la commune de Gourdan (Haute-Garonne) pour l'ériger en commune distincte. V. loi 185.

SEINE-INFÉRIEURE. — Emprunts de 100.963 fr. et de 340.000 fr. V. loi 1.

SEINE-ET-MARNE. — Emprunt de 46.800 francs. V. loi 25.

SESSION ORDINAIRE. — Son ouverture [14 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1) — Sa clôture [11 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 705).

SÈVRES (Deux). — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 261. — Imposition extraordinaire (1 c. 66) (Chemins vicinaux d'intérêt commun). V. loi 300. — Imposition extraordinaire (1 c. 70) (Réseau de tramways départementaux). V. loi 301.

SEYNE (La). Var. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 61.

SÉZANNE (commune de). Marne. — Rétrocession éventuelle, à titre

gratuit, par l'État d'un immeuble exproprié aux frais de cette ville pour les besoins du casernement. V. loi 140.

SILHOL. Gard. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices [13 mars] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 239). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [23 mars] (A., t. I, p. 360; J.O., c.r., p. 302). — Présente et développe sur le paragraphe 4 de l'article 2 un amendement, qui est rejeté au scrutin [24 mars] (A., t. I, p. 383; J.O., c.r. p. 319). — Dépose son rapport et en donne lecture sur l'élection de M. Hérisson, dans le département de la Nièvre [31 mars] (A., t. I, p. 425; J.O., c.r., p. 353). — Est nommé président de la 5^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 3135; F. 44). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser la ville de Paris à emprunter une somme de 44 millions de francs; le 2^e, tendant à autoriser la ville de Carcassonne (Aude) à emprunter une somme de 685.000 francs et à s'imposer extraordinairement (8 c. 56); le 3^e, tendant à autoriser la ville d'Evian-les-Bains (Haute-Savoie) à emprunter une somme de 1.018.638 francs et à s'imposer extraordinairement (60 c. 50); le 4^e, tendant à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à emprunter une somme de 290.000 francs [29 juin] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 586; Fa. 108, n^{os} 239, 240, 241, 242). — Membre de Commissions (F. 21, 43, 44, 45; J.O., p. 1306, 3094, 3135, 3213).

SIMON (Jules). Inamovible. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [9 juin] (A., t. II, p. 18; J.O., c.r., p. 429).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES de production, de crédit et de consommation. V. loi 105.

SOMME. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 233. — Imposition extraordinaire (0 fr. 01). V. loi 279. — Imposition extraordinaire (4 c. 84). V. loi 288.

SOUS-OFFICIERS RENGAGÉS. — Emplois réservés aux. V. loi 166.

SOUTERRAINE (La) (Creuse). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 89.

SUBVENTIONS AUX DÉPARTEMENTS. — Répartition du fonds destiné à venir en aide aux départements pour l'exercice 1897. V. loi 322.

SUCCESSIONS. — Modification du régime fiscal, donations et ventes de meubles. V. loi 308.

TAULIER, Vaucluse. — Secrétaire de la Commission de la marine (J.O., p. 544; F. 7). — Dépose, de concert avec M. Guérin, une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Grillon, Gigondas, Lauris, Jonquières, Sablet, Camaret, Travaillan et Bedoin (Vaucluse) [6 février] (J.O., c.r., p. 78). — Dépose des pétitions des habitants des communes de Caumont, du Thor, de Saumanes, d'Apt, de Joncas, de Roussillon, de Viens, de Merindol, de Saint-Christol, de Sault, de Saint-Léger-de-Violes, de Mondragon, de Cairanne et de Loriol (Vaucluse) [15 février] (J.O., c.r., p. 142). — Dépose, de concert avec M. Guérin, une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département de Vaucluse [21 février] (J.O., c.r., p. 146). — Secrétaire de la 2^e Commission des pétitions (J.O., c.r., p. 1096; F. 17). — Dépose, de concert avec M. Guérin, une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Saint-Pantaléon, Grillon, Piolenc, Suzette, Lagnes, Crestet, Lagarde, Bonnieux, Monieux, Saint-Marcellin et Pernes (Vaucluse) [27 février] (J.O., c.r., p. 168). — Dépose, de concert avec M. Guérin, une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : l'Isle, Montoux, Velleron, Saint-Romain-en-Viennois, Visan, Saint-Pierre-de-Vassols, Cabrières-d'Aigues et Vairéas (Vaucluse) [16 mars] (J.O., c.r., p. 248). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente, avec plusieurs de ses collègues, un amendement qui est renvoyé à la Commission [25 juin] (A., t. II, p. 186; J.O., c.r., p. 563). — Secrétaire de la 6^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3782; F. 58). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'inscription maritime [9 juillet] (A., t. II, p. 311; J.O., c.r., p. 665; I. 172). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 7, 16, 17, 26, 32, 57, 58; J.O., p. 369, 511, 544, 1035, 1096, 1556, 1738, 3741, 3782).

TARN. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 271. — Imposition extraordinaire (0 fr. 01) (Maisons d'écoles). V. loi 287. — Imposition extraordinaire (0 fr. 01) (Dépenses d'intérêt départemental). V. loi 298.

TAXES PERÇUES, en vertu des décrets des 22 octobre, 3, 22 et 25 novembre 1870, sur la garde nationale mobilisée. V. loi 144.

TEISSERENC DE BORT. Haute-Vienne. — Dépose des pétitions des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant quarante-trois signatures des habitants de la commune de Rochechouart (Haute-Vienne) et soixante et onze signatures des visiteurs de l'Exposition de Bordeaux [25 février] (J.O., c.r., p. 153). — Membre de Commissions (F. 26, 38; J.O., p. 1556, 2367).

TÉLÉGRAPHIE. — Entretien et exploitation de communications télégraphiques entre la France, l'Amérique du Nord et les Antilles. V. loi 129.

TÉZENAS. Aube. — Est nommé président et rapporteur de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur (J.O., p. 775; F. 12). Dépose le rapport [8 février] (A., t. I, p. 105; J.O., c.r., p. 89). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [24 mars] (A., t. I, p. 376; J.O., c.r., p. 313). — Membre de Commissions (F. 6, 11, 12; J.O., p. 511, 744, 775).

THÉRY. Inamovible. — Dépose les rapports sur les deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département du Cantal à contracter un emprunt de 85.861 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; Fa. 135, nos 340, 341). — Membre de Commissions (F. 26, 38, 43, 57; J.O., p. 1556, 2367, 3094, 3741).

THÉVENET. Rhône. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [30 janvier] (A., t. I, p. 40; J.O., c.r., p. 37). — Est nommé rapporteur de cette Commission (J.O., p. 824). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [2 mars] (A., t. I, p. 227; J.O., c.r., p. 190; I. 48). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 mars] (A., t. I, p. 271; J.O., c.r., p. 225). — Est entendu dans la

discussion du projet de loi sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail [17 mars] (A., t. I, p. 308; J.O., c.r., p. 256) [19 mars] (A., t. I, p. 319; J.O., c.r., p. 267) [20 mars] (A., t. I, p. 334; J.O., c.r., p. 279) [23 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 299) [24 mars] (A., t. I, p. 383; J.O., c.r., p. 319). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [26 juin] (A., t. I, p. 197; J.O., c.r., p. 580). — Membre de Commissions (F. 11, 13, 31, 45, 57; J.O., p. 744, 824, 1726, 3213, 3741).

THÉZARD. Vienne. — Est entendu dans la discussion à laquelle a donné lieu la déclaration faite par M. Demôle sur les droits constitutionnels du Sénat et les responsabilités ministérielles [21 février] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 145). — Dépose, au nom de M. Brusset et au sien, une proposition de loi complémentaire relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière [23 juin] (A., t. II, p. 164; J.O., c.r., p. 545; I. 147). — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil [3 juillet] (A., t. II, p. 266; J.O., c.r., p. 629). — Membre de Commissions (F. 6, 11, 21, 38, 43, 57; J.O., p. 511, 744, 1306, 2367, 3094, 3741).

THUREL. Jura. — Membre d'une Commission (F. 11; J.O., p. 741).

TILLAYE. Calvados. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et sur le contrat de participation aux bénéfices [13 mars] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 237). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [13 mars] (A., t. I, p. 292; J.O., c.r., p. 243). — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présente sur l'article premier un amendement qui n'est pas pris en considération [19 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 266). — Nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre la réhabilitation applicable aux condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine (J.O., p. 1739; F. 32). — Secrétaire de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la constitution des Universités (J.O., p. 3124; F. 43). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la réforme de l'impôt des boissons [11 juin] (A., t. II, p. 35; J.O., c.r., p. 443). — Présente un amendement, de concert avec M. de Marcère, sur l'article premier de ce projet de loi [19 juin] (A., t. II, p. 124; J.O.,

c.r., p. 514). — Présente et développe, sur l'article 2, un amendement que son auteur retire au cours de la discussion [22 juin] (A., t. II, p. 142; J.O., c.r., p. 528) [23 juin] (A. t. II, p. 168; J.O., c.r., p. 548). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juillet] (A., t. II, p. 312; J.O., c.r., p. 665). — Membre de Commissions (F. 11, 12, 26, 31, 32, 38, 43, 57; J.O., p. 744, 775, 1556, 1722, 1739, 2367, 3094, 3124, 3741).

TIRAGE AU SORT du département chargé d'élire un sénateur, en remplacement de M. Dietz-Monnin, sénateur inamovible, décédé. Le sort a désigné le département de la Dordogne [20 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8). — Du département chargé d'élire un sénateur, en remplacement de M. Jules Simon, sénateur inamovible, décédé. Le sort a désigné le département du Gers [15 juin] (A., t. I, p. 63; J.O., c.r., p. 465).

TIRMAN. Ardennes. — Membre de Commissions (F. 26, 31; J.O., p. 1556, 1722).

TOLAIN. Seine. — Élu Questeur [16 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Élu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 14). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [19 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 274).

TONKIN ET ANNAM. — Emprunt de 80 millions pour liquider leur situation financière et exécuter un programme de travaux publics. V. loi 32.

TOULOUSE. Haute-Garonne. — Emprunt de 23.921.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 67.

TOURS. — Emprunt de 10.053.740 francs et imposition extraordinaire de 20 centimes. V. loi 124.

TRAHISON et espionnage. V. loi 326.

TRARIEUX. Gironde. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [3 février] (A., t. I, p. 61; J.O., c.r., p. 53) [4 février] (A., t. I, p. 72; J.O., c.r., p. 61)

[14 février] (A., t. I, p. 144; J.O., c.r., p. 120). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'admettre aux conditions de la législation en vigueur, au jour de leur embarquement, les grains étrangers embarqués directement pour un port français antérieurement au 28 novembre 1886 [5 mars] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 207). — Demande à poser à M. le Président du Conseil une question au sujet d'une convocation adressée par M. le Maire de Marseille à tous ses collègues des Bouches-du-Rhône [13 mars] (A., t. I, p. 291; J.O., c.r., p. 242). — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. André Lavertujon, concernant la constitution de Compagnies privilégiées de colonisation [17 mars] (A., t. I, p. 302; J.O., c.r., p. 252; I. 73). — Parle dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [20 mars] (A., t. I, p. 240; J.O., c.r., p. 284) [23 mars] (A., t. I, p. 361; J.O., c.r., p. 302) [24 mars] (A., t. I, p. 384; J.O., c.r., p. 324). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [26 mars] (A., t. I, p. 411; J.O., c.r., p. 342). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution tendant à l'ajournement du vote des crédits pour la solde et la relève des troupes de Madagascar jusqu'au remplacement du Ministère au pouvoir [21 avril] (A., t. I, p. 462; J.O., c.r., p. 383). — Dépose son rapport et en donne lecture, au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française [11 juillet] (A., t. II, p. 350; J.O., c.r., p. 697; I. 190). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 32, 50, 57, 60; J.O., p. 369, 744, 1738, 3392, 3741, 3856).

TRÉBOUL (Finistère). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 63.

TRYSTRAM. Nord. — Est nommé membre de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative aux fraudes tendant à faire passer pour français des produits fabriqués à l'étranger ou en provenant, en remplacement de M. Dietz-Monnin, décédé (J.O., p. 775; F. 12). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à autoriser la concession, à la Chambre de commerce de Dunkerque, de l'établissement et de l'exploitation de magasins publics sur les quais de ce port (J.O., p. 3871; F. 61). Dépose son rapport [10 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 667; I. 177). — Membre de Commissions (F. 12, 60, 61; J.O., p. 775, 3686, 3871).

TULLE (Corrèze). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 34.

TURGIS. Calvados. — Dépose, de concert avec M. Duchesne-Fournet, une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département du Calvados [24 mars] (J.O., c.r., p. 328). — Dépose, de concert avec M. Duchesne-Fournet, une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département du Calvados [11 juin] (J.O., c.r., p. 446).

TURREL, député, *Ministre des Travaux publics.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [25 juin] (A., t. II, p. 178, J.O., c.r., p. 557) [26 juin] (A., t. II, p. 203; J.O., c.r., p. 577).

UNIVERSITÉS. — Leur constitution. V. loi 139. — La création de Facultés nouvelles ne pourra être autorisée que par une loi. V. loi 323.

VAR. — Emprunt de 49.600 francs. V. loi 54. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 234.

VAUCLUSE. — Emprunt de 34.500 francs et imposition extraordinaire (0 c. 094). V. loi 5. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 235.

VELTEN. Bouches-du-Rhône. — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 511).

VENDÉE. — Emprunt de 72.500 francs et imposition extraordinaire (0 c. 12). V. loi 6. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 244. — Emprunt de 88.500 francs et imposition extraordinaire (0 c. 18). V. loi 278. — Imposition extraordinaire (1 c. 50). V. loi 283.

VERNINAC (de). Lot. — Élu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice [24 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 14). — Dépose des pétitions des comités de la Société nationale d'initiative et de propagande pour l'exécution du canal des Deux-Mers, portant 167 signatures d'habitants, propriétaires et ouvriers des communes de Cattus, Castelnau-de-Montratier, Salirac et Saint-Daunès (Lot), plus 76 signatures de visiteurs de l'Exposition de Bordeaux [27 février] (J.O., c.r., p. 168). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réforme de l'impôt des boissons [2 mars] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 185; I. 46). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [13 mars] (A., t. I, p. 292; J.O.,

c.r., p. 243). — Est entendu dans la discussion générale sur la réforme de l'impôt des boissons [11 juin] (A., t. II, p. 29; J.O., c.r., p. 438) [15 juin] (A., t. II, p. 71; J.O., c.r., p. 471) [18 juin] (A., t. II, p. 103; J.O., c.r., p. 497) [19 juin] (A., t. II, p. 123; J.O., c.r., p. 513) [22 juin] (A., t. II, p. 132; J.O., c.r., p. 520) [23 juin] (A., t. II, p. 165; J.O., c.r., p. 545) [25 juin] (A., t. II, p. 180; J.O., c.r., p. 558) [26 juin] (A., t. II, p. 194; J.O., c.r., p. 582) [29 juin] (A., t. II, p. 220; J.O., c.r., p. 590, 592) [30 juin] (A., t. II, p. 241; J.O., c.r., p. 606) [2 juillet] (A., t. II, p. 253; J.O., c.r., p. 618) [3 juillet] (A., t. II, p. 264; J.O., c.r., p. 627). — Membre de Commissions (F. 6, 16; J.O., p. 511, 1035).

VERON (amiral). Ille-et-Vilaine. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 369).

VERSAILLES (Seine-et-Oise). — Approbation d'un engagement. V. loi 68.

VIGER, député, *Ministre de l'Agriculture*. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative au régime des amidons et des glucoses [26 mars] (A., t. I, p. 401; J.O., c.r., p. 336).

VIGNANCOUR. Basses-Pyrénées. — Est entendu dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi portant modification à la loi du 31 juillet 1895 sur la police sanitaire des animaux [30 mars] (A., t. I, p. 418; J.O., c.r., p. 348). — Prend part à la discussion du projet de résolution tendant à l'ajournement du vote des crédits pour la solde et la relève des troupes de Madagascar jusqu'au remplacement du Ministère au pouvoir [21 avril] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 382). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 43; J.O., p. 369, 511, 3094).

VILAR. Pyrénées-Orientales. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département des Pyrénées-Orientales [16 janvier] (J.O., c.r., p. 6). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Banyuls-sur-Mer, Calmeilles, Corneilla-de-la-Rivière, Corneilla-del-Vercol, Planèzes, Saint-Arnac, Catllar, Eus-et-Cômes et Torrelles (Pyrénées-Orientales) [27 février] (J.O., c.r., p. 168). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de diverses communes du département des Pyrénées-Orientales [2 mars] (J.O., c.r., p. 195). — Membre de Commissions (F. 38, 43, 57; J.O., p. 2367, 3094, 3741).

VILLARD. Creuse. — Secrétaire de la Commission chargée de l'exa-

men de la proposition de loi de M. Darbot, portant modification de la loi du 3 juillet 1895 sur la police sanitaire des animaux (J.O., p. 3871; F. 61). — Membre de Commissions (F. 16, 60, 61; J.O., p. 1035, 3856, 3871).

VILLIEU (section de). — Son érection en commune distincte. V. loi 226.

VISSAGUET. Haute-Loire. — Demande un congé [20 janvier] (J.O., c.r., p. 10). — Membre d'une Commission (F. 57; J.O., p. 3741).

VOIRON (Isère). — Emprunt de 50.000 francs et imposition extraordinaire (2 c. 50). V. loi 217.

VOLLAND. Meurthe-et-Moselle. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et les Compagnies de chemins de fer [4 février] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 70). — Dépose, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, un ordre du jour motivé à la suite de l'interpellation de M. Monis à M. le Garde des Sceaux, sur les conditions dans lesquelles l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud a été enlevée à M. le juge d'instruction Rempier, pour être confiée à M. le juge Le Poittevin [11 février] (A., t. I, p. 122; J.O. c.r., p. 109). — Dépose, de concert avec M. Bérenger, à la suite de la discussion de l'interpellation adressée de nouveau par M. Monis à M. le Garde des Sceaux, sur les chemins de fer du Sud, un ordre du jour ainsi conçu : « Le Sénat, confirmant son ordre du jour du 11 février dernier, passe à l'ordre du jour. » Cet ordre du jour a été adopté [15 février] (A., t. I, p. 158; J.O., c.r., p. 142). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation, et sur les contrats de participation aux bénéfices [13 mars] (A. t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 236). — Parle dans la discussion, en 2^e délibération, sur le projet de loi relatif aux responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [20 mars] (A., t. I, p. 338; J.O., c.r., p. 283). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [30 juin] (A., t. II, p. 246; J.O., c.r., p. 612) [2 juillet] (A., t. II, p. 252; J.O., c.r., p. 617). — Membre d'une Commission (F. 26; J.O., p. 1556).

VOSGES. — Imposition extraordinaire (0 c. 28) pour travaux aux chemins vicinaux de grande communication. V. loi 274.

WADDINGTON (Richard). Seine-Inférieure. — Demande un congé [8 février] (J.O., c.r., p. 81). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [23 mars] (A., t. II, p. 366; J.O., c.r., p. 302). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser des dérogations à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1895, en ce qui concerne les clôtures et barrières de chemins de fer [11 juillet] (A., t. II, p. 330; J.O., c.r., p. 680; I. 188). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 511).

WALLON. Inamovible. — Préside la séance en qualité de doyen d'âge et déclare ouverte la session ordinaire. Prononce une allocution. Annonce le décès de MM. le comte de Laubespin, sénateur de la Nièvre et Dietz-Monnin, sénateur inamovible [14 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r. p. 1). — Préside la séance. Proclame la constitution définitive du bureau du Sénat [16 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la constitution des Universités (J.O., p. 3124; F. 43). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi [7 juin] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 657). — Membre d'une Commission (F. 43; J.O., p. 3094, 3124).

YONNE. — Imposition extraordinaire (0 fr. 03). V. loi 231.

YVETOT (Seine-Inférieure). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 71.